

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 15

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1985

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- SOMMAIRE :
- MORT DE QANATÉ KURDO
 - LA QUESTION KURDE DEVANT LE BUNDESTAG
ET LE PARLEMENT EUROPÉEN
 - PARUTION DE HÉVÎ N° 4
 - PUBLICATIONS NOUVELLES
 - A SIGNALER
 - DANS LA PRESSE KURDE
 - LA REVUE DE LA PRESSE, EN BREF
 - PUBLICATIONS EN VENTE

LA MORT DE QANATÉ KURDO

Nous apprenons avec une profonde tristesse la mort du grand linguiste kurde, Qanaté Kurdo, survenue à Leningrad (U.R.S.S.) le 31 octobre 1985, à 10 heures du matin. Le peuple kurde perd en lui un savant et un patriote dévoué, l'Institut l'un de ses plus prestigieux fondateurs.

Qanaté Kurdo, dont la vie a été consacrée à la kurdologie, laisse derrière lui une production importante et féconde dans de nombreux domaines.

Pourtant, rien ne laissait prévoir un destin aussi exceptionnel à ce fils de pauvres paysans kurdes yezidis de la tribu des Şerqî.

Qanat, fils de Keleş, fils de Xidr, est né en 1909 à Susiz, près de Qaqizman, dans la province de Kars, alors sous domination russe. Le génocide des Arméniens et les conséquences de la Première Guerre mondiale sont désastreuses pour les populations locales. Les deux oncles de Qanat sont arrêtés par les forces d'occupation turques et envoyés aux travaux forcés où ils meurent sous la torture. Les paysans kurdes subissent d'humiliantes persécutions et, à la fin de la guerre, en 1918, Keleş, le père de Qanat, sa mère Xezal et sa soeur décident de quitter leur village et d'émigrer vers l'est. Ils s'installent dans le village de Korblax (aujourd'hui Çinkant), alors entièrement peuplé de Kurdes, dans la région d'Aparan, en Arménie.

L'armée turque, peu après, s'empare de la région et occupe les villages kurdes. A Korblax, les Turcs ordonnent à la population kurde de se regrouper dans une étable à laquelle ils mettent le feu. La petite famille de Qanat réussit à fuir vers les montagnes, où elle vivra deux ans dans un dénuement total. Au bout du rouleau, le père de Qanat décide de pousser plus loin et d'émigrer à Tiflis, en Géorgie. La vie là aussi est très dure. Keleş, complètement usé, meurt quelques mois plus tard, en 1921. Xezal fait des lessives dans les familles géorgiennes. Epuisée, elle tombe gravement malade. Qanat doit mendier pour obtenir un croûton de pain...

Un jour, tandis que Qanat s'amusait avec d'autres enfants kurdes dans un coin de rue de Tiflis, deux étrangers s'approchèrent des enfants, leur offrirent des douceurs et les invitèrent, en kurde, à venir à l'école. Il s'agissait de Hagop Gazarian, plus connu sous le nom de Lazo, et de sa femme, Olga, qui devaient jouer un rôle considérable non seulement dans la vie de Qanat, mais dans celle de dizaines de jeunes Kurdes. Lazo ouvre la première école kurde à Tiflis, où il se charge de l'enseignement du kurde et Olga de l'arménien. Qanat ira à l'école le matin. L'après-midi, malgré son jeune âge, il exercera tous les métiers : portefaix, cireur, mendiant... C'est à cette époque (1923) que Xezal, sa mère, se remarie avec Kekant Mirad, un homme aux idées larges qui encouragera le jeune garçon à étudier, en contradiction avec les autres familles yezidis, qui s'obstinaient à interdire à leurs enfants l'accès à l'école.

L'enfant termine brillamment l'école de Lazo en 1928. Grâce aux efforts d'Ereb Şemo, le Comité Central du Parti Communiste d'Arménie appuie le projet d'envoyer de jeunes Kurdes poursuivre leurs études supérieures à Leningrad. Qanatê Kurdo fait partie du petit groupe de huit heureux étudiants qui prennent le train un jour de septembre 1928, pour aller à l'Université de Leningrad. Une vie nouvelle et brillante s'ouvre alors pour le jeune homme, qui a le privilège de travailler sous la direction des meilleurs professeurs de l'époque et d'orientalistes prestigieux, tels que I.A. Orbeli, A.A. Frejmann, fondateurs de la kurdologie soviétique. Il étudie le baluçt et les langues pamiriennes avec I.I. Zarubin, la linguistique avec N.Y. Marr. Ses études ne sont pas encore achevées qu'il est nommé, en 1934, professeur de kurde, d'abord à la Faculté de Philologie, ensuite à l'Institut des Travailleurs. Sous la direction de A.A. Frejmann, il soutient avec succès sa thèse sur "La construction des locutions verbales en kurde", qui sera publiée en 1941.

Et puis, c'est le déferlement des armées nazies sur l'U.R.S.S. et le long et cruel siège de Leningrad. Qanatê Kurdo s'engage résolument dans la lutte et travaille dans une usine de fabrication d'appareils de communication. Gravement malade, Qanat est envoyé en convalescence dans une petite ville russe où il rencontre Nadedja Vassilievna qui deviendra sa fidèle compagne et lui donnera un fils, Weztr.

Au lendemain de la guerre, en 1945, Qanatê Kurdo adhère au Parti Communiste de l'U.R.S.S. La même année, il est nommé à la Faculté d'Orientalisme de l'Université de Leningrad, où il enseigne le kurde dans le département d'Iranologie. Grâce à Orbeli, alors directeur de l'Institut d'Orientalisme, un Département de kurde est créé en 1959. Moins de deux ans plus tard, Qanatê Kurdo aura l'honneur de le diriger.

Depuis lors, tous ceux qui s'intéressent à la kurdologie en U.R.S.S. et ailleurs, les étudiants soviétiques, les boursiers kurdes venant d'Iraq, de Syrie... tous ont constamment trouvé chez "Mamosta" Qanatê non seulement un maître attentif, prodigue de conseils, mais aussi un ami dévoué.

En dépit de ses lourdes responsabilités, Qanatê Kurdo poursuit inlassablement ses recherches. Il soutient avec honneur sa thèse de doctorat d'Etat sur la grammaire comparée du sorani et du kurmanji, qui sera publiée à Moscou en 1978 et traduite en kurde central par Kurdistan Mukriyani, Bagdad 1984.

Les travaux de Qanatê Kurdo ont porté non seulement sur la philologie kurde, mais aussi sur la littérature, le folklore, l'ethnographie, la sociologie, l'histoire, la politique, pratiquement sur tous les domaines de la kurdologie. La liste est longue, et nous consacrerons, dans la prochaine livraison de la revue Hêvt, une étude particulière à l'oeuvre de ce grand savant kurde.

LA QUESTION KURDE DEVANT LE PARLEMENT EUROPÉEN

Au cours de sa session d'octobre 1985, le Parlement Européen a longuement débattu de la situation des droits de l'homme en Turquie. Se basant en grande partie sur les informations et témoignages recueillis sur place par son rapporteur Richard BALFE, le Parlement a adopté une résolution qui constate notamment que "en ce qui concerne le droit à l'intégrité physique, la torture restait, en particulier dans les commissariats de police, une pratique courante et systématique", que "les procès de masse et leurs procédures interminables sont maintenus", qu'"il n'est pas possible de considérer que la démocratie a été rétablie en Turquie", que "les droits syndicaux sont toujours aussi sévèrement limités" dans ce pays et que "les autorités turques violent les droits des minorités ethniques même lorsque ceux-ci sont garantis par des traités internationaux".

Dans ce contexte, la question kurde a également été abordée, grâce, en particulier, à la proposition de résolution de MM. Vandemeulebroucke et Kuijpers "sur le sort de la minorité kurde de Turquie" et à celle de M. Ulburghs "sur la situation préoccupante des prisonniers kurdes en Turquie" dont on trouvera les libellés in extenso dans la revue de presse. Dans la résolution finale adoptée le 23 octobre, les Parlementaires européens "regrettent que les formes les plus diverses de violations des droits de l'homme sont toujours commises à l'égard de la minorité kurde de Turquie et a fortiori de ceux qui se manifestent politiquement comme Kurdes" et invitent "le gouvernement turc à rétablir les droits de l'homme en Turquie, en particulier (...) en ce qui concerne les droits des minorités, relatifs à la religion, à la langue, à l'histoire et aux activités culturelles et sociales".

LA QUESTION KURDE DEVANT LE BUNDESTAG

Plus de cinq ans après le coup d'état militaire de septembre 1980 et alors que certains milieux veulent faire croire à un "retour progressif de la Turquie à la démocratie", les violations massives des droits de l'homme perpétrées par ce pays et tout particulièrement le sort qu'il réserve à ses minorités continuent de préoccuper l'opinion publique démocratique.

C'est ainsi que, au cours des derniers mois, la situation en Turquie a fait l'objet de débats animés, d'abord devant le Bundestag allemand, puis devant le Parlement Européen.

A Bonn, au nom du groupe parlementaire S.P.D. (Parti Social-démocrate d'Allemagne), son leader, le Dr. Vogel, a interpellé le 26.7.1985, le gouvernement fédéral sur le sort des minorités dans cette "Turquie, membre de l'OTAN, qu'on prétend sur la voie du retour à la démocratie". Rappelant que "la défense des droits des minorités fait partie des devoirs des régimes qui se veulent démocratiques", le S.P.D. pose les questions suivantes :

- 1) Quelles sont les informations en possession du gouvernement fédéral sur les conditions d'existence
 - a) des Kurdes,
 - b) de la minorité arménienne en Turquie ?
- 2) Selon le gouvernement fédéral, le gouvernement turc respecte-t-il les droits des minorités (usage de la langue, religion, identité culturelle) définis dans la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies ?
- 3) Le gouvernement fédéral possède-t-il des informations au sujet des activités militaires croissantes menées au cours des 3 dernières années contre la population kurde à l'intérieur et hors des frontières de la Turquie ?
- 4) Le gouvernement fédéral est-il au courant des mesures de déportation des Kurdes et des Arméniens au cours des deux dernières années par l'Etat turc ?
- 5) Quelles sont les mesures entreprises par le gouvernement fédéral pour la protection des droits des minorités kurde et arménienne
 - a) en Turquie,
 - b) en République Fédérale d'Allemagne ?

Le 9 septembre, en réponse à ces questions, au nom du gouvernement fédéral, le ministre des Affaires Etrangères a notamment déclaré :

"Depuis Atatürk le centralisme et le nationalisme sont les principes fondamentaux de la Turquie moderne. L'Etat turc ne reconnaît pas officiellement l'existence, à l'intérieur de ses frontières, des minorités nationales autres que "les minorités non musulmanes" reconnues dans le Traité de Lausanne de 1923. Les lois turques ne reconnaissent pas de droits de minorité aux Kurdes de Turquie. D'après ce que nous savons, c'est que, dans la mesure où ils se disent turcs, les Kurdes ne subissent pas de discrimination. Mais, en avril 1984, l'éminente personnalité kurde, Şerafettin Elçi, ancien ministre, s'est déclaré kurde devant la Cour Militaire de Diyarbakir et celle-ci l'a, de ce fait, condamné pour séparatisme.

Dans l'est et le sud-est de la Turquie, les Kurdes de Turquie parlent le kurde dans les rues. L'usage privé de cette langue n'est pas interdit et n'entraîne pas de poursuites. Les conditions d'existence des Kurdes de Turquie sont déterminées par les disparités économiques et sociales entre l'est et l'ouest de ce pays. L'Anatolie de l'Est et du Sud-Est sont les régions sous-développées de la Turquie (...). Le gouvernement du Premier Ministre Ozal se penche particulièrement sur le développement de ces provinces de la Turquie orientale mais la situation économique générale constitue un obstacle sur cette voie. La République Fédérale d'Allemagne et la Turquie collaborent pour le développement accéléré de l'Anatolie orientale (...). D'après nous, la situation des droits de l'homme n'est pas satisfaisante en Turquie. Mais on constate des progrès dans le processus de démocratisation et, en général, une certaine amélioration dans le domaine des droits de l'homme. Dans la période récente, il n'y a pas eu d'actions militaires contre les Kurdes de Turquie. Après une longue trêve, à partir d'août 1984, des accrochages se sont produits entre des séparatistes kurdes et des patrouilles et unités militaires le long de la frontière turco-irakienne (...). On ne saurait imputer aux Kurdes de Turquie ces menées de petits groupes extrémistes ; ceux-ci représentent d'ailleurs peu de monde. En octobre de l'année passée, les forces turques ont mené deux petites opérations à la frontière turco-irakienne, aux termes d'un accord entre Ankara et Bagdad. Cette incursion s'est effectuée dans une zone large de 5 km. (en territoire irakien). Des actions en territoire iranien, annoncées en juin par le "Times" de Londres et la B.B.C., sont sans fondement. (...) Dans les années 1920 et 1930, l'Etat turc a déporté, pour cause de révolte, un nombre considérable de Kurdes de Turquie. Ce sont les dernières déportations. L'hiver dernier, des nouvelles ont fait état de déportations de Kurdes résidant au long de la frontière turco-irakienne, mais on en ignore les raisons. Le gouvernement allemand n'est pas au courant d'une déportation récente de Kurdes et d'Arméniens.

"Tous les gouvernements turcs, qu'ils soient conservateurs ou social-démocrates, ont, depuis la fondation de la République turque, pris des mesures contre le nationalisme et le séparatisme kurdes, considérés comme une dangereuse source d'explosion. Ils voient dans ce problème un danger pour l'intégrité de la Turquie. Les actes de terrorisme politique commis par des extrémistes kurdes ont constitué une source de préoccupation pour les gouvernements turcs.

"La Turquie respecte les droits des minorités non musulmanes en conformité avec le Traité de Lausanne et protège ces minorités vivant à l'intérieur de ses frontières.

"Les dispositions du Pacte International sur les droits du citoyen et les droits politiques, signé le 19 décembre 1966, ne sont pas, dans leur esprit, observées par la Turquie. Elle doit donc garantir ces droits procédant dudit Pacte.

"Le gouvernement fédéral manifeste, dans l'arène internationale, la sensibilité requise pour les droits de l'homme (...). Le gouvernement fédéral observe en permanence dans quelle mesure les droits de l'homme sont respectés en Turquie, ceci

à la lumière des résolutions des Nations Unies.

"Dans cette situation, des interventions étrangères en faveur des droits des minorités pour les Kurdes, en particulier une intervention émanant d'un pays ami et allié ne serviront aucunement les Kurdes de Turquie.

"Le gouvernement fédéral garantit et respecte les droits des étrangers vivant en République Fédérale d'Allemagne, droits définis dans les lois allemandes. Les Kurdes et les Arméniens jouissent au même titre que les autres groupes de ces droits. Dans le cadre de la Constitution, tous les groupes étrangers peuvent librement exprimer leur identité culturelle. En outre, le gouvernement fédéral n'empêche pas les activités des groupes kurdes et arméniens. Un grand nombre de Kurdes, originaires de divers pays, vivent en Allemagne Fédérale et à Berlin-Ouest."

- HÉVÎ N° 4
- Le numéro 4 de la revue littéraire de l'Institut en langue kurde vient de paraître. Au sommaire de ce numéro :
- La mort de l'écrivain Hassan Qizilcî, de Joyce BLAU,
 - En mémoire du R.P. Thomas Bois,
 - Suite des Souvenirs d'Ihsan Nouri Pacha sur la révolte d'Agri,
 - Nouvelles, contes et poèmes, de Firat CEWERI, Çerkezê REŞ, Hesênê METE, Mîsa KAVAL, Riza Çolpan, Nezîr GEDO et Toştîné REŞID
 - Revue des publications récentes
 - A propos du livre de Mentechachvili, Pêşrew EHMED.
- En kurde dumilî :
- Poème à la naissance du Prophète, Ehmedê XASI et 'Usman EFENDI,
 - Sheikh Saïd de Pirane, de MALMISANIJ,
 - La mort de Xalit Beg de Cibri, Demir OZLU,
 - Le folklore du Dersim, FIRAT,
- En kurde soranî
- Point de vue, HAWAR,
 - L'internationalisme dans la poésie de Goran, KAMURAN
 - Poème et conte de Y. WERZER et HEME,
 - Dildar, poète révolutionnaire et progressiste, K. MARUF,
 - Fondements de la pensée patriotique kurde dans le Mem û Zîn d'Ahmed Khanî, F. ŞAKELI.

PUBLICATIONS
NOUVELLES

- * Approche historique de l'évolution de la littérature kurde en Iraq, 1918-1961, mémoire pour le diplôme de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, par Hoshmand Othman.
- * Kürt Yurtsever hareketinin politik ve askeri stratejisi, geçmişi, günümüze ve geleceğe bakış (La stratégie politique et militaire du mouvement patriotique kurde, un regard sur le passé, le présent et l'avenir), Dr Ismet Şerif Vanly, 1985, 72 p. Cette brochure, éditée par l'Union des Démocrates du Kurdistan, est la traduction en turc d'une étude d'I.Ş. Vanly parue en arabe dans le n° 2 de la revue *Studia Kurdica*, publiée par l'Institut Kurde.

- * *Azadbûna Mehmet Karataş* (La libération de Mehmet Karataş), en kurde, caractères latins, Bonn, 49 p. Une nouvelle illustrée de Şahîne Sorokli éditée par Kurdisches Institut.
- * *Ronaht*, supplément illustré de la célèbre revue kurde "Hawar" des frères Bedir Khan. Numéros 1 à 28, d'avril 1942 à mars 1945. Réédition en fac-similé par Jîna Nû, Post Box 240 12, 75024 Uppsala, Suède. 584 p., en kurmanjî caractères latins.
- * *Harakatê Tarîkî ê Kurd be Xorasan* (Le mouvement historique kurde au Khorassan), C. Tawahoddi, Imprimerie de l'Université Firdawst de Mashad, Iran, 1985, 664 p. Intéressante étude historique, en persan, sur la communauté kurde du Khorassan.
- * *Jîn, Kovara kurdi-tirkî 1918-1919* (La vie, revue bilingue kurde-turque), tome II, Editions Deng, Uppsala, Suède. Réédition en fac-similé de l'importante revue kurde des années 1918-1919, accompagnée d'une transcription en caractères latins par M.E. Bozarlan.
- * *La déportation du peuple kurde dans l'Irak actuel*, Mohamed Ali Babakhan, mémoire de D.E.A., sous la direction d'Olivier Carré, Université de la Sorbonne nouvelle, 58 p.
- * *Pepûk*, contes kurdes, M.E. Bozarlan, Editions Deng, Uppsala, Suède, 70 p., en kurde caractères latins.
- * *Dr Celîlê Celîl, Jiyana rewşenbîrî û siyastî ya Kurdan di dawîya sedsala 19'a û destpêka sedsala 20'a de* (La vie intellectuelle et politique kurde à la fin du 19e et au début du 20e siècle) Editions Jîna Nû, Uppsala, 200 p. Ouvrage traduit en kurde, d'après une traduction arabe de l'original russe, par Elîşer.
- * *Tort, Qolinc*, contes kurdes, Editions Dengê Komal, Stockholm, 96 p., en kurde caractères latins.
- * *La République démocratique du Kurdistan ou l'autonomie ?* Karim Hissami, 1985, en kurde soranî. Un ouvrage historique sur la République kurde de Mahabad.
- * *Association des Intellectuels kurdes*, Londres. 1985. Brochure publiant un rapport sur la fondation, les statuts et le fonctionnement de l'Association.

A SIGNALER

* Décès, à Paris, le 24 novembre 1985, de l'écrivain iranien Gholam Hossein SAEDI, à l'âge de 50 ans. Ami de l'Institut Kurde, où il nous avait rendu visite à plusieurs reprises, G.H. Saedi était membre du Comité de Parrainage de Studia Kurdica.

Le 29 novembre, ses amis, par centaines, sont venus l'accompagner à sa dernière demeure, au Père Lachaise.

* Ruhi SU, l'un des chanteurs les plus populaires de Turquie, est décédé le 22 septembre dernier, à l'âge de 73 ans, des suites d'un cancer. Né en 1912 dans une famille kurde de Van, Su avait fait des études de musique au Conservatoire National d'Ankara et fut, avant sa première incarcération pour délit d'opinion, en 1952, une gloire de l'opéra turc. Après sa libération, il avait décidé de faire revivre la musique populaire turque. Très apprécié dans les milieux progressistes, toujours en butte à des tracasseries, interdit de sortie de son pays, même pour raisons médicales, Ruhi Su laisse derrière lui toute une tradition et de nombreux enregistrements musicaux de qualité où brillent, hélas, par leur absence, des oeuvres dans sa langue maternelle. Il est vrai qu'en Turquie l'édition de disques et de cassettes de musique kurde est considérée comme un "crime contre la sûreté de l'Etat et l'unité nationale", passible de lourdes peines de prison.

* Lettres d'un inculpé, d'après Yilmaz Güney, mise en scène Marianik Révillon, scénographie Michel Launay, du 10 au 22 mars 1986 au Théâtre de la Cité Internationale, 21 bd Jourdan, 75014 Paris.

* Dix jours pour le Kurdistan, du 20 au 30 janvier 1986, à la M.J.C. d'Evreux, avec notamment la projection du film Le Troupeau, le 24 janvier à 21h. et un concert de musique traditionnelle kurde par le barde Temo, le 25 janvier, à 21h. Manifestations organisées et animées par notre collaborateur Suayip Adlig.

* Musique traditionnelle kurde par le barde Temo sur FR3, dans l'émission "Prélude à la nuit"

* Une manifestation à la mémoire du poète Cegerxwfn et de Yilmaz Güney s'est tenue le 20.10.1985 à Granville, à l'initiative de l'Association kurde d'Australie.

DANS LA PRESSE
KURDE

ROJA NÛ, périodique en langue kurde, caractères latins, publié par l'Association kurdo-suédoise des Travailleurs à Stockholm, publie dans son numéro 10/1985 une étude du professeur Qanatê Kurdo sur la kurdologie; un reportage sur la participation kurde au 12e Festival des Jeunes et des Etudiants du monde qui s'est tenu en juillet dernier à Moscou; un texte sur "deux épopées kurdes", ainsi que des articles d'information sur la communauté kurde.

YEKITI LAWANI SOSIALISTI KURDISTAN, revue de l'Union des Jeunes socialistes du Kurdistan, n° 8, publiée à Damas. Au sommaire : manifestations de masse au Kurdistan d'Irak ; action en vue de l'unification des mouvements de jeunes et d'étudiants au Kurdistan ; l'appel du 12e Festival des Jeunes et Etudiants du Monde ; hommage au martyr Salah, à l'occasion du 2e anniversaire de sa mort.

ÇIRIKEY KURDISTAN (La voix du Kurdistan), revue littéraire et politique, publie dans son numéro double 8/9 un article sur Les Kurdes et le droit à l'autodétermination, une étude sur le milieu littéraire kurde, des poèmes, ainsi qu'un texte sur la poésie éternelle de Goran, une étude intitulée "le crime de la Turquie au XXe siècle, etc.

LA REVUE DE LA PRESSE,
EN BREF

HOMMAGE à Yılmaz Güney, le 21.9.85, à Cologne (Klenkes Aachen 9.9.85).

UN MOIS AVANT SA MORT, une longue interview de Yılmaz Güney, réalisée le 9.8.85. Güney évoque sa jeunesse, sa carrière d'acteur et de cinéaste, ce que, malgré la censure, il s'est efforcé de communiquer, ce que "être kurde" a signifié pour lui, sa vie en exil, la difficulté pour un cinéaste de travailler coupé de ses racines, de ses sources, de son public ; enfin comment il voyait l'avenir, pour la Turquie et pour le monde (Race and Class 1985, XXVI, 3).

"MA MERE ME MONTRE MIEUX SON AMOUR DANS SA PROPRE LANGUE" : la situation dramatique des Kurdes, à qui l'on interdit de parler leur propre langue, évoquée par l'écrivain kurde, Mahmut BAKSI, lors d'un séjour en Australie (The Guardian 25.9.85).

LES KURDES CONTROLENT DE VASTES TERRITOIRES MONTAGNEUX en Iran, malgré toutes les interventions militaires. Une interview de M. BAKSI (El Telegraphe, 30.8.85).

LES KURDES, UN PEUPLE SANS PATRIE (O Cosmos, 26.9.85).

KURDEN HEUTE, ouvrage historique de Fadel Khalil, écrivain kurde en exil en Autriche, fait l'objet d'une longue critique (Das Menschenrecht, sept. 85).

SEMAINE CULTURELLE au Pays Basque : une soirée consacrée aux Kurdes (Sud-Ouest 25 et 29.10.85, Egin 26.10.85).

EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES sur les Kurdes, de Suayip Adlig (Le Courrier, 2.10.85)

INTERVIEW de Suayip Adlig, réfugié politique turc et compagnon de route de Yılmaz Güney (Les Informations dieppoises 13 et 14.11.85).

UN MUSICIEN KURDE, Bashir Bohtanî, amoureux du folklore kurde (Tonfallet 18.11.85).

AU BUNDESTAG, texte des débats concernant les Kurdes. (26.7 et 9.9.85).

DIYARBAKIR : des prisons à l'ombre des minarets. Şerafettin Kaya, qui en est sorti, témoigne. (Merian Türkei).

KURDES ET ARMENIENS, histoire de deux peuples opprimés (Merian).

ATTAQUES de la guerilla kurde. Contre un camp de montagnards américains (The Guardian, 7.8.85) et, selon une agence de presse turque, contre des civils, près de Cetak. 10 morts. (The Guardian 8.8.85).

LES DROITS DE L'HOMME EXTREMEMENT RESTREINTS, en Turquie, malgré quelques progrès en matière de démocratie (International Herald Tribune, 14.9.85).

PROTESTATION DU GOUVERNEMENT TURC auprès des autorités de Berlin, qui ont permis l'ouverture de cours en langue kurde (Tercüman 27.9.85).

NOUVEAU DISPOSITIF MILITAIRE sur le Bosphore. Pour le Premier Ministre grec, cette initiative est directement inspirée par les Etats-Unis. M. Papandreou condamne l'attitude anti-démocratique de la Turquie, à l'extérieur comme à l'intérieur de ses frontières (Wiener Zeitung, 20 et 21.9.85).

UN PLAN D'IRRIGATION unique au monde au Kurdistan irakien : mais les techniciens étrangers appelés par Saddam Hussein ne sont pas à l'abri des incursions des peshmergas kurdes (Le Républicain Lorrain 22.9.85)

LA REPRESSION S'ACCENTUE au Kurdistan de Turquie, depuis août 1984. Et les prisons turques nouvelles, en particulier celle de Diyarbakir, sont surnommées par les Kurdes "les camps de la mort". Pour y faire face, une tentative des partis de travailleurs turcs, pour créer l'union de la gauche. Entre Ankara et Téhéran, un oléoduc de complicité. (Orizzonti, 21.9.85).

GREVE DE LA FAIM de deux réfugiés kurdes de Turquie, pour faire sortir leurs enfants de prison. Ceux-ci leur avaient été enlevés par la police en 1980, et l'un d'eux, qui avait 3 ans à l'époque, est définitivement handicapé, à la suite des tortures qu'il a subies. (La Croix 4.10.85).

LE CONSULAT SUEDOIS à Genève occupé par des Kurdes, en signe de soutien à leurs compatriotes, accusés de faire partie d'un réseau terroriste (Tribune de Genève 5.10.85).

200 PARLEMENTAIRES DE 21 PAYS ont signé un Appel en faveur des condamnés de l'Association turque pour la paix (Le Monde 15.10.85).

COUVRE-FEU imposé par les autorités turques, afin d'effectuer le recensement. Une question portait sur la pratique du kurde. Cette langue étant officiellement interdite, une enquête a été ouverte par la Cour de Sécurité de l'Etat. (Libération 21.10.85).

LA TURQUIE DETIENT LE RECORD D'EUROPE, en ce qui concerne le nombre de détenus : en moyenne 171 détenus pour 100 000 habitants (L'Humanité 24.10.85).

FAUT-IL RETABLIR DES RELATIONS AVEC LA DICTATURE TURQUE ? A l'Assemblée Européenne, la droite dit "oui", le P.S. se tait, le P.C.F. est opposé (L'Echo du Centre 24.10.85).

NEUF MILITAIRES TURCS TUES PAR DES KURDES, dans la province de Hakkari. Le commando a pu s'enfuir sans pertes. (Var-Matin, 27.10.85, Le Quotidien de Paris 28.10.85, Le Matin 28.10.85, La Croix 29.10.85, Le Monde 29.10.85).

ASSASSINAT d'un communiste kurde en Suède (Le Monde, 5.10.85).

2 GENDARMES TURCS tués lors de l'attaque de la prison de Kigi (L'Humanité 7.11.85)

CAMPAGNE DE RECRUTEMENT FORCE en Kurdistan irakien. Des troubles ont éclaté depuis le 15.10.85. L'armée irakienne a répondu par une répression féroce. Plus d'une centaine de morts et de 300 blessés ont été dénombrés. (A.F.P. 5.11.85).

UN KURDE PENDU A MAHABAD : pas une ligne dans la presse occidentale (Lettre d'un lecteur au Monde, 29.10.85).

DEUX SOVIETIQUES PRISONNIERS de l'U.P.K., organisation kurde d'Irak (Le Matin 31.10.85).

REPRESSION DANS LE KURDISTAN IRAKIEN, à la suite des vives réactions populaires provoquées par l'interpellation de 900 enfants de 10 à 14 ans à Suleimanieh. 160 exécutions auraient suivi la contre-manifestation organisée dans cette ville le 4 novembre (L'Humanité 13.11.85).

A L'IMAGE DU PROBLEME BASQUE EN ESPAGNE, le problème kurde s'aggrave en Turquie (Der Tagesspiegel 22.10.85).

RECRUESCENCE DE GUERILLA DANS LE SUD-ANATOLIEN (Mannheimer Morgen 23.10.85).

LES GUERILLEROS KURDES ont écrasé un bataillon entier de 400 pasdaran iraniens, à Salas, annonce un porte-parole du P.D.K.I. à Athènes. Une centaine d'autres pasdaran ont trouvé la mort dans d'autres engagements, toujours selon le P.D.K.I. (U.P.I., Athènes, 17.10.85).

EN EUROPE, LA QUESTION KURDE EST DE PLUS EN PLUS FREQUEMMENT EVOQUEE, et devient populaire (Milliyet, 23.10.85).

UNE INTERVIEW DE GHASSEMLOU. Le leader du P.D.K.I. déclare : le régime de Khomeiny est en crise (Al Yom el Sabeh 1.11.85).

LORS D'UNE FETE organisée pour célébrer les 10 ans d'existence du P.P.K.K., un participant est tué de deux balles de revolver. Ancien membre du P.K.K., il avait quitté ce parti et diffusé un tract condamnant ses méthodes (Expressen 3.11.85, Dagens Nyheter 3.11.85).

UN KURDE TUE AU DANEMARK. La police dénonce : il y a trop de morts en Scandinavie parmi les anciens membres du P.K.K.. Les polices de Suède et du Danemark sont décidées à coopérer pour tenter d'arrêter cette série d'assassinats (Svenska Dagbladet 6.11.85).

UNE VISITE AUX KURDES DE MASSOUD BARZANI. Reportage (Le Monde 3 et 4.11.85, Spectacle du Monde 11.85).

UN KURDE, DEPUIS 4 ANS EN SUISSE, se voit refuser le droit d'asile et se cache. (La Tribune de Genève 22.11.85).

COMMUNIQUE à propos des violations alarmantes des droits de l'homme au Kurdistan irakien, perpétrées par le gouvernement irakien. Signé par l'Union Patriotique du Kurdistan, Sec. Gen. Jalal Talabani (The Guardian 26.11.85).

A LA DERNIERE MINUTE, L'expulsion d'un demandeur d'asile kurde est annulée. Une fois de plus, les autorités jouent avec la vie d'un homme (Die Tageszeitung 30.11.85).

PARLEMENT EUROPEEN : documents de séance et texte de la résolution des droits de l'homme en Turquie (23.10.85).

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-joint, avec votre règlement, par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne sera fait contre remboursement.

LIVRES	LES KURDES, de Basile Nikitine	128 F	
	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif, Maspéro	40 F	
	KURDISTAN UND DIE KURDEN, ouvrage collectif, en allemand	40 F	
	LE KURDISTAN IRAKIEN, ENTITE NATIONALE, de I.C.Vanly	90 F	
	MA VIE DE KURDE, de N. Zaza	70 F	
	LE KURDISTAN D'IRAN, de L'Aide Médicale Internationale	85 F	
	LES KURDES AUJUORD'HUI, de C. More	110 F	
	MOUVEMENT NATIONAL KURDE, de C. Kutschera	160 F	
	ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE, de G. Chaliand	40 F	
	MEMOIRE DU KURDISTAN, de J. Blau	60 F	
	IMAGE DU KURDISTAN DE TURQUIE, de S. Adlig (hommage à Y. Güney)	40 F	
	GRAMMAIRE KURDE, de Bedir Khan et R. Lescot	140 F	
	MANUEL DE KURDE, SORANI, de J. Blau	80 F	
	EN TURC	BOYNU BÜKÜK ÖLDÜLER, roman, en turc, de Y. Güney	50 F
		SOBA, PENCERE CAMI VE İKİ EKMEK İSTİYORUZ, de Y. Güney	50 F
		HÜCREM, de Y. Güney	28 F
		SALPA, de Y. Güney	28 F
		OĞLUMA HİKAYELER, de Y. Güney	28 F
		SANIK, de Y. Güney	30 F
		UNESCO'YA MEKTUP, d'Ismail Beşikci	20 F
SAVUNMA, d'Ismail Beşikci		60 F	
ŞIVAN'IN SEVDASI, de Mahmut Baksî		30 F	
DIYARBAKIR'DA İŞKENCE, de Serafettin Kaya		30 F	
SANCI, poésie, en turc, d'Orhan Kotan		20 F	
KÜRT AYAKLANMASI "ŞEYH SAİD HAREKETİ", ouvrage collectif, en turc		20 F	
VIDEO CASSETTES		DENGÊ KURDÎSTANÊ (Kurdistan Collective)	300 F
	WELATÊ ME KURDÎSTAN (Vidéo Kurdistan)	300 F	
	KÎNE EM (Vidéo Kurdistan)	300 F	
DISQUES	ŞIVAN PERWER, The Kurdish Troubadour	70 F	
	YOL, la musique du film	55 F	
	LE MUR, la musique du film	55 F	
CASSETTES	ŞIVAN PERWER N°1 à 7	35 F	
	ŞIVAN PERWER N°8 et 9	40 F	
	GULISTAN N° 2 et 3	35 F	
	BARAN N°2	35 F	
	MEHMET KOÇ N° 12	35 F	
	FEQIYE TEYRA N° 2 à 4	35 F	
	JI BO ZAROKÊN KURDISTAN	35 F	
	ARIF & HESEN CIZREWÎ	éditée par l'Institut Kurde	35 F
	LA VOIX DES FEMMES KURDES	"	35 F
	ARAMÊ TÎGRAN	"	35 F
	MUSIQUE INSTRUMENTALE KURDE	"	35 F
	MUSIQUE POPULAIRE DU KURDISTAN N° 1 à 3	"	35 F
	CWAN N° 3	"	35 F
CARTES	Cartes postales "couleur"	3 F	
	" " " noir et blanc"	2 F	
	Affiches (de l'exposition de peinture, de l'inauguration)	20 F	
	" (de la fête de Newroz 1984)	10 F	

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT KURDE

HÊVÎ, revue littéraire en langue kurde, N° 1 à 4	40 F
STUDIA KURDICA, revue d'étude kurde, trilingue; arabe, persan et turc, N° 1	40 F
MIZGÎN, revue culturelle, en kurde et allemand, N° 1 à 3	15 F
BULLETIN DE LIAISON ET D'INFORMATION, (numéros précédents)	25 F

LIVRES ET PERIODIQUES EN LANGUE KURDE

POESIE	ZEND-AVISTA, Cegerxwîn	35 F	
	RONAK "	35 F	
	ŞEFAK "	35 F	
	HÊVÎ "	35 F	
	DÊ ŞERÎNE, F. Cewerî	25 F	
EN DIALECTE SORANI	HELBIJARDAN, Zencîra "Hawar"		
	ÇÎROKÎ KURD, Rizgar Abdoullah	20 F	
	JÊ, Ferhad Şakelî	50 F	
	HALWÊST, Zencîra "Hawar"	30 F	
	ŞIVENÊ BO KURDISTAN, Y. Warzer	15 F	
	DU TAQLAYI BÊ SÛT, Sabah Ghalîb Abdoullah	30 F	
	PAŞ AŞ BETAL, Zencîra "Hawar"		
	CUREWERÎ Û BIREWERÎ, Sêx Rezayî Talabani, Zencîra "Hawar"		
	KARWANÎ ŞOREŞ, Zencîra "Hawar"		
LIVRES D'ENFANTS	MEYRO, M.E. Bozarslan	35 F	
	SERKETINA MIŞKAN, M.E. Bozarslan	35 F	
	ZAROKÊN ÎHSAN, Mahmut Baksî	35 F	
	BELÊ LOTA KARE BAJO, Lindgren - Wikland	35 F	
	MA GAKUVÎ KUÇIKAN DIXWIN, Ferick - Carlbrand	35 F	
	ALFONS Û CINAWIR, " "	25 F	
	KINO DIGOT LI WÊ DERÊ BINÊRÊ, " "	35 F	
PERIODIQUES	HÊLÎN, N° 1 à 10, (pour enfants)	6 F	
	KULÎLK N° 1 à 22, (pour enfants)	10 F	
	ROJA NÛ, N° 1 à 7, (revue artistique et culturelle)	12 F	
	BERBANG "	10 F	
	TEKOŞER "	10 F	
	MÎRKUT, N° 1 et 2, (revue humoristique)	10 F	
	ZENGIL " "	9 F	
	DENGÊ ROJA DIL, poésie, Derweş Ferho	30 F	
ROMAN ET CONTES	HÊLÎN, Mahmut Baksî	25 F	
	XANÊ, Brîndar	15 F	
	SORO, "	30 F	
	TU, Mehmet Uzun	40 F	
	ÇÎROKÊN KURDÎ, Torî Qolinc		

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir les publications suivantes :

.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :

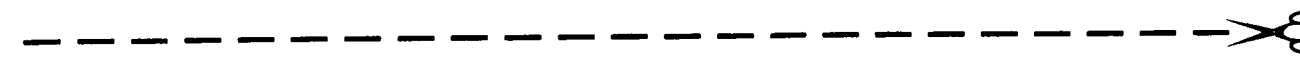
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :



BON DE COMMANDE **STUDIA KURDICA** (revue en arabe, persan et turc anglais et français)

Je souhaite recevoir exemplaire (s) de **STUDIA KURDICA**,
en langue au prix de 30 FF (pour la France) ou 40 FF
(pour l'étranger).

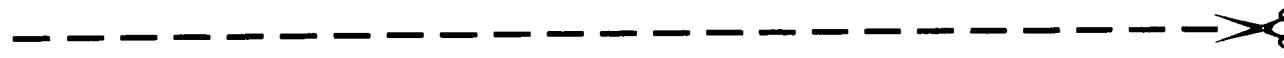
numéro (s) désiré (s)

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :



BON DE COMMANDE **HÉVÎ** (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de **HÉVÎ**, au prix unitaire
de 40 FF (pour la France) ou 50 FF (pour l'étranger).

Les numéros désirés

Je souhaite soucrire abonnements à **HÉVÎ** (2 numéros par an),
à partir du numéro, pour le prix unitaire de 80 FF (pour
la France) ou 100 FF (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La Republique des Pyrenées

Midi
Midi Occidental

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТИРА**

DIE BRÜCKE

LYON MATIN

Le Monde

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

Die Grüner

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

africaine
asiatique

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES



▲瑾尼(病倒時在巴黎時)

你的「自由之道」，只會卒三年，便不得不在
異鄉的巴黎終結。

尤瑪茲·瑾尼 (Yilmaz Güney) 九月九日
的死訊傳來之前，我們還熱切期待，八三年新作
《橋》以後，你繼續為正義、土耳其人民和反強權
暴政，深化你的電影藝術。可是，那蒼涼塞前，成
千成百的追悼人羣告訴我們，四十七歲英年的你，
就此要埋黃土，留下這焦灼的世界。

法國文化部長在《世界報》讚揚你是「勇敢的
電影創作者，貢獻一生對抗無理的壓迫，飽受長久
的獄刑，法國能接待你這位朋友，是無比的光榮。」
然而，八三年土耳其政府撤銷你的國籍公民權，自
此報章、舞台不能提及你的名字，你的電影、海報
遭禁。官方報章這樣宣告你的逝世：「叛徒已死。」

一位土耳其朋友給你寫信：「逃犯：你的助手
Sarif Goren和Zeki Okren指稱你將康城大獎的
榮耀據為己有。看罷拍攝《橋》的紀錄片，觀眾每
對你打小演員巴拿不以為然，推想你也沒有資格成為
暴君。儘管如此，土耳其人在軍警的搜獲之餘，私
下廣泛流傳你的文章、電影錄影片，說你是可親助

土耳其的藝術良心

悼尤瑪茲·瑾尼

林了怡 / 徐子宜

勇敢的電影創作者，貢獻一生對抗無理的壓迫，飽受長久的獄刑。
人，憤慨正義的英魂。
究竟，你是怎樣的一個人呢？

生平

一九三七年，生於一個庫爾狄斯坦 (Kurdistan)
的農民家庭。《自由之道》中男主角背負妻子在風
雲裏飄行的地方，便是你的故鄉。你回溯你的根，
在電影中，藉庫爾狄斯坦，廣義探討土耳其的社會
問題。

一九四六年，移居東土耳其的阿其拿 (Adana)，
自少年起，半數時間，會轉過挑水、種田、拔羊
毛、種夫學徒等工作。這段艱苦的生活，豐富充實
了人生的經驗。日後電影裏的農民、婦女，才如此
生動真實，呼之欲出。

一九五一年，十四歲在阿其拿認識當時的革命
青年和政治犯，他們刺激你思考社會制度。十五歲
便執筆，發表文章，籌辦一份短壽的文學雜誌。

一九五五年，所撰文章被指「宣傳反政府左翼
言論」，第一次受審，刑期七年半。專橫的政府動
輒以「左翼反動」的帽子，扣在隨黨思索青年頭上
的荒唐作風，不但沒有挫折你的追尋，反之催激你
的求知慾。

一九五七年，往伊斯坦堡大學，攻讀法律 and 經

濟。在精英會聚的首府，結識不少志同道合的藝術
家。日漸發覺透過電影媒介能更直接廣泛地宣揚你
的見解，為社會鳴不平。

一九五八年，開始投身電影行業，為 Art
Yilmaz 的《紅鹿》(The Red Deer) 和《大
地孩子》(Children of this Earth) 擔任編劇
和演員。漸漸名聲大噪，深得觀眾愛戴，有「醜王
蒂」之稱。五年內演出了四十多部電影。

一九六七年，三十歲開始，你離開明星商業電
影的陣營，成立製片公司，自編自導自演，以電影
為武器，參與社會改革。先後完成作品：《挨餓的
狼》(Les Loups Affamés)，《醜陋的人》
(Un Homme Laid)，《希望》(L'Espoir)，
《逃亡者》(Les Fugitifs)，《壞蛋》(Mal-
faiteurs)，《明天最後的日子》(Demain
c'est le dernier jour)，《失望者》(Les
Desespérés)，《痛苦》(La Douleur)，《晚
歌》(Élégie)，《教父》(Le Parrain) 和
《朋友》(Le Copain)。期間於七零年被控「經
濟支持無政府主義學生，恐怖分子」，坐牢兩年。
後獲大赦。

一九七四年，在南部家鄉拍片，餐館內與一名
政府官員發生衝突。在證據不足的情形下被判謀



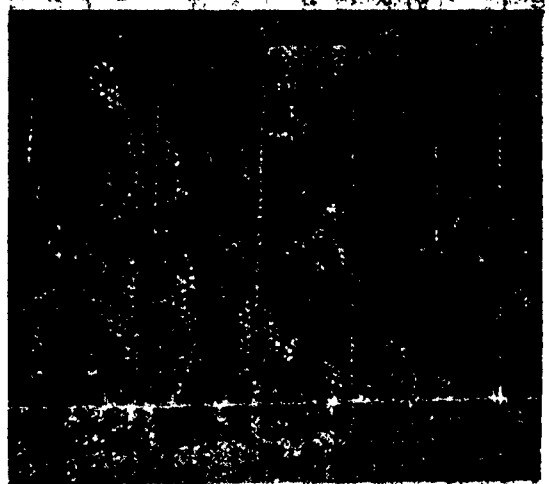
▲《自由之路》(1982年盧城影展金銀獎)

殺，刑期十八年牢獄。獄中完成《族人》(Trois-peau)》、《敵人》(L'ennemi)、《自由之道》(Yol)的劇本，並設計鏡頭。你一生先後踏足廿五所監獄，受判刑期總和幾達百年之多，說明在極權的國度，爭取言論自由、正義、改革社會，要付出的代價。

一九八三年，拍成《種》(Turk)》。接著如此不幸地是八四年，死於癌症。讀者以為這一早熟的死亡，是多年牢獄折難的結果。

早期作品

幸而藝術作品可以長青，你的電影又如何呢？當《自由之道》還沒有榮獲國際大獎，你仍未讓西方電影界普遍接受，因為偶然的緣故，我們



▲《被遺作(地)》

於六年前一個寒冷的暮夜，在巴黎近郊的一間小小電影院中和你邂逅了——六十年代後期的作品《希臘》。影片編、導、演都集於你的名下，使我們精神為之一振，對土耳其電影印象頓時改觀。可惜你的才華，竟只能照亮那發霉偏僻的電影院。一小時的黑白電影，對白不多，你想獨特的電影視覺和音響，淋漓盡致的演技，活現了土耳其社會底層小市民生的慾望、掙扎與失敗。儘管你時常電影技巧並無突出的新意，沒有受新浪潮技巧創新的啟發，但攝影機能無間地緊隨演員的情緒，甚至他焦慮的呼吸，加上緊湊的電影節奏，樸素平實的寫實風格，觀眾不由得投進故事人物的生命中去。多麼高興，有血有肉的寫實電影，終於不只讓戰後意大利的新寫實電影專美了。

自此，我們鑽向冷門小型的電影院追尋你的影片。果然半年之後，看到《失望》。這回不只刻劃小市民的命運和無知，你還觸及土耳其社會廣泛的問題，透視生動的面貌，並且指出悲劇的根由，開

始向土耳其統治階層挑戰了。你那歡躍無言的眼神，深刻留在我們的腦海。幾乎不能相信你是對攝影機演戲，一雙東土耳其農民的眼睛，穿過銀幕直逼觀眾，追問艱苦生活的緣由。片子多是實景拍攝，毫無佈景造作的痕跡。無論不同階層的人物服飾、生活用品，或者大城小巷販夫走卒的一舉一動，都充滿土耳其民族風格特徵。你雖無構圖法的取景意識，但能注意黑白攝影的強弱對比效果。而且片子中土耳其民歌的配樂，增加強烈的意味外，還實在的使人感到這是發生在土耳其的故事，在在表示你對生活細微的洞察。

藝術高峯

八零年再與你相逢，已不再在孤零寒儉的小放映室，你的名字映在國家電影博物館的銀幕上，我們舒服地和眾多的電影愛好者在沙龍座中欣賞你。你的才華與努力，在西方已鋒芒畢露了。

《族人》和《敵人》兩片所表達的社會問題更尖銳明確。同時，映象視覺的電影技巧，比之六十年代的片，更能呈露土耳其農民獨有強悍豪邁的風格，更具寫實的說服力。人物方面減少了複雜的心理描寫，較概括地以沉默和動作表現他們的喜怒哀樂，更單純真摯，其實這樣才符合農民小人物表達感情的形式。你帶領觀眾從航麟的小街走到伊斯坦堡的大城市，或從東部貧窮落後的小村，隨着火車顛簸到冷漠誇張的現代化都會。這已不單是統治階層的問題，而已伸展及一個古老東方農業社會，在西方資本主義生產方式影響下進化的過程，以至其間面對文明世界的尷尬和衝突。兩部電影中，無論大人、小孩，甚至沉默的婦女，都有各自的生命，恰如其份的個性，以交代他們在電影中代表的

意義。他們存在的悲劇，亦不單是極權政府的暴戾可以解釋，而是涉及傳統的、現代的、父與子、妻子、丈夫等等恆久的衝突和矛盾。你帶領我們到更多的土耳其角落去，更立體、多面地思索當中的人間圖景。特別是《敵人》一片，辛辣地觸及土耳其軍政府的痛癢。影片遭禁，不是意外的事。幸而真理公義是存在的。《敵人》引起電影界的注意，在西方多個電影節中贏得好評，並獲八零年度柏林影展的特別劇本獎。

接着便是香港觀眾最為熟悉的《自由之道》，Yol原是「准假」的意思。你以四個出獄暫渡准假的囚犯，四個不同的旅程，道出傳統風俗的愚昧，習尚的封建閉塞，軍政府無孔不入的專制，家族與家族間在落後原始的社會中，更為暴力的仇恨。複雜交纏的社會政治民風等問題，愈加說明了男性在女性仍未獲得平等合理的待遇和尊重時，他們同樣是土耳其傳統下，女性高壓下，專政壓迫下的犧牲者。從電影表達形式上看，多線情節以剪接技巧作了如此簡潔明瞭的交接呼應，可見你的功力正趨成熟。電影主題集中，映象風格更具強烈的表現力，可說已如你所願運用電影語言批判社會政治與傳統。《自由之道》在康城獲得最佳外國電影大獎，我們心底以為是你電影藝術邁向高峯的開始。

傷逝

你來到法國就急不及待的藉文化部的資助，開拍醞釀多年的《橋》。這回你不像以前在監獄中編劇，遙遠控制電影的創作，而可以親身全權孕育自己的作品了。但是，是因為長期沒有實際的運作操練，抑或你要說出抑壓已久的話太多，要表達對軍政府的憤怒太重了，導致力不從心，使《橋》成

了失敗之作。最遺憾的是，這失敗是最後的。

《橋》一片在藝術形式上，比之《自由之道》，便顯得紛亂不完整。甚至在主題方面亦模糊不清。雖然映象和音響都運至雷霆萬鈞的氣勢，可惜這張力未與整部電影情節協調貫通。舉例說，在監獄的黑暗和暴力裏加插了嬰兒的誕生、年輕囚犯的婚禮，想要說些什麼呢？那不能忍受同伴孤離的小孩子，最後走上自盡的路，又象徵着什麼？與你電影主題有何關連呢？或許你想更煽動地表達監獄的暴力，集中揭露軍政府統治下監獄內的真相。但我們以為從頭到尾讓觀眾嗅到獄中的血腥，看到不斷的暴力，並不足以刻劃更深層的問題、問題的關係與往後種種較有意義的探索。此外，電影無疑是集體經驗的操作，《族人》、《敵人》和《自由之道》

的成功，實際現場拍攝策劃的Sarif Coten和Zeynep的功勞，是不可抹煞的。再者，藝術家離開自己的國土，披負場景的困難不在話下，放逐逃亡而心懷家國的創作，終究是遺憾淒酸的。

《橋》比之你以往的作品，理性的批判力顯得破碎。當然，我們贊同你在沉實純粹的風格以後，作種種嶄新的嘗試。然而，人生何等無奈，你不得不留下失敗的嘗試，便悵然而去！

巴黎入冬的風雨正緊呢。你在風沙劈拍的故土上的吶喊、抗議和努力，將永存有心人的心底。巴黎入冬的風雨更緊了。什麼時候，我們的中國，會站出一個，或者更多的尤瑪茲·蓮尼，用八十年代的電影語言，毫不妥協地向世界傾訴中國人邁向民主自由之道的掙扎和血淚呢？

FILM

vie culturelle

Hommage
à
Yilmaz
Güney

KLENKES
AACHEN

9.9.1985



Die „Hommage a Yilmaz Güney“, am 21.9. um 19.00h in der Kölner Sporthalle, wird mit Filmausschnitten, Diskussionen und Musik an den Künstler und Revolutionär erinnern. Türkische und kurdische Schauspieler und Musiker, darunter Melike Demirag, Sängerin und Hauptdarstellerin aus „Sürü“, der bekannte kurdische Liedermacher Sivan, die Gruppe „Zupfgeigenhansel“, „Telephone“ aus Frankreich und

Manfred Maurenbrecheg werden auftreten. Die Witwe Güneys, Fatos Güney, Ingeborg Drewitz, Kendal Nezan vom Kurdischen Institut u.a. werden über Leben und Werk Güneys sprechen. Kartenvorverkauf: beim Kurdischen Institut, Colmantstr. 5, 5300 Bonn. Tel. Bestellungen: Bonn 0228/635548 und Köln 0221/316670. Am 22.9., 20.15h zeigt die ARD den Film „Yol“.

In der Türkei war er ein Volksheld, berühmt geworden als Filmschauspieler, der in über 100 populären Filmen immer der gerechten Bandite, den Rebellen spielte. „Der häßliche König“ hieß er bei seinen Fans, weil er erfolgreich mit der Tradition des geschneigten Filmhelden gebrochen hatte. Als Autor, Regisseur und Produzent seiner eigenen Filme wurde er zur Leitfigur des politischen Widerstands und zugleich zum verfolgten Staatsfeind. Elf Jahre seines 47-jährigen Lebens mußte der kurdische Filmmacher und Sozialrevolutionär Yilmaz Güney in türkischen Gefängnissen verbringen. 1981 floh er während eines Hafturlaubs. Am 9. September 1984 starb er in seinem Pariser Exil an Magenkrebs. Ein Jahr nach seinem Tod, am 21.9.85, veranstaltet das Kurdische Institut (Paris/Bonn), dessen Mitbegründer Yilmaz Güney war, in der Kölner Sporthalle ein großes Kulturfest zu seinen Ehren.

Mit „Sürü“ (Die Herde) 1978, erregte Yilmaz Güney im Forum des jungen Films auf der Berlinale 1979 Aufsehen. „Sürü“ öffnete den Blick für eine neue realistische Entwicklung im türkischen Film, die Yilmaz Güney maßgeblich vorangetrieben hatte. Schöpfend aus den Mitteln seiner Filmschauspielerkarriere, hatte er Ende der 60er Jahre begonnen, eigene Filme zu produzieren.

So entstanden 1968 „Die Braut“ und „Hungrige Wölfe“. Beide Filme wurden verboten. 1970 folgte „Hoffnung“, der teilweise zensiert wurde. Weitere Filme entstanden, u.a. „Arkadas“ (Der Freund) 1974. Mit der im Gefängnis zwischen 1978 und 1981 verfaßten Trilogie „Sürü“ (Die Herde), „Düsmän“ (Der Feind) und „Yol“ (Der Weg) wurde Yilmaz Güney dann einem breiten internationalen Publikum bekannt.

Thema aller Filme Güneys ist der tiefe Riß, der die türkische Gesellschaft durchzieht und der sichtbar wird an den Ungleichzeitigkeiten zwischen traditionellen, patriarchalisch-bäuerlichen Lebensformen und der europäischen Kolonialisierung in den Städten: Güneys Filme entlarven die Macht der Männer über die Frauen, die traditionelle Sippenmoral und die brutale Herrschaft der korrupten Staatsmacht über das Volk, die Unterdrückung der Kurden. Die Menschen in Güneys

Filmen scheitern an diesen Zwängen. „Sürü“ schildert den Auflösungsprozess einer Nomadenfamilie. Ein Viehtransport von Südanatolien in die moderne Großstadt Ankara wird für sie zur Reise durch die Jahrhunderte, der die Reisenden aufgrund ihrer eigenen Lebensgeschichte nicht gewachsen sind. „Düsmen“ erzählt vom qualvollen Prozess der Zerstörung dörflicher Kultur durch industrielle Produktion und neue kulturelle Standards am Beispiel des Scheiterns einer Ehe. „Yol“ schließlich, der hier wohl bekannteste Film Güneys, der 1982 in Cannes die „Goldene Palme“ erhielt, ist eine sensible Montage von fünf Einzelgeschichten: zwei Jahre nach dem Militärputsch Kenan Euren fertiggestellt, verdichtet „Yol“ anhand der Erlebnisse von fünf Häftlingen während ihres Hafturlaubs die Themen Güneys zu einer umfassenden Anklage gegen die von faschistischer und traditionell-patriarchalischer Unterdrückung bestimmte Zustand der Türkei um 1980/81. Wie die anderen Filme Güneys endet auch „Yol“ ohne einen Fingerzeig auf Lösungsmöglichkeiten.

„Die revolutionäre Kunst ist die Kunst der sich entwickelnden gesellschaftlichen Kräfte. Sie darf aber nicht zum Parolenkampf werden.“

Diesem seinen Anspruch ist Güney in allen seinen Filmen nachgekommen. Sie sind keine eindimensionalen Lehrstücke, sie zeichnen auf, was ist, dokumentieren in schweren, poetischen Bildern den beklagenswerten Zustand eines von Machtinteressen gebeutelten Volkes. Hoffungsvolle Bruchstellen traten hervor, wo sich der Held wie beispielsweise in „Sürü“ gegen die Moralvorstellungen der eigenen Sippe zu seiner wegen ihrer angeblichen Unfruchtbarkeit verdamnten Frau bekennt, wo sich die Bewohner eines kurdischen Dorfes wie in „Yol“ in Solidarität gegen das türkische Militärkommando stellen, wo einer der Häftlinge anstatt ins Gefängnis zurückzukehren, sich den Partisanen anschließt.

„Das Ziel, mein ganzer Lebensinhalt ist nicht die Kunst, sondern die Befreiung des Volkes. Dafür kämpfe ich mit allen Mitteln.“ (Y. Güney '82)

Seiner Arbeit und seiner Überzeugungen wegen und als Kurde, der für die Unabhängigkeit seiner Volksgruppe kämpfte, wurde Yilmaz Güney ununterbrochen verfolgt: erstmals 1961 wegen eines 1958 verfaßten Gedichts „Ungleichung mit drei Unbekannten“, das ihm als kommunistische Propaganda ausgelegt wurde. Das Urteil: 18 Monate Haft und 6 Monate Verbannung. 1972 wurde er zu siebenmonatigen Jahren Haft verurteilt, weil er als „Anarchisten“ gesuchte Studenten bei sich hatte wohnen lassen. Nach zwei Jahren wurde er auf Druck der Öffentlichkeit amnestiert. Doch schon im Jahr seiner Entlassung gelang es seinen Widersachern, ihn erneut hinter Gitter zu bringen. Während der Dreharbeiten zu dem Film „Endise“ (Unruhe) 1974 wurden er und seine Freunde von einem rechtsradikalen Staatsanwalt beleidigt; während des darauffolgenden Handgemenges wurde der Staatsanwalt erschossen. Ohne stichhaltige Beweisführung erklärte die Justiz Yilmaz Güney zum Täter und verurteilte ihn zu neunzehn Jahren Haft.

Auch im Gefängnis gab Güney seine politische und künstlerische Arbeit nicht auf. Er organisierte seine Mitgefangenen, wurde deswegen mehrmals verlegt, erreichte manchmal aber kleine Verbesserungen der Haftbedingungen. 1975 verlieh die Jury des nationalen türkischen Filmfestivals in einem demonstrativen solidarischen Akt die drei ersten Preise seinen Filmen, nachdem 1971 ein ähnlicher Anlauf von den Behörden gestoppt worden war.

Dadurch ermutigt, leitete Yilmaz Güney die Produktion der Trilogie „Sürü“, „Düsmen“ und „Yol“ mit der Hilfe guter Freunde vom Gefängnis aus. „Yol“, nach dem Militärputsch in Angriff genommen, ist der letzte Film Güneys der unter extremen Bedingungen mit Technik und Material aus der Schweiz in der Türkei gedreht wurde.

1981, kurz nachdem die Dreharbeiten zu „Yol“ abgeschlossen waren, das belichtete Material ins Ausland gebracht worden war, flüchtete Güney während eines Hafturlaubs aus der Türkei und tauchte, verfolgt von den „Grauen Wölfen“ und vom türkischen

Geheimdienst im Ausland unter. Erstmals an die Öffentlichkeit trat Yilmaz Güney erst wieder zur Entgegennahme der „Goldenen Palme“ in Cannes 1982. Die Bundesrepublik verweigerte ihm die Einreise. Als er wegen der Betreuung von Synchronisationsarbeiten an „Yol“ ein Visum beantragte, wurde es ihm nicht ausgestellt. Auch 1983 noch wollte das Bundesjustizministerium auf Anfrage keine Garantie dafür geben, daß er nicht an die Türkei ausgeliefert würde. „Vertragliche Bindungen“ an den Nato- und EG-Partner waren der Grund. Frankreich schließlich gewährte Asyl. Hier drehte er seinen letzten Film „Die Mauer“. Er hat den Aufstand Jugendlicher zum Thema und ist eine Parabel auf die Türkei, die – ausschließlich noch als in „Yol“ – ein einziges Gefängnis ist.

cy

ALFREDA BENGE

Güney, Turkey and the West: an interview

Yilmaz Güney spoke to me, from his exile, at a secret location in Paris on 9 August 1984. One month later, he was dead of cancer. Despite the gravity of his illness, despite the bleakness of his exile, he was desperately concerned to speak out again for the Turkish people whose voices have been stifled at home and ignored abroad. Güney himself came from one of the most oppressed groups within Turkish society, his parents were landless Kurdish peasants. So all-embracing is the official desire to obliterate the Kurds as a people that, as Güney himself said, 'just to tell of the existence of the Kurdish people is a crime. You are punished.'

Güney's career – as revolutionary, film-maker, writer and Turkey's biggest national film star – lasted twenty-six years. It was intricately linked with political events in his country, and interrupted by twelve years in prison. Prison conditions varied dramatically, reflecting the policies of the temporary victors of the power struggles between the right and centre.¹ Güney's third imprisonment, from 1974 until his escape in 1981, included the period of centrist rule by Bulent Ecevit (1978-9), during which he was able to write scripts in a private room and liaise with colleagues who directed his scripts in the outside world. It is in this period that 'The Hero',² 'The Enemy',³ and preparations for 'Yol' were made. But even at that time, Güney was researching law books in readiness for capital charges that could be brought against him as a result of 'associating with Kurds'. Also at this time, CIA-

Alfreda Benge is an artist and freelance journalist who has also worked on films.

Race & Class, XXVI, 3(1985)

trained fascist groups initiated a period of terrorist attacks which snowballed into massacres by groups of both right and left. Güney admitted he was safer in jail than out.

A recent Turkish book⁴ contains evidence that preparations for the 1980 military coup began in 1978, at the height of the progressive mass action that precipitated the fascist subversion. Güney was wise to prepare for further harassment. After the military coup had 'restored order', he waited until the filming of 'Yol' was complete, and the rushes smuggled out of the country, before escaping to France. The film was edited in Switzerland, and won the Golden Palm at Cannes in 1983. Güney received the award in front of an ecstatic and visibly moved audience. Turkish exiles had travelled from all over Europe for the occasion. 'Yol' brought Güney into the western limelight at a time when news of Turkey was fading rapidly into the gloom.

In Turkey, where politics is a dangerous preoccupation, Güney was a political film-maker with a mass audience. His films generated noisy audience participation, people would shout and cheer as they identified with characters and events. Their lives were central to his stories, and his films affected their lives. When fascist attacks threatened cinemas that showed progressive films, secret screenings became necessary, and his films would almost be drowned out by the shouting of 'Free Turkey' slogans.

In the West, the relationship between Güney's films and the audience was inevitably different. Roger Scruton, the English right-wing critic and theorist, viewed Güney's escape as part of the strategy of 'the war of subversion' that was being sustained outside Turkey's borders – the principal task being 'to capture informed public opinion which holds sway in the West ... there is no better channel to this opinion than art cinema'.⁶ Scruton had no need to worry. Güney's charisma was the focus of the West's attention; his politics were a side issue, as are his country and its sufferings. The centre of our world of film reflects the centre of political power, seen either in the glamorous action of the USA or the arty introspection of the EEC. The netherworld beyond provides the occasional diversion of radical exotica, where our attention is never meant to linger. Roger Scruton's convoluted political critique of 'Yol' included the apparently apolitical aesthetic criticism that 'the film relies too heavily on clichés generated by ... the Asiatic beauties of the landscape'. The Turkish landscape is presumably the centre of no man's life. To dwell on it is a bore.

Despite this, there was more than the usual interest in this film-maker from the edges of the 'real' world. Güney was larger than life, an artist at odds with authority, just the sort of 'tone ranger' that makes good article fodder. He was even involved in a shoot out, and mention of this is obligatory in every introduction to his work. His political statements served as colouring matter to illustrate his

personality. He was variously 'an orthodox marxist', an 'unorthodox marxist' or, after his death (in the appreciation on the BBC World Service), 'not a marxist'. He has, recalled one feature writer, sat 'in an elegant drawing room, talking of radical change', and doodled on a pad 'making angry and uncompromising references to fascism and anti-democracy'.⁷ Even when, on one occasion, Güney is allowed to speak for himself at length, he is still introduced with 'there is something slightly chilling about the easy rhetoric of his speech'; although it is allowed that 'his films are highly sympathetic'.⁸

The denouncement of the brutalisation of human relations by feudal values in 'Yol' and 'The Herd', was something that western critics could also find comfort in. These oppressions are historically distant, and confirm the progressive nature of western modernity. Even Roger Scruton was able to leap on the topic and fiddle with the issues raised to extract a message of support for the despots that control Turkey today. He interprets 'Yol' as dealing with the urgent need to transform 'the village' into 'the polis' (with multinational investment, no doubt). 'The rule of honour' must turn into 'the rule of law'. He concludes that 'the tragedy of Turkey is that those, like Güney, who have comprehended the human problem, have so often espoused the inhuman solution of the left [which has] never accomplished the passage from honour to justice'.

Chris Auty, film critic of the London magazine *City Limits*, addresses more liberal readers. 'Perhaps their main element', he says of Güney's films, 'is an overwhelming sympathy for the position of Turkish women.'⁹ Extracting this fashionable single issue from the plethora of social, economic and political issues that Güney described denies the complexity of the oppression in the society that he struggled so hard to change.

In our culture, cinema is a closed world; its function is not to resonate beyond its timespan and the auditorium walls, except in its role as an agent to confirm consensus ideology. The critics, in their role on various levels as advertisers and testers of consumer products, are not free to join in a call to arms. And the audience, used to cinema's role of diversion, does not know how to respond to a film that comes from a different frame of reference, that is a tool of struggle forged between the film-maker and his people – a film that demands, in short, some sort of action as a response.

* * *

Alfreda Bengte: What is mainstream Turkish cinema? What is its ideological message?

Yilmaz Güney: From the birth of Turkish cinema, in the same way as it

borrowed its technology from abroad, it mimicked foreign film. It was based on this foreign influence. It didn't have a national traditional character based on indigenous experience. It never possessed this kind of authenticity. For a long time, the main influence was American, Italian, Arabic and even French cinema, and it proceeded by imitating these. Today, still, the essence of what marks its character is this imitation.

Amongst the kinds of films shot in Turkey today, there are cowboy films, westerns, gangster films, 'Tarzan' films, even space stories, and, parallel to these, 'arabesque' films – musicals made round pop stars, unrequited love and pining, etc. Turkey is one of the world's leading countries as far as the size of cinema audiences is concerned. And people are really influenced by the kinds of film I've just mentioned. The 'arabesque' genre, in particular, has great influence now. The main ideology of these films is 'Forget about tomorrow, live for today. Forget about reality, look at dreams. Forget about the world', this kind of ideology. That is, an ideology which wrenches the people away from the hardships they experience, which pushes away the people from their problems rather than encouraging them to solve them. They have the effect of drugs. A narcotic duping the people. A machine for ideological absurdity. These are the functions undertaken by the film industry in Turkey, and it must be said that it has a very important effect on the people.

Apart from the mainstream, there have always been a handful of people in Turkey who have tried to create a different cinema based on national traditions and experience. The first of these films was a documentary shot during the occupation of the allied forces after the First World War. It was a film about a demonstration against the British troops. So that was another tradition, which continued, but always remained a minority form. Such film-makers were against the imitation of foreign forms, and always tried to base their films on national experience. After the 1950s, this second trend became more obvious and stronger.* In a sense, I can be placed in the continuity of this second tradition that wanted to base cinema on national reality.

AB: As a famous star, which tradition were you part of?

YG: One should consider my 'life story' in three stages. The first was between 1953 and 1961, when I made my first steps into the cinema as an actor, script-writer and assistant. I was part of the minor trend that tried to use our traditions and our reality – to oppose the imported forms with authentic ones. But we didn't have much impact on mass

* Directors like Atif Yilmaz and Lutfu O. Akad introduced social realist subjects, a recent trend of Turkish novelists, into the cinema, which had been dominated by directors who came from the Turkish theatre tradition. Cüneyt began his career with Atif Yilmaz.

audiences. We worked hard to create a new mainstream, but we weren't very effective. From 1961 to 1963 I was jailed, and when I came out decided to try and unite two things – first, this tradition of resistance and second, this popular approach to film-making. I tried a synthesis. So, on the one hand, I addressed myself to the consciousness and expectations of the audience; on the other hand, I tried to communicate to the audience their own reality.

But some of the outcome was so mixed, it would deserve to be described as decadent. When I became well-known, and had created strong links with my audience, I went further. I began to collaborate with young talented people who were longing to innovate, and also old-timers who had been left 'unemployed'. I introduced storylines which had previously been impossible to deal with. But, you have to put all this in the context of prevailing conditions of democracy and censorship. We never worked in an environment of freedom, in an environment which was enabling for artistic creation.

AB: What did you put in your films that was new?

YG: Peasants entered, land-hungry peasants marched into my films, and the migrants that were flowing into the cities in search of work. Particularly, lumpenised people entered my films. People who had become lumpenised and desperate. In other words, people who had become marginalised by our rapidly transforming society. People who had been pushed out became visible. People pushed outside the margins of society and the law. The peasants that became smugglers on the border, in mortal danger to earn a living. People who commit murder out of desperation. What these people actually felt, how they personally lived, entered our cinema.

AB: What was different about the function of your heroes?

YG: I rejected the classic concept of the hero, but a new type of hero emerged. This new type was one who opposed injustice, starting out subdued and oppressed, but in the face of oppression begins to resist and becomes a symbol. I chose that type as a starting-point, but these new types were defeated. They were defeated because they remained isolated. The heroic type depicted in my films never wins. He is punished for his resistance and eliminated, because this person is not organised. He remains isolated. This person has been driven to finding individual solutions, and so has no links with the people. This is precisely why one of the things I denounce in my films is the notion of individual revolt/salvation. If I can say it in a slogan, 'There is no individual salvation – the path of individual liberation leads to a dead end.'

AB: How were you limited by censorship? How did you overcome the limitations? Could you have overtly described the Kurdish experience?

YG: In all the films I made in Turkey, I've never been able to express a single one of my thoughts in the way I would like to have, let alone a serious matter like the Kurdish question, let alone an important question like that of the working class: even basic questions of justice and injustice which exist in our society could only be dealt with partially and indirectly.

From the first step our film-making took, our main concern was to find new forms of expression, a new language. We had to build on the fact that we had a relationship with our audience — my being a popular actor had created this link. I had to find covert ways of expressing myself, with my face, the expression in my eyes, even by missing out bits of dialogue, by leaving out words. In short, a common language emerged between myself and my audience in a way which, even if I didn't say anything overtly, they would understand what I was getting at. This was my way of self-protection. In my films, I used the language of Aesop. Let me give you an example of how I would communicate. In a film made after our previous fascist military take-over in 1971, this is how I tried to articulate my feelings about the oppression unleashed on our people. A blind man learns how to use a gun; he trains himself to shoot by putting loops of bells around him, and from the sound of those bells he was able to identify his target and shoot — and that's how a blind man learned to resist. Here, my people understood, 'Yılmaz Güney tells us that all our means may be lost, all our weapons may be taken from us, but it is always possible to find new ways to resist. New solutions never run out, there must always be a way.' And the message got through. From the outside, the film is an unassuming piece of work which resembles a western.

AB: In your films, capitalism is glimpsed in small filmic brushstrokes. — The negative values of feudalism and its legacy are dealt with directly. Was it lack of artistic freedom that prevented you from describing capitalism's negative effects, or was exposing feudalism's negative legacy a more urgent issue?

YG: Particularly after the 1950s, the feudal structure in Turkey began to disintegrate. With this disintegration, the human dramas of that society became very explicit. New searches, new orientations, new sufferings became visible. For a film-maker that was something that had to be caught — it was something you couldn't miss. I must add that as the old order disintegrated, the new order which emerged didn't bring any new solutions to these people and didn't resolve the problems created by the disintegration of the previous social structure. It didn't create the conditions for people to progress. Regardless of how advanced capitalism is compared to the feudal order, it didn't create happiness. In our current epoch, capitalism doesn't have the capacity to bring happiness.

In every society, social upheaval has had a profound influence on artistic production. For instance, the developments during the period of the bourgeois democratic revolution in the West in art and literature: take Russian literature just before and after the Russian revolution, or American literature at the time of the Depression. We, too, were swept into such a period because of objective conditions outside our control. Life itself pushed us into it. But we had a serious disadvantage, we weren't able to knit together the elements of our social upheaval in an environment of artistic freedom. That's why our output was always incomplete — unfinished. That's why some problems were touched on in a cursory way. Whether we liked it or not, we were always confronted by the state and censorship. The reason I am here today is due to the respect I have for my profession, and the struggle I've had to accomplish my responsibility towards it. And the fact that I've been confronted by the state.

AB: How has being a Kurd affected you?

YG: I will start by telling about my origins. My parents are both Kurdish and they moved to the area around Adana from their homeland Kurdistan before I was born. To be more specific, my mother's family moved from Kurdistan to this part of Anatolia during the First World War, because of the Russian occupation of the Eastern territories, and my father's family moved south-west because of a vendetta. So they were migrants — not foreign migrants, but internal migrants; they moved from one territory to another. I was born there, of Kurdish parents, but I didn't speak the language. I didn't know the language because it is forbidden to learn or speak it. It's forbidden to have your own culture. It's even forbidden to have any identity.¹⁰ All these obstacles were put up and I had to discover my identity and origins later on. The official ideology tells me 'You are a Turk' and I have to learn 'I'm a Turk', despite the fact that at home my parents spoke Kurdish. I became aware of it only when I was 15 years old. But then, when I was 15 years old, when I became conscious of my origins, I didn't have a nationalist attitude. I am not a nationalist because I had already discovered socialism — socialist ideas. In this sense of a social class basis, I am for the unity of all people and not for one particular nation. On the other hand, in answer to your question, I feel that being a Kurd has had a great influence and it explains many characteristics and particularities in me.

The Kurds, because they were landless and poor, had to move to regions where they could find jobs. They had to work — it was rather like an interior migration — and, like the migrant workers that you have in Europe, they have the toughest and the meanest jobs and have no consideration because they are at the lowest scale of society. In Istanbul, for example, 90 per cent of porters, who carry extremely heavy

weights, and street-cleaners and the ones who clean public washrooms, all the dirtiest jobs are done by Kurds. They have the toughest jobs, the worst jobs and they get no consideration, just humiliation. Humiliation to such a point that to say 'Kurd' is an insult in the Turkish language. And when they go for military service, which is very long in Turkey, there again they have the worst jobs — they aren't trusted. So, at every opportunity, on the pretence that they'll riot, their guns are taken away and they are sent to cut onions. So this, of course, has an influence on any person who has Kurdish origins. But, to be honest, there are Kurds who also have extremely high positions in society, who are in the highest ranks of the state apparatus — but that is because they never say 'I am Kurdish'. They hide it.

If you don't admit you are Kurdish, you can go very high. You can be a minister, a deputy, a member of parliament. But once you admit it, even if you have such a high rank, you will still go to jail. There are now some deputies in jail just because they once said 'I am Kurdish'. So, one shouldn't say they are Kurdish deputies, because they are not elected as Kurdish deputies. They are elected as Turks living in a country that no one can admit is Kurdish.

There are now twelve million Kurds in Turkey, but the Kurdish population is dispersed all over the country. Not only do they have to move west to hunt for jobs in the cities there, but, after the First World War, there were also enforced migrations. They took whole villages and people from whole areas and they moved them to another part of Turkey. Even on the westernmost border of Turkey, you will find Kurdish settlements. You could call it internal exile. They were sent in exile to other parts of the country. Forced settlements, parallel to the forced migration to find jobs.

AB: Now you are in exile, you can say anything you want — but your audience has been taken from you. Who is your audience now?

YG: This is my tragedy, and the tragedy of people like me. The dough of my art consisted of the images of my people, the accumulation of my people's experiences and feelings, and the accumulated experience of my land and its soil. Today, I am relatively free, but there is no public to relate to, no characters I want to describe. In other words, you have the weapon of freedom in your hand but no ammunition to communicate. This is where our tragedy begins. I have to find a new path, create a new audience. But this audience can be nothing like the one it took us years to shape in Turkey. This is the contradictory situation we find ourselves in, and it should be emphasised. Today, it's materially impossible to make films about Turkey. You can't re-assemble Turkey from abroad, or make films that explain Turkey from abroad. 'The Wall' was a different matter, that was possible. Abroad, I could perhaps describe the life of Turkish emigrants, the foreign

guest workers. I can't take it upon myself to describe French or British society, that would be absurd. Although I would add that, as a foreigner in this society, I have a number of observations which may be met with hostility.

AB: You had a complicit relationship with your Turkish audience ... who can you appeal to, to act in the 'West'?

YG: With my new film, 'The Wall', despite the fact that I described prison life more mildly than the reality, western intellectuals didn't empathise with what was depicted. They distanced themselves from it. Some important western newspapers came out with stupid comments to the effect that this wasn't an important part of Turkish reality. They tried to impose our reality on us from the outside. The concept of injustice is more transparent to those who have lived through it. For the western audience, it was opaque ... the value judgements on what constitutes right and wrong may be totally different. In films that are produced here, we may have to take into account different criteria ... a different approach. I think people could feel responsible, even guilty, towards their epoch and society. Things can be done to arouse people's feelings of guilt, to affect their indifference and their need to escape reality. If these can be pushed to the surface, I think new forms of dynamic expression can be opened up.

We still haven't learnt our lesson from what fascism did during the Second World War. Today, fascism hangs over the head of the Third World like a sledgehammer, and people are indifferent ... this is my main concern now, because I don't see the near future as particularly bright as far as democracy is concerned. I see the intensification of reactionary forces. I feel the approach of war. Various people have to come to their senses about these imminent dangers. I think that what can be produced now are works to send messages that alter attitudes in this direction. These are the kind of films that I think I could make.

When I look at films made after the Second World War, I see the war interpreted simply in terms of a struggle between the Nazis and the Jewish people. Fascism, however, is not just a question of being against the Jews, it's a phenomenon which is against the whole of humanity — that is, if the whole question is seen in terms of particular concentration camps and as a race war, then the real meaning of the phenomenon is lost. Today, the Israelis behave the same way towards the Palestinian Arabs, there is mass extermination. In the future, there will be worse things to come. Reaction is haunting Europe, in England, in Germany, in France. There are fascist dictators in all corners of the world. We're faced with a situation in which there is an attack on all human values and humanity.

AB: What is going on in Turkey?

YG: To understand what's happening, you have first to take into consideration the general contradictions and rivalry between the two superpowers. The actual Turkish administration depends, of course, on the US - on American imperialism and its local collaborators, the bourgeoisie with capital. The ruling coalition is the military and bureaucrats, soldiers and high civil servants. Evren, the President, represents the army, and Ozal, the Prime Minister, represents the technocrats. Their aim is to transform the country into a paradise for plunder - and they have succeeded in this. Also, they reinforce the position of American imperialism, not only within the country, but within the whole region. A handful of people get richer every day, while the condition of everyone else gets worse every day. The opposition - workers, peasants and intellectuals - is muzzled and repressed. All media, artistic creation and expression are completely controlled. There is a complete monopoly on all information, which is totally one-sided. No information is allowed about the political situation, the economic situation and what is happening in Turkish jails, where thousands are imprisoned for political reasons.

In the West you will hear a lot about what goes on in Poland, Afghanistan, East Germany and so on. US imperialism wants to block certain alternatives. The US says it happens in the eastern bloc - so it can happen in Turkey. It happens there ... It happens in Turkey, 'that's normal'. The correct democratic attitude is to oppose any assaults on democracy in any part of the world, wherever they occur. It must be emphasised that western intellectuals, the public and ostensibly democratic states and administrators pretend to be democratic but condone fascist regimes and therefore become accomplices. I'm not afraid to say this. For instance, the Thatcher government talks about democracy in its own country, and abroad it supports Turkey. This just won't do. Whenever, in Poland, the leaders of 'Solidarity' are persecuted, the western world follows the situation and expresses its indignation. In Turkey, hundreds of labour leaders are on trial on *capital charges*. In Turkey, writers, artists, intellectuals and people who have asked for the simplest democratic rights are in prison or in the dock. In Turkey, members of the Peace Association have been sentenced to five to ten years. In Turkey, tens of thousands of Kurds are in jail just for asking for democratic and human rights for the Kurdish people, or just for saying 'I am a Kurd'. In Turkey, thousands are on trial, threatened with the death penalty. Tomorrow, probably mass executions will come on the agenda as a result of these trials because of these capital charges. There are no voices raised, there is silence. We believe that this doesn't correspond with democratic tradition.

Even worse, they say there is democracy in Turkey because a parliament exists. This is a very strange kind of parliament. Most parties were excluded from the elections. Not just the workers' parties, the

socialist party and the communist party - because they were all locked up anyway - but even the centre parties who had the slightest disagreement with the military were banned from participating. Commentators who say there is democracy ignore the fact that this is the basis on which this parliament was founded. The junta decided who could stand and also appointed the person who was to form the official opposition.

AB: Who will bring about progressive change in Turkey, and how?

YG: Let's come to what we really want. We are demanding a democratic republic. What we understand by a democratic republic will be independent from the US, and from the Soviet Union. It will be independent from any imperialist nation, in no military camp, and will recognise freedom for all political movements within the nation, and will recognise national and democratic rights for all nations within its body. A real democracy. We are fighting for these demands for a democratic republic.

Today, in Turkey, we don't have the conditions for a socialist revolution. The step forward is simply the struggle for a democratic republic, and we should treat the whole question from this basis. There are no genuine social democratic parties in Turkey. The Populist Party in parliament operates within the fascist constitution. SCDEP, the Social Democrat Party, which legally exists now, but isn't in parliament, will change nothing. The plight of the Kurdish people won't change, the people's situation won't change, the structure of the state won't change, there will be no change in political or human rights. Perhaps some minor tinkering, but the essence would remain the same. For the creation of a genuine democratic republic, it's going to be necessary to educate the working classes towards these ends. This can't happen overnight.

Today, Turkey is one big prison, and for this prison to be transformed into freedom, to be able to smash these walls and return to genuine democracy, the responsibility belongs to revolutionary democrats. If we can create close links with our people, we can actually succeed in this task. Otherwise, we will end up just singing interminable songs of hope. We have to admit we aren't sufficiently prepared right now. What happens now, in Turkey, is that people have aspirations and expectations and sometimes they fight - but what for? A different jail, a better jail. When there was direct military rule, Evren said he would give the people a new military parliamentary regime. That was another jail. People said, 'Perhaps, perhaps it might be better'. So they voted for it. That was the story of 'The Wall'. The children in the film were in a horrible jail. When they riot, they don't even think about freedom, about liberation, they just dream of a better jail. 'Perhaps', always 'perhaps'. 'Maybe this one will be better', and we see the result. So the Turkish people said, 'Maybe the civilian administration will be better'.

42 Race & Class

And now they are looking for some other 'perhaps'. 'Perhaps SODEP will be better.' But with this 'perhaps', we will never get anywhere, we will never have freedom.

To the British public, and intellectuals. I appeal to you on behalf of my friends and democrats in Turkey.

To show more sensitivity to what is going on in Turkey.

To show more concern about the torture in its prisons, and the executions.

To support the demand for a general amnesty.

To show more sensitivity to the Turkish intellectuals who are being punished.

To pay special attention to the oppression of the Kurdish people, because they have a double oppression, a national and a class oppression.

The repression in Turkey is not 'just happening in Turkey'. It is happening to democracy in general. We have to shoulder this responsibility jointly.

* * *

But the situation in Turkey today, so poignantly described by Güney, has been largely ignored, if not deliberately obscured, by the western media. David Barchard, who gave up trying to report for the London *Guardian* in 1983, has spoken of the heavy restrictions on foreign journalists. Censorship and martial law ensure total control of information within Turkey, and add to the difficulties of gathering and reporting news that isn't officially sanctioned.¹¹ But in Barchard's experience, western diplomats clearly collaborate in providing disinformation, and western newspapers have shown a mysterious reluctance to investigate and follow up stories.¹²

The brief survey on the current situation that follows is, simply, an attempt to break through that barrier of silence.

The ruling Motherland Party of Prime Minister Özal (who was himself recently hailed by the London *Guardian* as the 'people's choice'¹³ — even as the regime was gently chided for its 23,000 or so political prisoners — is a coalition of National Salvation Party (NSP — Islamic Fundamentalist), right-wing Conservative Party and Nationalist Action Party (NAP — fascist) supporters.¹⁴ Fascist ideologues control the organisational posts within his party. Fascist ideologues control the broadcasting service and the universities. They are well-established in the state bureaucracy and in local government. Their control over civilian institutions is growing daily, and they have important posts in the Security Forces and as regional police commanders. The phoney elections of 1983, which brought Özal in as prime minister, were no more than a legitimating exercise for the military coup that had

Güney, Turkey and the West 43

been engineered by General Evren some four years earlier — a coup that had been carried out even as mass demands for justice and democracy were increasing in volume and strength.¹⁵

In Turkey today, forty-two out of sixty-seven provinces are under martial law, and a further twenty are under a 'state of emergency'. The 657 prisons are so full that sixty more are to be built. Filling those prisons are the leaders and supporters of all the progressive associations in the country.¹⁶ Legal processes are deliberately complicated and protracted in an attempt to delay judgement, wear down defendants and tire international interest. Beatings and torture are 'widespread and systematic'.¹⁷ The list of accused grows daily. The number of defendants from DISK, the mass trade union, has grown from seventy to 660, and is expected to exceed a thousand. Defendants find themselves charged with membership of a number of associations, involved in a number of trials and, as the atrocities grow, voices raised against them find themselves in the dock also.

Articles 141 and 142 of the Penal Code, borrowed from Mussolini in the 1930s, are the key instruments that 'legalise' the prosecutions. They have always provided a legal fall-back for the right, in times of need, of effectively criminalising all activity on behalf of, or opinion that supports, the working class. Organisations or 'propaganda' on behalf of a single class or criticism of government decisions are decreed a threat to national unity and interest. These and other laws also protect 'national unity' from minority rights, such as allowing Kurds to identify themselves, speak their own language, appear in history books or practise their culture.

The constitution gives the President the right to sack any politician or party — as well as virtually to declare war. Part of the western media black-out could be due to the fact that Turkey is vitally important for NATO strategy, and US, NATO and IMF plans could have been seriously challenged by democratic involvement in the decision-making of the country. The loss of Iran and Afghanistan gave a special importance to the 'security' of Turkey, both as a site for US and NATO installations (including a high proportion of US intelligence monitoring), and as a base for protection of western Middle East oil interests. Turkey and the US have had bilateral military treaties since the 1950s; since the coup, eleven new secret treaties have been signed. All US and NATO bases have been enlarged and re-equipped, new airports have been built. Bases at Mus and Batman in Kurdistan are ready for a new US Rapid Deployment Force. NATO officials at an Istanbul seminar stressed the major role expected from Turkey in 'restoring stability in the event of a power vacuum in Iran'. Turkey has recently done a commercial deal with Saudi Arabia in return for an air base. Lord Carrington, NATO's general-secretary, recently denied rumours that NATO had plans to extend its territory, but thought that support

should be given to the US when it acted in defence of our interests.¹⁹ Turkish planes in the Gulf would presumably come in handy. And Turkey is, according to one German major quoted in *Milliyet*, a more desirable site for the deployment of Cruise and Pershing than the more densely populated countries of Europe – because of the ‘extremely large uninhabited areas in ‘Eastern Anatolia’ [in fact the region where the Kurdish population lives]... In the case of a limited nuclear war... if the USSR attempts to attack and destroy only the ramp of these missiles, the losses in terms of human lives in European countries would be much greater than in Turkey’.¹⁹ (The Turkish Peace Association, which campaigned vigorously against the siting of the neutron bomb, Cruise and Pershing in Turkey, and for Turkey’s withdrawal from NATO, was banned immediately the coup took place.²⁰)

Given Turkey’s major geographic and strategic importance to NATO and the western alliance (it is the easternmost of NATO outposts), it is not fortuitous that the Turkish economy has, since January 1980, been shored up by IMF loans – the stringent conditions of which made it even more necessary to keep working-class militancy completely suppressed.* Nor is it a coincidence that the former World Bank employee and dedicated monetarist who was put in charge of IMF policy is now Turkey’s elected prime minister. Among measures demanded were the slashing of public sector growth, the cancelling of ninety-four public sector projects and the privatisation of state factories. Today, living standards are back to 1963 levels, unemployment is 20 per cent, inflation is 50 per cent and protein intake is the lowest in Europe. There are record bankruptcies, and the external debt has risen from \$19 billion to \$29 billion. In October 1984, Özal visited West Germany (Turkey was, after heavy US pressure, readmitted to the Council of Europe in May), fishing for investors, using his plentiful and willing workforce as bait. The death sentences passed on DISK union leaders did not deter potential investors. Multinational investment since the coup amounts to one-third of its previous investment over the last thirty years.

Among the chief beneficiaries of this state of affairs is the military, which combines both political and economic power. For many years, officers have been entitled to invest 10 per cent of their pay into the Armed Forces Mutual Aid Fund (OYAK). By the late 1970s, OYAK’s cement, property, car-manufacturing and petroleum concerns had made it into one of the largest conglomerates in Turkey. Middle-class recruitment to the officer class of the army increased. As beneficiaries of investment, officers were directly affected by the ups and downs of the economy and the status within it of capitalist enterprise. Together

with other beneficiaries of capital investment in Turkey, who had previously accumulated wealth from internal markets, they are now firmly linked to international capitalism. It is hardly surprising that a vast proportion of investment involves military hardware – which, in turn, strengthens the position of the army. Military control of the country is by shareholders in arms manufacture.

The interests of the army and of international capital are so inextricably linked as to be virtually identical. For example, the largest single economic investment in modern Turkey is the \$4.3 billion F16 project which will supply these jet fighters to the Turkish air force and for sale in the Middle East. This project is under the control of an umbrella organisation set up by the US multinational General Dynamics Corporation, and involving an array of other multinationals. OYAK is crucially involved in the Turkish end of the operation, i.e., socially useless, low technology component assembly. The deal involves trade-offs in exports, agribusiness and mining concessions to foreign companies, which form part of a complex and dramatic mobilisation of the Turkish economy to military ends.²¹ This distortion of the economy has ensured a vast amount of aid from the US. That aid subsidises the third of the budget that is spent on the military.

Today – quite apart from the fact that it is their lands that are to harbour Cruise and Pershing missiles – the bulk of the military aggression is against Kurds. Operations to capture Kurdish ‘separatists’ involve an orchestrated attack on the whole population,²² especially those living in the Eastern territories. Although the repression long preceded the coup, it has intensified markedly since. Thousands of young men have been rounded up, imprisoned and tortured. Villages are plundered and villagers attacked and sadistically degraded. Their houses are searched, not just for arms, but for Kurdish music. When cassettes are found, the whole household is imprisoned. There are reports that all 5,000 prisoners held at Diyarbakir are regularly tortured. There are mass trials. A lawyer who defended 2,000 Kurds at one of these was later arrested and tortured as well. The Kurds are the most intractable of the opposition to Turkish reactionaries and they have suffered accordingly. But armed resistance has increased and, since August 1984, news of Kurdish ambushes and Turkish army deaths suggest the start of a campaign of organised guerrilla warfare. According to a Turkish academic:

You don’t need a crystal ball to prophesy that what the Palestinian problem was for the 1970s the Kurdish problem will be for the late 1980s. There is going to be an explosion, and it’s already beginning.²³

* Only two years earlier, the burgeoning workers’ movement had brought half a million people on to the streets in May Day demonstrations.

"My mother can love me best in our own language"

The Guardian recently discussed the situation of the Kurdish people and their liberation struggle with Kurdish writer and journalist Mahmut Baksi. Below we publish excerpts from this interview.

Question: Please will you give our readers an outline of the struggle of the Kurdish people today.

Baksi: There are 20 million Kurdish people, living in Kurdistan which is divided between Iran, Iraq, Syria and Turkey. The Kurdish people is the largest people in the world still without a country.

There are different situations in Kurdistan because it is divided between four countries. For example, in the Kurdistan parts of Iran and Iraq, we have national resistance, we have about 50,000 soldiers under arms and a liberated area bigger than the size of Lebanon.

Each part of Kurdistan has its own struggle and conditions. Today, some national borders do not exist between Turkey, Iran and Iraq because the areas are under the control of Kurdish fighters.

The worst situation for us is in Turkey. In spite of being 25 per cent of the population — more than ten million Kurds live in Kurdistan of Turkey — our people are oppressed because Turkey is a member of NATO and has very good connections with these countries. They get much help, so they have unfortunately succeeded in suppressing the Kurdish national movement.

But even there we have many Kurdish patriots and organisations. The Kurdish people's existence and struggle is very big trouble for the central government in Ankara. According to Turkish newspapers, even in Turkey Kurdistan we have some kind of guerrilla activities. In brief, the Turkish military junta, the fascist junta, could not succeed in completely suppressing the Kurdish national movement in Turkey.

Question: What is the situation in Syria?

Baksi: In Syria, we have about 1.8 million Kurds. They always supply the Kurdish national movement, particularly in Turkey. The border between Syria and Turkey is an important route for the Kurdish patriots for weapons and medicines. The Kurds of Syria help and support the Kurds of Turkey and the other parts of Kurdistan as well but there is no armed struggle within Syria itself.

Despite the fact that the Syrian Government does not officially recognise the existence of the Kurdish people, if you compare it with Turkey and other parts of Kurdistan, they have better conditions. However, they still do not have schools or newspapers or broadcasting. They don't exist officially but unofficially the suppression of the Kurds in Syria is not as harsh.

In the last few years, the government has relaxed the rules a little and, for example, the Kurds celebrate their national day and can listen to their music. But officially the government has not accepted the Kurds as a nation. They have no cultural rights, no political rights, no national rights but they are more free than in Turkey, Iran and Iraq.

Question: What can we do, here in Australia, to support the struggle of the Kurdish people?

Baksi: In the first place, we need to have the public behind us, the people from this country. For us, it is very important to inform the Australian people about the Kurdish question.

Believe me, as long as the Australian people are not conscious about the Kurdish question, the Australian Government will not take up this question. No force is stronger than people's wishes and interest, so when we succeed in informing the Australian people about Kurdistan and what has been happening there, it will be easy for us to get some pressure.

Question: Please will you tell us about the history, the culture and traditions of the Kurdish people.

Baksi: The Kurdish people are an Iranian people, so are the Persian and Afghan peoples. Kurdish, Persian and some Afghan dialects are all branches of the Iranian language. The Kurds belong to the Iranian race which in turn is descended from the Indo-Europeans. The Kurdish people have existed in this area for 2,000 years.

The Ottoman Empire was founded in the 12th Century. It was Turkish and Moslem and included 16 different nations. Kurdistan was one of them. Kurdistan was a free country but belonged to the Ottoman Empire as did Greece, Bulgaria, all the Arab countries, Iraq and so on.

In 1920, when the Ottoman Empire disappeared, its territories were colonised by England and France. Between the First and Second World Wars, France, England and the United States created different countries in the Middle East.

When they discovered that there is a lot of oil in the Kurdish mountains and area, they were scared about control over the area. So they divided the area of Kurdistan between four countries and did not give any country to the Kurdish people.

Three nations have been deprived of their country since the period between the First World War and the Second — the Armenian, the Kurdish and the Palestinian peoples. So up to now, we have been trying to get our country back.

Question: The Kurdish people have been deprived of their land. What other deprivation and oppression do they suffer?

Baksi: All our heritage has been taken, our music has been called Turkish, our dances have been taken and called Turkish. It is really officially forbidden for them to be

called Kurdish. Our costumes are forbidden, our names are forbidden, our very existence is forbidden.

Question: Your names are forbidden?

Baksi: If you have a Kurdish name in Turkey now, first of all it is impossible because the authorities do not accept it. If you insist, under the Turkish Constitution you can get between five and ten years in prison. This is in Turkey, it is not so in Iran and Iraq.

If I write a book about your national symbol, the koala, in Kurdish, this book can get me ten years in prison just because it is written in Kurdish. I can be sent to prison for ten years in Turkey if I translate your Constitution from English into Kurdish.

In Turkey, 95 per cent of the names are Islamic. You can have the English name George, for example, you can have an Arabic or a Turkish name but you cannot have a Kurdish name. And if you have a Kurdish name, you can never get a passport, you can never get a job, you cannot send your children to school. It is totally forbidden to have a Kurdish name.

Kurdish mothers like to give their children a Kurdish name so all Kurdish children have two names — one official name in their identity card and the second is the private name. For example, I might be called Walat, a common Kurdish name, but in school the teacher calls me Mohammed or Ahmed.

As you know, language is one of the prerequisites of a nation and is very important. We are indebted to our mothers that we did not forget our language. That is why I say we have ten million teachers of Kurdish, the women, our mothers. For my mother can love me best in our own language. Even babies can love their mothers and fathers and other people best with our own language, our culture, our songs. As long as the Kurdish language is alive, it is impossible to destroy the Kurdish culture and nation ■

بالرغم من جميع المحاولات العسكرية الأكراد ما زالوا يسيطرون في إيران على مناطقهم الجبلية الواسعة



البارازاني فشل بحركته الثورية نتيجة اتفاق الجزائر بين صدام حسين والشاه

الاكرد؟

□ بالرغم من جميع المنازعات والاشتباكات القائمة بين الاكرد والحكومتين الإيرانية والعراقية فان هاتين الدولتين لا تنكران وجود الشعب الكردي بينما تركيا المسؤولة الاساسية عن تشريد شعبنا وملاسته وضياح وطنه والتي تسيطر على نصف الدول الخارجية لتلقو يتهم القويستان، فهي لا ترفض الاعتراف بحقوق هذا الشعب فحسب بل تحاول منع الحكومات الاخرى من الاعتراف بهذه الحقوق المشروعة والتاريخية. ومثالا على ذلك دخول الجيش التركي الى المناطق الكردية في العراق وابهران للاحقة الثوار الاكرد في محاربتهم لتدمير قواعدهم والقضاء عليهم.

□ كما قلت سابقا لدينا قوة عسكرية تقدر بحوالي ٥٠ الف مقاتل وهذا ما يسهل علينا الحصول على السلاح من اكثر من مصدر ودولة. ونعمل على الاستفادة من الحرب الإيرانية - العراقية ومن الخلاف القائم بين سوريا والعراق.

□ هل يعتمد الاكرد على الدولتين العظميين؟

□ حسب معلوماتي فان امريكا روسيا لا تتدخلان مباشرة في القضية الكردية بسبب علاقات الاطراف الطبيعية مع تركيا (حليفتهما في الحلف الأطلسي) وبسبب معاهدة الصداقة التي تربط الاتحاد السوفياتي بسوريا (حليفة ايران).

□ ما هي الدولة الأكثر عداوة ينظر للشعب الكردي؟



مبعو رحيل الشاه انتفض الاكرد ضد الخميني • متصوير سليم البستاني

□ وبالرغم من جميع المحاولات العسكرية الإيرانية فان الاكرد ما زالوا يسيطرون على مناطقهم الجبلية الواسعة مطالبين بالحكم الذاتي في ايران.

□ وبعد فشل البارازاني عام ١٩٧٥ في حركته الثورية الكردية في العراق حتى حكم البعث نتيجة اتفاق الجزائر بين الشاه وصدام حسين (الذي تنازل العراق بموجبه عن جزر استراتيجة في الخليج وعن شط العرب وبالقابل اغلقت ايران الحدود بكاملها بوجه الاكرد وقطعت عنهم جميع المساعدات العسكرية والاقتصادية مما ادى الى تضعف الثورة الكردية وافول نجم البارازاني الذي توفي عام ١٩٧٦ في امريكا.

□ وعام ١٩٧٦ نظم الاكرد صفوفهم من جديد في كردستان - العراق بقيادة جلال طالباني تحت راية منظمة الاتحاد الوطني الكردستاني والحزب الديمقراطي الكردستاني (العراق) بقيادة مسعود البارازاني (نجل مصطفى البارازاني) وهذان التنظيمان يسيطران حاليا على منطقة تبلغ مساحتها اكبر من مساحة لبنان.

□ ويبلغ عدد المقاتلين الاكرد في ايران والعراق حوالي ٥٠ الف مسلحا.

□ ما هو نشاط الثورة الكردية في تركيا؟

□ بالمقارنة مع العراق وايران فان نشاطات الثورة الكردية في تركيا محدودة مع العلم انها تتوسع وتتصاعد تدريجيا.

□ وسبب ضعف هذا النشاط يعود الى المصائب والويلات التي لحقت بالاكراد هناك بين عامي ١٩٢٥ - ١٩٣٨. ومنذ ذلك اليوم ترفض الحكومة التركية الاعتراف حتى بالهوية الكردية وتمنع الاكرد وعددهم ١٢ مليون نسمة من استعمال اللغة الكردية خاصة في الكتابة ومثالا على ذلك فانها حظرت الانجيل المترجم في يون الى اللغة

بيزور استراليا حاليا الصحافي والكاتب الكردي الاستاذ محمود باكسي الذي تهجر من بلاده عام ١٩٧٠ ليطلق اوروبا والبلاد السكندرية شارحا ابعاد القضية الكردية ومعاناة الشعب الكردي.

□ وطبعاً ان الاستاذ باكسي الذي يكتب يوميا في صحيفة «افتتاحيات» السويدية حيث يعيش منذ عام ١٩٧١ مطلوب من العدالة التركية للمحاكمة. وله نشاط ثقافي واسع اذ وضع ١٦ كتابا عالج فيها القضية الكردية بالإضافة الى قضايا الشرق الاوسط مما فيها لبنان وفلسطين وحرب الخليج بين العراق وايران.

□ قدم شخصياً تضحية بالدم من اجل قضية اذ قتل صهره وشقيقته مع الجنين الذي كان في أحضانها عندما هاجمت قوة من الجيش التركي المنزل الذي لجأوا اليه في منطقة القامشي داخل الأراضي السورية.

□ وبدعوة من الجمعية الكردية في اوستراليا، قام الصحافي والكتّاب بزيارة لهذا الصقع من الأرض شارحاً للاستراليين وسائر المسؤولين في الجاليات الاثنية ابعاد قضية الشعب الكردي المشرد. وقد زار الاستاذ باكسي «التقريف» يرافقه الاستاذ شاهين بكر عضو الجمعية الكردية ورئيسها السابق مؤكداً وفاة الاكرد للبنان الذي حرض العدد الكبير منهم والذي فسح امامهم المجال لنشر كلمتهم بحرية وقال: عليكم الا تخسروا وطنكم مثنا وعليكم ان تستمروا بالتضحية للابقاء عليه فنستفيد جميعا من حريته التي كانت لنا «ماوي» في ساعاتنا العسيرة.

□ والجالية الكردية منتشرة في نيوزوث ويز وفي سائر الولايات وتعمل عبر جمعيتها على تعريف القضية الكردية وكسب الاصدقاء للتعاطف معها. ومع الاستاذ محمود باكسي كان لنا اللقاء التالي:

□ اجري اللقاء الزميل انور حرب

□ من هو الاستاذ محمود باكسي؟

□ ولد في منطقة ديار بكر العراقية القريبة من الحدود السورية وانتقلت علم ١٩٧٠ الى ألمانيا الغربية وبعد عمل انتقلت الى السويد حيث اعمل منذ ذلك التاريخ كصحافي في صحيفة «افتتاحيات» ولي ١٦ كتابا في اللغات التركية والسويدية والكردية ومرتجما الى اللغات العربية والانجليزية والاسبانية. وتعالج هذه الكتب القضية الكردية وقضايا الشرق الاوسط بما فيها لبنان وفلسطين والحرب الإيرانية - العراقية.

□ ما هي اسباب زيارتك لاستراليا؟

□ لبيت دعوة من الجمعية الكردية في استراليا لانتفاء الجالية الكردية هنا والتشاور مع افرادها بشؤون قضاياها ونشاطاتها في اوروبا والوطن وسائر الاقطار والاشترك في المؤتمر الذي انعقد في جامعة ملبورن من جمعية البحوث بدرعوة من جمعية البحوث الاسترالية للتصويبة - الشرق الاوسطية (١٧-١٦ آب الجاري) لمناقشة القضية الكردية وقدمت محاضرة عن هذا الموضوع مع الاستاذ شاهين بكر.

□ وفي نفس الوقت شاركت يوم الخميس الماضي في اجتماع موسع في العاصمة كانبيرا حضره رئيس الحزب الديمقراطي السناتور دون تشيب وممثلون عن حزبي العمال والاحرار بالاضافة الى الوزير السابق ال غراسبي وقد كان هدف هذا الاجتماع تعريف العاملين في الحقل السياسي بالقضية الكردية وكسب عطفهم

□ كما منعت الاستماع الى الموسيقى الكردية وارتداء الازياء التقليدية الكردية وتسمية الاطفال بالاسماء الكردية المألوفة. وبالإضافة الى ذلك امرت الحكومة بنزع صور المخرج السينمائي يلجاز كونا الذي ربح الجائزة الأولى في مهرجان كان-١٩٧٢ من الصحف ومحطات التلفزيون بسبب اعلانه رسمياً انه من اصل كردي.

□ يقال ان المسجونين التركي «متخمة» بالمعتقلين السياسيين

□ للضامن مع الشعب الكردي. ونظمت الجمعية الكردية مساء السبت الماضي حفلة اقيمت في سديني وجمعت حوالي ٤٠٠ شخصية من الجاليات العربية والتركية والايرانية والارمنية والسريانية وغيرها وكنت ضيف الشرف في هذه الحفلة حيث القيت كلمة بثلاث لغات عن القضية الكردية.

□ كيف تحدد القضية الكردية؟

□ كما هو معلوم الاكرد و يبلغ عددهم حوالي ٢٠ مليون نسمة موزعون في منطقة كردستان المقسمة حالياً بين ايران والعراق وسوريا وتركيا (٥٠ بالمئة منها داخل الأراضي التركية). وكردستان الدولة التي لم يبق منها رسمياً الا اسم المنطقة الجغرافية كانت حتى عام ١٩٢٠ جزءاً من الامبراطورية العثمانية ولكن بعد انهزام هذه الامبراطورية خلال الحرب العالمية الاولى قسمت الى اقرارات مؤتمر «سيفر» في سويسرا عام ١٩٢٠ كان من المفروض ان يحصل الاكرد والارمن على دولة مستقلة بهم لكن عام ١٩٢٢ تنكروا عن هذا الموضوع مع الاستاذ عقده في لوزان مع حاكم تركيا القوي انذاك مصطفى كمال (اتاتورك) وهذابت دولة كردستان في دول المنطقة في الشرق سابقا ومنذ ذلك الحين لم يوافق الاكرد على هذا الامر المفروض عليهم وقاموا بثورات عديدة دامت في تركيا وانتشرت فيما بعد الى المناطق الكردية في العراق وايران



تركيا تستخدم نفوذها لدى اوستراليا ضدها

□ تركيا تستخدم نفوذها لدى اوستراليا ضدها

□ لدينا قسوة عسكرية مستمرة تقدر بالآلاف القتلى مقاتلين

□ هي اكثر دولة اكثر عداوة بالنسبة للشعب الكردي

vie culturelle

ΚΟΥΡΔΟΙ: ΕΝΑΣ ΛΑΟΣ ΧΩΡΙΣ ΠΑΤΡΙΔΑ

Πρώτα ήταν οι Εβραίοι. Νομάδες του κόσμου. Διαφορετικές γλώσσες, ίδια θρησκεία, απόφαση για απόκτηση μίας πατρίδας. Και όταν την απέκτησαν ξεκλήρισαν κάποιον άλλο λαό, τους Παλαιστίνιους. Νομάδες του κόσμου σήμερα οι Παλαιστίνιοι με δίψα για την απόκτηση της χαμένης τους πατρίδας. Με το προβλήμα τους γνωστό σε όλο τον κόσμο, με «πρεσβευτές» σε ανατολικές και δυτικές χώρες, με έναν εξαιρετικό πολιτικό και στρατιωτικό οργανισμό και εκατοντάδες εκατομμύρια ανθρώπων σε όλο τον κόσμο να ζητούν τη λύση του Παλαιστινικού «προβλήματος». Κανείς όμως δεν φαίνεται να ασχολείται, να ξέρει, να νοιάζεται για τους ΚΟΥΡΔΟΥΣ.



Ο Mahmut Baksi.

Ένας λαός χωρίς πατρίδα και αυτός. Ένας λαός που αγωνίζεται για το δικαίωμα μιας πατρίδας, για το δικαίωμα να μιλά τη γλώσσα του, να τραγουδά τα τραγούδια του. Ένας λαός σκορπισμένος στα πέλαρα της γης, που έχει το δικαίωμα να υπάρχει παντού εκτός απο τα δικά του χώματα.

Η πατρίδα των Κούρδων, το Κουρδιστάν «πιάνει» εδάφη απο πέντε χώρες κάνοντας το πρόβλημα ακόμα πιο δύσκολο. Μέρος του Ιράν, μέρος του Ιράκ, μέρος της Συρίας, μέρος της Σοβιετικής

Λαϊκής Δημοκρατίας της Αρμενίας και κυρίως μέρος της Τουρκίας, είναι τα χώματα του Κουρδιστάν που φυσικά δεν υπάρχουν.

Οι Κούρδοι όμως υπάρχουν και μάλιστα αποφασισμένοι. Με έναν λαϊκό στρατό 70 χιλιάδων ανδρών που ελέγχει το τρίγωνο των συνόρων Ιράκ - Ιράν - Τουρκία και δίνει καθημερινές μάχες με τον τουρκικό στρατό, που ασταμάτητα «εισβάλει» όχι μόνο στα τουρκικά εδάφη που ελέγχουν οι Κούρδοι αλλά και σε γειτονικές χώρες όπως η Συρία ή το Ιράν για να κυνηγήσει ή να σκοτώσει τις περισσότερες φορές γυνακόπαιδα.

Οι Κούρδοι που βρίσκονται - μετανάστες - παντού, άρχισαν επιτέλους πριν μερικά χρόνια να οργανώνουν τις πολιτικές - προπαγανδιστικές τους ομάδες με σκοπό να κάνουν γνωστό παγκόσμια το πρόβλημα τους και ιδιαίτερα την πλήρη καταπίεση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων του λαού τους απο την τουρκική χούντα, που με κάθε

τρόπο χρόνια τώρα προσπαθεί να τους αφανίσει.

Το πρόβλημα των Κούρδων θα φθάσει στον ΟΗΕ αργά ή γρήγορα γιατί δεν μπορεί να γίνει αλλιώς.

Αφορμή για το σημερινό σημείωμα μας έδωσε η πρόσφατη επίσκεψη στην Αυστραλία του Mahmut Baksi Κούρδου συγγραφέα, δημοσιογράφου που ζει στη Σομηδία.

Ο Mahmut Baksi ήλθε στην Αυστραλία μέσα στα πλαίσια της παγκόσμιας κίνησης των Κούρδων για ενημέρωση των λαών σχετικά με το πρόβλημα που αντιμετωπίζουν σήμερα οι Κούρδοι απο την Τουρκική χούντα.

Η Κούρδοι σήμερα στην Τουρκία δεν υπάρχουν «επίσημα». Η λέξη Κούρδος απαγορεύεται. Η γλώσσα το ίδιο, η μουσική το ίδιο. Ακόμη και αν πεις «σ' αγαπώ» στα Κουρδικά θα σαπίσεις στις φυλακές.

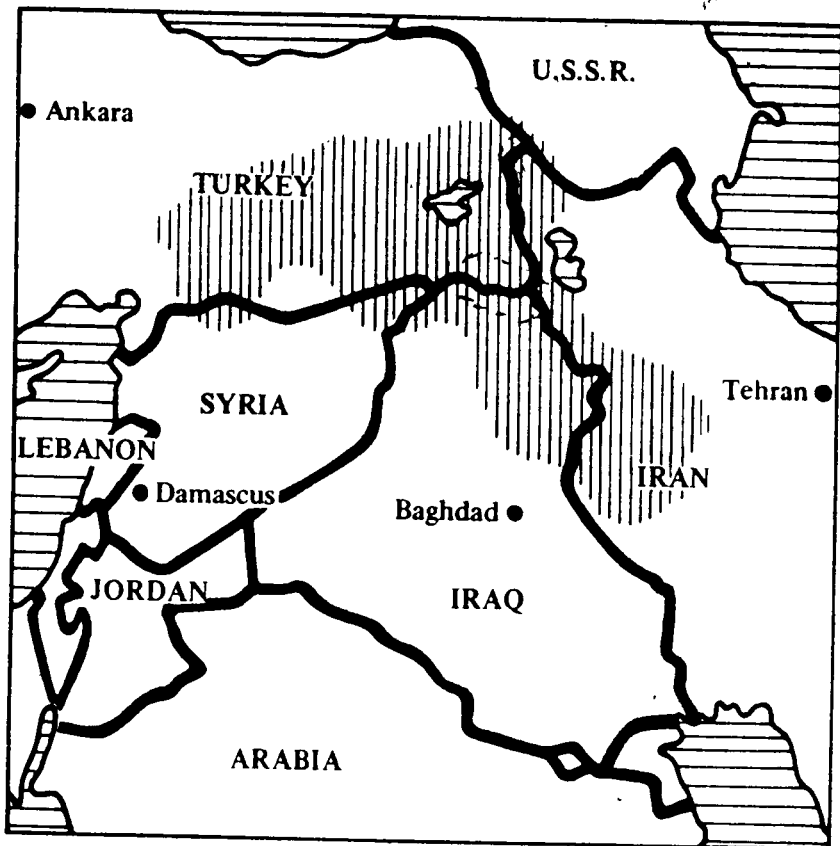
Ο Mahmut Baksi προκάλεσε δε οποιονδήποτε θέλει με την ιδιότητα του δημοσιογράφου να πάει στην Τουρκία και να αναφέρει για τους Κούρδους και να σαπίσει στις φυλακές για μια ερώτηση.

Περισσότεροι απο 40.000 Κούρδοι βρίσκονται στις τουρκικές φυλακές. Περισσότεροι απο 1.500.000 έχουν σκοτωθεί τα τελευταία 50 χρόνια.

Άτομα που κατέχουν ακόμη και μεγάλες κυβερνητικές θέσεις και είναι Κούρδοι δεν έχουν το δικαίωμα να δηλώσουν την καταγωγή

ΚΟΣΜΟΓΟΝΙΚΑ

Του Δημήτρη Οικονόμου



Η περιοχή που κατοικείται απο τους Κούρδους.

τους. Δεν μπορούν να διαβάσουν κάτι στα κουρδικά. Οι Κούρδοι έχουν το δικαίωμα να υπάρχουν έξω απο την Τουρκία.

Όσοι ζουν στην Λαϊκή Δημοκρατία της Αρμενίας, στη Σοβιετική Ένωση είναι οι πιο τυχεροί. Έχουν σχολεία, η γλώσσα τους προστατεύεται η κουλτούρα προωθείται.

Οι Κούρδοι σήμερα σε όλο τον κόσμο κατάλαβαν πως μια οποιαδήποτε λύση του προβλήματός τους δεν μπορεί να έλθει μέσα α-

πο την δομή του τουρκικού κράτους.

Για να μπορέσουν να καθίσουν στο τραπέζι για μια ειρηνική λύση με τους Τούρκους, πρέπει να πείσει η λαομνηστική χούντα του ΕΒρέν.

Κάθε ελεύθερος άνθρωπος στον κόσμο σήμερα έχει υποχρέωση να σταθεί δίπλα στους Κούρδους, γιατί είναι ένας λαός που καταπατούνται τα ανθρωπίνια δικαιώματά του. Γιατί είναι ένας λαός που στέκεται πλάι στους μαύρους της Νότιας Αφρικής και

στους Παλαιστίνιους και προκαλεί την ανθρωπινή αξιοπρέπεια.

Είναι εκεί σκοτεινά παραδείγματα της φρίκης που δέχθηκε και εξακολουθεί να δέχεται το ανθρωπινό γένος.

24.9.1985

Das Herborner Haus der Jugend hatte eingeladen

Am Kulturabend hörten die Gäste viele fremdländische Melodien

Auch die Offiziellen ließen sich die Spezialitäten schmecken

Herborn (ml). Völkerverbindende Rock- und Folkloreklänge erschallten am Sonntagabend in Herborns Martin-Niemöller-Haus. Das Haus der Jugend (HdJ) und die Gruppe »Deutsch-ausländische Freundschaft« (ADF) hatten zu einem deutsch-kurdischen Kulturabend eingeladen, an dem es neben internationalen Klängen auch Spezialitäten aus Kurdistan zu essen gab.

Den deutschen Musikbeitrag lieferte die Herborner Formation »Famous Five«, die im Keller des Hauses der Jugend probt, mit ansprechenden Rockklängen. Nachdem das ursprünglich engagierte türkische Folklore-Ensemble kurzfristig abgesagt hatte, spielte der Bürger Pianist Tuncay Erenay an der Orgel und wurde gelegentlich von dem Sas-Spieler Remzi begleitet.

Zu den Gästen dieses Abends gehörten neben den 14 Jugendlichen des internationalen »Work-camps«, die derzeit im Haus der Jugend zu Gast sind, auch Herborns Erster Stadtrat Armin Malcomess sowie Dr. Wilhelm Schumann und Rose Schönwetter vom



Kurdische Pizza-Spezialitäten ließen sich Dr. Wilhelm Schumann (links) und Erster Stadtrat Armin Malcomess schmecken. (Foto: ml)

Vorstand des HdJ-Freundeskreises. Daß zahlreiche Musikfreunde den Weg zu diesem Kulturabend gefunden hatten, ist um so beacht-

licher, als daß Yilmaz Güneys berühmter türkischer Spielfilm »Yol – Der Weg« zeitgleich im Fernsehen zu sehen war.

DAS MENSCHENRECHT

Wien, September 1985

Fadel Khalil, KURDEN HEUTE. Mit 2 Karten und einer 17-seitigen Dokumentation. Europaverlag, Wien (1985), 217 S., S 148,—.

KURDISTAN ist vor allem ein ethnischer, geographischer und historischer Begriff, der keine staatspolitische Einheit bezeichnet, sondern ein etwa 500.000 km² großes Gebiet im Herzen Vorderasiens, das sich über weite Teile der Türkei, des Iraks und Irans, aber auch über Teile Syriens und der Sowjetunion erstreckt. Es leben dort gute 12 Millionen Kurden, für die KURDISTAN die angestammte Heimat bedeutet sowie Programm und Ziel ihrer legitimen Freiheits- und Unabhängigkeitsbestrebungen im Sinne des Selbstbestimmungsrechtes der Völker.

Der Autor Fadel (Mulla) Khalil, der aus einer angesehenen kurdischen Familie nahe der Stadt Aleppo in Syrien stammt und nahezu zwei Jahrzehnte in Österreich lebt, wo er vor zwei Jahren an der Wiener Universität sein zeitungswissenschaftliches Studium beendete, befaßt sich in seinem Buch mit dem Echo der kurdischen Frage in der europäischen bzw. westlichen Presse, welche es im wesentlichen verstanden hat, „in der Gesamtheit ihrer Berichte und Artikel ein ausgewogenes und objektives Bild der tatsächlichen Zustände zu vermitteln“. Dies war umso wichtiger, „da es der kurdischen Presse leider niemals gelungen ist, überregionale Bedeutung zu gewinnen“.

Nach einem informativen Rückblick, beginnend mit den Anfängen des uralten Kulturvolkes der Kurden vor 4000 Jahren bis zum Jahre 1920, als der Friedensvertrag von Sèvres bessere Zeiten in Aussicht stellte, folgt sodann im nächsten Kapitel eine umfassende Darstellung der Lage der Kurden von 1920 bis 1960 in den verschiedenen Teilbereichen Kurdistans sowie außerhalb desselben.

Den Hauptteil des Buches bildet das „Kurdenproblem in der europäischen Publizistik von 1961 bis 1980“. Die einzelnen Abschnitte sind streng chronologisch gegliedert. Der Autor geht bei seinen Erörterungen von den Ereignissen des jeweiligen Jahres aus, deren Niederschlag in den Massenmedien er sorgfältig sammelt und dabei „trotz eigener leidvoller Erfahrung zu einer beachtlichen analytischen Distanz findet“, wie ihm dies Bundesminister Heinz Fischer im Vorwort des Buches bescheinigt.

Am Anfang steht die bewaffnete Auseinandersetzung der irakischen Kurden unter der Führung General Barzani mit dem Kassem-Regime in Bagdad Ende September 1961. Das Jahr 1962 ist mit erfolglosen Appellen der Kurden an die UNO und die Weltöffentlichkeit ausgefüllt. Im großen und ganzen überwiegen in den folgenden Jahren die Ereignisse im Irak, wo immer wieder Konflikte von Verhandlungen unterbrochen werden und umgekehrt. Selbst der 7-Tage-Krieg zwischen Israel und seinen arabischen Angreifern bringt keine Wende in der Kurdenfrage. Im Jahre 1969 führt der neu aufgeflammete arabisch-kurdische Bürgerkrieg im Irak zum Massaker von Dakan: „Die vor den Kriegshandlungen in

eine Höhle geflüchteten 67 Frauen und Kinder wurden von den irakischen Soldaten entdeckt und bis auf drei zufällig Überlebende dadurch umgebracht, daß man im Eingangsschacht benzingetränkte Hölzer entzündete“ (S. 113). Doch selbst die Einschaltung des UNO-Generalsekretärs U Thant und der INTERNATIONALEN LIGA FÜR MENSCHENRECHTE weckt die Westmächte nicht aus ihrer diesbezüglichen Lethargie. Es scheint sich wieder einmal das sehr befremdend wirkende kurdische Sprichwort zu bewahrheiten: „Die Kurden haben keine Freunde“.

1971 beginnt es in Türkisch-Kurdistan zu kochen. Ankara muß auf Grund der Kurdenaufstände gleich über elf Provinzen den Ausnahmezustand verhängen (S. 123 ff.). Nichtsdestoweniger bleibt der Irak Hauptschauplatz des arabisch-kurdischen Konflikts, zu dessen Lösung die Baathpartei in Bagdad keinen echten Willen zeigt und eher von einem „endgültigen Vernichtungsfeldzug“ gegen die Kurden träumt, der schließlich 1973 wieder einmal versucht wird. Doch die kurdische Freiheitsbewegung ist nicht in die Knie zu zwingen. Auch im nächsten Jahr kommt es zu Kämpfen, wobei die Bagdader Regierungsstellen „mangelnde militärische Erfolge im Norden durch grausame Exekutionen in der Hauptstadt“ kompensieren (S. 134). Schließlich begräbt das Algier-Abkommen zwischen dem Irak und dem Iran vom 6. März 1975 alle kurdischen Hoffnungen. Der kurdische Schriftsteller und Journalist Hemres Reso spricht in diesem Zusammenhang glattweg von der „Endlösung der Kurden-Frage im Irak“ und wirft der Weltöffentlichkeit ihr „empörendes Schweigen“ vor (S. 143). Barzani zieht sich aus Krankheits- und Altersgründen zurück. Es ist angesichts des gnadenlosen Schicksals, das er und sein Volk zu tragen haben, wohl auch ein Akt der Resignation. Am 2. März 1979 stirbt er 76-jährig in einer Washingtoner Klinik. „Mit seinem Tod endet auch eine Epoche der kurdischen Freiheitsbewegung, über die ein endgültiges Urteil wohl erst spätere Generationen werden fällen können“, schreibt Fadel Khalil (S. 163). Doch die „Vernichtung der Gottlosen“, der Kurden nämlich, gelingt auch im Iran Khomeinis nicht, denn die militärischen Erfolge wechseln von der einen Seite auf die andere.

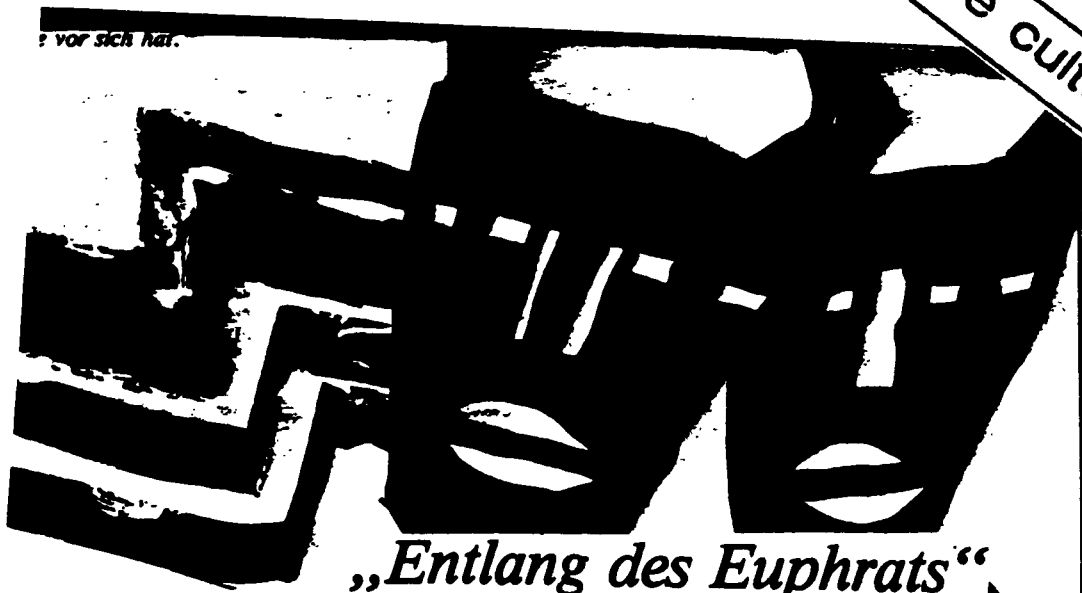
„Für die Kurden selbst wird aber vor allem ihr Glaube an die eigene Zukunft bestimmt bleiben“ (S. 174), lautet die Schlußfeststellung des Autors, die alle weiteren Erkenntnisse und Folgerungen in seiner Zusammenfassung vorwegnimmt. Eine Fülle von Abhandlungen und Beiträgen, die in den nahezu 700 Anmerkungen des Buches enthalten sind, bestätigen diesen Optimismus und ermöglichen nicht zuletzt die Überprüfung der Stichhaltigkeit dieser wissenschaftlichen Studie über die jüngste kurdische Vergangenheit. Die Förderung des Kurden-Buches durch das Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung sowie den Europaverlag kann daher jeden, für die Probleme der Welt aufgeschlossenen Österreicher nur mit Genugtuung erfüllen!

fjb

★

vie
culturelle

vie culturelle



„Entlang des Euphrats“

Ein Hinweis auf Hasan Dewran

Sie wohnen unter uns. Sie arbeiten mit uns. Unsere Heimat ist für sie die Fremde. Noch immer werden sie „Gast“arbeiter genannt. Und Kanacke und Kümmeltürke. Und an der Wand steht „Ausländer raus“ und „Türke verrecke“. Woher kommen sie, die Menschen, die fern von ihrem Zuhause im fremden Land leben? Wie sieht es in ihrer Heimat aus? Unter welchen Bedingungen leben sie? Wovon träumen sie? Wo sind ihre Wurzeln?

Viele Antworten auf diese Fragen gibt Hasan Dewran in seinem Gedichtband „Entlang des Euphrat“, der in der Express Edition, West-Berlin, erschienen ist. Hasan Dewran, 1958 in der Osttürkei geboren, ist Kurde. 1977 kam er in die BRD, in Mannheim studiert er Psychologie. Er arbeitet im Werkkreis Literatur der Arbeitswelt; kritische Gedichte schreibt Hasan schon seit seiner Volksschulzeit. Er schreibt in kurdischer, in türkischer und in deutscher Spra-

che. Sein Erstlingsband „Entlang des Euphrat“ erscheint in deutscher Übersetzung. Die dort versammelten Gedichte stammen aus der Zeit zwischen 1975 und 1982.

„Mit meinen Gedichten“, sagt Hasan „möchte ich die Situation der Menschen an den Ufern des Euphrat, hinten, fern in der Türkei oder irgendwo im Orient der deutschen Öffentlichkeit näherbringen.“

Seine Gedichte schildern nicht nur die Bilder des Lebens und der Natur, sondern sie gelten für Hasan auch als klagende Stimme der schweigend und schreiend kämpfenden Völker. Hasans dichte Sprachbilder erinnern an Nazim Hikmet, den großen türkischen Volksdichter und Nobelpreisträger, in dessen Tradition Hasan sicherlich stehen möchte. Beeindruckt hat mich vor allem das Gedicht „An den Ufern des Euphrat“, in dem Hasan Dewran eindringlich die Armut, die Unterdrückung, die Hoffnung auf ein besseres Leben beschreibt.

Hasan Dewran – Entlang des Euphrat, Gedichte mit Illustrationen von Kemal Süzgec in der Übersetzung von Claudia Schöning – Kalender, Express Edition, West-Berlin 1983, 100 Seiten, 12,80 DM

Walter Landin

SEMAINE CULTURELLE/ ATURRI ONDO

« Un peuple sans État... »

A la découverte du Kurdistan riche de 25 millions de Kurdes éparpillés dans cinq États...

Deux Kurdes évoqueront pour Aturri Ondo les heurs, malheurs et espoirs de leur communauté

Les organisateurs de la Semaine culturelle se défendent de se replier sur eux-mêmes. Au contraire ! Ils ont manifesté leur intention de s'ouvrir au monde extérieur. Ce qui constitue pour eux une excellente façon de mieux comprendre les problèmes de notre région. Ils ont, pour cette quatrième semaine lancée sur les bords de l'Adour, fait appel à l'institut Kurde fondé il y a deux ans à Paris. Deux de ses représentants évoqueront ce soir les heurs, malheurs et espoirs des vingt-cinq millions de Kurdes, devenus au fil des siècles et des saubresauts de l'histoire, sujets des empires perses et ottomans. Puis transformés en ressortissants turcs, iraniens, irakiens, syriens et... soviétiques.

25 millions de Kurdes, installés sur un vaste territoire de 550 000 m², islamisés au VII^e et VIII^e siècles : « Un peuple sans état », écartelé entre cinq pays, dans une zone représentant un intérêt stratégique très important. Entre Est et Ouest, en pleine guerre Iran-Irak, sur des gisements de pétrole particulièrement intéressants, sur des réserves de charbon, cuivre, fer, plomb argentifère, magnésium, chrome... 15 millions de Kurdes en Turquie, 7 millions en Iran, 4 millions en Irak, 1,5 million en Syrie, 300 000 en Union Soviétique (dans les régions du Caucase et d'Arménie). Ils sont 400 000 environ en R.D.A., quelque 40 000 en France.



Deux représentants de l'institut Kurde à Paris (financé par la communauté kurde avec une participation du ministère de la Culture), au Centre culturel du Pays Basque (Photo Christian Borderie)

UN TRAITÉ JAMAIS... APPLIQUÉ

Quel est l'avenir du peuple kurde ? C'est évidemment l'une des premières questions qui vient à l'esprit quand on sait tous les soulèvements (souvent noyés dans le sang) venus émailler son histoire la plus récente. « Les engagements pris lors des conférences internationales n'ont jamais abouti. Nous faisons essentiellement référence au traité de Sévres, du 10 août 1920 », a rappelé le représentant de l'institut Kurde à Paris, lors d'une conférence de

presse donnée jeudi matin, au Centre culturel du Pays Basque.

(Il est lui-même de nationalité turque et réfugié depuis une dizaine d'années). Ce fameux traité signé au lendemain de la première guerre mondiale établissait les conditions d'un Kurdistan autonome; mais il ne fut jamais... appliqué.

D'aucuns ne manqueront pas de faire un rapprochement entre les mouvements basques et certaines aspirations des Kurdes. Mais la

palme de la complexité revient sans doute possible au Kurdistan, déchiré entre cinq états rivaux, sans la moindre représentation officielle à l'étranger et qui plus est accroché à cette zone charnière extrêmement sensible où les grandes puissances se disputent, depuis toujours, leur influence... Une zone que nous connaissons mal et qu'Aturri Ondo nous donne l'occasion d'approcher. (Rendez-vous ce soir à Villefranque bourg. A partir de 20 heures. Tout s'achèvera par un spectacle avec le groupe Koma Zozan, ambassadeur de la musique kurde en France).

Une soirée kurde

Vendredi soir, les organisateurs de la semaine culturelle Aturri Ondo avaient convié le public à Villefranque pour une soirée consacrée au Kurdistan et au peuple kurde.

Elle débutait par une conférence-débat assortie d'un montage diapositives sur la réalité quotidienne du peuple kurde partagé entre cinq pays : la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Irak et l'Union Soviétique. Furent abordés au cours de la discussion les thèmes de la langue, de la place de la femme dans la société traditionnelle, entre autres. Un représentant de l'institut kurde de Paris animait cette rencontre.

Elle ne constituait d'ailleurs

que la première partie de la soirée puisqu'un concert sous chapiteau était également au programme. Le groupe Koma Zozan — ce qui signifie le groupe de la transhumance — travaille à partir de la musique traditionnelle et interprète des textes anciens et des compositions récentes plus axées sur la lutte du peuple kurde.

Vendredi soir, ils étaient trois musiciens, en costume traditionnel, aux « tamburs », instruments de la famille de la cithare indienne, au « banjo » et aux percussions. Pendant plus d'une heure, ils ont fait découvrir à la centaine de personnes présentes les diverses facettes d'une musique essentiellement rurale interprétée

le plus souvent par les bardes à cours de veillées. Certaines chansons qui racontent les épopées de princes ou de familles commentent de façon rythmique et se finissent sur des rythmes de danses.

Aujourd'hui la musique kurde en France reste marginale. Les musiciens sont peu nombreux et notamment les joueurs de hautbois, très spécifiques à cette tradition. Ils estiment cependant avoir un rôle fondamental à jouer dans la transmission de la langue et l'information concernant les problèmes du Kurdistan.

Vendredi, la soirée s'est achevée par des danses.

Kurdiarrak Euskal Herrian

Baiona

Bai, kurdiarrak Euskal Herrian ditugu Iparralde honetan aste hondar honetan. Aturri ondoko kultur astearen karietarat nortasun minorizatu bati leku egin behar ziotela eta, eratzailleek pentsatu zuten urrun edo ekialde hurbileko minoria baten aipamena egitea. Honela Parisen, luzaz bizi izan den eratzailleetarik batek ezagutu bait zituen han kurdiarrak, beraiei pentsatu zuen eta proposatu beraiek ekarraztea Euskal Herrira.

Honela ostirale arrats honetan ikusi eta preziatu ahal izan ditugu Milafrangako Herriko Etxean kurdiarrak. Lehendabizi Kurdistan eskualdearen ezagutzea. Batez ere lau herri diferentetan banaturik dagoen populu hori nolako kondiziotan bizi den eta zenbatetaraino bere nortasuna zangopilatua zaion.

Ondotik elkarrizketa. Batez ere jende askok interesa ekarri

bait dio gai horri kurdiarrak oso gutxi ezagutzen direlako, oso gutxi aipatuak eta oso gutxi ere ezagutuak mundu zabalean. Ondoren dantza eta musikaren aldi izan da, kurdiar horiek bizi bait dira Parisen eta bertan munduko populu guztiek bezala beren ohitura, kantu, musika bereziak praktikatzeko bait dituzte beren sorterriaren ez galtzeko, ez ahazteko bereko.

Bestalde oraino kurdiar arrats horrek eman digu parada bertan egiten dituzten tapizeria batzuren dastatzeko eta preziatzeko ere. Ez da baltare gauza txarra honela arrats trinko batetan herrialde orokor baten sentitzea, bai ideologi mailan bai belarrietatik eta baita ere mihi eta sudurreko sendimenterik.

Koma Zozan taldeak arrats gozo bat pasa arazi digu eta ez gara berealakoan ahaztekoak kurdiarrek eman diguten arrats horretaz.

EGIN

JOURNAL

BASQUE
26.10.1985

vie culturelle

PARIS NORMANDIE 5.11.1985

Ce soir, à 20 h 30, Ciné-club de l'Université populaire « Yol », chef-d'œuvre du réalisateur turc Yilmaz Güney

Le cinéma turc produit beaucoup. Ainsi en 1979, près de deux cents réalisations sortaient sur les écrans de ce pays. Mais la réputation internationale de cette production tient essentiellement à l'œuvre de Yilmaz Güney, dont quelques films sont parvenus jusqu'à nous, quelquefois sans l'accord des autorités turques. Né dans une famille pauvre des paysans sans terre installés près d'Adana, Güney, après des études d'économie à Istanbul et de droit à Ankara, est venu un peu par hasard au cinéma. Il a d'abord été en 1963 - il avait 26 ans - démarcheur d'une société de distribution cinématographique, avant de devenir, la même année interprète de « Les Enfants de ce pays », au scénario duquel il avait participé. Acteur adulé du public, scénariste apprécié, Güney s'est consacré à la mise en scène à partir de 1968. Mais tracer les grandes lignes de son itinéraire dans le seul domaine cinématographique ne suffit pas pour définir Güney qui, profondément attiré

par les idées marxistes, s'était vu infliger, alors qu'il était encore étudiant, de lourdes peines de prison et d'exil. Sa dénonciation des injustices dans son pays, à travers ses scénarios et les rôles qu'il a interprétés, a contribué à faire de lui un héros défenseur des minorités de la Turquie, en particulier des Kurdes opprimés. « L'Espoir », présenté à la Quinzaine des réalisateurs à Cannes en 1971, « Le Troupeau », Grand prix de Locarno, en 1979, et « Yol », film-choc à Cannes, en 1982 - sans doute son chef-d'œuvre - attestent de la qualité exceptionnelle de l'œuvre.

Ce très beau film sera présenté ce soir à 20 h 30, au Centre Renoir. Suayip Adig qui expose dans le hall du C.A.C., des photographies de la vie des Kurdes en Turquie, sera présentée à la soirée. Il a été collaborateur de Güney

Cartes annuelles et pour trois séances : adultes 60 F, jeunes 45 F.

Hommage à Güney et au Kurdistan

**SUAYIP ADLIG
TEMOIN DE SON PEUPLE**



Photos sur le Kurdistan d'un réfugié léraysien : Suayip Adlig

Les festivaliers passent et repassent devant, à chaque nouveau spectacle programmé durant ces trois semaines aux Chalands. Les autres, ceux qui vivent sur le site, ont vu les affiches, ils sont parfois entrés pour regarder... L'exposition de Suayip Adlig, un réfugié kurde devenu léraysien ne laisse pas indifférent...

Présentée comme un hommage à Yilmaz Güney, héros d'un peuple mutilé, meurtri, l'exposition d'une trentaine de photos par un de ses disciples est en même temps un cri de vie et de protestation. Ce pays, aux

confins de la Turquie, de l'Iran, de l'URSS, de l'Irak et de la Syrie, s'exprime par l'appareil photo de Suayip. Des images de tous les jours, des images arrachées d'un quotidien, des images qui sont des témoignages vivants.

Suayip est un compagnon de route de Güney, il a participé comme comédien aux tournages de plusieurs films de ce cinéaste qui a reçu la palme d'or au festival de Cannes en 1982 pour son film «Yol». Il a tourné notamment dans l'«Anxiété» et «Le Troupeau». Aujourd'hui, il vit à Léry, après deux années passées

en France, principalement à Paris. Avec son «Lubitel 2», il a réalisé dans son pays près de 400 photos, qui lui ont été transmises clandestinement sous enveloppes pour le rejoindre dans son exil.

Suayip Adlig est un révolté, il le dit, il l'écrit... Il est véritablement habité par sa mission et son projet : le tournage d'un film sur les Kurdes en France. L'exposition sera présente aux Chalands jusqu'au 20 octobre. Elle devrait gagner ensuite le théâtre Gorki à Rouen, et ultérieurement Dieppe et Paris à l'institut kurde.

vie culturelle

Suayip Adlig, réfugié politique turc

« Salut à tous ceux qui marchent sur ce chemin de combat »

« Lorsque j'étais gosse, élevé par mes parents kurdes ne sachant ni lire ni écrire, j'ai dû fréquenter l'école turque, la seule reconnue

Et, comme tous les matins, comme pour tous mes petits copains, la journée commençait par « Je suis turc, je suis turc, je suis turc ».

Comment mieux faire entrer dans la tête des enfants, une évidence qu'ils n'étaient — pas plus que leurs parents — prêts à reconnaître ?

Suayip Adlig était à Dieppe mardi soir, invité de l'Université Populaire.

« J'ai participé à la fabrication de « Yol », j'en connais tous les détails et cependant, avant ce soir, je ne l'avais jamais vu ! ». Imaginez l'émotion du jeune comédien du « Troupeau » — un autre film de Güney — redécouvrant de cette façon un pays qu'il a fui il y a deux ans.

« Comme cinéaste amateur, j'avais filmé des travailleurs de tabac — des kurdes — affirmant aux autorités qu'il s'agissait d'un reportage général sur le beau pays de Turquie. Un jour, les policiers ont débarqué chez moi, ont emmené le matériel... et moi avec : 6 mois de prison pour avoir témoigné ainsi d'une civilisation détruite depuis des décennies ».

S. Adlig se lance alors dans la photographie : on le laisse exposer une fois, deux fois, la troisième sera interdite. Avec 17 personnes, ils montent ensuite un spectacle : la veille de la représentation, tout est in-



Le jeune comédien — avec l'écharpe — s'entretient avec Ali, restaurateur à l'Ankara, et deux Turcs qui viennent d'arriver à Dieppe, logeant actuellement au Foyer d'Accueil. Ils étaient venus à la projection de « Yol » pour voir le film de Güney et rencontrer des compatriotes.

Le génocide des Kurdes

Des réfugiés politiques comme le jeune comédien sont de par le monde. Mais seule la France leur a octroyé deux instituts, des locaux, des librairies où les kurdes peuvent se retrouver.

Et Suayip Adlig poursuit, car c'est son combat quotidien : « pendant l'annexion politi-

que et économique du Kurdistan, la bourgeoisie turque a intensifié ses répressions contre le peuple kurde et, en niant son existence, a fait de sa politique d'assimilation, sa politique officielle. Langue, culture, histoire, art et littérature ont subi des interdictions et des destructions impitoyables et sévères : c'est un génocide qui a été appliqué.

...Le mouvement ouvrier a parfois tenté de s'accélérer : la prise de conscience sociale a atteint un niveau important grâce au climat relativement démocratique créé par la Constitution de 1961 les idées socialistes se sont répandues chez les intellectuels et travailleurs... Puis, la bourgeoisie, afin de surmonter la crise économique et politique a fait vivre une lourde période de répression par l'intervention militaire et fasciste du 12 mars 71, puis par le Coup d'Etat de 1980. Les généraux, les Préfets, les services secrets sont dotés d'un pouvoir particulier au Kurdistan où est cantonnée une grande partie de l'armée parce que nous sommes voisins de l'Union Soviétique. Nous sommes devenus un état-arsenal ».

« J'ai tant de choses là, dans le cœur, à vous dire, mais je ne parle pas assez bien le Français ».

Et c'est Ali, le restaurateur de l'Ankara qui a joué les traducteurs, tout heureux d'avoir retrouvé un « pays » : ils se sont exprimés en turc, Ali ne comprenant pas le kurde.

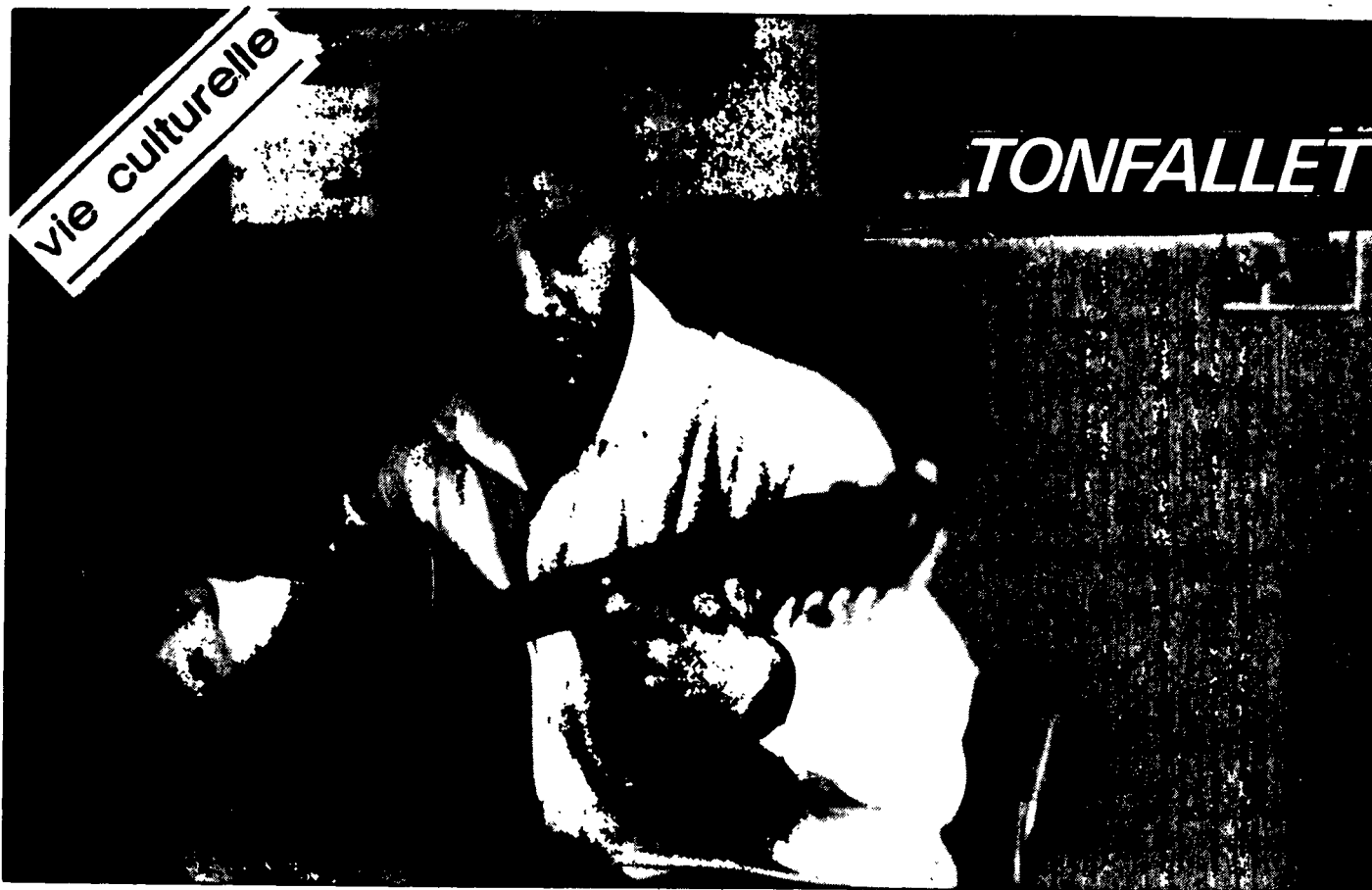
S. Adlig qui réside à Léry (dans l'Eure) depuis deux ans a une épouse kurde, mais « mes enfants apprennent le kurde, le turc et le français ! ».

« Retourner là-bas ? J'en ai envie : revoir les miens, la famille de Güney, mon pays, mais ce n'est pas possible, pas possible... Ce serait la prison, l'assignation à résidence, l'abdication, le renoncement ».

« Salut à tous ceux qui marchent sur ce chemin de combat ».

D. L.

Bashir slår vakt om musiken som är förbjuden i Kurdistan



Bashir Botani spelar tenbur. Det är ett kurdiskt instrument som liknar en luta i konstruktionen. Tenburen spelas med plektrum och kan stämmas på många olika sätt.

– Jag vill göra vad jag kan för att bevara den kurdiska kulturen.

Bashir Botani är kurd, men bor i Sverige sedan tio år tillbaka. På sin fritid skriver han ned kurdisk folkmusik och dikter som inte är tillåtna i hans hemland. Han trycker dem sedan i böcker och i en egen tidskrift.

Bashir Botani kom till Sverige som politisk flykting. Han är från Kurdistan, ett område som officiellt inte får finnas till, men som sträcker sig in i Turkiet, Iran, Irak och Syrien.

Kurderna har befolkat Kurdistan i tusentals år. De har ett eget språk och en rik kultur. Men de accepteras inte av de länder som har makten.

– Kurdisk musik är förbjuden i de flesta av dessa länder, berättar Bashir. I Syrien får vi till exempel bara sjunga på bröllop, och Irak endast om sången handlar om presidenten. Bryter man mot detta kan straffen vara fängelse eller döden.

Dikt, musik och dans har alltid haft en mycket viktig plats i det kurdiska samhället.



– Kurderna tycker mycket om sång, säger Bashir. Själv kan jag ungefär 3 000 dikter och sånger, och då är jag ändå fattig om man jämför med många andra i Kurdistan.

Sångerna förs vidare genom muntlig tradition. Man lär sig genom att lyssna på andra.

– Jag har lärt mig de flesta sångerna genom min mor. De tillhör min släkt och finns kanske inte någon annanstans.

● Makam kurdi

Kurderna är alltid tillsammans när de gör musik. Sångerna skapas av människor,

inte i enskildhet. Improvisation är vanligt, både när det gäller text och musik. Skalorna man använder innehåller ofta kvartstoner. Den vanligaste heter "makam kurdi" och från den utgår många av skalorna.

Musiken varierar beroende på vilken tid på dygnet den framförs. Man skiljer på morgonmusik, dagmusik och nattmusik. Dessa är väldigt olika i karaktären.

– Morgonens musik är ljuvlig och mjuk, säger Bashir. Texterna handlar ofta om barn, natur, djur och fåglar. Ibland sjunger man om fosterlandet eller sin by.

På dagen är musiken rytmisk och fartfylld. Den används under arbetet eller vid högtider och fester. Det är musik att dansa till.

– Varje landskap har sina egna danser, säger Bashir. I hela Kurdistan finns minst 300 olika danser. Vi dansar ofta två och två, utan i ring, och håller ofta varandra över axlarna eller i lillfingret.

● Kvinnan viktig

Nattmusiken är långsam och utan markerad rytm.

– På kvällen kan man sjunga om det man upplevt under dagen, menar Bashir.

Det kan vara vardagsnära saker eller stora politiska frågor.

Ofta sjunger man också långa sagor och berättelser, som kan ta flera timmar, ibland flera nätter, i anspråk. Publikens lyssnar noga och gråter om det är sorgligt. Kärlek är ett vanligt ämne.

Bashir berättar om en sång:

- En pojke sitter fängslad i Turkiet. Straffet är på 101 år. Hans flicka vill hälsa på honom i fängelset, men vakten vill inte släppa in henne om hon inte visar sina ben eller bröst för honom. Flickan går då hem och sjunger en sång om hur fel det är av vakten att kräva detta av henne.

Den kurdiska kvinnan förekommer nästan alltid i sångerna, och är själv upphov till cirka 70 procent av dem, tror Bashir.

- Kvinnan har en stark ställning i vårt kulturliv. Män och kvinnor kan sitta tillsammans, och våra kvinnor bär inte slöjor, trots att de flesta kurder, åtminstone officiellt, är muslimer.

I sångerna beskriver kvinnan ofta sig själv. Hon kan sjunga att hon har en vacker näsa och att hennes bröst är som äpplen.

- Det kanske verkar konstigt för er, säger Bashir. Men hos oss är det faktiskt helt naturligt.



- Det är viktigt att behålla sin kultur när man flyttar till ett annat land, tycker Bashir. Annars vet man inte vem man är.

● Kurdisk tidskrift

I Kurdistan är det förbjudet att spela in eller trycka kurdisk musik. Men här i Sverige försöker Bashir skriva ned så mycket som möjligt.

- Jag vill inte förlora allt det jag kan, säger han. Dessutom vill jag hjälpa kurderna att förstå sin egen kultur.

I första hand har Bashir skrivit ned sina egna sånger, men han får även bidrag från kurdiska vänner i Sverige och i utlandet.

- I början var det jobbigt, eftersom jag inte kunde så mycket om noter, säger han. Dessutom är en del sånger väldigt långa. Den längsta jag kan är på 2 000 rader.

Han spelar även in vänner som läser poesi. Dikterna deklameras mycket melodiskt, och låter nästan som sånger de också.

Sedan hösten 1980 trycker Bashir en tidskrift, "Muzik u huner" (Musik och kultur), fyra gånger om året. I den

publicerar han en del av sångerna och dikterna han skrivit ned.

- Dessutom skriver jag om kurdisk kultur i allmänhet, och om kurder som lever i exil, berättar han. Jag har också försökt lära ut elementär musikteori, och har artiklar om klassiska tonsättare som Beethoven och Mozart.

Bashir finansierar tidskriften med egna pengar. Han skickar den till kurder över hela världen, och den smugglas även in i Kurdistan.

● Kärlek och längtan

Det är viktigt att behålla sin kultur när man bor i ett annat land, tycker Bashir.

- Jag är den jag är, och jag är kurd. Om jag försöker vara svensk blir jag någon annan, en komplicerad människa. Det är bättre att vi accepterar varandra som vi är.

Detta betyder inte att Bashir avskärmar sig från allt som är svenskt. Han lyssnar till exempel mycket på svensk folkmusik, och har tryckt en del folksånger i sin tidskrift.

- Svensk folkmusik har påverkat mig, säger Bashir. Den har givit mig kärlek och en stark längtan. Om jag är ensam när jag lyssnar på svensk musik, gråter jag ofta.

Bashir tycker inte att de flesta svenskar uppskattar folkmusiken tillräckligt.

- De har inte någon känsla för sin musik. Men så har svensk folkmusik inte heller den starka ställning i samhället som kurdisk musik har hos oss.

- Vår musik är levande bland människorna.

Deliladansen och Sängen...

Moderato

fin

Här är en av de kurdiska melodier som Bashir har satt på pränt. Sängen sjungs växelvis mellan två köror. Texten börjar: "Denna natt är hagelnatt. Delilo, Delilo, Siltane. Lägga bäddarna bredvid ån. Delilo, Delilo, Siltane..."

Text och foto LOTTA HÖJER

Kleine Anfrage
der Fraktion der SPD

Menschenrechte in der Türkei

Der Schutz der Minderheiten gehört für demokratische Regierungen, die die Menschenrechte respektieren, zu den Selbstverständlichkeiten. Die Türkei nimmt für sich in Anspruch, eine Demokratie zu sein. Sie ist Mitglied der NATO, die von den Mitgliedsregierungen auch als Wertegemeinschaft verstanden wird. Daraus ergeben sich eine Reihe von Fragen.

Wir fragen die Bundesregierung:

1. Welche Erkenntnisse besitzt die Bundesregierung über die Lebensbedingungen
 - a) der kurdischen und
 - b) der armenischen Minderheit in der Türkei?
2. Werden nach Auffassung der Bundesregierung die in den UN-Menschenrechtsdokumenten definierten Minderheitenrechte (insbesondere Sprache, Religion, kulturelle Identität) von der türkischen Regierung gegenüber den Minderheiten in der Türkei respektiert?
3. Liegen der Bundesregierung aus den letzten drei Jahren Informationen vor über verstärkte militärische Aktivitäten gegenüber der kurdischen Volksgruppe in und außerhalb der Türkei?
4. Ist der Bundesregierung bekannt, daß in den letzten zwei Jahren eine verstärkte Umsiedlung von kurdischen und armenischen Bürgern in der Türkei stattgefunden hat?
5. Welche Anstrengungen unternimmt die Bundesregierung, um den Minderheitenschutz für Kurden und Armenier
 - a) in der Türkei und
 - b) in der Bundesrepublik Deutschland zu gewährleisten?

Bonn, den 26. Juli 1985

Dr. Vogel und Fraktion

Antwort
der Bundesregierung

auf die Kleine Anfrage der Fraktion der SPD
— Drucksache 10/3684 —

Menschenrechte in der Türkei

Der Bundesminister des Auswärtigen – 011 – 300.14 – hat mit Schreiben vom 5. September 1985 die Kleine Anfrage namens der Bundesregierung wie folgt beantwortet:

1. Welche Erkenntnisse besitzt die Bundesregierung über die Lebensbedingungen
 - a) der kurdischen und
 - b) der armenischen Minderheit in der Türkei?

Seit Atatürk sind Zentralismus und Nationalismus Grundprinzipien der modernen Türkei. Türkisches Staatsverständnis schließt die Existenz nationaler Minderheiten auf türkischem Boden aus; ausgenommen werden nur die im Lausanner Vertrag von 1923 erwähnten „nicht-islamischen Minderheiten“. Es gibt nach der türkischen Verfassung und nach der türkischen Rechtsordnung keine Minderheitsrechte für die kurdischen Türken. Nach allem, was wir wissen, werden aber Kurden nicht diskriminiert, wenn sie sich als türkische Staatsangehörige bekennen. Wer sich öffentlich als Kurde bezeichnet, wird nicht verfolgt; im April 1984 hat das Militärstrafgericht Diyarbakir den früheren türkischen Minister Elci, einen der prominentesten Kurden, die sich öffentlich zu ihrem Kurdentum bekannten, vom Vorwurf des Separatismus (Artikel 125 TStGB) freigesprochen. Im Osten und Südosten der Türkei, den Hauptsiedlungsgebieten der kurdischen Türken, wird auf der Straße kurdisch gesprochen. Der private Gebrauch dieser Sprache ist nicht verboten und wird nicht verfolgt.

Die Lebensbedingungen der kurdischen Türken werden mitbestimmt von dem wirtschaftlichen und sozialen West-Ost-Gefälle in der Türkei. Ost- und Südostanatolien stellen die unterentwickelt-

sten Gebiete der Türkei dar. Alle einschlägigen Wirtschafts- und Sozialindikatoren belegen eine bedrückende Realität. Dabei handelt es sich um einen Zustand, dessen Wurzeln weit in die Geschichte zurückreichen. Die türkische Regierung unter Ministerpräsident Özal scheint sich der durch diese Lage der Türkei gestellten Aufgabe bewußt zu sein. Bei der Förderung benachteiligter Provinzen sollen die Provinzen der Osttürkei besonders gefördert werden. Die der Regierung für diese regionalpolitische Aufgabe zur Verfügung stehenden Mittel sind allerdings durch die allgemeine Wirtschaftslage des Landes begrenzt. Die entwicklungspolitische Zusammenarbeit zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Türkei sucht der Unterentwicklung Ostanatoliens in gewissem Umfang ebenfalls Rechnung zu tragen.

Nach neuesten Schätzungen sollen etwa 50 000 armenisch-orthodoxe Christen in der Türkei, davon etwa 40 000 in Istanbul, leben. Als „nicht-islamische Minderheit“ besitzen sie einen in den Artikeln 39 bis 42 des Lausanner Vertrages von 1923 definierten vertragsvölkerrechtlichen Minderheitsstatus.

Armenier sind in allen Berufen und Gesellschaftsschichten der Türkei vertreten, ausgenommen im Staatsdienst und Militär. Größtenteils sind sie Kaufleute und Handwerker. Ihre allgemeinen Lebensbedingungen unterscheiden sich kaum von denen der moslemischen Mehrheit. Sie werden rechtlich nicht diskriminiert, sind jedoch tatsächlich bisweilen gesellschaftlichen und administrativen Schwierigkeiten ausgesetzt. Terroranschläge armenischer Extremisten fördern ein Klima der Ablehnung.

Die armenische Glaubensgemeinschaft besitzt in Istanbul 33 Kirchen und 20 Schulen. Alle christlichen Gemeinden in der Türkei leiden allgemein unter einer gewissen Rechtsunsicherheit, insbesondere bezüglich ihrer Vermögenswerte und Einrichtungen. Der armenische Patriarch Kalustyan von Istanbul äußerte in einem Gespräch mit Staatsminister Dr. Mertes im November 1984, die Lage der armenischen Kirche in der Türkei habe sich gebessert. Vor dem 12. September 1980 habe es viele Probleme gegeben. Armenische Einrichtungen werden heute besser vor Übergriffen geschützt.

2. Werden nach Auffassung der Bundesregierung die in den UN-Menschenrechtsdokumenten definierten Minderheitenrechte (insbesondere Sprache, Religion, kulturelle Identität) von der türkischen Regierung gegenüber den Minderheiten in der Türkei respektiert?

Die Türkei ist dem Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte der Vereinten Nationen vom 19. Dezember 1966 nicht beigetreten. Als vertragliche Verpflichtung kann Artikel 27 dieses Pakts, in dem die Rechte der Angehörigen von Minderheiten verankert sind, der Türkei daher nicht entgegengehalten werden.

Im übrigen ist festzustellen, daß zwar die Lage von Minderheiten in der Türkei nach den vorliegenden Informationen, insbesondere

nach unseren Kriterien, noch nicht als befriedigend bezeichnet werden kann. Im Zuge des fortschreitenden Demokratisierungsprozesses zeichnet sich jedoch eine zunehmende Verbesserung der allgemeinen menschenrechtlichen Lage in der Türkei ab.

3. Liegen der Bundesregierung aus den letzten drei Jahren Informationen vor über verstärkte militärische Aktivitäten gegenüber der kurdischen Volksgruppe in und außerhalb der Türkei?

In neuerer Zeit gab es keine militärischen Aktionen gegen die türkischen Kurden.

Nach einer längeren Pause überfielen im August 1984 kurdische Separatisten wieder Patrouillen und militärische Einrichtungen, vor allem im türkisch-irakischen Grenzgebiet. Hinter diesen terroristischen Anschlägen steht die linksradikale „Partei der Arbeiter Kurdistan“ (PKK-APOCU-LAR). Die Überfälle und Feuergefechte forderten zahlreiche Tote und Verletzte unter den Sicherheitskräften und unter den Angreifern. Aber auch Zivilpersonen wurden Opfer von Mordanschlägen. Die türkischen Sicherheitskräfte leiteten umfangreiche Verfolgungs- und Suchaktionen im Südosten des Landes ein. Ende November 1984 befanden sich in Zusammenhang mit den Zwischenfällen ca. 380 Personen in Untersuchungshaft bei den Militärjustizbehörden und ca. 420 Personen bei den zivilen Justizbehörden. Inzwischen liegen erste Urteile vor, die von Freilassungen bis zu Todesstrafen reichen.

Nach der Schneeschmelze setzten die gewalttätigen Zwischenfälle wieder ein. Ende Mai d. J. bezeichnete Innenminister Akbulut die angewachsenen Auseinandersetzungen als eine Art Guerillakrieg.

Die separatistischen, stark bewaffneten Gruppen sickern vor allem über die irakische Grenze ein. Sicher wäre es falsch, diese kleinen, extremistischen Gruppen mit den türkischen Kurden gleichzusetzen. Obwohl sie zahlenmäßig klein sind, erschwert aber die Unwegsamkeit des Geländes ihre Bekämpfung.

Nach dem Oktober vergangenen Jahres sollen türkische Sicherheitskräfte zwei kleinere Verfolgungsaktionen über die türkisch-irakische Grenze hinaus im Einklang mit einer Absprache zwischen Ankara und Bagdad durchgeführt haben; diese Absprache gestattet solche Maßnahmen bis zu einer Tiefe von 5 km. Seit Spätherbst 1984 haben nach unserer Kenntnis Aktionen dieser Art nicht mehr stattgefunden. Meldungen über solche Aktionen auf iranischem Gebiet, die die Londoner „Times“ und die BBC im Juni verbreitet haben, können nicht bestätigt werden.

4. Ist der Bundesregierung bekannt, daß in den letzten zwei Jahren eine verstärkte Umsiedlung von kurdischen und armenischen Bürgern in der Türkei stattgefunden hat?

Der türkische Staat hat zuletzt türkische Kurden nach den Aufständen in den 20er und 30er Jahren in nennenswertem Umfang umgesiedelt.

Zwar tauchten im Herbst vergangenen Jahres Berichte über angebliche Umsiedlungen von Kurden aus dem türkisch-irakischen Grenzgebiet auf. Ihre Ursachen sind nicht bekannt. Jedenfalls sind der Bundesregierung keine Umsiedlungen zur Kenntnis gelangt. Dem Auswärtigen Amt sind auch keine Maßnahmen gegen die heute in der Türkei lebenden Armenier bekannt.

5. Welche Anstrengungen unternimmt die Bundesregierung, um den Minderheitenschutz für Kurden und Armenier
- a) in der Türkei und
 - b) in der Bundesrepublik Deutschland
- zu gewährleisten?

Alle türkischen Regierungen seit Gründung der türkischen Republik, gleichgültig ob sie in jüngerer Zeit konservativ oder sozialdemokratisch geführt wurden, gehen von der gefährlichen Explosivität eines kurdischen Nationalismus und Separatismus aus. Sie sehen darin eine Gefahr für die territoriale Integrität der Türkei. Akte des politischen Terrorismus, begangen von kurdischen Extremisten, bestärken die türkische Regierung in dieser Sicht.

Die Türkei bestreitet eine Rechtsgrundlage für einen besonderen Schutz von Minderheiten innerhalb ihrer Grenzen mit Ausnahme der Vorschriften des Lausanner Vertrages über die „nicht-moslemischen Minderheiten“. Sie ist dem Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte vom 19. Dezember 1966 wie ausgeführt nicht beigetreten. Damit fehlt gegenüber der Türkei eine vertragliche Grundlage für die Einforderung des allgemeinen Minderheitenschutzes in der Türkei.

Die Bundesregierung tritt für einen weltweiten, umfassenden Schutz der Menschenrechte ein. Die einschlägigen Gremien der VN sind für diese Politik die am besten geeigneten Foren. Gegenüber der Türkei hat die Bundesregierung wiederholt verdeutlicht, welche Bedeutung sie der Achtung der Menschenrechte beimißt.

Unter den gegebenen Umständen sind die Erfolgsaussichten einer Einflußnahme von außen – auch von seiten befreundeter Staaten – zugunsten einer Sonderstellung für die kurdischen Türken nicht günstig.

Die Bundesregierung garantiert und respektiert den in der Bundesrepublik Deutschland lebenden Ausländern im Rahmen unserer Rechtsordnung das Recht, sich zu betätigen, und vertritt dieses Recht auch gegenüber Dritten. Dies gilt auch für diejenigen, die sich als Kurden oder Armenier fühlen, ebenso wie für viele andere Gruppen. Im Rahmen unserer Verfassung haben alle ausländischen Gruppen die Möglichkeit, ihre kulturelle Eigenart zu pflegen.

Im übrigen fördert die Bundesregierung die Aktivitäten kurdischer oder armenischer Gruppen nicht mit Bundesmitteln.

Es gibt im Bundesgebiet und in Berlin (West) namentlich eine beträchtliche Zahl von Kurden aus verschiedenen Ländern, insbesondere aus der Türkei. Viele ihrer Organisationen verstehen sich

jedoch als politische Kampfverbände. Der Verfassungsschutzbericht 1984 stuft die beiden größten Vereinigungen von Kurden, FEYKA-Kurdistan (die in der Öffentlichkeit die Interessen der teilweise konspirativ arbeitenden Partei der Arbeiter Kurdistans – PKK – vertritt) und KOMKAR (Föderation der Arbeitervereine aus Kurdistan in der BRD e. V.) als orthodox-kommunistisch ein.

Jede Förderung auch angeblich rein kultureller Aktivitäten durch die Bundesregierung von Ausländergruppen würde schwierige Fragen der Beurteilung und der Auswahl aufwerfen. Häufig dürfte durch eine solche Förderung der Eindruck der Bevorzugung einer bestimmten Gruppe gegenüber einer anderen nicht ausgeschlossen werden können. Dadurch können der soziale Frieden zwischen bei uns lebenden Ausländern beeinträchtigt und die zwischen einzelnen Gruppierungen bestehenden Spannungen verstärkt werden.

MERRIAN

Türkei

Die Hölle von Diyarbakır

Der Bericht des Gefangenen Kaya, aufgezeichnet von Paul Maldoner

Die politische Wirklichkeit der Türkei läßt nur Gehorsam zu: Niemand darf Kritik an der von Militärs entworfenen Verfassung üben; in allen wichtigen Produktionszweigen, aber auch in Betrieben mit weniger als zehn Mitarbeitern, sind Streiks verboten; die Presse wird zensiert; Schüler und Studenten dürfen sich nicht politisch engagieren; die Gewerkschaften werden in ihrer Arbeit behindert; der Generalstaatsanwalt kann jederzeit die Zulassung politischer Parteien verweigern; bestehende Organisationen können ohne Gerichtsbeschluß verboten werden; der Staatspräsident, ein General, kann jederzeit ins politische Geschehen eingreifen, ohne sich dabei an die Verfassung halten zu müssen. Massenprozesse sind an der Tagesordnung. Häufig werden Todesurteile gesprochen. Die Dramatiker Arthur Miller und Harold Pinter, die sich über die Arbeitsbedingungen türkischer Schriftsteller informieren wollten, haben der Türkei erhebliche Menschenrechtsverletzungen vorgeworfen und die Praxis der Folter angeprangert, die mit Duldung der Regierung in Gefängnissen und Polizeiwachen alltäglich ist.

Ein Opfer dieser Praxis war der Rechtsanwalt Şerafettin Kaya. Er wurde mehrfach verhaftet. Beim ersten Mal schlug man ihm sämtliche Zähne aus. Aber die schlimmste Zeit seines Lebens begann am 16. Februar 1981, als ihn zwei bewaffnete Männer aufforderten, mitzukommen:

Die beiden Männer im Parka legen die Maschinenpistolen aus der Hand und verbinden ihrem Gefangenen die Augen. Sie stoßen ihn in den bereitstehenden Wagen, fahren eine halbe Stunde lang durch die Stadt und zerren ihn dann in ein Gebäude, wo ihm Stimmengewirr, stickige Hitze und Schweißgeruch entgegenschlagen. Jemand tritt näher an ihn heran, er kann den Atem im Gesicht spüren, und sagt laut: »Mensch, dich haben wir im Himmel gesucht, aber Gott sei Dank auf der Erde gefunden. Dich zu sehen, ist wirklich ein Glück.« Im selben Moment schlägt er ihm ins Gesicht und tritt ihm in den Unterleib. Der Gefangene stürzt zu Boden, wird hochgerissen und getreten und geschlagen, bis er erneut zu Boden fällt.

Man räumt seine Taschen leer, nimmt ihm den Hosengürtel ab. Man tippt ein Verhaftungsprotokoll, liest es laut vor und fordert den Festgenommenen, dessen Augen noch verbunden sind, auf, seinen Namen darunterzusetzen, und als er sich weigert, weil er das Schriftstück nicht lesen kann, treffen ihn zwei Fausthiebe ins Gesicht. Ein dritter Schlag wirft ihn gegen die Wand. Er bekommt einen Stift in die Hand gedrückt und schreibt seinen Namen aufs Papier.

Man greift ihn unter den Arm und zieht ihn weg, Türen werden geöffnet und zugeschlagen, bis er an einen feuchtheißen Raum gelangt ist. Man schreit: »Macht Platz, ihr Schweine, hier kommt einer, dessen Mutter wir auch noch zum Weinen bringen werden.« Er wird durch einen Fußtritt in den Raum geworfen. Man brüllt: »Los, küß den Boden, und neige dich vor Allah!« Hinter ihm fällt die Tür ins Schloß.

Essen und Trinken, jede menschliche Verrichtung wird zur Folter

Der türkische Rechtsanwalt Şerafettin Kaya befindet sich in einer Gemeinschaftszelle im Militärgefängnis von Diyarbakır. Am Nachmittag des 16. Februar 1981 wurde der 52jährige, der sich bei einem befreundeten Anwalt aufhielt, um ein bevorstehendes Verfahren zu besprechen, verhaftet. Was in den acht Monaten danach geschah, erinnert er, »als ob ein Film abliefe«, als habe die Ausnahme-situation die Wahrnehmungsfähigkeiten geschärft, bis ins kleinste Detail.

In der Zelle sagt niemand ein Wort. Ab und zu sind Husten und leises Stöhnen zu hören, draußen die Schritte der wachhabenden Soldaten, halblaut gesummte Schlager und dann, nach zwei Stunden ungefähr, Schreie, gellende Schreie, wie in Todesangst, immer wieder im Abstand von wenigen Sekunden. Der Gefangene Kaya hört zum ersten Mal, was eine »Operation« ist: die Folter mit Elektroschocks. Das Opfer, ein Jugendlicher, wird nach einiger Zeit in die Zelle geworfen, offenbar hat er das Bewußtsein verloren. Laut klatschende Schläge und Fußtritte bringen ihn wieder zu sich.

Einige Stunden später wechselt die Wache. Jetzt ist der Gefangene Kaya selbst an der Reihe. Zwei Wachmänner kommen auf ihn zu, unter der Augenbinde hindurch sieht er Soldatenstiefel. Man tritt ihm gegen die Beine, schlägt ihm mit Gewehrkolben auf die Schultern und fordert ihn auf, nur auf einem Bein zu stehen. Man schlägt ihn mit der Faust ins Gesicht. Er versucht erst auf dem rechten Bein, dann auf dem linken zu stehen, schafft es nicht, weil Schmerz und Nervenanspannung zu stark sind. Einer brüllt: »Wir lassen dich tanzen!« und schlägt mit Knüppeln auf Beine und Füße. »Ich tanzte wirklich«, erinnert sich der Gefangene Kaya, »die Schmerzen zwangen mich, auf der Stelle zu hüpfen, und während ich so herumsprang, brachen sie in lautes Gelächter aus.« In den folgenden Tagen lernt der Gefangene Kaya den Alltag des Militärgefängnisses kennen. (Fortsetzung auf Seite 86)

Essen und Trinken, jede menschliche Verrichtung wird zur Folter. Die Gefangenen dürfen zum Essen ihre Augenklappe einen Spalt lüften, um Löffel und Teller zu sehen. Man befiehlt: »Anfangen, die letzte Zahl heißt fünf«, und die Gefangenen essen hastig, denn wenn der Wachmann bis fünf gezählt hat, müssen sie die Löffel fallen lassen. Wer den Löffel festhält, wird mit dem Knüppel geschlagen. Die Gefangenen wissen nicht, an welchen Tagen sie zur Toilette dürfen. Die Tür bleibt offen, und meistens wird gezählt.

Ihre Schmerzensschreie waren im Gerichtssaal zu hören

Jeden zweiten Tag wird der Gefangene Kaya zum Verhör geführt. Man fragt ihn nach seiner Anwaltstätigkeit, nach Verfahren, in denen er als Verteidiger aufgetreten ist, man beschimpft ihn und schlägt ihn jedesmal so schwer, daß er fast zusammenbricht. Worauf man hinauswill, kann der Anwalt nicht erkennen, man fragt völlig planlos.

Zu einem Verhör wird der Gefangene Kaya in den »Operationsraum« gebracht. Und während er Fragen beantworten muß, wird neben ihm ein junger Türke an den Armen aufgehängt und mit Elektroschocks gefoltert – »die Schmerzensschreie sind so qualvoll wie die schlimmste Tortur am eigenen Körper«.

Nach 36 Tagen wird der Gefangene verlegt. Er muß sich nackt ausziehen und bekommt als »Willkommensgruß« 44 Stockschläge auf die Fußsohlen – für jedes Wort der türkischen Eidesformel einen Schlag. Danach wird der Anwalt in eine »Zelle mit Bad« gesperrt, ein kleines Steinverlies, in dem knöcheltief stinkendes Abwasser steht, mit einer erhöhten Betonplatte als Schlafstatt. Spätabends wird er zu einem »Bad« gezwungen. Man entkleidet ihn gewaltsam und taucht ihn in die Jauche. In den zehn Tagen, die der Gefangene Kaya in einer solchen Zelle zubringt, wird er 22mal in die stinkende kalte Brühe getaucht. Manchmal schauen der Gefängnisdirektor, der Gefängnisarzt und der Sicherheitshauptmann dabei zu. Während der zehn Tage sieht er 20mal aus seiner Zelle, wie Gefangene mit den Beinen an den Stangen der Stockwerktür aufgehängt und halbtot geprügelt werden.

Nach vier Monaten wird der Gefangene Kaya mit 161 anderen Häftlingen zum ersten Verhandlungstermin ins Gerichtsgebäude gebracht. Massenprozesse sind zu dieser Zeit in der Türkei häufig, in einem dieser Verfahren sind gleichzeitig 900 Häftlinge angeklagt (siehe auch S. 29). Obwohl an jedem Termin nur zwei bis drei Anklagen verhandelt werden, müssen sämtliche Häftlinge ständig anwesend sein. Der Gefangene Kaya wird als 84. Angeklagter vernommen. Ihm wird vorgeworfen, vor zehn Jahren in einem politischen Prozeß als Verteidiger aufgetreten zu sein, in seiner Heimatstadt als Unabhängiger für die Wahlen kandidiert zu haben und Kontakt zum Herausgeber einer oppositionellen Zeitschrift zu unterhalten.

Mehrere Häftlinge geben während ihrer Vernehmung an, gefoltert worden zu sein. Ihre Beschwerden werden nicht ins Prozeßprotokoll aufgenommen, ebensowenig wie die Folterhinweise in fast allen anderen Prozessen gegen politische Gefangene. Im Oktober 1982, so die offizielle Meldung der amtlichen Stellen, seien in der Türkei 204 Beschwerden wegen Folter mit Todesfolge erhoben worden, in vier Fällen sei es zum Prozeß gekommen. Mehrere Polizisten, gegen die Verfahren wegen Foltervorwürfen anhängig waren, sind vom Staatspräsidenten Kenan Evren für ihren »Einsatz gegen Anarchie und Terror« ausgezeichnet worden.

Wer dagegen angeht, muß seinen Mut teuer bezahlen, wie der Verteidiger von Şerafettin Kaya, der in Diyarbakir in einem anderen Verfahren politischen Häftlingen juristischen Beistand geben wollte. Einige Gefangene gaben an, daß sie nicht in der Lage seien, Aussagen zu machen, weil sie schwer gefoltert worden seien. Sie wurden daraufhin vor den Augen der Richter in den »Sanitätsraum« geführt und erneut gefoltert. Ihre Schmerzensschreie waren im Gerichtssaal zu hören. Vergeblich protestierte der Verteidiger und stellte Anträge zum Schutz der Angeklagten. Sechs Monate später wurde er selbst verhaftet. Seine Proteste und Anträge dienten dem Staatsanwalt als Grundlage für eine Anklage auf Todesstrafe. Er wurde 94 Tage lang so schwer gefoltert, daß er nicht mehr reden konnte. Nach Protesten aus dem Ausland wurde er freigelassen und konnte nach Schweden entkommen.

Protestschreiben europäischer Juristen verdankt auch Şerafettin Kaya seine Freilassung. Der Anwalt war inzwischen so krank und geschwächt, daß man seinen Tod befürchtete und damit unliebsames Aufsehen im Ausland. Freilassung bedeutet aber nicht Freispruch. Die Anklage wurde aufrechterhalten und führte später, in Abwesenheit Kayas, zu einer Verurteilung von acht Jahren Gefängnis. Gut acht Monate hatte der türkische Strafverteidiger im Militärgefängnis von Diyarbakir verbracht, das für 300 Gefangene gebaut wurde und in dem heute über 4000 Häftlinge eingepfercht sind.

Vier Monate nach seiner Freilassung floh Şerafettin Kaya in die Bundesrepublik und bat im April 1982 um politisches Asyl. Er begründete sein Gesuch ausführlich mit seinen Erfahrungen als Jurist, den Rechtsbrüchen der türkischen Justiz, der politischen Verfolgung der Opposition und seinen Foltererlebnissen.

Im Ablehnungsbescheid hieß es, der Asylantrag sei »nicht begründet«. Der Antragsteller könne sich »nicht mit Erfolg auf die erlittenen Repressalien durch türkische Strafverfolgungsorgane berufen, denn diese Verfolgung ist letztlich nicht als »politische« einzustufen«. Erst als sein deutscher Anwalt gegen diesen Bescheid Berufung einlegte, durfte Şerafettin Kaya in der Bundesrepublik bleiben. Das juristische Problem ist damit nicht gelöst.

Der Verwaltungsgerichtshof Baden-Württemberg zum Beispiel hat den politischen Charakter der Folter – und damit die Asylberechtigung – mit dem Hinweis verneint, die Folter sei in der Türkei ein »allgemeines kriminalpolitisches Phänomen«. Davon seien nicht nur Personen, die aus politischen Gründen festgenommen werden, sondern eben auch gewöhnliche Straftäter betroffen. Die drohende Folterung eines Asylbewerbers sei daher nicht als politische Verfolgung zu werten. Die Folter sei allerdings gerade im politischen Strafrecht in der Türkei besonders stark verbreitet, aber das sei auf »kriminaltechnische Besonderheiten« zurückzuführen. □



Şerafettin Kaya, geboren 1929 in Varto (Osttürkei), arbeitete als Lehrer in der Provinz Mus und in Ankara, studierte Jura, gründete ein Rechtsanwaltsbüro und verteidigte in den Jahren 1971–74 oppositionelle Kurden in Diyarbakir. Als Vorsitzender der Anwaltskammer Mus war er auch Delegierter der Rechtsanwaltsvereinigung in Ankara. Nach mehreren Gefängnisaufenthalten gelang ihm 1982 die Flucht in die Bundesrepublik, wo er seine Erfahrungen als Buch veröffentlichte (»Diyarbakir – Erfahrungen in einem türkischen Kerker«, Edition CON, Bremen)

Erhard Franz

Kurden und Armenier

Die Geschichte zweier Völker

Niemand weiß genau, wie viele Kurden es gibt, niemand weiß, wie viele Kurden in der Türkei leben, wandern und wohnen. Nach kurdischen Quellen sind es zehn Millionen, die Hälfte aller Kurden des Vorderen Orients, aber diese Zahlen sind weder zu belegen noch zu widerlegen. Die türkische Regierung registriert in ihren letzten Volkszählungen, daß etwa 5 Millionen Menschen im Lande kurdisch sprechen. In der Türkei sind die meisten Kurden in den acht Provinzen im Osten und Südosten Anadolians zu Hause, wo mehr als zwei Drittel der Bevölkerung die kurdische Sprache sprechen. Die Kurden sind Muslime, etwa 70 Prozent bekennen sich zum sunnitischen Islam, daneben gibt es unter den Kurden der Türkei auch Schiiten, die *kizilbaş*. Es gibt in der Türkei kaum etwas sozial Diskriminierenderes, als mit dem Mal der drei K's behaftet zu sein: *kizilbaş*, Kurde, Kommunist.

Zu den Kurden in der Südosttürkei zählen auch die etwa 20 000 *yezidi*, die Jeziden, Karl-May-Lesern als »Teufelsanbeter« bekannt, die im Irak, in Syrien, in der Türkei und verstreut auch im Iran und dem sowjetischen Kaukasus eine kaum mehr als 100 000 Mitglieder umfassende Glaubensgemeinschaft bilden. Ihre Religion ist eine Geheimlehre aus islamischen und christlichen Elementen und Einflüssen nahezu aller alten Religionen des Vorderen Orients. Die Jeziden wurden von den Muslimen, auch von Kurden, verfolgt, aber sie haben ihren Glauben über Jahrhunderte bewahrt. Von nationalbewußten Kurden werden sie wegen der gemeinsamen Muttersprache zum kurdischen Volk gerechnet. Aber die aus der Türkei in die Bundesrepublik abgewanderten Jeziden bemühen sich um kollektive Anerkennung als eine religiös verfolgte Minderheit.

Die Sprache der Kurden ist iranischen Ursprungs und Volks-

sprache ohne schriftliche Tradition. Erst Anfang des 20. Jahrhunderts versuchte man, sie mit arabischen, kyrillischen oder lateinischen Lettern zu schreiben. Obwohl heute noch viele Kurden in der Türkei nur ihre eigene Sprache sprechen und verstehen, ist Kurdisch in Amtsstuben und Schulen bei Strafe verboten; Lieder über Kurdistan, die das Land verherrlichen, dürfen nicht gespielt werden, nur Liebeslieder werden geduldet; das Recht auf kulturelle Selbstverwirklichung wird den Kurden versagt, und die Verbreitung separatistischen kurdischen Gedankenguts, von den Türken *kürtçülük* genannt, wurde noch in den sechziger Jahren als Staatsverbrechen mit dem Tode bestraft.

So sehr sich die Regierung in Ankara für türkische Minderheiten außerhalb des Landes, wie im griechischen Teil Thrakiens oder auf Zypern, engagiert, so sehr fehlt ihr für die kurdische Minderheit im eigenen Lande das Verständnis; sie vertritt die in den dreißiger Jahren aufgekommene These, daß die Kurden in prähistorischer Zeit ein Turkvolk gewesen seien, »Bergtürken«, die ihre ursprüngliche Turksprache verloren hätten. Aber woher kommen die Kurden wirklich? Man nimmt an, daß iranische Nomadenverbände, möglicherweise Nachfahren der Meder, die im 7. und 8. Jahrhundert vor Christus das Becken von Aserbajdschan bewohnten, von dort nach Südwesten und Westen in die Bergwelt vordrangen und sich mit der einheimischen Bevölkerung vermischten. Sie traten im 7. Jahrhundert zum Islam über und kamen in den islamischen Staaten des Mittelalters durchaus zu Amt und Würden; der Kurde Saladin, »Sultan Salah ad-Din al-Aiyubi« (1171–1193), war einer der mächtigsten Männer im Vorderen Orient und lehrte die Kreuzfahrer das Fürchten. Saladins Reich, das sich von Syrien bis Ägypten erstreckte, endete im Osten am Fuß der von Kurden bewohnten Bergregionen.

Während der Herrschaft der Mongolen und Turkmenen vom 13. bis zum 15. Jahrhundert bildeten sich einzelne kurdische Fürstentümer unter lokalen Dynastien. Vom 16. Jahrhundert an mußten sich die Kurden im Spannungsfeld zwischen dem Osmanischen und dem Persischen Reich behaupten, ihre Fürsten und Stammesführer nutzten die Rivalität der beiden Großmächte geschickt aus und sicherten so ihre Autonomie. Aber Stammesrivalität und religiöse Gegensätze unter den Kurden verhinderten die Bildung eines eigenen unabhängigen kurdischen Staates.

Während des Ersten Weltkrieges kämpften kurdische Eliteregimenter im osmanischen Heer, und in den Jahren 1919 bis 1922 beteiligten sich viele Kurden Anadolians am türkischen Befreiungskampf. Ihre eigene Unabhängigkeit erreichten sie nicht. Zwischen 1925 und 1943 kam es zu mehreren Aufständen, und die Regierung begann damit, besonders militante kurdische Sippen in andere Landesteile umsiedeln, eine



schon in osmanischer Zeit häufig praktizierte Maßnahme der Befriedung.

Die Aufstände der Kurden hatten auch soziale Ursachen: Jahrelang hatte die Zentralregierung in Ankara die wirtschaftliche Entwicklung der Ostprovinzen vernachlässigt. Und obwohl sie heute mit Kraftwerken und Industrieansiedlungen, durch Bewässerungsprojekte und Universitätsgründungen versucht, das soziale, ökonomische und kulturelle Gefälle zum Westen des Landes auszugleichen, hat sich im Osten kaum etwas verändert. Aus nomadischer Zeit rührt die soziale Struktur der Kurden, die in großen Stammesverbänden leben, die sich jetzt aber zusehends in kleinere Sippen- und Familienverbände auflösen. Diese Sippenverbände, die Klans, sind durch die Loyalität ihrer Mitglieder zum Kollektiv ein realer politischer Faktor im gesamten Vorderen Orient. Die traditionellen Sippenoberhäupter, die *agas*, in der Regel reiche Großgrundbesitzer, haben großen Einfluß, sie ziehen ihre Fäden in Parteien und in Parlamenten und können sich fest auf die Unterstützung durch ihre eigenen, die assoziierten und die von ihnen wirtschaftlich abhängigen Sippen verlassen. Ende der siebziger Jahre begannen militante kurdische Organisationen die Polizeiposten und Patrouillen zu überfallen. Die Regierung antwortete mit großangelegten Aktionen gegen die kurdischen Guerillas, wobei Spezialeinheiten der Gendarmerie mit Zustimmung aus Bagdad auch auf irakisches Gebiet vordrangen. Inzwischen hat Staatspräsident Evren auf einer Reise durch Ostanatolien angekündigt, daß ausgewählte Personen in entlegenen kurdischen Dörfern Waffen erhalten sollen, damit sie ihre Dörfer gegen kurdische Guerilla-Überfälle verteidigen können. Der Friede ist weit. □

Ein Volk in Angst

Der Leidensweg der Armenier

Etwa sechs Millionen Armenier gibt es in der ganzen Welt, und an die 90 000 leben heute noch in der Türkei, die meisten davon in Istanbul; der türkische Staat erkennt sie als religiöse Minderheit an, garantiert ihnen freie Religionsausübung und erlaubt ihnen die Pflege ihrer Sprache. Die Armenier bekennen sich zur gregorianischen armenischen Nationalkirche, deren religiöses Oberhaupt, der »Patriarch der Armenier in der Türkei«, in Istanbul residiert. Eine Minderheit von etwa 7000 Gläubigen gehört zur katholischen armenischen Kirche, deren Oberhaupt in Beirut seinen Sitz hat; eine Gemeinde von etwa 1000 protestantischen Armeniern ist in Istanbul registriert. In Istanbul gibt es mehr als 30 armenische Kirchen, und in den armenischen Schulen werden die Kinder in armenischer Sprache und Religion unterrichtet. In Istanbul und Izmir gibt es unter den Armeniern erfolgreiche Geschäftsleute und Unternehmer, Handwerker, Ärzte, Rechtsanwälte und Journalisten. Ihre Kirchengemeinden sind relativ wohlhabend und pflegen das kulturelle Erbe ihres Volkes.

Die indogermanischen Vorfahren des armenischen Volkes kamen vor 2500 Jahren nach Kleinasien und ließen sich im Gebiet des untergehenden Reiches Urartu am Van-See nieder. Armenien, zeitweise von Königsgeschlechtern beherrscht, lag im Schnittpunkt der Interessensphären zwischen Römern und Parthern und später zwischen Byzantinern, Sasaniden und Arabern. Mit dem Beginn des 4. Jahrhunderts begann die christliche Zeit Armeniens, nachdem der heilige Gregor, genannt der Erleuchter, den armenischen König bekehrt hatte. Im 6. Jahrhundert übernahm die gregorianische Kirche die

Lehre von der allein göttlichen Natur Christi, den »Monophysitismus«, als Glaubensdogma, und entfernte sich damit von der Kirche im byzantinischen Reich.

Als die türkischen Seldschuken im 11. Jahrhundert aus dem Osten in Kleinasien eindringen, wanderten die Armenier nach Westen. Außerhalb Armeniens entstanden neue Zentren ihrer Kirche, die unabhängige Verwaltungseinheiten, Patriarchate, bildeten, aber in Glaubensfragen die Vorrangstellung des »Allgemeinen Oberen« der gregorianischen Kirche, des »Katholikos«, anerkannten. Ein solches Patriarchat bestand auf der Insel Akdamar im Van-See von 1133 bis 1895. Mit dem beginnenden 15. Jahrhundert bezeichnete sich auch der geistliche Führer der Armenier im aufstrebenden Osmanischen Reich Nordwestanatoliens als Patriarch. 1453 verlegte er seinen Sitz in die neue osmanische Hauptstadt Istanbul.

In Kilikien hatte sich schon Ende des 11. Jahrhunderts ein nationales Zentrum der Armenier gebildet, das unter dem Schutz der Kreuzfahrer zum »Kleinarmenischen Fürstentum« und ab 1198 Königreich wurde, das sich bis 1375 behauptete. Die Hauptstadt des Reiches, Sis (heute Kozan), diente ab 1293 auch dem Katholikos als Residenz.

Noch in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts galten die christlichen Armenier als loyale Untertanen des muslimischen Sultans. Sie lebten in den Städten als wohlhabende Bankiers und Industrielle, nicht wenige bekleideten hohe Positionen in Verwaltung und Regierung. Aber in der zweiten Hälfte des Jahrhunderts wurde unter der armenischen Landbevölkerung der Wunsch nach nationaler Unabhängigkeit wach. Muslimische Ausschreitungen gegen Armenier und Terrorakte armenischer Geheimorganisationen schufen zu Beginn des 20. Jahrhunderts eine Atmosphäre gegenseitigen Mißtrauens.

Was dann in den Jahren 1915 bis 1920 geschah, ist ein dunkles Kapitel in der Geschichte der beiden Völker. Die türkische Seite streitet heute vehement ab, daß ein planmäßiger Völkermord an den Armeniern stattgefunden habe. Sicher trifft es zu, daß sich viele Armenier im August 1914 der Mobilmachung durch Flucht in die Berge oder über die Grenze nach Iran oder Rußland entzogen. Im Distrikt Maraş entbrannten Ende 1914 Gefechte zwischen armenischen Bewaffneten und der Gendarmerie, die sich bis zum August 1915 hinzogen. Den Vormarsch russischer Truppen auf Van im April 1915 unterstützten Armenier durch einen Aufstand.

Ende Mai 1915 erließ die osmanische Regierung ein »Umsiedlungsgesetz«, das die kollektive Evakuierung aus militärischen Überlegungen gestattete. Vom Herbst 1915 bis Mitte 1916 wurde – von wenigen Ausnahmen abgesehen – die armenische Bevölkerung aus Süd- und Südostanatolien deportiert und in Lagern im Iran und in Syrien untergebracht. Auf dem Marsch in die Lager hatten Strapazen, Hunger, Seuchen und Überfälle feindlicher Kurdenstämme ungeheure Verluste gefordert, und viele von denen, die den Marsch überlebt hatten, starben in den Lagern an Unterernährung und Entkräftung. Nach armenischen Quellen sind bei dieser »Umsiedlung« zwei Millionen Menschen umgekommen. Aber auch der von Mustafa Kemal 1919 entfachte türkische Befreiungskrieg gegen die Besatzungsmächte richtete sich unter anderem gegen Armenier, die im Süden auf seiten der Franzosen in die Kämpfe verwickelt waren und im Nordosten das Gebiet um Kars besetzt hielten.

Die Türkei trägt schwer am Erbe dieser Zeit. Seit 1975 häufen sich die Morde an türkischen Diplomaten im Ausland, Anschläge auf Flugplätze (Ankara-Esenboga 1982, Orly 1983) erschütterten die Welt. Verantwortlich zeichnen armenische Geheimorganisationen, die einen armenischen Staat auf türkischem Boden fordern. □

8.8.1985

Kurds kill civilians

Amara: Ten people were killed in eastern Turkey when separatist guerrillas attacked their homes with hand grenades and machine guns, a Turkish news agency reported yesterday.

The agency, UFA, quoted the governor of Van province as saying that two homes near the town of Catak were attacked by guerrillas on Monday night. Eight of the victims came from a single family.

Kurdish guerrillas, officially referred to only as separatists, regularly clash with government troops but have also been involved in the past in the killing of civilians. If confirmed, the new incident would be the worst of its kind since the guerrillas began a series of attacks last August.

In November last year, nine women and children were killed near the town of Eruh, also with grenades and machine gun fire. At least 80 guerrillas, 45 troops and 80 civilians have now been killed in incidents involving the rebels.

Ten guerrillas were sentenced to death in July for their part in raids on the towns of Erdu and Semdini last August in which two gendarmes were killed.—Reuter.

7.8.1985

Kurds attack

SUSPECTED Kurdish guerrillas raided the camp of two American mountaineers and their Turkish guides, seizing their equipment, the independent Hurriyet news agency reported yesterday. The Americans, James Davies and Stephen Jansen, were held at gunpoint for two hours.—AP.

Herald INTERNATIONAL Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

Despite Gains Toward Democracy, Turkey Still Heavily Restricts Rights

14.9.1985

By Henry Kamm
New York Times Service

ISTANBUL — Five years after a military coup, the Turkish government has reinstated important aspects of parliamentary democracy, but serious restrictions on civil rights still make the country lag behind its Western allies.

Opposition politicians openly express vigorous opposition toward the policies of Prime Minister Turgut Ozal. Mr. Ozal was elected two years ago even though President Kenan Evren, the general who led the coup on Sept. 12, 1980, favored another candidate.

Two former prime ministers — Suleyman Demirel on the center-right and Bulent Ecevit on the center-left, Turkey's most respected political leaders — are active behind the scenes even though they are barred from political roles.

The press, according to editors of the most outspoken publications, feels increasingly free to express criticism. Many Turks say they have begun to take pleasure again in the spiritedness of their newspapers after years of uniform, uncritical blandness.

Martial law, which was in effect throughout Turkey when Mr. Ozal took office, has progressively been removed. Now, it is in force in 17 of the nation's 67 provinces, including Istanbul, Turkey's largest city, and eastern provinces in which Kurdish nationalists are in armed rebellion.

Nevertheless, the national press remains formally under martial-law censorship, a power that editors say is exercised largely to control coverage of the Kurdish insurgency.

The bans on Mr. Demirel and Mr. Ecevit prevent them from using their full political weight, which is considerable. Although they dominated the political scene for years until the military coup, their parties have been dissolved — a measure that is considered particularly radical in the case of Mr. Ecevit's Republican People's Party. It was the creation of Kemal Ataturk, who is revered as the founder of the republic.

Thousands of Turks remain in prison or formally accused on charges that range from terrorism to the propagation of ideas that the military deems subversive. Many present or former prisoners have accused their captors of repeated acts of torture.

The constitution that was adopted after the coup, as well as several laws, restrict political activities. Labor unions and student organizations, women's, youth and professional associations, are barred from political action or from links with

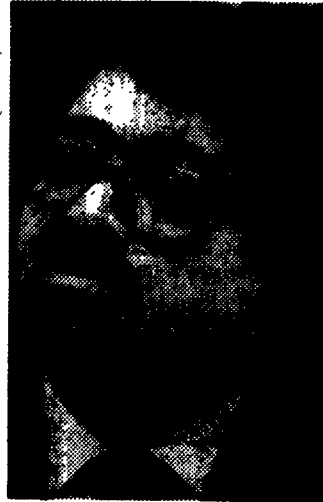
parties. Students and teachers are prohibited from joining a party.

In a series of interviews, Mr. Ozal, members of his staff, and military officers at the rank of general and admiral said the restrictions were made necessary by terrorism and political unrest from the extremes of both left and right in the years leading up to the coup in 1980. The officers said that between 1975 and the coup, 27 to 30 people were being killed daily in terrorist acts.

The prime minister said 7,000 to 8,000 people remained in prison as a legacy of what he called "the time of anarchy." He said the extremist organizations remained alive and under cover in Istanbul, which he said had always been the center of their activity.

Mr. Ozal said there had been no systematic torture. "If it takes place, they are prosecuted," he said of torturers. More than 600 torture charges have been taken to court, the prime minister added, and 130 people have been sentenced.

Mr. Ozal and his assistants made it clear that they had expected



Prime Minister Turgut Ozal

questions on civil rights to be raised but that they preferred to discuss the issues they considered important — the government's program to stimulate the economy through liberalization, reducing the state's role and emphasizing exports.

Kurds Release Hostages Held in Northern Iraq

United Press International

ATHENS — Kurdish guerrillas have released two Japanese and two South Korean technicians held hostage in northern Iraq, a spokesman for the rebels said.

Omar Sheikhmous, spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan, said Thursday that the two Japanese employees of the Japanese company NEC, were released on humanitarian grounds. They were captured in April in protest of the economic involvement of Japan in supporting the Iraqi government, Mr. Sheikhmous said. He said one of the South Koreans was freed three weeks ago while the other was released last week.

Tercüman

27 EYLÜL 1985 CUMA

Bölücülere alet olan Berlin Eyalet hükümetini

PROTESTO ETTİK

- Aile ve Sosyal İşler Senatörlüğü'nün yayınladığı bir kitap, vatandaşlarımız arasında büyük tepki ve üzüntü yarattı
- Bonn'daki siyasi gözlemciler, Berlin eyalet hükümetinin hem kendi partisi ve hem de Federal Hükümetin uyum politikasına ters düşen davranışını "skandal" olarak vasıflandırdılar

Fahri ERSİN

BONN (AkaJans)-Batı Berlin Sağlık, Sosyal İşler ve Aile Senatörlüğü'nün "Berlin'de Türkiyeli Kadınlar" ve "Entegrasyona Doğru Adımlar" adında çıkardığı bir kitap, vatandaşlarımız arasında büyük tepki yaratırken, Bonn Büyükelçiliğimiz de olayı hem Federal ve hem de Başkonsolosluk aracılığı ile eyalet hükümetleri nezdinde protesto etti.

İki ülke arasındaki siyasi ve ekonomik ilişkilerin giderek önem kazanıp, geliştiği, Türk'lerin Alman toplumuna uyum sağlayıp, barış içinde birarada yaşamalarını sağlamak için samimi gayretlerin sarfedildiği bir dönemde, vatandaşlarımız arasına nifak sokup, birlik ve beraberliği bozmak isteyen bölücü çevrelerin çabalarını teşvik edici bu davranış "skandal" olarak nitelendiriliyor.

Berlin eyalet hükümetinin bir senatörlüğünün (bakanlığının) "uyum sağlama" iddiasıyla, bir kısım Türk uyrukları için Kürtçe kurslar tertiplemesinin "kime, ne fayda sağlayacağı ve bunun federal hükümetin uyum politikası ile nasıl bağdaştırılacağı" Bonn'da siyasi çevrelerde günün tartışma konusu haline gelmiş bulunuyor.

Türk kadınları hakkında yersiz ve gerçek dışı bir takım iddialarında yer aldığı kitapta, Batı Berlin'in iki kasabasında Türk kadınları için iki buluşma yeri açıldığı, burada kendilerine Kürt-

çe ve Türkçe okuma-yazma öğretildiği, biçki-dikiş çeşitli kurslar tertiplemediği bildiriliyor. Berlin Sosyal Senatörlüğü'nce de desteklenip, Protestan Kilisesi eğitim bölümü tarafından yürütüldüğü öne sürülen bu kurslarla, Türk kadınlarının topluma uyumlarının kolaylaştırıldığı ileri sürülüyor. Federal Almanya'da bazı grupların,

Türkiye aleyhine sürdürdükleri bölücü çabalara bilerek veya bilmeyerek; iktidardaki Hristiyan Demokrat Birlik Partisi CDU'nun Berlin eyalet hükümetinin de bu yolla alet edilmesi, vatandaşlarımız arasında büyük tepki ve üzüntü yaratmış bulunuyor

'Terörle Mücadele ve Harekât Daire Başkanlığı' kuruldu

Teröre karşı yeni örgüt

Emniyet Genel Müdürlüğü bünyesinde kurulan "Terörle Mücadele ve Harekât Daire Başkanlığı" geniş yetkilerle donatıldı. Yılıbaşından sonra faaliyete geçecek olan daire, yurt içinde ve yurt dışındaki tüm terör örgütlerini izlemek ve bertaraf etmekle görevli. Daire, MIT ve Dışişleri Bakanlığı'yla koordinasyon içinde çalışacak.

"Terörle Mücadele ve Harekât Daire Başkanlığı" ekipleri terörle ilgili operasyon ve sorgulamalara katıldığında, yerel güvenlik makamları, her türlü yardım ve desteği sağlamak zorundalar. Ayrıca terörle ilgili bilgiler hangi kuruluşa intikal ederse etsin, yetki ve sorumluluğu içinde gereken işleme başlamakla birlik-

lerin çalışmalarını takip etmek, değerlendirmek ve istatistikini tutmak.

• Yurdumuzdaki azınlıkların her türlü faaliyetlerini izleyerek, bunlara ait işlemlerin yasa ve antlaşmalara uygun olarak yürütülmesini sağlamak.

• Teröristlerle ilişki kurmalarını bakımından yurt dışına çıkmaları sakıncalı görülenler hakkında kısıtlama konulması için ilgili daireye öneride bulunmak.

• Yurt dışında Türkiye aleyhine faaliyet gösteren kişi ve kuruluşları saptamak ve bu tür faali-

HALİL NEBİLER

Emniyet Genel Müdürlüğü bünyesinde kurulan ve geniş yetkilerle donatılan "Terörle Mücadele ve Harekât Daire Başkanlığı"nın yılıbaşından itibaren faaliyete geçeceği bildirildi. "Terörle Mücadele ve Harekât Daire Başkanlığı", yurt içi ve yurt dışı tüm terör örgütlerini ve olaylarını izleyerek bertaraf etmek, hasım ve hasım olması olası devletlerin, örgütlerin ülkemize yönelttikleri faaliyetleri önlemek amacıyla gerekli önlemleri almak, özel timlerle operasyon yaparak sorgulara katılmak görevleriyle donatılmış bulunuyor. Bakanlık terörü inceleyen ve izleyen daireleri ile temasları da bu dairenin koordinatörlüğünde yapılacak. MIT ve Dışişleri Bakanlığı da bilgi ve doküman desteği sağlayacak.

Terörle Mücadele ve Harekât Daire Başkanlığı, "Habercilik ve Koordinasyon", "Asala ve Diğer Örgütler", "Bölücü Faaliyetler", "Aşırı Sağ Faaliyetler", "Aşırı Sol Faaliyetler" ve "Harekât Şube Müdürlüğü" olmak üzere 6 bölüme ayrılıyor. Bu bölümler de kendi içlerinde ayrıca bölümlere ayrılıyor. "Asala ve Diğer Örgütler" bölümü, "yurt dışı faaliyetler", "yurt içi faaliyetler", "özel arşiv ve araştırma" bölümlerinden oluşuyor. "Bölücü Faaliyetler" bölümü ise "yurt içi" ve "yurt dışı bölücü örgütler" olmak üzere iki bölüme ayrılıyor. "Yurt İçi Bölücü

Örgütler" bölümü PKK, KAWA, Özgürlük Yolu, TDKP, TKKKO, KUK, TEKOŞİN, YEKBUN vb. gibi örgütlerle, "Yurt Dışı Bölücü Örgütler" bölümü ise KOMKAR, BIRKON, AKSA, FEYKA, BAHÖZ gibi örgütlerle ilişkili çalışmaları yürütecek. "Aşırı Sağ Faaliyetler Bölümü" de iki bölüme ayrılıyor: "İrki Faaliyetler" ve "İrticai Faaliyetler", "Aşırı Sol Faaliyetler" bölümü de iki bölüme ayrılıyor: "Komünizm Bürosu" ve "Aşırı Sol Örgütler Bürosu", "Aşırı Sol Örgütler Bürosu", THKO, TKKP/C, TKP/ML, TİİKP gibi örgütleri kapsıyor. "Harekât Şube Müdürlüğü" ise "Operasyon Bürosu", "Destek Hizmetleri" ve "Bomba Uzmanlığı" olmak üzere üç bölüme ayrılıyor.

EMNİYET GENEL MÜDÜRLÜĞÜ

Terörle Mücadele ve Harekât Daire Başkanlığı

Hab. ve Koop. Şb. Md.	ASALA ve diğer terör ör. Şb. Md.	Bölücü Faal. Şb. Md.	Aşırı Sağ Faal. Şb. Md.	Aşırı Sol Faal. Şb. Md.	Harekât Şb. Md.
	Yurtdışı faaliyetler Yurt içi faaliyetler Özel arşiv ve araştırma	Yurtdışı faaliyetler. KOMKAR, BIRKON, AKSA, FEYKA, BAHÖZ Yurtiçi faaliyetler. PKK, KAWA, Özgürlük Yolu, TDKP, TKKKO, KUK, TEKOŞİN, YEKBUN vb.	İrki Faaliyetler İrticai faaliyetler	Komünizm bürosu Aşırı Sol Örgütler Bürosu THKO, TKKP/C TKPSML, TİİKP vb.	Operasyon Bürosu Destek Hizmetleri Bomba uzmanlığı

yetleri görülen vatandaşların yurtda geri verilmelerinin temini için girişimlerde bulunmak.

• Yurdumuza gelen yabancı lardan zararlı faaliyetleri saptanmaların, yurtdışı edilmelerini sağlamak üzere ilgili dairelerle koordine kurarak gerekli işlemleri yapmak,

• Uzman, araştırmacı olarak veya öğrenim, burs, müşahade, inceleme gibi amaçlarla yurdumuzda gelecek kişi ve heyetlerin istemleri konusunda ilgili yerlere görüş bildirmek.

• Havalimanları, yabancı elçilikler gibi öteki önem taşıyan bütün tesis ve kurumların terör konusunda her türlü önlem ve düzenlemelerin alınmasında gerekli görülen koordineyi sağlamak,

• İşçiler ve öğrenciler arasında ve toplumun öteki kesimlerinde şüpheye, huzursuzluklara ve çatışmalara yol açabilecek faaliyetleri izlemek ve meydana gelmesi olası olayları önleyici gerekli önlemleri almak,

te gecikmeye mahal bırakmadan Terörle Mücadele ve Harekât Daire Başkanlığına en seri şekilde haberdar edecekler, gerektiğinde Daire Başkanlığınca talimatlandırılacaklar.

"Terörle Mücadele ve Harekât Daire Başkanlığının görevleri şöyle sıralanıyor:

• Kamu düzenini ve ulusal bütünlüğü yarak yerine istedikleri doğrultuda bir devlet yönetimi kurmak isteyen kişi veya örgütler hakkında alınan bilgileri değerlendirmek ve değerlendirmeye sonucunda elde edilen verilerden yararlanarak, merkez ve kendisine bağlı taşra örgütlerinin çalışmalarını yönlendirmek.

• Yurt çapında ve iller bazında meydana gelen terör nitelikli olayların, legal ve illegal olarak faaliyet gösteren kişi ve kuruluş-

„Polizist des Westens“ am Bosphorus Die Türkei als neue Ordnungsmacht

Auf dem Papier die größte Streitmacht der NATO nach den Vereinigten Staaten

„Wiener Zeitung“-Serie von Ferdinand Hennerbichler

I.

Für den griechischen Ministerpräsidenten Andreas Papandreu sind sie „unakzeptable Polizisten der Amerikaner“ in der Region. Die Amerikaner sehen sie als „neue Ordnungsmacht“ für Interessen des Westens im Pulverfaß Nahost. Für Wallstreet sind sie wirtschaftlich eine Mischung aus „Reagan-Omics“ und „Thatcher-Ism“ auf islamisch. Ihre Demokratie lebt zum Teil noch immer auf Bewährung der Militärs. Die Gefangenenhilfeorganisation „Amnesty International“ kritisiert sie weiterhin als brutalen Mann am Bosphorus. Und die UNO-Menschenrechtskommission brandmarkte sie jüngst als Massenmörder der Geschichte an den Armeniern — die Türken, ein umstrittenes Volk.

Vor einem Dreivierteljahrhundert waren sie noch die Herren des Orients, dann machten sie weltpolitisch bankrott und sind nun als Ost-West-„Polizisten“ wieder auf Weltmachtpatrouille: Im Westen ersetzen sie der NATO die von den protestierenden Griechen paralyisierte Schlagkraft, im Norden und Osten halten sie die Russen und den „Weltkommunismus“ „für den Westen“ auf, machen aber gleichzeitig mit Moskau keine schlechten Geschäfte.

MIT DEN SAUDIS HALTEN SIE DEN IRAK AM LEBEN

Im Iran-Irak-Krieg halten sie sich offiziell zwar weitgehend heraus und bemühen sich den Eindruck zu vermitteln, weder dem Iran noch dem Irak gewinnen oder verlieren zu helfen, allerdings mit deutlichen Präferenzen: Die islamische Revolution füttern sie zwar, hindern sie aber beinahart daran, an der Nordfront in den Irak einzumarschieren. Aus Angst, Khomeini würde nicht nur Bagdad stürzen und dort Mullahs an die Macht bringen, sondern auch Grenzen einreißen und den Irak zerstückeln. Den Irak halten sie zusammen mit den Saudis am Leben. Die Saudis finanzieren Bagdad, die Türken halten ihm letzte pulsierende Erdölwirtschaftsnerven offen.

Die Kurden verhindern sie über Grenzen hinweg chronisch nach Kräften: Im Irak drehen sie ihnen Chancen auf einen eigenen Staat ab, im „Mullah-Iran“ drängen sie gegen „Autonomie“ für die Kurden. Und sollte eines Tages doch einmal der jüngste Tag für den heutigen irakischen Staat kommen, halten sie sich prinzipiell eine Option auf ihr historisches „Südtirol“ im Orient offen: Auf die Region Mosul, um die Ecke am Erdölhahn von Kirkuk im Irak. Die Türken versuchen sich damit als Garanten des Status quo und der bestehenden Grenzen im Nahen Osten zu profilieren. Solange sie mitmischen würden, sollte sich an den Machtverhältnissen am sensiblen Weltcharnier zwischen Europa und Asien nichts ändern.

Die größte Bedeutung der Türken für den Westen liegt in ihrer ausgesetzten geographischen Lage und ihrer militärischen Rolle. Ein hochrangiger General sagte mir in Ostanatolien offen: „Wir wissen, von uns wird erwartet, daß wir im Notfall für den Westen mit rund einer halben Million Mann im Kampf gegen vorrückende Russen verbluten würden. Wir werden unseren Mann stellen. Aber zu einem hohen Preis. Und bevor wir verbluten, werden uns Atombomben retten.“ Ein Hinweis auf Atombomben, die Amerikaner in der Türkei stationiert haben.

ARMEE MIT MASCHINEN VON GESTERN

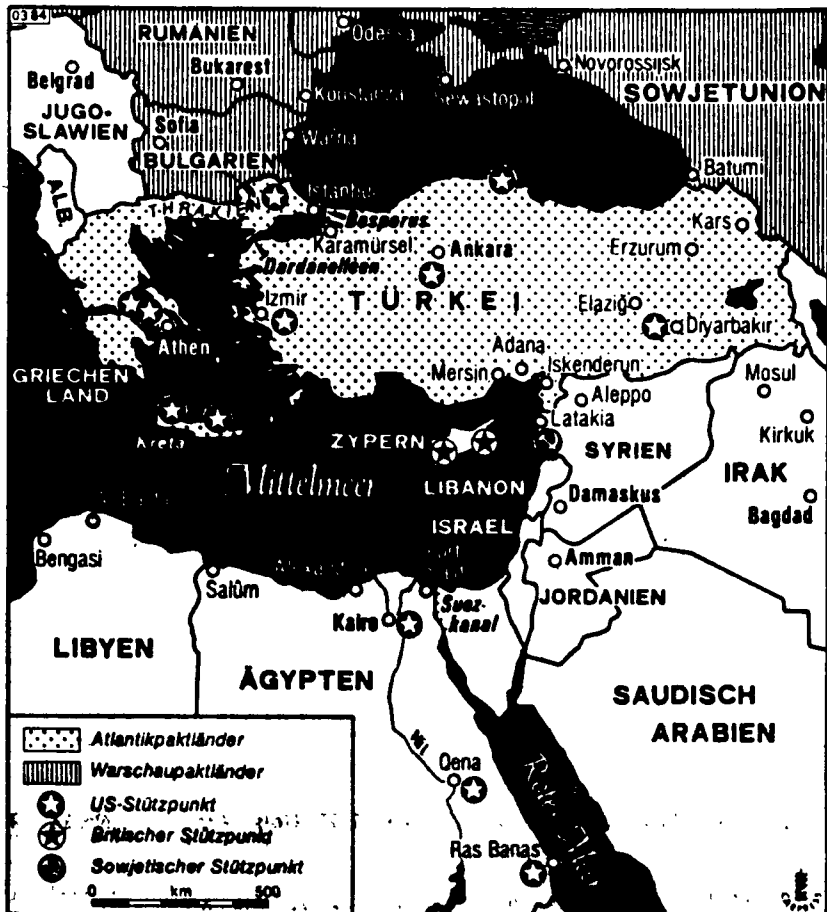
Der General weiß, wovon er redet. Die Türkei ist die größte Streitmacht der NATO nach den Vereinigten Staaten. Freilich mehr auf dem Papier als nach Einsatzschlagkraft in der Praxis. Aber immerhin: Die Türkei hat 370.000 Mann unter Waffen, gegliedert in 17 Divisionen. Das Rückgrat der Streitkräfte ist die Armee. Sie ist zwar bestückt mit relativ viel, aber weitgehend veraltetem, mitunter „antikem“ Gerät.

Die Armee verfügt etwa über rund 3500 Panzer. Gut 85 Prozent davon sind aber „Veteranen“ wie die ausgedienten M 47 oder M 48, für die kaum noch Ersatzteile aufzutreiben sind.

Rund 97 Prozent der Panzerabwehrwaffen stammen aus der Zeit des Koreakrieges. Die Flugabwehr setzt sich großteils aus Vor-Radar-Relikten zusammen. Auch die Luftwaffe steht nicht viel besser da. Sie fliegt überwiegend Maschinen „von gestern“: Insgesamt rund 350 Kampfbomber, davon je

80 amerikanische F 4 und F 5, sowie 70 F 104 und 100 F 100. Allerdings dürfte nur weniger als die Hälfte dieser Maschinen kampfeinsatzfähig sein. Der Rest dient als rollendes Ersatzteilager. Die Türken wollen nun von den Amerikanern modernste Fighter, haben 160 F 16 bestellt und sind am Marine-Bomber F 18 interessiert.

Um die türkische Marine steht es nicht viel besser. Sie hat u. a. 14 U-Boote und 15 amerikanische Zerstörer. Von den meisten dieser Kampfschiffe tropft aber der Rost. Sie zählen „zum alten Eisen“ und stammen großteils aus dem zweiten Weltkrieg.



Mit diesem halben „Kriegsmuseum“ verteidigen die Türken einige der empfindlichsten Ecken der freien Welt: Im Westen das türkische Thraxien, im Norden mehr als 900 km offene Schwarzmeerküste und im Osten 610 km gemeinsame Grenze mit der Sowjetunion.

Dies könnte dann entscheidend werden, sollte der Golf zu brennen beginnen und der Westen um seine Ölversorgung zittern. Oder sollte der Nahe Osten an seinen Gegensätzen total explodieren. Im Osten schieben die Türken nicht nur „Wacht am Kaukasus“. Sie kämpfen dort auch gegen eine Art „zweites Afghanistan“, stemmen sich gegen einen möglichen Zerfall des Irans, versuchen neue Minderheitenrepubliken von Kurden oder Aserbeidschanis unter Einfluß Moskaus zu verhindern und die Sowjets auf dem Marsch zum Golf zu stoppen, wohin die Russen spätestens seit Katharina der Großen historisch unterwegs sind.

Die Sowjets sind den Türken und der NATO freilich an all diesen Fronten in allem überlegen. Die Sowjets haben in Turkestan und im Kaukasus ständig 26 Divisionen mit rund 250.000 Mann stationiert. Sie bringen zusammen mit Warschauer-Pakt-Verbündeten mühe-los 45 Divisionen auf die Beine, 30 davon in „Thraxien“, 15 im „Kaukasus“. Das sind etwa fünf Divisionen mehr als jene der NATO. Nicht nur

das. Rund ein Drittel der Sowjettruppen im Schwarzmeergebiet sind Eliteeinheiten. Sie verfügen auch über moderne Waffen, darunter mindestens 550 Kampfbomber der Typen Mig 21, 23 und 25, oder etwa 500 Kampfhubschrauber neuerer Bauart, gegenüber ein paar Dutzend veralteten Hubschraubern der Türken.

Die Amerikaner versuchen daher Verteidigungsschwächen der Türken durch eigene beachtliche Präsenz auszugleichen. Die Amerikaner unterhalten in der Türkei sechs große und 20 kleinere Militärbasen. Insgesamt haben sie rund 5000 Mann in der Türkei stationiert. Die meisten der Basen sind Beobachtungsstationen und Horchposten. Daneben betreiben die Amerikaner in der Türkei — zum Teil zusammen mit Ankara — vier der bedeutendsten „NATO“-Stützpunkte im Orient:

■ Incirlik bei Adana nahe der Grenze zu Syrien: Die Amerikaner haben in Incirlik u. a. eine Schwadron von F-4-Kampfbombern stationiert.

■ Pirinlik bei Diyarbakir: Von dort überwachen sie hauptsächlich den Iran, nachdem sie von der Islamischen Revolution aus Persien vertrieben wurden.

■ Golbasid südlich von Ankara: Golbasid ist das „NATO“-Ohr an sowjetischen Atombombenversuchen unter der Erde.

■ Sinop am Schwarzen Meer: Sinop verfolgt Militäraktivitäten der Russen im Schwarzen Meer sowie Raketen-tests der Sowjets in der Region.

NOTORISCH BELASTETES VERHÄLTNISS ZU DEN USA

Die Türken wurden demnach zum wichtigsten Verbündeten der Amerikaner in Südosteuropa und Vorderasien. Verteidigungspolitisch wesentlich bedeutender als etwa die Griechen. Das Verhältnis Washington—Ankara blieb aber seit der Türkeninvasion auf Zypern 1974 jahrelang notorisch belastet. Auf der einen Seite tolerierte die amerikanische Regierung unter maßgeblichem Einfluß des damaligen Außenministers Henry Kissinger den Einmarsch der Türken auf Zypern. Auf der anderen Seite verhängte der amerikanische Kongreß wegen dieser Intervention von 1975 bis 1978 ein Waffenembargo über die Türkei.

Ankara sucht verüberrgehend Militärsersatz bei den Sowjets, schaffte ihn aber wegen unterschiedlicher Waffensysteme nicht. Dann brach der Iran ein und die Amerikaner kamen wieder massiv auf die Türken zurück. Diese sind sich ihrer fast exklusiven Lage bewußt und pokern beinahart um mehr Geld mit den Amerikanern. 1983 haben beide Seiten neue Vereinbarungen unterzeichnet. Der Deal: Die Amerikaner wollen mehr Militärbasen in der Türkei für mehr Militärhilfe.

Türkei: „Jagdrech“ auf die Kurden? Im Golfkrieg Unterstützung für Irak

Kein Interesse an noch mehr US-Atomsprengeköpfen — Verteidigungspakt vor Auslaufen

„Wiener Zeitung“-Serie von Ferdinand Hennerbichler

II. und Schluß

Beide Seiten pokern langfristig: Die Amerikaner um Zugeständnisse, die Türken um mehr Geld. Ihr gemeinsamer Verteidigungspakt läuft im kommenden November aus. Im Dezember ist entweder eine Verlängerung oder ein neues Verteidigungsabkommen fällig.

Die Türken haben ihre Forderungen bereits auf den Tisch gelegt: Erhöhung der Militärhilfe an Ankara in den kommenden fünf Jahren auf insgesamt 165 Milliarden S. Die amerikanische Regierung lehnt ab. Sie wollte der Türkei in diesem Budgetjahr 20 Milliarden S Militärhilfe zugestehen. Der Kongreß strich diese Summe jedoch nach einem Aufschrei der griechischen Lobby auf 19 Milliarden S zusammen. Die Türken sind unzufrieden und streben mindestens 33 Milliarden S jährlich an.

Die Amerikaner möchten militärisch aus den Türken noch wesentlich mehr herausholen, so etwa mehr und modernere Atombomben lagern: Die Amerikaner haben bisher in zwölf verschiedenen Basen rund 20 SSM Boden-Boden-Raketen mit schätzungsweise 100 veralteten „Honest-John“-Atomsprengeköpfen lagern. Auch „Cruise-Missile“ Marschflugkörper sollen in der Türkei stationiert werden. Moskau protestiert heftig. Ankara sperrt sich.

Die Amerikaner sind daher in jüngster Vergangenheit merklich auf die Kriseninsel Zypern ausgewichen.

BRISANTE LAGE IM SÜDOSTEN

Nicht minder bisant hat sich die Südostfront der Türkei entwickelt, die

Region Mosul im Irak und die Gegend um das Dreiländereck Iran—Irak—Türkei. Dieses Gebiet ist eine Art „Südtirol“ der Türken im Orient. Die Türken verloren diese Gegend nach dem Zusammenbruch des Osmanischen Weltreiches zunächst 1920 im Vertrag von Sevres an die Briten und nach dem Friedensabkommen 1923 von Lausanne an die damals neu gegründete Haschemitenmonarchie Irak. Die Region Mosul sitzt geradezu auf Bodenschätzen und Erdöl. Die Tür-

kei hielt über Jahrzehnte hin ein wachsames Auge darauf. In jüngster Zeit mischt Ankara im Mosulgebiet sicherheitspolitisch immer stärker mit, allerdings mit Wissen und Kooperation Bagdads. Begonnen hatte das Engagement der Türken über die sensible Südostgrenze tief in den Irak hinein Ende der siebziger Jahre.

Damals formierte sich der kurdische Widerstand nach der blutigen Niederschlagung 1975 im Irak neu. Ankara fürchtete daraufhin zweierlei: Zum einen, daß die Kurden im Irak kurzfristig eine echte Autonomie, eine Art „Südtirolösung“, und langfristig einen eigenen Staat vor den Toren der Türkei erkämpfen würden.

Zum anderen hat Ankara Angst, mehr Rechte für die Kurden im Irak könnte ihnen auch in der Türkei Auftrieb geben und Anatolien in Aufruhr stürzen. Die Türken fühlten daher in Bagdad vor und erreichten vorerst Ende der siebziger Jahre eine Vereinbarung,

kurdische „Peschmergas“ kilometerweit auf das jeweilige Nachbarterritorium verfolgen zu dürfen. Als 1980 der Iran-Irak-Krieg ausbrach, verschärfte sich die Lage auch in der Mosulregion



Alltag in einem kurdischen Kaffeehaus

drastisch. Nun ging es nicht mehr nur um mehr Rechte für Kurden, sondern um die Erdölfelder von Kirkuk, um einen drohenden Einmarsch iranischer Truppen an der Nordfront in Kurdistan und ums Überleben des Iraks überhaupt.

Die Ergebnisse überschlugen sich. Der Irak wurde zunehmend schwächer. Die Türkei gewann an Einfluß über Grenzen hinweg. Die Türken hielten zunächst die Kurden recht und schlecht für Bagdad in Schach. Anfang der achtziger Jahre wurde es für den Irak auch an der Nordfront brenzlich.

Bagdad erweiterte Vereinbarungen mit Ankara, um Khomeini auszusperrn und die Kurden an die Kandare zu bekommen. Die Türkei bekam verbrieft, bewaffnete Kurden im Einvernehmen mit Bagdad 30 und mehr Kilometer tief in irakisches Territorium zu jagen, Lager der Kurden, Armenier und „Kommuunisten“ im Grenzgebiet zu zerstören sowie notfalls auch schwere Waffen, gepanzerte Hubschrauber und Kampfbomber gegen kurdische Rebellen im Irak einzusetzen. Erstmals schlug die Türkei in einer großangelegten Strafexpedition 1983 zu.

1984 war sie neuerlich am Sprung in den Irak, wurde aber durch internationale Proteste davon abgehalten. Kurden sagen, die Türken hätten seither noch immer Truppen auf irakischem Territorium stehen. Ankara bestreitet dies.

1984 erreichten die Türken aber selbst mit dem Iran eine Verständigung gegen „unliebsame Kurden“ über Grenzen hinweg. Auch Khomeini hat den Türken in bestimmten Fällen ein Jagdrecht auf Kurden bis auf irakisches Territorium eingeräumt. Jeweils nach Voranmeldung bei „den Mulahs“.

Der kurdische Widerstand erscheint dennoch ungebrochen. Er ist weiter nach Süden ausgewichen.

1984 haben die Türken dann zusammen mit den Saudis eine große Rettungskoooperation um den Irak begonnen — als Stellvertreter für Interessen der Amerikaner und des Westens. Die Saudis haben den Türken zunächst in bewährter Soheckbuchdiplomatie „Polisierersatz“ im Irak mit Erdöl bezahlt. Der Gesamtwert der Lieferungen wird auf rund 35 Milliarden \$ geschätzt. Der Deal: Die Türkei würde an der Nordgrenze den Zusammen-

bruch des Iraks verhindern und notfalls auch in Saudi-Arabien gegen Schia-Rebellen einspringen, sollte sich das Wüstenkönigreich eines Tages selbst nicht mehr verteidigen können. Gefechte an der Nordfront im vergangenen Sommer brachten dann die jüngste Entwicklung: Die Türkei hat Khomeini im Irak eine Sicherheitszone vorgelegt, eine Art „Litani“-Grenze, wie sie viele Jahre im Bürgerkrieg im Libanon existiert hat. Der „Litani“ der Mosulregion wurde für die Türken die alte Herrschaftsstraße der Briten von Mosul über Erbil nach Rawanduz und Mahabad im Iran, — die sogenannte „Hamilton-road“.



Ein typisches Kurdendorf

Foto: Henschel/Deutscher

IRANISCHER VORSTOSS AN DER „HAMILTON-ROAD“

Entlang dieser Straße gelang es iranischen „Pasdaran“ am Grenzort Haj Omran in der Nähe der irakischen Militärhochburg im Norden — Rawanduz — etwa 10 km irakisches Territorium zu erobern. An der Spitze der iranischen Truppen kämpften „Peschmergas“ der „Kurdischen Demokratischen Partei Irak“ unter Massoud Barzani. Weiter nördlich am Dreiländereck haben die Iraner in den Anfangsjahren des Golfkrieges nie einen Durchbruch in der Irak versucht. Deshalb nicht, weil sie iranische Kurden — vor allem der „Kurdischen demokratischen Partei Iran“ unter Dr. Rahman Qassemlou — daran gehindert haben.

Im Sommer 1984 wagten es die Iraner aber. Sie planteten massive Bodentruppen durch zwei bis drei Hochgebirgstäler auf einen von Bagdad entvölkerten Grenzstreifen in den Irak vorzuschieben, Artillerie und Raketen mit Transporthubschraubern über die Berge zu hieven und im Dreiländereck einen Brückenkopf zum Sturm auf Rawanduz und die Erdölfelder von Kirkuk aufzubauen. Damit hätten sie dem Irak das letzte wirtschaftliche Lebenslicht ausblasen und möglicherweise den Golfkrieg für sich entscheiden können.

Die Iraner fädelten diesen Angriff clever ein, begannen zunächst „offiziell“

in der Gegend um den Ourmieh-See entlang der Grenze zur Türkei iranische Flüchtlinge und Oppositionelle zu jagen, robbten dann allmählich ans Dreiländereck heran, bis die Türken alarmiert wurden. Generale im türkischen Kurdistan warnten die Iraner, nicht weiter vorzurücken, sonst wäre die Türkei gezwungen, im Irak einzumarschieren, militärisch erstmals im Golfkrieg zu intervenieren und den Zusammenbruch des Iraks zu verhindern. Die Iraner ließen daraufhin wieder Militärdruck ab. Die bisher größte Krise an der Nordfront in Kurdistan war vorläufig entschärft.

Die Türkei hatte damit erstmals offen eine „Sicherheitszone“ eigener Interessen im Irak definiert. Ankara würde nur einen Vormarsch der Iraner bis auf die Höhe der „Hamilton-road“ tolerieren. Nördlich davon breche auch für Khomeini der „Casus belli“ aus.

Der Iran steckt seither an der Nordfront im Golfkrieg mit seinen Truppen in unüberwindlichen Bergmassiven. In den Schluchten liegen Kurden in Schützengräben. Am Dreiländereck sind die Türken am Sprung.

Das Fazit: In jüngster Geschichte führen alle militärischen Wege von Südosteuropa bis nach Vorderasien über die Türkei. In Freiheit für die Stärkeren. In Unterdrückung für die Schwächeren. Zum „Status quo“ für die ganz Großen. In Washington wie in Moskau.

IRAK

Des «canons à eau» dans le désert des Kurdes !

Kirkouk. Vendredi 6 septembre. 300 km au nord de Bagdad. Les sirènes gémissent par deux fois au-dessus de la vieille ville kurde. Les moutons, attachés devant les maisons, et les vaches, sur leurs monticules de détrit, ne bronchent pas. Les passants lèvent le nez sans affolement. Et pourtant. «Chaque coup de sirène annonce qu'un avion ennemi tente de franchir la frontière» précise le Nancéien Gérard Ramelli, directeur technique de la Sogréah. La guerre, ici, est dans l'air qu'on respire. Elle n'inquiète pas malgré les 400 morts qu'elle fait chaque jour en moyenne. Elle est à la fois proche et lointaine. Elle s'en va et elle revient, du Nord au Sud, tous les quatre mois, comme un sombre vol migrateur dans ce ciel babylonien. Elle tonne sur les cimes. Ou bien elle descend faire des clins d'œil discrets en ville : avec ces petits cerceaux en ville : avec ces petits cerceaux de bois blanc, tout rafistolés, qui rentrent du front sur le toit des taxis ! avec ces patrouilles de gendarmerie qui traquent les déserteurs descendus des collines. La plupart du temps les fuyards appartiennent à la communauté chiite qui représente 60 % de la population irakienne et qui se laisse troubler, quelque fois, par les rengaines de Khomeiny.

«Nous n'avions pas entendu d'alertes à Kirkouk depuis des mois. Mais cette semaine, ça recommence au Nord» ajoute Gérard Ramelli. En effet, après avoir embrasé le Sud, le conflit se déplace maintenant dans les massifs qui grimpent jusqu'à 2000 mètres d'altitude. Les supôts du grand Ayatollah tentent de s'infiltrer, par vagues éclatées, dans l'ocre rocheux et pelé du Kurdistan. L'aviation de Téhéran les couvre tant bien que mal. Elle rêve de faire partir en fumée les champs pétrolifères de l'Irak, éparpillés dans cet espace austère. Pour se venger des huit derniers bombardements de Bagdad sur l'île de Kharg, les pilotes iraniens ont même un objectif très précis : la destruction du pipe-line irakien qui serpente à travers les crêtes en direction de la Turquie. Mais aucun raid ne semble avoir atteint sa cible jusqu'à ce jour. Visiblement l'aviation de Khomeiny n'a plus la même efficacité de pénétration qu'au début du

Aujourd'hui, après cinq ans de conflit, l'Irak se bat au Nord, mais sur trois fronts : contre les «fous de Khomeiny» ; contre les Kurdes ; et contre... la désertification. Un Lorrain dirige à Kirkouk, un plan d'irrigation unique au monde qui fait fleurir le désert au milieu de la guerre. C'est comme un mirage d'espoir en enfer.



Un million de morts iraniens. 300.000 morts irakiens. Estimation vague et douloureuse. Dans les marais du Sud les hommes de Khomeiny se sont embourbés depuis mars dernier (notre photo).

conflit. «2514 soldats iraniens ont été tués sur les 5000 qui ont tenté d'envahir les frontières du Nord, lundi matin à 5 h» précise un porte-parole de l'armée irakienne sans que l'on puisse vérifier ses dires sur le terrain.

Pres de Kirkouk dans un désert de croûtes poussiéreuses, plusieurs forêts de pylônes rouges ont été dressées autour des centres de production d'hydrocarbures. Des câbles sont tendus entre ces fines tours filifil. L'ensemble constitue une gigantesque toile d'araignée métallique ou les chasseurs ennemis, qui arriveraient en rase-mottes, se casseraient obligatoirement le nez. Partout des fusées Sam, au sol, sont couplées avec leurs radars.

«La route de l'Est qui relie Bagdad à Kirkouk, et qui longe la montagne, a été interdite à nos gens» ajoute Gérard Ramelli. Et pour cause ! Des poignées de Kurdes récalcitrants, réfugiés sur les sommets, font quelques descentes sur cet axe pour voler des voitures ou enlever des travailleurs étrangers. C'est dans cette région qu'ont été kidnappés, précisément, deux ingénieurs français de la Sogréah retenus en otage pendant six mois. «Le trimestre dernier un Coréen, un Roumain et un Japonais ont encore été rafflés par la résistance» dit le Lorrain. En cinq ans, on ne compte plus le nombre de techniciens occidentaux qui se sont fait happer ainsi par ces commandos de montagnards

en culottes bouillantes. Les Kurdes, qui fascinent un peu trop souvent leurs victimes, demeureraient imprévisibles et insaisissables. Un jour ils sont avec Bagdad. Le lendemain ils sont contre. Talabani, l'ex jeune-loup du parti démocratique des Kurdes irakiens a retourné sa veste. Il est de nouveau en dissidence et voudrait faire, de Kirkouk, la capitale du Kurdistan libéré. Mais tous ses «frères» ne marchent pas dans ses traces. Nombre d'entre eux acceptent l'embryon d'autonomie qui leur a été accordée par Bagdad et résistent aux assauts iraniens. Ils ont leur propre force de sécurité qui circule dans le secteur. Les Ayatollahs espéraient retourner, contre Saddam Hussein, la majorité de ce peuple anarchique (et

mas européen, comme le peuple perse). Mais en vain. Les mouvements kurdes, qui sont en perte de vitesse, se livrent donc à un chassé-croisé saignant et désordonné, actuellement, au cœur du conflit.

Ces remous régionaux n'empêchent pas l'Irak de mener une troisième guerre dans la région : la bataille contre la désertification. Et ce n'est pas la moins spectaculaire. Le Lorrain Gérard Ramelli est justement là pour ça. Pour surveiller la réalisation d'un plan d'irrigation unique au monde. «300.000 hectares à mettre en cultures dans une zone de 250 km de long et de 50 km de large. En partant d'un barrage établi sur une rivière du Kurdistan et d'un réservoir qui régule le cours de l'eau, 26.000 km de canaux et de sous-canaux vont partir en ramifications dans cette zone».

Il faut voir ces veines liquides se répandre, se subdiviser à l'infini, entre terre et sable, entre torchères et batteries antiaériennes. 15.000 hectares ont déjà pu être humidifiés par d'énormes canons à eau, rouges et noirs, qui aspergent les extrémités du désert, et se replient automatiquement vers leurs bases, en glissant au sol, sans intervention humaine. La verdure a jailli pour la première fois cette année. Elle luit comme un mirage, couleur d'espoir, dans les perspectives guerrières du Golfe. Les Kurdes et les nomades viennent maintenant se rafraîchir sur ces rives artificielles.

«Mais il faut tout vider, de temps en temps, pour vérifier les installations. Ces gens qui ont vécu sans eau pendant des siècles se mettent à crier au scandale quand on les prive, pour quelques

jours, de ce lux nouveau. On a l'impression qu'ils ne pourraient plus s'en passer. C'est tout juste s'ils ne vous tirent pas dessus avec leurs kalachnikov».

La Sogréah qui est à la tête de ces travaux herculéens encadre sur le terrain 50 Français, 100 Irakiens, et 50 Sri Lankais.

«Il faut refaire l'Irak des Abbassides. A leur époque la route Bagdad-Damas était appelée «La Noire» à cause des arbres qui faisaient de l'ombre sur cet axe. Il faut recréer ces conditions sur notre désert. Nous allons drainer tout l'espace. Ça prendra 15 ou 20 ans. Et ça coûtera un milliard de dinars (30 milliards de F)» disait Saddam Hussein en 1972. Malgré la guerre il a tenu ses promesses pour mettre ses pas dans la voie historique des bâtisseurs sumériens qui ont inventé le drainage, précisément, sur cette terre, en 2500 avant Jésus-Christ. Comme ils ont inventé l'astronomie et les premières lois écrites de l'humanité.

Maintenant il ne reste plus, ici, qu'à inventer la Paix !

(A suivre)

Gérard Fénéon



La guerre est partout dans l'air qu'on respire, entre les souks et les mosquées.



Saddam Hussein fait peser sur le pays sa poigne de fer et ses sourires en effigie. Les portraits géants du président fleurissent partout en tenue de maréchal, en bédouin, en lunettes Ray Ban, en père tranquille avec une gamine sur les genoux, en para ou en conducteur de char...

TURCHIA

PER I CURDI CAMPI DI MORTE

Nell'ultimo anno il governo di Ozal ha accentuato la repressione perché teme la rivolta di 12 milioni di "turchi della montagna".

Sforzi del Partito dei lavoratori del Kurdistan per creare l'unità della sinistra. Il ruolo delle forze armate turche contro i movimenti di liberazione per garantire il pronto intervento della Nato.

«Il Kurdistan turco è in stato d'assedio. La legge marziale è in vigore in 17 delle venti province curde. E dove non viene applicata la legge marziale, è stato dichiarato lo stato di emergenza» — afferma durante un'intervista Kemal Burkay, segretario generale del Partito socialista del Kurdistan di Turchia. E puntualizza: «La repressione contro i 12 milioni di curdi si è intensificata nell'ultimo anno. Comandos specializzati dell'esercito, tipo berretti verdi, compiono massicci rastrellamenti nel Kurdistan, con l'appoggio di elicotteri. Entrano nei villaggi. Ammassano tutta la popolazione, uomini e donne, nella piazza principale. I sospettati di collusione con i patrioti curdi vengono prelevati e sottoposti a sevizie. Ad esempio vengono immersi per una-due ore nell'acqua gelata dei fiumi, torturati fino a quando non rivelano i nomi dei nazionalisti curdi. Alcuni sono deceduti o sono rimasti invalidi».

La repressione si è accentuata dopo l'agosto del 1984. Ha lo scopo di terrorizzare la popolazione e intimidire i nazionalisti curdi, in particolare i militanti del Partito dei lavoratori del Kurdistan (Pkk), che hanno intensificato gli attentati contro obiettivi militari nell'area di Siirt, Hakkari, Bitlis. «Possiamo parlare di una limitata democratizzazione della Turchia, malgrado i tentativi del governo di Özal di dare all'estero un'immagine di ri-

spettabilità». E prosegue Burkay: «Come si fa a parlare di rispetto dei diritti umani quando la stessa Costituzione turca prevede la deportazione e limita la libertà di movimento del popolo curdo?».

La legge concede alla polizia di procedere alle perquisizioni e di mettere sotto controllo i telefoni senza l'avallo della magistratura. Nel Kurdistan, e in particolare nell'area "calda" di Dersin, un contadi-

no deve ottenere il permesso della polizia per recarsi al villaggio vicino. I pastori, che sono alla base dell'economia curda, devono notificare alle autorità i loro spostamenti con i greggi. Le famiglie di nazionalisti curdi sono mandate nell'Anatolia occidentale, per spezzare i legami con la popolazione e con il movimento nazionale curdo. Ad esempio cinque famiglie dei villaggi di Ricik e Huldman nell'area di Dersim sono state inviate a Bursa e Kastomonu. E qui sorgono grossi problemi economici perché devono risiedere in hotel che non possono pagare e vengono quindi letteralmente cacciate in mezzo alla strada.

Il regime turco ha avviato la strategia di rendere "terra di nessuno" per una profondità di venti chilometri i confini con Iran e Iraq. Questo ennesimo tentativo di spezzare i forti legami tra i curdi di Turchia con quelli dei paesi limitrofi (Iran, Iraq, Siria) ha condotto allo spopolamento di circa 50 villaggi. Inoltre le autorità cercano di bloccare lo sviluppo economico dell'area. È stato vietato alle famiglie che vivono al confine di possedere oltre tre mucche, bufali o cammelli, dieci animali da cortile, oltre venti chili di olio d'oliva, ecc. È un mezzo per mantenerle nella povertà e per disincentivare l'ospitalità ai curdi che attraversano clandestinamente la frontiera.

Il regime di Ankara paventa che i 12 milioni di curdi turchi, metà del popolo curdo, possano intraprendere la lotta armata su vasta scala per rivendicare i diritti nazionali, come i curdi iracheni e iraniani. Per questo da oltre mezzo secolo Ankara nega l'esistenza del Kurdistan e dei curdi, chiamati ufficialmente «turchi della montagna». In mancanza di statistiche ufficiali, alcune fonti curde affermano che ci sono circa seimila curdi nelle carceri del Kurdistan e altrettanti



Guerriglieri sulle montagne del Kurdistan iracheno

in quelle di Ankara, Izmir, Istanbul. I militanti del Pkk sono trattati con particolare crudeltà. Nei loro confronti il pubblico ministero ha chiesto oltre 600 condanne a morte, nei processi di massa che si sono susseguiti negli ultimi anni. Almeno dieci membri sono deceduti in carcere.

Le prigioni turche godono di pessima fama. E le nove carceri situate nel Kurdistan sono chiamate «Campi della morte». La prigione più vasta è quella di Diyarbakir, con cinquemila detenuti, quasi tutti curdi. Torture e percosse sono all'ordine del giorno. Alcuni militanti del Pkk hanno fatto uscire clandestinamente dal carcere alcune testimonianze: «Non abbiamo più denti. Udiamo molto male. Non vediamo oltre i due metri». Centinaia sono i carcerati paralizzati e invalidi per le torture. La visita dei parenti non può superare i tre minuti settimanali. La conversazione deve svolgersi in turco. Poiché molti curdi non conoscono la lingua ufficiale, sono posti nell'impossibilità di comunicare con i familiari. La cella ospita da 10 a 150 detenuti. Spesso quattro o cinque carcerati devono spartirsi un letto e una coperta.

Il mancato rispetto dei diritti umani in Turchia è stato esaminato dal Parlamento europeo che il 18 aprile di quest'anno ha adottato una risoluzione presentata dal gruppo comunista. Sono duramente stigmatizzati «la flagrante violazione dei diritti dell'uomo e il terrorismo sanguinario in Turchia». Il regime turco è ritenuto responsabile di aver «ingaggiato una campagna di genocidio sistematico nei confronti della minoranza curda». Il documento riporta che in un processo: «l'accusa ha chiesto la pena di morte nei confronti di 13 imputati, tra cui due ragazzi con meno di 16 anni, e quattro altre persone non hanno potuto presentarsi in tribunale perché decedute per le torture inflitte».

«In Turchia c'è la caricatura della democrazia. Sono necessari mutamenti radicali per cambiare la situazione del popolo curdo» sottolinea Burkay. E prosegue: «Nel novembre del 1984 sei organizzazioni curde e turche hanno fondato l'Unità della sinistra di Turchia e del Kurdistan di Turchia. È un primo passo per

rafforzare l'unità tra le forze della sinistra curda e turca». Vi fanno parte quattro gruppi turchi (Partito comunista di Turchia, Partito socialista dei lavoratori di Turchia, Partito dei lavoratori di Turchia, Partito comunista dei lavoratori di Turchia) e due gruppi curdi (Partito socialista del Kurdistan di Turchia, Partito dell'avanguardia dei lavoratori del Kurdistan).

«I nostri obiettivi. Abbattere il regime fascista turco e democratizzare il paese. Vogliamo introdurre profondi mutamenti: rimuovere l'oppressione del popolo curdo e avviare l'autodeterminazione, attuare la riforma agraria, troncare i legami e la dipendenza dall'imperialismo, far entrare la Turchia nel blocco dei paesi non-allineati. L'Unità della sinistra è pronta a collaborare con tutte le forze democratiche e antifasciste. Ma sussistono molte difficoltà. Non ultimo il settarismo di alcune organizzazioni di sinistra. In Turchia lo sciovinismo è molto forte, anche tra gli intellettuali democratici per i quali è molto difficile parlare dei diritti del popolo curdo. La storia ci invita a intraprendere questo passo. Nel Kurdistan di Iraq e Iran la lotta armata ha

posto sotto il controllo curdo vasti territori. Ma non è sufficiente. La lotta armata deve andare di pari passo con la democratizzazione dello Stato».

Il segretario generale critica le scelte di fondo del Pkk che «è l'unica organizzazione curda che ha iniziato la lotta armata nel Kurdistan turco. Ma i tempi non sono maturi. Le loro azioni sbagliate sono state prese a pretesto dalle forze armate per accentuare la repressione nel Kurdistan e vengono strumentalizzate dal regime colonialista per fini propagandistici. Noi non siamo contro la lotta armata. Ma prima bisogna organizzare il popolo e preparare le condizioni interne e internazionali».

Né si deve dimenticare che in una dichiarazione comune del 2 novembre 1984 i partiti progressisti curdi di Iran, Iraq e Turchia hanno sottolineato: «La Turchia, che è divenuta una base di primo piano per le forze Nato e di rapido intervento, svolge oggi più che mai il ruolo di gendarme verso i movimenti di liberazione di tutti i popoli dell'area medio-orientale e, in particolare, del popolo curdo e del movimento nazionale curdo».

Mirella Galletti

Mirella Galletti

Giornalista professionista, specializzata in questioni curde. Fa parte del Gruppo di ricerca sul Medio Oriente contemporaneo (Grmoc) e dello Sponsor Committee della rivista scientifica *Studia kurdica* dell'Istituto curdo di Parigi.

FRA TEHERAN E ANKARA UN OLEODOTTO DI COMPLICITA'

Durante una recente visita ad Ankara, il primo ministro iraniano Hussein Musavi ha firmato un protocollo con il governo turco. È prevista la costruzione di un oleodotto che trasporterà il greggio iraniano attraverso la Turchia fino al Mediterraneo, e di un gasdotto che giungerà fino all'Europa occidentale. Costo previsto 14 miliardi di dollari.

Per far decollare il progetto, che prevede il passaggio del gasdotto e dell'oleodotto nel Kurdistan a una distanza di dieci chilometri, Teheran ha ottenuto concrete garanzie per un intervento militare turco nella repressione del movimento curdo in Iran, che da sette anni combatte contro il regime khomeinista. Attualmente i guerriglieri curdi sono in grado di bloccare i lavori con attacchi e attentati.

Il Partito democratico del Kurdistan d'Iran ha rivelato che vi sono stati numerosi incontri tra le autorità turche e iraniane. Il 9 maggio 1985 un comandante in campo della 4ª divisione di Urmia ha incontrato un alto comandante militare turco a Gavar, nella regione frontaliera di Sero, a 40 km da Urmia. Durante il colloquio sono stati presi accordi per azioni congiunte dei due eserciti contro i guerriglieri curdi in Iran.

Successivamente unità dell'esercito turco, su richiesta di Teheran, sono penetrate in Iran e congiuntamente a unità iraniane, hanno preso parte a operazioni contro i curdi. In particolare sono state stanziare truppe nella regione di Galibardarçh, occupando aree controllate dal Pdk Iran.



Consulat suédois occupé par des Kurdes

Une vingtaine de Kurdes occupaient à nouveau vendredi matin le consulat de Suède, situé 15, rue Pierre-Fatio, tout comme leur compatriotes occupent d'autres consulats suédois dans le reste de l'Europe et notamment à Lausanne et à Bâle. La précédente occupation du même consulat par les Kurdes avait eu lieu le 25 mai dernier.

D'une part, il s'agit pour la diaspora kurde de soutenir la grève de la faim de leur compatriote Ahmet Ulusoy, débutée le 1er septembre, bientôt imitée par trois autres Kurdes, tous quatre s'estimant victimes de décisions « antidémocratiques » de la part du gouvernement suédois. En effet, ces Kurdes ont été accusés de faire partis d'un réseau terroriste. Leur avocat, H. Yldirim a été également interpellé et gardé à vue.

D'autre part, il s'agit pour les Kurdes de souligner la lutte que ceux-ci mènent actuellement en Turquie pour libérer le Kurdistan surtout depuis août 1984. Rappelons à ce propos que sur les 25 millions de membres du peuple kurde, 11 millions se trouvent en Turquie, le reste étant réparti entre l'Irak, l'Iran et la Syrie.

Le consul de Suède étant absent de Genève, c'est le vice-consul, Mme Inga Nordin, qui nous a déclaré que cette occupation s'est passée en douceur, qu'aucune violence ou menace ne lui avait été faite et qu'en conséquence, elle n'avait pas jugé nécessaire de faire appel à la police ou de déposer plainte (comme en mai dernier). Concernant les accusations portées par les Kurdes contre la Suède, elle a précisé: « Il faut bien comprendre que nous avons nos lois ».

Jean-Jacques MARTEAU

LA CROIX 4.10.1985

« RENDEZ-NOUS NOS ENFANTS »

LA GRÈVE DE LA FAIM DE DEUX RÉFUGIÉS EN TURQUIE, POUR FAIRE SORTIR LEURS ENFANTS DE PRISON

Un large boulevard aux immeubles cossus, dans un des « beaux quartiers » de Paris; une plaque, un drapeau, deux policiers en faction et... allongées sur le trottoir, sous des affiches maladroitement écrites fixées à l'arbre le plus proche, deux personnes qui jeûnent depuis trois semaines: quelques habitants du quartier, quelques personnes qui y travaillent ou y circulent occasionnellement se sont bien un jour ou l'autre arrêtés pour comprendre, voire pour chercher à savoir s'il y avait « quelque chose à faire ». Mais quoi, des grévistes de la faim devant un consulat, n'est-ce pas devenu une situation presque banale, et devant laquelle, en tout cas, on se sent très vite désarmé?

« Rendez-nous nos enfants »: bien-tôt, après trois semaines passées dans une quasi-indifférence générale devant le consulat de Turquie, à Paris, c'est à Strasbourg, devant le Palais du Conseil de l'Europe, que les époux Cagdas iront renouveler leur appel. Tous deux, aujourd'hui reconnus « réfugiés politiques » en France, ont dû quitter leur pays, séparément et clandestinement, en 1980, lors de la prise du pouvoir par la junte militaire toujours en place. Mais leurs enfants leur

avaient déjà été enlevés par la police.

Sont-ils des otages, est-ce « simplement » que l'on ne sait pas quoi faire d'eux? Toujours est-il qu'ils sont, d'après les seules nouvelles imprécises que leurs parents ont pu recueillir par d'autres réfugiés arrivés ultérieurement en France, maintenus dans un « orphelinat » public. Le garçon - 3 ans à l'époque - a eu la jambe brisée lors d'une séance de torture où on l'interrogeait sur ses parents et est définitivement handicapé.

Militants de gauche, les Cagdas sont peut-être aussi particulièrement frappés par la répression du fait qu'ils sont des « Alevites », groupe ethnico-religieux doublement minoritaire en Turquie, parce que chiïte dans un pays officiellement laïc mais à majorité musulmane sunnite, parce que kurde, mais formant une minorité spécifique au sein de ce peuple, lui-même déjà minoritaire et en conflit avec les autorités de la Turquie (comme d'autres pays voisins)... Quoi qu'il en soit, malgré l'appui que leur apportent des avocats liés à des organisations telles qu'Amnesty International, les Cagdas « crient dans le désert »... « Rendez-nous nos enfants »: les entendra-t-on mieux à Strasbourg qu'à Paris?

Étienne GAU

APPEL

A l'initiative de M. Jean-Pierre Fourre, vice-président de l'Assemblée nationale française et député de Seine-et-Marne, les représentants de la communauté internationale se mobilisent en faveur des condamnés de l'Association turque pour la paix (Comité de la paix de Turquie).

200 PARLEMENTAIRES DE 21 PAYS ONT DÉJÀ SIGNÉ CET APPEL

Le procès ouvert contre les dirigeants du Comité de la paix de Turquie est terminé.

Six des dix-huit dirigeants de ce Comité, dont le président, l'ancien ambassadeur Mahmet Dikerdem, et le vice-président, ancien bâtonnier d'Istanbul, Orhan Apaydin, ont été condamnés à cinq et huit ans de prison ferme.

Cependant, grâce à l'action de la solidarité de tous les partisans de la paix et des défenseurs des Droits de l'homme, MM. Dikerdem et Apaydin ont été remis récemment en liberté provisoire, après de longs mois de détention. Alors que la défense a fait appel à la Cour de cassation militaire, un second procès vient de s'ouvrir contre quarante-huit anciens membres du Comité de la paix de Turquie. D'après l'acte d'accusation du procureur militaire, ce second procès sera élargi et concernera cent cinquante et une personnes.

Ces hommes sont traduits sur le banc des accusés pour le seul délit d'opinion parce que s'étant prononcés pour une paix juste et durable, pour le désarmement et le respect des accords de l'Acte final d'Helsinki. Ils n'ont participé à aucune action terroriste, ils n'ont commis aucun crime.

Solidaires de leur action, nous autres parlementaires signataires demandons en conséquence aux autorités turques de prendre toutes mesures pour cesser le procès en cours et assurer la libération des membres du Comité de la paix de Turquie.

LES 200 PARLEMENTAIRES DE

France, Allemagne de l'Ouest, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse...

Aasen Liv (Norvège); Adevalh-Poef Maunce (France); Agerschou Asbjorn (Danemark); Alders Hans (Pays-Bas); Alegre Manuel (Portugal); Aho Arja (Finlande); Anciant Jean (France); Andersen Carsten (Danemark); Andersen Jytte (Danemark); Andersson Sivert (Suède); Anselme Bernard (Belgique); Antich Belada Jaime (Espagne); Antoni Varese (Italie); Asselborn Jean (Luxembourg); Aumont Robert (France); Bahilo Fernandez Alejandro-Jesus (Espagne); Baldwin Peter (Australie); Ballet Bo I Puig Anna (Espagne); Bally Georges (France); Balmgère Paul (France); Bapt Gérard (France); Barron Kevin (Grande-Bretagne); Barthe Jean-Jacques (France); Bessanini Franco (Italie); Beteux Jean-Claude (France); Bayou Raoul (France); Beauhfs Jean (France); Becchetti Italo (Italie); Beche Guy (France); Beckers de Bruijn R. (Pays-Bas); Becq Jacques (France); Belorgey Jean-Michel (France); Benn Tony (Grande-Bretagne); Bennedeon Dorte (Danemark); Bennet Andrew (Grande-Bretagne); Berenguer Fuster Luis (Espagne); Bergh Harry Van Den (Pays-Bas); Birmingham Gerry (Grande-Bretagne); Bernard Pierre (France); Bernard Roland (France); Bernier Gille (Canada); Barrier Noël (France); Billion Alain (France); Binding Rudolf (Allemagne de l'Ouest); Blaauw Jan Dirk (Pays-Bas); Bliako Serge (France); Bodry Avax (Luxembourg); Bofill Abelha Pedro (Espagne); Bogaerts August (Belgique); Bonnemaison Gilbert (France); Bonrepaux Augustin (France); Boyes Roland (Grande-Bretagne); Branzé Georgette (Belgique); Brown Ronald (Grande-Bretagne); Bru Purn Carlos Mans (Espagne); Bucher Norman (Grande-Bretagne); Buchner Peter (Allemagne de l'Ouest); Budtz Lasse (Danemark); Bueno Vicente Joposo Miguel (Espagne); Burgeon Willy (Belgique); Busquin Philippe (Belgique); Bourmejer JF (Pays-Bas); Caborn Richard (Grande-Bretagne); Campbell Graeme (Australie); Campos Antonio (Portugal); Cartelat Michal (France); Car-

traut Raoul (France); Cassaing Jean-Claude (France); Cassidy Mike (Canada); Castellano Cardalinguet Pablo (Espagne); Catenhusen Wolf Michael (Allemagne de l'Ouest); Cerezo Galau Pedro (Espagne); Chaigneau Colette (France); Chanfaut Guy (France); Chenard Alan (France); Chouat Didier (France); Clotas Salvador (Espagne); Coeme Guy (Belgique); Cohen Harry (Grande-Bretagne); Colin Georges (France); Collet Hugo (Allemagne de l'Ouest); Collignon Robert (Belgique); Colomb Gerard (France); Colom Joan (Espagne); Colonna Jean-Hugues (France); Conradi Peter (Allemagne de l'Ouest); Cortois Willy (Belgique); Cox Tom (Grande-Bretagne); Crespo Rodolfo (Portugal); Cunillera Térésa (Espagne); Curto Abilo Alexo (Portugal); Curto Francisco Marcelo (Portugal); Daios C.I. (Pays-Bas); Daras José (Belgique); Declercq Raphaél (Belgique); Defossat Léon (Belgique); Dejardin Claude (Belgique); Deisuze Olivier (Belgique); Delizee Roger (Belgique); De Loor Herman (Belgique); Deneys Heidi (Suisse); Densor Robert (Belgique); De Rosse Proinsias (Irlande); Detremmerie Jean-Pierre (Belgique); Donckeleger Willy (Luxembourg); Duve Fremut (Allemagne de l'Ouest); Engwilde Maerten (Pays-Bas); Err Lyde (Luxembourg); Es Andree Van (Pays-Bas); Escobano Reimosa Luis (Espagne); Espersen Ole (Danemark); Faber Alice (Danemark); Fayot Ben (Luxembourg); Fleming Arnika (Grèce) (CE); Forde Einar (Norvège); Fosson Aksel (Norvège); Fourre Jean-Pierre (France); Franck Hans Goran (Suisse); Friedli Valentine (Suisse); Gansel Norbart (Allemagne de l'Ouest); Goidet Cécilia (France); Granerud Terje (Norvège); Grösch Mathias (Luxembourg); Gugerbeuer Norbert (Autriche); Gulbrandsen Thor-Eirik (Norvège); Gunnarsson Geir (Islande); Gunter Paul (Suisse); Gustafsson Stig (Suède); Gyldenkilde Lilli (Danemark); Heeskerup Hans (Danemark); Hend Gerry

(Australie); Hansen Birthe (Danemark); Herdy Peter (Grande-Bretagne); Herms Inger (Danemark); Hawlicek Hilde (Autriche); Hendl Kurt (Autriche); Heigadottir Gudrun (Islande); Hengel René (Luxembourg); Hermann Laif (Danemark); Hessele Hans (Autriche); Howe Brian (Australie); Hugues lord (Grande-Bretagne); Hummel Rein P. (Pays-Bas); Jacobsen Therning (Danemark); Jankowitsch Peter (Autriche); Johnsen Sigbjorn (Norvège); Jorgensen Paul Qvist (Danemark); Jull David Francis (Australie); Kaneko Mitsu (Japon); Kelm-Hansen Christian (Danemark); Knutzen Thés (Norvège); Koefoed Ingerlise (Danemark); Kollwelter René (Luxembourg); Konacny Albrecht (Autriche); Lagorce Pierre (France); Lahti-Nuuttia Pentti (Finlande); Lankhorst Peter (Pays-Bas); Langmore John V. (Australie); Lee Michael (Australie); Lindh Anne (Suède); Linster Roger (Luxembourg); Lund Torben (Danemark); Lunde Jaa (Danemark); Lunde Kjellborg (Norvège); Lykketoft Mogens (Danemark); Marques Margarida (Portugal); Martinez Miguel Angel (Espagne) (CE); Mateus Rui (Portugal); Mejer Wim (Pays-Bas); Mocoour Marcel (France); Muurman Peter (Finlande); Nilsen Arne (Norvège); Nyby Mets (Finlande); Oan Olaf (Norvège); Pignion Lucien (France); Rebello de Sousa Antonio (Portugal); Regenwetter Jean (Luxembourg); Reimann Fritz (Suisse); Riesen Jean (Suisse); Robbioni Dario (Suisse); Roque Lino Jose Maria (Portugal); Rubi Fred (Suisse); Ruffy Victor (Suisse); Sainte Marie Michel (France); Scheuer Joseph (Luxembourg); Schroeder Aly (Luxembourg); Schöle Kurt (Suisse); Sense Gilbert (France); Sotto Mayor Cardia Mario (Portugal); Spak A.G. Van der (Pays-Bas); Synnes Harold (Norvège); Tito de Moraes (Portugal); Veleand Lars (Norvège); Verde Josep (Espagne) (CE); Voyatzis Georges (Grèce) (CE); Willems Wilbert (Pays-Bas); Wilquin Claude (France).

CET APPEL S'ADRESSE A TOUS

Les signatures sont à envoyer à :

M. Jean-Pierre FOURRE

vice-président de l'Assemblée nationale
ASSEMBLÉE NATIONALE

126, rue de l'Université - 75355 PARIS

ENFERMEMENT

Le recensement paralyse les Turcs

Pour cause de recensement, un couvre-feu a été imposé dimanche par les autorités turques aux 50 millions d'habitants.

Ankara (AFP)

Rues désertes, cafés, cinémas et stades fermés, trains, autobus et avions immobilisés : la Turquie était paralysée dimanche pour cause de recensement national et les quelque 50 millions d'habitants, n'ayant pas le droit de sortir de chez eux, n'avaient que la possibilité de suivre les six films programmés par la télévision.

Le couvre-feu a été imposé dans tout le pays de 7h (5h GMT) du matin jusqu'à 17h (15h GMT), heure de clôture des opérations de recensement. Seuls les services d'urgence (hôpitaux, pompiers, police) et certaines installations vitales telles que les centrales électriques ont fonctionné avec un service minimum.

En vertu de ce système de recensement unique au monde, selon la direction de l'Institut National de la Statistique, même les étrangers résidant en Turquie et les touristes ont dû répondre à une série de 42 questions présentées par 450 000 fonctionnaires. Le directeur de l'Institut, M. Nuhut Goner, a affirmé que les réponses à ce questionnaire portant notamment sur l'âge, la profession, les ressources, l'état de santé ou la religion demeureront confidentielles et ne pourront, en aucun cas, être transmises à d'autres organismes de l'Etat.

Une question portant sur les langues étrangères éventuellement parlées et la mention du kurde, à côté du français, de l'arabe ou de l'anglais, dans le manuel d'instructions des enquêteurs, a amené la Cour de sécurité de l'Etat à ouvrir une enquête sur la rédaction de ce manuel. La pratique du kurde, parlée par quelque huit millions de personnes dans l'Est du pays, est en effet officiellement interdite.

Les recensements nationaux ont lieu tous les cinq ans en Turquie. Le dernier, en 1980, faisait état d'une

population de 44.736.957 habitants. Elle est estimée, aujourd'hui, à plus de 50 millions, sur la base d'un taux de croissance élevé de 12% par an. Mais les résultats ne seront connus que dans deux ans.

L'obligation pour toute la population - à l'exception des médecins, des policiers et des militaires en service ainsi que des journalistes et de quelques diplomates étrangers - de passer une journée cloîtrés et de subir le couvre-feu comme aux heures les plus sombres de la loi martiale a soulevé certaines critiques envers cette « méthode primitive ». Toute personne non munie d'un laissez-passer, surprise dans les rues d'Ankara ou d'Istanbul exceptionnellement libres des inextricables embouteillages habituels, ou dans l'ensemble du pays, profitant du retour du soleil après une semaine de pluie, était passible d'une peine allant d'une amende de 500 livres (environ un dollar) à six mois de prison.

Le président Kenan Evren a laissé entendre dimanche que le prochain recensement serait moins contraignant. L'utilisation de l'informatique qui commence à se répandre en Turquie, doit en effet permettre d'assouplir ce système, a-t-on estimé à l'Institut National de la Statistique. Pour toute consolation, les Turcs, qui s'étaient pressés samedi dans les magasins pour faire leurs provisions - même la vente du pain, aliment de base, a été interdite dimanche -, ont pu suivre un programme exceptionnel sur l'unique chaîne de télévision qui a diffusé, dès le matin, six films dont le célèbre « Chantons sous la pluie » de l'Américain Gene Kelly.

Pierre LANFRANCHI

Avec une moyenne de 171 détenus pour 100.000 habitants

TURQUIE : RECORD D'EUROPE

La situation des droits de l'homme ne justifie pas la reprise des relations entre la CEE et la dictature d'Ankara, affirme le rapport d'un député travailliste britannique soumis à l'Assemblée européenne

De notre envoyée spéciale

FAUT-IL, oui ou non, rétablir les relations officielles entre l'Assemblée européenne et l'Assemblée nationale de Turquie (Etat associé à la CEE), gelées depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980 ? Tel est l'enjeu du débat qui se déroule à l'Assemblée de Strasbourg. Un débat qui, soit dit en passant, n'a pas semblé passionner les parlementaires européens fort peu nombreux à intervenir dans la discussion du rapport présenté par le député travailliste britannique Richard Balfe.

Le rapport de Richard Balfe, après enquête menée sur place au mois de mai, estime que « la situation des droits de l'homme en Turquie ne justifie nullement que le Parlement européen revienne sur sa décision d'octobre dernier » et que « la délégation du Parlement au comité mixte avec l'Assemblée nationale de Turquie doit rester en suspens ».

L'exposé des motifs énumère les principaux droits démocratiques qui continuent d'être ouvertement bafoués par les autorités turques : droit à la vie, puisque la peine de mort est toujours appliquée et que le chef d'Etat, le général Evren, ne manifeste nullement l'intention d'en finir avec cette pratique ; droit à l'intégrité physique et à la sécurité : la torture reste « une pratique courante et systématique qui, selon toute apparence, n'est pas en régression sensible » ; droit à être juge de façon équitable : les droits de la défense sont constamment bafoués, les interminables procès de masse devant les tribunaux militaires continuent ; droit d'expression : « de nombreux auteurs et éditeurs sont poursuivis pour avoir exprimé des opinions non violentes et une nouvelle loi dote la police de pouvoirs étendus en matière de censure, de contrôle des activités culturelles et d'arrestations sans mandat » ; droit des minorités : « violé en permanence au Kurdistan » ; droits politiques et syndicaux « toujours sévèrement limités ».



Scène de procès en Turquie. Les tribunaux militaires ne chôment pas.

Avec une moyenne de 171 détenus politiques pour 100.000 habitants, la Turquie détient un record d'Europe en matière de répression.

Cela n'a pas empêché le représentant de la droite européenne de réclamer le rétablissement de liens avec la Turquie sous prétexte que « des progrès sensibles ont été accomplis ». « Ne maintenons nous pas des liens avec le COMECOM et avec l'Oguzda ou la violation des droits de l'homme dépasse l'imagination », s'est même écrié un conservateur britannique. M. Prager, dont les propositions d'ajournement, si elles étaient retenues, consistaient à la résolution en caractères d'interdiction de censure, d'arrestation d'Ankara.

Francis Wurtz, à la tête du groupe orléanais, a aussi prononcé en faveur de la résolution de Richard Balfe et du gel des relations officielles avec la Tur-

que. Mais il a noté qu'en dépit de la gravité de la situation décrite par le rapport et confirmée par une délégation des forces progressistes turques venue à Strasbourg, « les Etats membres de la CEE semblent s'être mis d'accord pour soutenir le gouvernement turc, y compris sur le plan financier ».

Ainsi, a-t-il rappelé, la réponse que lui avait faite en juin dernier Roland Dumas, ministre des Relations extérieures : « Un effort de démocratisation a été entrepris, écrivait le ministre, la France se doit d'en prendre acte et n'entend plus s'opposer à la libération des crédits consentis par la CEE. »

« Ce n'est pas un hasard, conclut Francis Wurtz, si le Conseil des ministres des Dix a réinscrit dans le budget 1985 les crédits et l'aide spéciale à la Turquie que l'Assemblée avait pourtant gelés. »

La position du gouvernement français rejoint donc celle défendue dans le courant du débat par la droite européenne.

Cela alors même que la France est au nombre des cinq pays du Conseil de l'Europe qui ont saisi la Commission des droits de l'homme d'une plainte contre la Turquie, plainte jugée recevable et qui donne lieu actuellement à une enquête. Une contradiction qui explique peut-être l'extrême discrétion dont ont fait preuve, dans le débat, les socialistes français : en fait, ils ne sont même pas intervenus !

Françoise Germain-Robin

ASSEMBLEE EUROPEENNE

Faut-il rétablir des relations avec la dictature turque ?

La droite dit «oui», le P.S. se tait, le P.C.F. y est opposé

Faut-il, oui ou non, rétablir les relations officielles entre l'Assemblée européenne et l'Assemblée nationale de Turquie gelées depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980 ? Tel est l'enjeu du débat qui se déroule à l'Assemblée de Strasbourg. Un débat qui d'ailleurs ne semble pas passionner les parlementaires européens, fort peu nombreux à intervenir dans la discussion du rapport présenté par le député travailliste britannique Richard Balse.

L'exposé des motifs énumère les principaux droits démocratiques bafoués par les autorités turques : droit à la vie (la peine de mort est toujours appliquée), droit à l'intégrité physique et à la sécurité (la torture reste une pratique courante), droit à être jugé de façon équitable, droit d'expression (une nouvelle loi dote la police des pouvoirs étendus en matière de censure), droit des minorités (violés en permanence au Kurdistan) et droits politiques et syndicaux (toujours sévèrement limités).

Autant de réalités confirmées par une délégation des six partis

d'union de la gauche et d'associations démocratiques de Turquie venue témoigner d'un « durcissement du régime ». Les membres de cette délégation ont également rappelé qu'avec « 171 détenus pour 100.000 habitants, la Turquie détient le record d'Europe en la matière », que depuis le 12 septembre 1980, 27 personnes condamnées à mort pour délit d'opinion ont été exécutées et que 500 condamnés à mort attendent confirmation de leur peine.

Ce qui n'a pas empêché les représentants de la droite européenne de réclamer le rétablissement des liens avec la Turquie sous prétexte que « des progrès sensibles ont été accomplis »...

Francis Wurtz, au nom du groupe communiste, s'est prononcé en faveur de la résolution du rapport Balse et du gel de toutes relations avec la Turquie. Mais il a noté qu'en dépit de la gravité de la situation décrite par le rapport, « les Etats membres de la C.E.E. soutiennent le gouvernement turc, y compris sur le plan financier ». Ainsi, a-t-il

rappelé, la réponse que lui avait faite en juin dernier, Roland Dumas, ministre des Relations extérieures : « Un effort de démocratisation a été entrepris », écrivait le ministre, la France se doit d'en prendre acte et n'entend plus s'opposer à la libération des crédits consentis par la CEE ».

« Ce n'est pas un hasard, conclut Francis Wurtz, si le Conseil a réinscrit dans le budget 1985 les crédits et l'aide spéciale à la Turquie que l'Assemblée avait pourtant gelés ».

La position du gouvernement français rejoint donc celle défendue dans le courant du débat par la droite européenne. Cela alors même que la France est au nombre des cinq pays du Conseil de l'Europe qui ont saisi la Commission des Droits de l'Homme d'une plainte contre la Turquie qui donne lieu actuellement à une enquête. Une contradiction qui explique peut-être l'extrême discrétion dont ont fait preuve dans le débat les socialistes français : en fait, ils ne sont même pas intervenus !

VAR MATIN 27.10.1985

Turquie : neuf militaires tués par des Kurdes

Neuf militaires turcs ont été tués par des séparatistes kurdes, lors de l'attaque, vendredi, d'un poste de l'armée sur la frontière turco-irakienne (sud-est du pays).

Le raid effectué par un commando du Parti des travailleurs kurdes (P.K.K., principale organisation kurde) a eu lieu contre un poste-frontière dans le village d'Andic, près de la ville de Cukurca, dans la province montagneuse de Hakkari, frontalière avec l'Irak au Sud et l'Iran à l'Est, a-t-on ajouté de même source.

Les rebelles, qui ont pu s'enfuir sans subir de pertes, ont

attaqué à l'arme automatique et au lance-roquettes. L'incident n'a été ni confirmé ni démenti de source officielle turque.

On ignore si les rebelles venaient d'Irak ou avaient lancé leur opération à partir du territoire turc.

Le ministre turc de l'Intérieur, M. Yildirim Akbulut, avait déclaré la semaine dernière à Ankara que les forces de sécurité (armée, gendarmerie et police) avaient renforcé leur dispositif le long des frontières irakienne et syrienne pour prévenir toute infiltration de commandos kurdes.

Le raid de vendredi, soulignent les observateurs, est l'un des plus meurtriers depuis la reprise des combats dans l'est et le sud-est de la Turquie, le 15 août 1984. Une trêve de près de quatre ans avait, en effet, suivi le coup d'Etat militaire de septembre 1980 qui avait provoqué une sévère répression dans les rangs des séparatistes.

Depuis un peu plus d'un an, 180 rebelles, 74 civils et 68 militaires ont été tués dans les provinces d'Anatolie orientale, toujours soumises à la loi martiale, selon des bilans officiels communiqués par l'état-major et le ministère de l'Intérieur turc.

TURQUIE

Neuf militaires tués par des séparatistes kurdes

Neuf militaires turcs ont été tués par des séparatistes kurdes lors de l'attaque, vendredi, d'un poste de l'armée sur la frontière turco-irakienne (sud-est du pays), a-t-on appris samedi à Ankara de source bien informée.

● Le raid effectué par un commando du Parti des travailleurs kurdes (PKK - principale organisation kurde) a eu lieu contre un poste frontière dans le village d'Andic, près de la ville de Cukurca, dans la province montagneuse de Hakkari, frontalière avec l'Irak au sud, et l'Iran à l'est, a-t-on ajouté de même source. Les rebelles, qui ont pu s'enfuir sans subir de pertes, ont attaqué à l'arme automatique et au lance-roquettes. L'incident n'a été ni confirmé ni démenti de source officielle turque.

On ignore si les rebelles venaient d'Irak ou avaient lancé leur opération à partir du territoire turc. Le ministre turc de l'Intérieur, M. Yildirim Akbulut, avait déclaré la semaine dernière à Ankara que les forces de sécurité (armée, gendarmerie et police) avaient renforcé leur dispositif le long des frontières irakienne et syrienne pour prévenir toute infiltration de commandos kurdes.

Le raid de vendredi est l'un des plus meurtriers depuis la reprise de combats dans l'est et le sud-est de la Turquie, le 15 août 1984. Une trêve de près de quatre ans avait en effet suivi le coup d'Etat militaire de septembre 1980 qui avait provoqué une sévère répression dans les rangs des séparatistes.

Opérations de ratissage

Pour lutter contre les infiltrations de militants kurdes venant d'Irak ou d'Iran où cette communauté est largement implantée, Ankara avait tenté l'an dernier de passer de

accords avec Bagdad et Ankara, non sans succès dans le premier cas. L'armée turque avait été autorisée il y a exactement un an à mener des opérations de ratissage plusieurs kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. Après avoir critiqué l'accord turco-irakien, les autorités iraniennes s'étaient refusées à collaborer avec Ankara.

Depuis un an, 108 rebelles, 74 civils et 68 militaires ont été tués officiellement en « Anatolie orientale », le gouvernement turc se refusant à évoquer le Kurdistan. Selon des sources bien informées, ces chiffres seraient nettement sous-évalués.

LA CROIX

29.10.1985

Un poste de l'armée turque attaqué par les Kurdes

■ Le poste frontière du village d'Andic, près de la ville de Cukurca, dans la province montagneuse de Hakkari, à la frontière avec l'Irak, a été attaqué le 25 octobre par des séparatistes kurdes qui ont tué neuf gendarmes turcs. Ce raid est le plus meurtrier depuis la reprise des combats entre séparatistes et l'armée turque le 15 août 1984. Les insurgés kurdes basés aussi bien en Turquie qu'en Irak appartiennent en large majorité au parti des travailleurs kurdes. Ils sont plusieurs milliers et réclament l'indépendance pour les provinces de l'est de la Turquie, ainsi que la constitution d'un Etat du Kurdistan qui regrouperait également les régions kurdes du nord de l'Irak et de l'Iran.

La guerre oubliée des Kurdes de Turquie

● Une guerre oubliée et qui ne veut pas dire son nom, celle des séparatistes kurdes de Turquie, refait surface à l'occasion de la mort de neuf gendarmes turcs tués vendredi par un commando de séparatistes kurdes lors d'un raid sur la frontière turco-irakienne. Ce raid visait le poste frontière du village d'Andic, dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Irak, toujours soumise à la loi martiale.

C'est l'incident le plus meurtrier depuis la reprise des combats entre les séparatistes et l'armée turque, le 15 août 1984. Après une trêve de près de quatre ans, au lendemain du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, et une sévère répression dans leurs rangs, les séparatistes avaient lancé un nouveau défi au pouvoir central d'Ankara. Estimés à plusieurs milliers, les insurgés appartiennent en très large majorité au Parti des travailleurs kurdes (PKK). Ils réclament toujours l'indépendance pour les provinces de l'est de la Turquie, peuplées, selon les estimations, de neuf à douze millions d'habitants généralement d'origine kurde.

Ces régions désolées et montagneuses, parsemées de camps militaires, sont les plus pauvres de Turquie.

Tout en accusant régulièrement « certains pays voisins de soutenir les rebelles », Ankara, qui axe sa politique étrangère sur le bon voisinage, s'est toujours gardée de nommer les pays en question, notamment l'Iran et l'Irak avec lesquels elle veut jouer un rôle de médiateur. □

29.10.1985

Turquie

NEUF SOLDATS TUÉS PAR DES « SÉPARATISTES » KURDES

Ankara (AFP, AP). — Neuf militaires turcs ont été tués par des maquisards kurdes lors de l'attaque, le vendredi 25 octobre, d'un poste de gendarmerie situé dans le village d'Andic, dans la province de Hakkari, près de la frontière irakienne. Les rebelles kurdes, qui ont attaqué le poste fortifié à la mitrailleuse et au lance-roquettes, ont pu s'enfuir sans subir de pertes.

Ce raid est l'un des plus meurtriers effectués par les rebelles kurdes, qualifiés de « séparatistes » par les autorités turques.

Le commando rebelle appartiendrait au Parti des travailleurs kurdes (PKK, principale organisation kurde), très bien implanté dans la province de Hakkari, indique-t-on de source bien informée à Ankara.

Depuis la reprise des affrontements, il y a plus d'un an, 108 rebelles, 59 militaires et 74 civils ont été tués dans cette partie du pays, selon les bilans officiels. Selon des sources bien informées, les pertes réelles des deux côtés, ainsi que dans la population civile, sont plus lourdes.

Les régions montagneuses du sud-est de la Turquie, où la population est en grande majorité kurde, sont étroitement surveillées par des dizaines de milliers de soldats, qui contrôlent la population et s'efforcent d'empêcher l'infiltration de groupes armés venus d'Irak, d'Iran ou de Syrie (le Monde du 16 juillet).

5.10.1985

SUÈDE

Assassinat d'un communiste kurde

Stockholm. — Un Kurde de vingt-neuf ans a été assassiné de trois balles de revolver dans la nuque, dans la soirée du samedi 2 novembre, à Stockholm. Il était, selon la police suédoise, ancien membre du comité central du Parti communiste du Kurdistan, un mouvement clandestin qui a déjà menacé à plusieurs reprises d'exécuter les militants dissidents. L'attentat a été commis lors d'une manifestation culturelle organisée à la Maison des citoyens par un mouvement rival, de tendance social-démocrate, et à laquelle participaient environ six cents personnes.

Lundi matin, les enquêteurs n'avaient toujours pas réussi à déterminer l'identité exacte de la victime, qui résidait illégalement en Suède, ni celle du meurtrier, qui était en possession d'un passeport français et d'autres papiers d'identité portant différents noms. Il ne parle apparemment que le turc. Le 20 juin 1984 déjà, un Kurde de vingt-six ans, Enver Ata, avait été abattu en pleine rue dans la ville d'Upsal. — (Corresp.)

L'Humanité

7. 11. 1985

► DEUX GENDARMES TURCS ont été tués mardi soir lors de l'attaque par des patriotes kurdes de la prison de Kigi, une locante de l'est de la Turquie.

Irak-Kurdistan

Troubles dans le Kurdistan irakien, selon le "comité français contre la répression en Irak".

PARIS, 5 nov (AFP) - Des troubles ont éclaté dans le Kurdistan irakien depuis le 15 octobre 1985, notamment à Souleymanieh, nord de l'Irak, à la suite d'une "campagne de recrutement forcé" par l'armée irakienne, indique un communiqué du "comité français contre la répression en Irak" publié mardi à Paris.

Les troubles, selon ce communiqué et selon des informations recueillies auprès d'un responsable communiste irakien de passage à Paris, ont également pour origine "la restitution à leurs familles de 60 cadavres", sans qu'il ait été possible aux parents des victimes de savoir si ceux-ci sont morts des suites des tortures ou au cours de batailles rangées avec les forces gouvernementales.

Le communiqué ajoute que les "troubles se sont étendus par la suite à Erbil et à plusieurs autres villes" et que d'"importantes manifestations d'ouvriers et d'étudiants appuyées par la population hostiles à la poursuite de la guerre irako-iranienne) et à la dictature" ont également eu lieu.

L'armée irakienne poursuit le communiqué, "a répondu par une répression sévère continue, en cours, engageant 30.000 soldats et miliciens procédant aux bombardements des villes par l'aviation et se livrant à des exécutions sommaires". Selon le communiqué, "plus d'une centaine de morts et plus de 300 blessés" ont été dénombrés dans les rangs de la population depuis le début des troubles.

Le Monde 29.10.1985

Un soir, à Mahabad

Un Kurde qui est pendu à Mahabad pour le meurtre d'un pasdar n'a droit à aucune ligne dans la presse occidentale; un Noir qui est pendu à Pretoria pour l'assassinat d'un policier fait la une de la grande presse mondiale pendant toute une semaine (...).

Un dictateur qui a fait massacrer ou exécuter plus de 120 000 personnes en cinq ans n'a droit à aucun blâme particulier, si ce n'est quelques murmures de la part des ligues et mouvements charitatifs et humanitaires; un dictateur qui a fait tuer un millier de personnes et qui soulève la colère et la réprobation de la quasi-totalité de l'humanité...

Manifester devant le régime d'Afrique du Sud et boycotter ce régime raciste est une sauterie; manifester devant l'armée de l'Irak et rejeter un régime qui serait encore mieux...

Devant la mort, les cadavres noirs ou blancs devraient peser le même poids!

F SAHEBJAM
(Neuilly-sur-Seine)

LE MATIN

31.10 1985

DEUX SOVIETIQUES PRISONNIERS DES KURDES

Une organisation autonomiste du Kurdistan, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), en lutte contre le gouvernement irakien, annonce avoir capturé deux experts soviétiques en Irak. Cette organisation s'est déjà signalée par l'enlèvement de vingt-six étrangers travaillant en Irak en mars dernier. Selon le mouvement « *les sociétés étrangères doivent avoir leur accord et pas seulement celui du gouvernement pour travailler en Irak* ». L'organisation kurde affirme, d'autre part, que neuf cents enfants kurdes ont été enlevés par la police irakienne, expédiés dans un camp et torturés. Trois d'entre eux seraient morts. Des manifestations auraient éclaté dans les lycées, entraînant la fermeture de nombreuses écoles, par le régime irakien.

L'Humanité

13. 11. 1985

REPRESSION DANS LE KURDISTAN IRAKIEN

L'armée irakienne a déclenché une violente répression dans plusieurs villes du Kurdistan, à la suite de manifestations hostiles au régime de Saddam Hussein, selon l'organisation humanitaire Société pour la défense des peuples menacés. C'est l'interpellation par l'armée de 900 enfants de dix à quatorze ans à Souleymanieh, au mois de septembre, au cours d'une chasse systématique à l'opposant, qui a provoqué de vives réactions populaires, indique la même organisation. Des centaines d'adultes ont été arrêtés et trois enfants auraient été tués. A Souleymanieh, une manifestation organisée par le régime le 4 novembre s'est transformée en contre-manifestation et aurait été suivie de 160 exécutions, croit également savoir la Société pour la défense des peuples menacés.

Die Türkei tut sich schwer mit ihrem Minderheitenproblem

„Kurden sind nichts anderes als Basken für Spanien“

Von unserem Korrespondenten
Istanbul, im Oktober

Am Sonntag herrscht in der Türkei eine landesweite Ausgangssperre bis 17 Uhr. Der Grund ist allerdings undramatisch: Es findet die zwölfte Volkszählung seit der Republikgründung im Jahre 1923 statt. Es dürfte festgestellt werden, daß das türkische Volk die 50-Millionen-Marke fast erreicht, wenn nicht gar überschritten hat. Vor rund sechs Jahrzehnten lebten rund zwölf Millionen Menschen innerhalb der unverändert gebliebenen Grenzen auf einer Fläche, die mit 780 000 Quadratkilometern etwa dreimal so groß ist wie die Bundesrepublik Deutschland.

Rund 450 000 Volkszählungsbeauftragte, meist Studenten, werden von Haus zu Haus ziehen und dabei ein auskunftswilliges Volk vorfinden, von dem die bundesdeutschen Statistiker nur träumen können. Doch ganz ohne Probleme ist die Volkszählung auch in der Türkei nicht, wo viele politische und ethnische Minderheiten leben. So rückt wieder das Kurden-Problem sowohl politisch als auch statistisch in den Vordergrund. Entfacht wurde die Minderheitendiskussion von der Istanbuler Tageszeitung „Günes“, die sich dagegen ausgesprochen hat, daß Kurdisch als Fremdsprache akzeptiert wird.

Eine der Fragen zielt auf die Beherrschung von Fremdsprachen. Da heißt es in der Anweisung für die Datensammler, wie „Günes“ herausfand: „Schreiben Sie beispielsweise Englisch, Französisch, Kurdisch, Arabisch oder eine andere Sprache auf.“ Wenn Kurdisch als Fremdsprache akzeptiert wird — gibt es dann

nicht auch eine kurdische Minderheit? Staatsminister und Regierungssprecher Mesut Yilmaz erklärt dazu, im Vertrag von Lausanne (1923) habe die Türkei nur drei Gruppen Minderheitenrechte zugestanden: Den Orthodoxen (darunter fallen Griechen und Bulgaren), den Armeniern und den Juden. Den Angehörigen dieser Religionsgemeinschaften wird erlaubt, ihre Sprache zu pflegen, Schulen mit der entsprechenden Unterrichtssprache zu besuchen und bei Behördengängen, beispielsweise vor Gericht, einen Dolmetscher zur Seite gestellt zu bekommen. Darum heißt es in der offiziellen Darstellung: „In der Türkei leben nur türkische Staatsbürger. Bei Volkszählungen wird nicht nach Türken und Kurden getrennt.“

Minister Yilmaz dementiert nicht, daß es in der Türkei Kurden gibt, deren Zahl je nach Quelle zwischen fünf und acht Millionen schwankt: „Sie werden auf keinen Fall systematisch unterdrückt, wie unsere unbelehrbaren Gegner im Ausland behaupten. Kurden sind für uns nichts anderes als Basken für Spanien und Korsen für Frankreich. Daß die Kurden, die türkische Staatsbürger sind, zu einem Problem geworden sind, resultiert aus der Rückständigkeit Ostanatoliens. Wir unternehmen zur Zeit die größten Anstrengungen unserer Geschichte, um Ostanatolien zu modernisieren. Darunter sind riesige Kraftwerks- und Staudammprojekte. Wenn die Region bald die Lebensqualität Westanatoliens aufweist, wird sich die sogenannte Kurdenproblematik von selbst erledigen.“

Für die Aussage des Ministers spricht, daß es dort keine Kurdenprobleme gibt, wo es den

Kurden verhältnismäßig gutgeht. Das ist im Westen Anatoliens oder in Großstädten der Fall.

Realität ist aber der Guerillakrieg, den bewaffnete kurdische Separatisten zusammen mit politisch und religiös extremistischen Gruppen gegen die Türkei führen und der seit fast einem Jahr verlustreich verläuft. Wäre es da nicht einfacher, den Kurden Minderheitenrechte zuzugestehen?

„Nein“, meint Yilmaz: „Wir können uns terroristischem Druck, der von ausländischen Mächten geschürt wird, nicht beugen. Es geht uns nicht darum, nach den bequemsten Lösungswegen zu suchen. Wir könnten uns auch andere Probleme unseres Landes beispielsweise durch die Schaffung einer chauvinistischen Atmosphäre, was in der Türkei ganz einfach sein dürfte, vom Halse halten.“

Wenn Türken auf Kurden angesprochen werden, verweisen sie oft auf die vielen unterschiedlichen Dialekte, die die Kurden sprechen. „Was ist kurdisch?“, lautet die Frage. Ferner heißt es, Kurden seien ein Leben in Stämmen gewohnt, verbunden mit der Frage: „Welche Stämme sollen die Kurden repräsentieren?“ Minister Yilmaz sagte dazu: „Wenn heute ein separater kurdischer Staat geschaffen würde, würden sich die kurdischen Stämme verschiedener Glaubensrichtungen gegenseitig rücksichtslos bekämpfen, was wir beispielsweise im unkontrollierten Norden Iraks beobachten. Nur über eine schnelle Entwicklung Ostanatoliens führt der Weg zum innenpolitischen Frieden. Das wissen alle vernünftigen Denker.“

Baha Güngör

Kurden gegen Türken

Der Guerilla-Krieg in Südost-Anatolien

Von Baha Güngör (Istanbul)

An Erfolgsmeldungen über die Operationen türkischer Einheiten im Südosten Anatoliens besteht in den türkischen Landeszeitungen seit Wochen kein Mangel. Täglich wird ausführlich über Siege der „glorreichen türkischen Armee gegen Terroristen und Banditen“ aus der Problemregion berichtet, wo kurdische Separatisten Mitte August einen Guerilla-Krieg gegen die Türkei gestartet haben. Aber ohne Kooperation mit den benachbarten Ländern Iran und Irak bedeutet keine Langzeit-Garantie für „Ruhe und Ordnung“ in Südost-Anatolien. Das seit fünf Jahren andauernde iranisch-irakische Krieg und andere Wirren der Nahen Ostens schränken den Spielraum für strikte Neutralität bemühten Regierungen in Ankara auf ein Minimum ein.

Ende Mai vergangenen Jahres wurden rund 4000 türkischen Elitesoldaten in Einvernehmen mit der Führung in Bagdad kurdische Separatisten und deren Regimefeinde bis zu 20 Kilometern in den Irak zu verfolgen und im Verlauf dieser Operation etwa 2000 Terroristen festzunehmen. Mitte der vergangenen Woche gab es in Ankara kaum noch Zweifel daran, daß auch diesmal die seit rund zwei Monaten dauernde „Friedensoperation“ und die anschließende sogenannte „Sonnenecke“ wieder auf irakisches Territorium verlagert werden. Der tür-

kische Ministerpräsident Özal selbst hatte nach einem Besuch seines Außenministers Halefoglu und des stellvertretenden Generalstabschefs Öztoran in Bagdad mit dem Nachbarland „koordinierte Aktionen gegen Terroristen“ angekündigt.

Diesmal jedoch hatte Ankara die Rechnung ohne den Iran gemacht, obwohl Özal in seiner Regierungserklärung vor dem Parlament ähnliche Vereinbarungen auch mit der Führung in Teheran in Aussicht gestellt hatte. Seit Sonntag bemüht sich der türkische Innenminister Tanriyar und erneut General Öztoran in der iranischen Hauptstadt um Zustimmung zu „koordinierten Aktionen“, was im Verlauf der türkischen Operationen Grenzüberschreitungen ermöglichen soll. Zudem übermittelte der türkische Staatschef Evren dem iranischen Präsidenten Khamenei eine Botschaft, in der die Neutralität der Türkei im Golf-Krieg bekräftigt wird. Aber der Iran scheint zu gemeinsamen Aktionen gegen die Kurden doch nicht bereit zu sein, wie türkische Zeitungen in ihren Montagsausgaben berichteten.

In Ankara ist derweil die Regierung darum bemüht, Meldungen über grenzüberschreitende Operationen der Türken auf irakischem Territorium zu dementieren. Außenminister Halefoglu warf ausländischen Journalisten vor, Falschmeldungen zu verbreiten und die türkische

Presse negativ zu beeinflussen. Demgegenüber versichern westliche Korrespondenten, ihre Informationen fast ausschließlich aus türkischen Kreisen zu beziehen.

Die Türkei ist offensichtlich zwischen die propagandistischen Fronten im iranisch-irakischen Krieg geraten. Dieser in den letzten Tagen erneut heftiger tobende Krieg ermöglichte es, daß kurdische und armenische Guerillas sowie kommunistische Untergrundkämpfer in der Türkei, die Nachbarländer als Hinterhalt zu benutzen. Zu sehr waren Iran und Irak auf den südlichen Frontverlauf am persischen Golf konzentriert. Andererseits benutzen beide Kriegsparteien die Kurden auf gegnerischem Territorium gegen das jeweilige Regime zu mobilisieren. Die Leidtragenden sind die Türken, die am 6. November den ersten Jahrestag der Parlamentswahl vom vergangenen Jahr nach dreijähriger Militärherrschaft eigentlich aus einer inneren Stabilität heraus feiern wollten.

Eine besondere Rolle spielt nach Ansicht von Beobachtern Syrien, wo nach Meinung türkischer Regierungskreise in Palästinaerlagern „kurdische“, armenische und türkische Terroristen“ ausgebildet werden. Doch politische Aktivitäten Ankaras gegenüber Damaskus sind bislang noch peinlich vermieden worden.

MANNHEIMER MORGEN

Dienstag, 23. Oktober 1984

KURDS 10-17

ATHENS, OCT. 17 (UPI) -- KURDISH GUERRILLAS WIPED OUT AN ENTIRE BATTALION OF ABOUT 400 IRANIAN REVOLUTIONARY GUARDS+ IN A RECENT CLASH IN NORTHWESTERN IRAN, A SPOKESMAN FOR THE KURDISTAN DEMOCRATIC PARTY OF IRAN SAID THURSDAY.

THE GUERRILLAS ATTACKED A GOVERNMENT MILITARY BASE AT SALAS BAVERJANI, 53 MILES (85 KM) FROM PAVEH, THE SPOKESMAN SAID.

+DURING THE FIGHTING, THE AMMUNITION DEPOT AT THE BASE CAUGHT FIRE AND BLEW UP, WIPING OUT THE ENTIRE BATTALION,+ HE SAID.

THE GUERRILLAS LATER ATTACKED ANOTHER GOVERNMENT BASE NEARBY, KILLING 36 GUARDS, THE KUPI SPOKESMAN SAID.

GUERRILLAS AND GOVERNMENT FORCES ENGAGED IN +A SERIES OF CLASHES AFTER THE BATTALION WAS WIPED OUT ... A TOTAL OF 73 GUARDS WERE KILLED,+ HE SAID.

THERE WAS NO IMMEDIATE CONFIRMATION FROM GOVERNMENT OR INDEPENDENT SOURCES.

THE KUPI, LED BY ABDUR REHMAN QASEMLOU, IS SEEKING AUTONOMY FROM THE IRANIAN GOVERNMENT AND HAS BEEN FIGHTING A GUERRILLA WAR AGAINST THE FORCES OF IRANIAN SPIRITUAL LEADER AYATOLLAH RUHOLLAH KHOMAYNI FOR MORE THAN SIX YEARS.

THE KUPI SPOKESMAN SAID THAT WITH THE APPROACH OF COLD WEATHER IN THE KURDISH MOUNTAINS, THE GUERRILLAS HAVE BEGUN A SERIES OF ATTACKS ON GOVERNMENT FORCES.

OTHER CLASHES OCCURRED NEAR URUMIEN, SARDASHT, NARABAD AND APESHAR DURING THE PAST FEW DAYS, HE SAID.

IN JUNE, GOVERNMENT FORCES LAUNCHED AN OFFENSIVE AGAINST THE GUERRILLAS AIMED AT DISLODGING THEM FROM MOUNTAIN BASES NEAR THE IRAQI BORDER. BOTH SIDES CLAIMED THEY INFLECTED HEAVY LOSSES ON THE OTHER BUT THE KUPI SAID THE GOVERNMENT OFFENSIVE FAILED BEFORE THE FIGHTING DIED DOWN IN AUGUST.

IRAN ALSO HAS BEEN ENGAGED IN A MORE THAN 5-YEAR-OLD WAR WITH IRAQ THAT ERYPTED FROM A TERRITORIAL DISPUTE OVER THE SHATT AL-ARAB WATERWAY IN THE NORTHERN END OF THE GULF.

ANKARA, OCT 26 (AFP) - KURDISH SEPARATISTS KILLED NINE TURKISH SOLDIERS IN AN ATTACK ON AN ARMY POST ON THE TURKISH-IRAQI BORDER, AN INFORMED SOURCE SAID HERE TODAY.

THE INSURGENTS FLED UNHARMED AFTER ATTACKING THE ARMY POST CLOSE TO THE VILLAGE OF ANDIC, NEAR THE BORDER TOWN OF CUKURCA IN THE SOUTHEASTERN PROVINCE OF HAKKARI, WITH AUTOMATIC WEAPONS AND ROCKET LAUNCHERS, THE SOURCE SAID.

IT WAS ONE OF THE BLOODIEST RAIDS AGAINST TURKISH TROOPS BY SEPARATISTS BELIEVED TO BE MEMBERS OF THE KURDISH WORKERS' PARTY, THE PKK, SINCE FIGHTING BETWEEN THE TWO SIDES RESUMED IN AUGUST 1984 AFTER A BRIEF LULL.

SINCE THEN, ACCORDING TO OFFICIAL TURKISH FIGURES, 108 INSURGENTS, 59 SOLDIERS AND 74 CIVILIANS HAVE BEEN KILLED IN CLASHES IN EASTERN AND SOUTHEASTERN TURKEY.

PARIS, OCT 29 (AFP) - KURDISH GUERRILLAS IN IRAQ HAVE CAPTURED TWO SOVIET EXPERTS AND ARE HOLDING THEM AT THE HEADQUARTERS OF THE KURDISTAN PATRIOTIC UNION (KPU) IN THE "LIBERATED ZONES OF IRAQI KURDISTAN," ACCORDING TO A KPU COMMUNIQUE ISSUED HERE TODAY.

THE COMMUNIQUE SAID THE TWO RUSSIANS WERE CAPTURED ON OCTOBER 10 NEAR IRBIL IN NORTHERN IRAQ AND "WILL NOT BE FREED UNTIL THE AUTHORITIES CONCERNED HAVE CONTACTED AND NEGOTIATED WITH THE KPU LEADERSHIP."

THE TWO CAPTIVES WERE NAMED AS VOLODIA ANDRIOV AND VOLODIA IVAN IVANOTROV.

THE COMMUNIQUE ALSO ACCUSED THE IRAQI GOVERNMENT OF ARRESTING SINCE SEPTEMBER MORE THAN 900 KURDISH CHILDREN AGED FROM 8 TO 14 IN THE NORTHERN IRAQI CITY OF SULAYMANIYEH.

KPU GUERRILLAS ANNOUNCED A RESUMPTION OF THEIR ATTACKS ON IRAQI TARGETS IN JANUARY THIS YEAR AFTER TALKS BROKE DOWN AIMED AT A RAPPROCHEMENT WITH THE BAGHDAD GOVERNMENT.

A GROUP OF KURDISH INTELLECTUALS IN SYDNEY HAS CALLED ON THE WORLD ISLAMIC CONGRESS SECRETARIAT IN PAKISTAN NOT TO CLOSE ITS EYES TO THE DISCRIMINATION AGAINST KURDS IN THE MIDDLE EAST.

THE CALL HAS COME IN A TELEGRAM SENT BY THE COMMITTEE FOR SOLIDARITY WITH THE KURDS SUPPORTING THE ISLAMIC CONGRESS IN ITS CRITICISM OF HUMAN RIGHTS VIOLATIONS AGAINST TURKS IN BULGARIA.

THE COMMITTEE SAYS WHILE TURKS ARE BEING DISCRIMINATED AGAINST IN BULGARIA, KURDS ARE SUFFERING DISCRIMINATION IN TURKEY, IRAN, IRAQ AND SYRIA.

THE GROUP SAYS THAT IN TURKEY THE KURDISH LANGUAGE, KURDISH MUSIC AND KURDISH TRADITIONAL COSTUMES ARE FORBIDDEN.

THE SYDNEY GROUP ASKS THE ISLAMIC CONGRESS TO MAKE A STATEMENT ON THE DISCRIMINATION SUFFERED BY KURDS. + ++



KÖSE
M. ALİ
BİRAND

Milliyet
Halk Gazetesi

23.10.1985

KÜRT SORUNU AVRUPA'DA GİDEREK YAYGINLAŞIYOR...

ORTADOĞU'da dört ülkeye dağılmış durumda yaşayan ve kendilerini "Kürt" olarak görenler, Batı Avrupa'da mücadele veriyorlar. Son 4-5 yıldır da, epey mesafe almaya başladıkları artık çok açık biçimde görülüyor.

İsveç'te kendi dillerinde yayın, eğitim olanağını kabul ettirdikten sonra, şimdi de Almanya'yı sıkıştırıyorlar. İleri sürdükleri en önemli nokta da "**Kendilerinin Türkler, İspanyol ve İtalyanlar'dan sonra en geniş yabancı grubu oluşturduklarını**" belirterek, diğerlerine ne yapıyorsa aynıni istemeleri. İşte bu çerçeve içinde, Kürtçe TV yayını, radyo yayını, mahkemelerde Kürtçe tercüman, okullarda eğitim vs....

Almanya'da sosyal demokrat uğraşı için namuslu uğraşı veren bir dostumuzun geçenlerde anlattıkları, olayın nerelere kadar vardığının adeta simgesi idi:

"Artık bir toplantı yok ki, Kürt gruplar temsil edilmesin, konuşmasın, isteklerde bulunmasınlar. Karşı çıkmaya dahi korkuyor insan ve bu durum özellikle son zamanlarda giderek artıyor" diyen bu dostumuz, Alman Sosyal Demokrat Parti, Yeşiller, hatta Liberaller'in dahi bir Kürt politikası oluşturduklarını ve giderek daha açık destek vermeye hazırlandıklarına işaret ediyor ve "**Bizi dahi susturuyorlar**" diyordu...

AYNI durum uluslararası kuruluşlar için de geçerli. Bu forumlarda da Kürt sorunuyla ilişkin karar tasarıları, toplantılar, gösteriler son üç yıl içinde, eskiye oranla tam yüzde yüzelli arttı.

Avrupa Konseyi, Avrupa Parlamentosu gibi uluslararası forumlarda "**Türkiye**" daha moda bir konu olduğu için, Türkiye ile ilgili hangi karar çıksa veya bir soru sorulması söz konusu olsa, hemen Kürt konusu da ekleniyor. İran, Irak veya Suriye bu kuruluşların gündemlerinde fazla görülen ülkeler olmadıklarından dolayı, Kürt konusuyla ilgili ortaya pek çıkarılmıyorlar. Sorun hemen Türkiye'ye bağlanıyor.

Hele Kürt gruplardan önemli bir bölümünün bu kuruluşlara eskiden olduğunun aksine Komünist Parti veya kuruluşlarla birlikte girmek yerine kendi başlarına görümleri, basın toplantıları veya gösteriler düzenlemeleri, özette taktik değiştirmeleri de lehlerinde sonuçlar verir oldu. Eskiden, komünizm korkusundan dolayı, Kürt sorununa pek yakınlaşmak istemeyen liberaller ve muhafazakârlardan bazıları, şimdi oylarını değiştirip lehlerinde kullanır oldular. Böylece destek tabanları giderek genişliyor. Bu durumun önümüzdeki yıllarda daha fazla artacağı da şimdiden açıkça görülüyor.

ORTADOĞU'da Kürt sorununu destekleyenler çok net şekilde ortada. Kimse de saklamıyor. Başta Türkiye Komünist Partisi olmak üzere, tüm komünist partiler, sosyalist parti ve gruplardan önemli bir bölümü, sendikalar...

Kürtler, hem Doğu, hem de Batı'dan destek alıyor. Batılı ülke ve kuruluşlar "**Eğer biz bir şey yapmazsak sahayı boş bırakmış oluruz. O zaman da karşı taraf Kürt akıma tam anlamıyla hâkim olur**" diyerek, tehlikelerini göre göre desteklerini sürdürüyorlar. Aynı gerekçeyi Doğu veya komünist destek de söylüyor ve Batı yanlısı bir Kürt hareket olmaması için, kollarını açtıklarını belirtiyorlar. Resmi gerekçeler ise "**İnsan hakları-özlimiş halkın haklarının savunulması**" olmasına rağmen, gerçekte her iki taraf da, ilerde Ortadoğu'daki bir olasılık karşısında şimdiden sağlam bir pozisyon tutmaya çalışıyor.

Avrupalı kuruluşlar ve ülkelerde Türkiye bulunduğundan dolayı, olay başka ülkeleri de ilgilendirmesine rağmen, tek muhatap durumuna düşüyor. İddialar karşısında Türk temsilcilerin savunma teması da bir tek cümle: "**Bizde Kürt yok.**"

حوار مع زعيم كردستان ايران قاسمלו: نظام خميني في مازق

الرفض الشعبي لنظام الخميني. والواضح ان النظام معزول سياسياً اليوم. لذلك، فإن المطلوب هو اعادة تجميع قوى المعارضة على قاعدة اكثر عقلانية من السابق. المطلوب تجميع ديموقراطي لكل القوى المعارضة للخميني على الاساس الذي نقول به: الديموقراطية لايران والحكم الذاتي لكردستان. والقبول بهذا الاساس يستبعد بالطبع المعارضة الملكية.

■ هل هذا يستغني رئيس الوزراء السابق شهپور بختيار؟
- هذا عائد اليه. اذا تخلص عن الملكية صراحة، قد يمكن التعاطي معه.

■ ترافق خروجكم من المجلس الوطني للمقاومة، مع ازمة اخرى بين مسعود رجوي والرئيس السابق ابو الحسن بني صدر. وقد وجه رجوي التهمة ذاتها اليه والى الحزب الديموقراطي الكردي. فما هي طبيعة علاقاتكم اليوم مع بني صدر؟

- لا توجد اية علاقة اليوم بيننا وبين بني صدر.

■ يخال للمراقبين ان الحكومة الايرانية ماضية في عملية هروب الى الامام في الحرب ضد العراق. فالى اي حد يرتبط مصير نظام الخميني بتطور حرب الخليج؟

- الى حد كبير. تواجه الحكومة مازقاً عسكرياً. هي تريد مواصلة الحرب. لكن استمرارها يتطلب تحقيق انتصارات ولو جزئية والانتصارات غير واردة. وهذا يعني انها عاجزة على تعبئة المجتمع الا بالقوة. غير ان هذا العجز لا يقود النظام الى البحث في القبول بالسلم. لان القبول بالسلم فيه نفي لمجمل الفلسفة القائلة بتصدير الثورة. انا استبعد ان تصل الحكومة الى مثل هذا الخيار طالما ان الخميني على قيد الحياة. فاسلم يفتح افاقاً يتخوفون منها.

الوضع الاقتصادي يتدهور بسرعة بعد تعطيل المنشآت النفطية في جزيرة «خرج». وقد يتبدل الوضع السياسي من جراء ذلك. غير اني لا ارى في الحقيقة قوة قادرة على الاطاحة به على صعيد كل ايران. لو كان في ايران ثلاث بؤر مثل كردستان

■ قبل حوالي سنة، خرج الحزب الديموقراطي الكردي من المجلس الوطني للمقاومة، وقد اتهمكم وقتها رئيسه مسعود رجوي وهو ايضاً زعيم حركة «المجاهدين» بالسعي الى التفاوض مع حكم الخميني. فما هي حقيقة هذا التفاوض وهل ادى الى شيء؟

- لم نبادر الى التفاوض. فالنظام الايراني هو الذي اراد اجراء محادثات معنا. وفي الحقيقة، لم يحصل الالقاء واحد كان من المفترض ان تتحدد فيه شروط المفاوضات. وكنا نتوقع ان يفشل هذا اللقاء لان شروطنا السياسية واضحة جداً وغير مقبولة على الاطلاق بالنسبة للحكومة الايرانية. وهي تتلخص بعبارتين: الديموقراطية لايران والحكم الذاتي لكردستان.

القضية ليست العلاقة مع الاسلام. نحن نحترم الاسلام لكن لنا الى جانب ذلك مطالب سياسية واجتماعية واقتصادية واضحة. وهذه المطالب تتنافى مع فلسفة النظام الايراني القائمة على نفي كل ما يتعارض معه.

■ اذا كنتم مقتنعين بان لا جدوى من مفاوضة الحكومة، لماذا اصررتكم على اجراء اتصالات عرضت المعارضة لايرانية الى ازمة كبيرة؟

- لم نقبل ان تكبل بعض الأطراف ايدينا. والمشكلة ليست باجراء مفاوضات بل اننا اردنا تأكيد حقنا في التفاوض تجاه «المجلس الوطني للمقاومة». هذا لا يعني التخاذل. والبرهان على ذلك اننا لم نقدم اي تنازل للحكومة. واقول هنا اننا كنا اول من عادي نظام الخميني. واعتقد اننا سوف نكون اعداءه الاخيرين. في هذا السياق، كان تشبث «المجلس الوطني» ورئيسه مسعود رجوي يتناقى مع استقلالية قرارنا. نحن لا نزال نعتبر ان «المجاهدين» قوة من قوى المعارضة وهي قوة يمكن التعاون معها بشرط ان يقبلوا هم باستقلاليتنا. والجميع يعرف اننا لا نستجدي احداً. فنحن اقوى تنظيم معارض في كل ايران لكننا نصر ونشكل مبداءي ان نبقى حزباً اقليمياً. بل لعلنا القوة الفاعلة الوحيدة ضد النظام. فلا مقاومة عسكرية فعلية خارج كردستان، وذلك رغم

احوال المعارضة الايرانية ليست على مايرام. غير ان منطقة كردستان تشهد مقاومة تجعل من اقسام واسعة منها خارج نطاق سيطرة الحكم.

عبد الرحمن قاسملو هو زعيم الحزب الديموقراطي الكردي الايراني، ووجه من وجوه المعارضة. التقته «اليوم السابع» في مدينة تولوز الفرنسية حيث كان مدعواً لحضور مؤتمر الحزب الاشتراكي الحاكم. وكان معه هذا الحوار.

■ يبدو ان الوضع العسكري مجمد في كردستان ايران، بعد التطورات الاخيرة. فهل ان طاقتكم الهجومية التي شكلت لفترة مصدر ازعاج للنظام اصبحت ضعيفة؟

- لا ابدأ. صحيح اننا عانينا من بعض المشاكل. لكننا قادرين على شن هجمات ايضاً كان في كردستان ايران. ويجب هنا التدقيق في جغرافيا المنطقة. فكردستان تنقسم عملياً، اي من الناحية العسكرية، الى ثلاثة اجزاء. هناك اولاً منطقة التواجد الحكومي الكثيف وفيها متنا الف عنصر من الجيش او من «حراس الثورة» يتمركزون في حوالي ٢٥٠٠ نقطة عسكرية. وتتفاوت احجام نقاط التمرکز هذه لعل اهمها التكنات الموجودة في المدن وعددها ثلاثة وعشرون. هذا لا يعني ان المدن محرمة علينا. فقواتنا قادرة على دخولها. لكننا نتجنب عامة القيام بعمليات فيها لان المدنيين يدفعون بالضرورة ثمنها قمعاً متزايداً. في المقابل لا يزال الجيش الايراني عاجزاً عن دخول المنطقة المحررة في الجرد. هذه المنطقة يحكمها «البشمروغا» (المقاتلون الاكراد). هناك اخيراً «منطقة مختلطة» تفصل بين مراكز تواجد الجيش والديار المحررة، يسيطر الجيش على طرفها نهراً لكنه يفقد تلك السيطرة في الليل، حيث تصبح تلك المنطقة ملكاً لمقاتلينا، يتحركون فيها بطلاقة.

التدخل. لن يتجرا الاترك على ذلك لأسباب عديدة. منها اننا نتمتع بمواقع قوية في كردستان ايران وخاصة في منطقة الحدود التركية الايرانية ولن يكون من السهل مجابهتنا. ثم ان حكومة طهران نفسها لن تقبل بمثل هذا التدخل. واخيراً، يجب الا ننسى ان الحدود بين تركيا وايران قريبة من الاتحاد السوفياتي. اي ان تدخلنا من هذا النوع سوف يعتبر بالضرورة تهديداً للاتحاد السوفياتي من قبل دولة عضو في حلف شمال الأطلسي. والاتحاد السوفياتي مخلول، وفق المادة السادسة من الاتفاقية السوفياتية - الايرانية المعقودة عام ١٩٢١، بالتدخل في ايران اذا هدد جيش تابع لدولة ثالثة حدوده معها. والاتفاقية لا تزال سارية المفعول.

اجرى الحوار: سمير قصير



قاسمكو استمرار نظام خميني في الحرب هرب الى الامام

AL YOM EL SABEH

1.11.1985

مبادرة سورية في اتجاه انقرة

في خطوة مفاجئة بدا انها تتصل بتحويلات مرتقبة على مسرح الشرق الاوسط، اصدر الرئيس حافظ الاسد منتصف الشهر الماضي تعليمات من اجل تحسين العلاقات السورية- التركية. وأكد بيان صادر عن السفارة السورية في انقرة ان «سوريا ليس لها اية مصلحة في بقاء علاقاتها متوترة مع تركيا ولا ترغب في خلق مشاكل خارجية او داخلية مع هذا البلد».

وبعد ايام من اعلان مبادرة «الثهدئة» السورية التي لقيت ترحيباً من رئيس الوزراء التركي تورغوث اوزال، استقبلت دمشق وفداً رسمياً ضم وزير الدولة مصطفى تيتيز وعدداً من الخبراء. وتناولت محادثات الوفد مع المسؤولين السوريين المعنيين امكان تبادل الخبرات الفنية واقامة شركات صناعية مشتركة، وزيادة حجم التعاون الاقتصادي.

ويشار الى ان القضايا الامنية، خصوصاً صعوبة مراقبة الحدود الطويلة بين البلدين التي تغطي ٨٧٧ كيلومتراً جنوب شرق تركيا، هي السبب الرئيسي في توتر العلاقات بين الجانبين منذ اعوام. والى انعدام التفاهم السياسي، تشكو انقرة من التسهيلات السورية التي يحظى بها الانفصاليون الاكراد الذين يقاتلون ضد السلطة المركزية في الاقاليم الشرقية والشرقية الجنوبية للاناطول.

ومنذ استئناف الاشتباكات بين الاكراد والجيش التركي في آب (اغسطس) ١٩٨٤، واجهت القوات التركية ٧٠ عملية كبيرة اسفرت عن مقتل ١٠٨ من الثوار وسقوط ٧٤ مدنياً و٥٩ جندياً. واتخذت تدابير لمنع المطلبين بالحكم الذاتي للاكراد من عبور الحدود التركية، لاسيما القادمين من سوريا، وتم تعزيز وحدات حرس الحدود في الاقاليم الشرقية والجنوبية الشرقية التي لا يزال معظمها خاضعاً لقانون الاحكام العرفية. وفيما ابلغ اوزال مجموعة من المراسلين انه سيجتمع برئيس الوزراء السوري الدكتور عبد الرؤوف الكسم خلال الاشهر المقبلة، افادت مصادر دبلوماسية عربية في انقرة ان الكسم سينور تركيا مطلع السنة المقبلة.

لاختلف الوضع. لكن للأسف نحن الوحيدون القادرين على المقاومة العسكرية.

■ في ما يتعلق بالقضية الكردية، هل يتميز احد من اعمدة النظام؟

- لقد حاول رئيس المجلس هاشم رفسجاني فتح قنوات اتصال معنا. فاشترطنا عليه ان تجري محادثات رسمية سواء مع الحكومة او مع مندوب شخصي للخميني. وكرر اننا على يقين بان هذا النظام لا يمكنه القبول بأي من الهدفين الذين نسعى اليهما: الديمقراطية والحكم الذاتي.

■ تقول ان كردستان منطقة المقاومة الوحيدة. لكن المعارضة الكردية تعاني من التمزق ذاته الذي تعاني منه المعارضة الايرانية. وقد حصلت مؤخراً صدامات بين الحزب الديمقراطي الكردي وحركة «كومالا» اليسارية، رغم وجود اتفاق وحدة بين التنظيمين.

- لقد حدث بالفعل صدامات مؤسفة مع «كومالا». لكن هذا لا يعني التمزق فيجب الاعتراف اولاً اننا نمثل الأغلبية الكاسحة من شعب كردستان الايراني. وفي المناسبة، اني لا افهم على الاطلاق سياسة «كومالا». انهم يريدون تطبيق مقولة «الحرب ضد البرجوازية» في كردستان لكننا لسنا البرجوازية. نحن حركة تحرر شعب كردستان الايراني ونحن لا نطلب من «كومالا» شيئاً. سوى ان يعترفوا بان الحزب الديمقراطي الكردي حركة ثورية لاننا نحتاج الى اعترافهم. بل من اجل مستقبل كردستان.

■ كيف تقيم العلاقة مع النظام الإيراني وتنظيم البرزاني الكردي؟

- هؤلاء مرتزقة في ايران، نعتبر ان اولاد البرزاني مرتزقة في يد حكومة طهران. تصرفهم يتناقض مع ابسط المبادئ. ان لا يجب ان تتناقض التحالفات المعقودة مع مصالح الشعب الكردي.

■ هل تعتقد ان تركيا قد تدخل في يوم ما في كردستان ايران؟

- سياسة تركيا المناهضة للاكراد باتت معروفة. لكن لهذه السياسة حدودها وانا استبعد مثل هذا

TERROR- MORD

på familjefest



Med blodigt ansikte förs mördaren bort av polisen. Han jagades av den uppretade folkmassan och kastade sig ut genom ett fönster. Foto: PER-OLOF SÄNNÄS

Här grips mördaren

■ ■ Mitt under en familjefest i centrala Stockholm i går sköts en 28-årig kurd till döds. Han avrättades kallblodigt inför ögonen på drygt 400 människor, däribland många

barn.

■ ■ Säpo tror att gärningsmannen skickats till Sverige av en kurdisk terrorgrupp enbart för att mörda 28-åringen.

MITTEN

■ **Kurdernas familjefest slutade med en kallblodig avrättning. En man drog pistol, sköt en mötesdeltagare till döds och skadade två andra.**

■ **Drygt 400 skräckslagna människor, däribland många barn, blev vittnen till avrättningen.**

Efter skotten hoppade pistolmannen ut genom ett fönster på andra våningen.

Den uppretade folkmassan vällde ut genom portarna och var nära att lyncha mannen innan polis hann till platsen.

Firade sitt 10-årsjubileum

Kurderna hade samlats i

Medborgarhuset på Söder i Stockholm i gar kväll för att fira det lilla kurdiska marxist-leninistiska partiet PPKK:s tioårsjubileum.

En man som stod endast två meter från gärningsmannen när skotten föll berättar:

– Det var i en paus och vi var på väg ut i foajen. Den som blev mördad stod vid dörröppningen och rökte. Mördaren passerade honom, men vände sig plötsligt om, drog fram en pistol och sköt honom.

– Först trodde vi det var på lek. Pistolen var så liten och gav inte så högt ljud i från sig. Men så såg vi hur den skjutne föll ned på golvet.

Den skjutne 28-åringen träffades av två skott, ett i halsen och ett i bakhuvudet.

En man som försökte ingripa blev träffad i huvudet.

Sköt mot folkmassan

– Folk blev skräckslagna och gömde sig bakom bänkar och

pelare. Vi som stod närmast sträckte upp händerna i luften och skrek: "Inte oss, inte oss!"

Gärningsmannen sköt mot folkmassan framför sig, träffade en man i foten och skrek: "Ut! Ut härifrån!"

Han försökte först ta sig tillbaka genom hörsalen till en nödutgång. Men när folkmassan tryckte på, rusade han ut genom foajen till fönstren som vetter mot Götgatan.

Den 15-åriga finska turisten Ant Simons stod samtidigt nere på Götgatan för att gå in på hotell Malmen mittemot. Ant berättar:

– Vi såg honom sparka vildsint mot ett av fönstren. Det verkade vara en hysterisk stämning där inne. De kastade stolar emot honom och han sköt flera skott i luften.

Klev ut och hoppade

– Till slut lyckades han sparka sönder fönstret, klev ut på bankskytten utanför och hoppa-

de ner på trottoaren.

Mannen reste sig och försökte springa från platsen. Men han hade stukat foten och övermannades av folk som rusat ut från Medborgarhuset genom stora porten.

Samtidigt gled av en händelse en polisbuss förbi.

– Polisen fick skringra människorna, berättar Ant. De var hysteriska och ville göra upp med honom.

Gärningsmannen fördes till Södersjukhuset med sönderslaget ansikte. Han plåstrades om i natt under sträng polisbevakning.

Den mördade är en 28-åring som bott i Sverige i två år. De två skottskadade är enligt polisen utom all fara.



Foto: BERNT CLAESON

Pistolmannen sköt vilt omkring sig på festen i Medborgarhuset i Stockholm. Festsdeltagarna i närheten sträckte armarna i luften och skrek "Inte oss, inte oss". Mannen på bilden försökte undsätta den mördade och träffades då av en kula i huvudet. Med blodet forsande från huvudet fördes han till sjukhus och uppges nu vara utom livsfara.

— Det verkar vara en parallell till kurdmordet i Uppsala förra sommaren, säger intendent Alf Karlsson på Säpo.

Den gången mördades en 30-årig kurdisk flykting, Enver Ata, som hoppat av från PKK.

— Det turkiska folket beordrade mig att likvidera honom, förklarade mördaren, som dömdes till livstids fängelse.

PKK är en falang av det revolutionära kurdiska arbetarpartiet och motståndare till kurdiska partiet, PPKK, som firade sitt 10-årsjubileum i går.

Säpo tror att den mördade 28-åringen, som Anvar Ata i Uppsala, kan ha varit avhoppare från PKK.

— Vi är inte säkra på att hans identitet verkligen stämmer. Både han och gärningsmannen kan ha tagit sig in i Sverige som flyktingar med falska namn, säger Alf Karlsson på Säpo.

Gärningsmannen säger sig vara 26 år och politisk flykting. Han finns inte i Säpos register över misstänkta terrorister.

— Men det kan man inte vänta sig heller. Har han tagit sig hit i terroristsyfte finns det ingen anledning att ta sig in under ett namn som redan tidigare är känt, menar Alf Karlsson.

Mannen kan ha kommit till Sverige enbart för att likvidera 28-åringen. Västtyska polisen hittade förra sommaren efter ett kurdmord en dödslista på tre kurder bosatta i Sverige som skulle avrättas av PKK.

I juni i år mördades en man vid en kurdisk uppgörelse i Holland. Han hade först tagit sig till Sverige som flykting och av rädsla för PKK:s agenter flytt vidare, men inte kommit undan.

Svenska Säpo grep i maj i år den kurdiske advokaten Huseyin Yildirim som misstänkt för att vara hjärnan bakom PKK i Sverige, men tvingades släppa honom tio dagar senare i brist på bevis.

Kurderna som hamnat i Säpos register anser sig oförskyllt förföljda. En av dem är den kände hungerstrejkaren Ahmet Ulusoy i Helsingborg.

Hans Dübber, talesman för kurderna i Skåne, säger till Expressen:

— Det låter för otroligt att PKK skulle slå till just nu. Det är alldeles för olämpligt, eftersom de nio kurder som terroriststämpats hunnit så långt nu i sin strävan att bli accepterade som vanliga flyktingar i Sverige.

Offret hade hotats av terrorgrupp

Av ARNE WIRÉN

— Det var ett noga planerat mord, tror säkerhetspolisen, Säpo.

Säpo misstänker att mördaren är agent från den kurdiska terroristorganisationen PKK.

Enligt kurder i Stockholm hade den mördade 28-åringen flera gånger tidigare hotats till livet av PKK.

Folkmassan var nära att lyncha mördaren innan han greps. Enligt SÄPO kan mördaren vara agent utsänd av den kurdiska terroristorganisationen PKK.

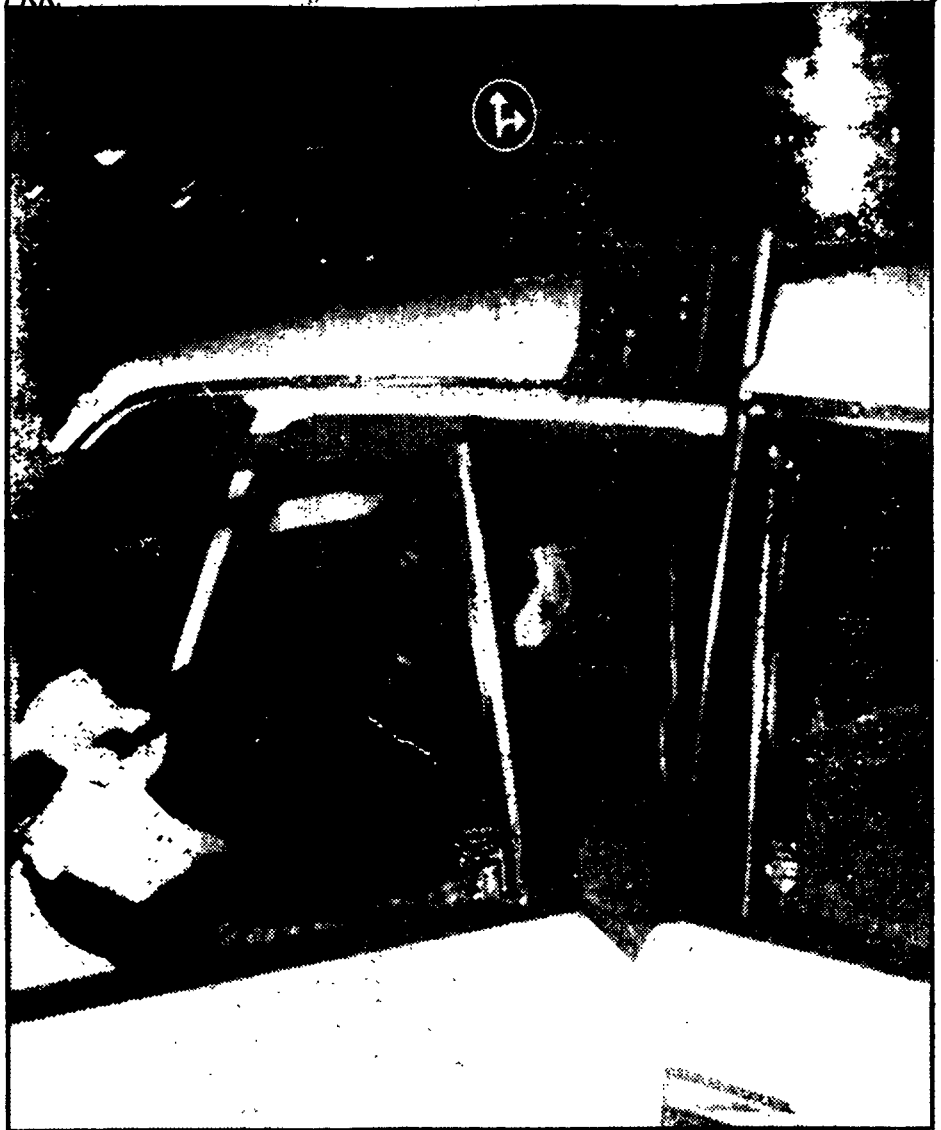


Foto. KJELL ÖSTBERG

Politiskt mord på Söder

En 28-årig man mördades och två män skadades vid ett skottdrama i Medborgarhuset i Stockholm på lördagskvällen.

Händelsen inträffade vid

ett politiskt möte med anledning av det kurdiska partiet PPKK:s tioårsjubileum.

En man drog plötsligt upp en pistol och sköt en mötesdeltagare i nacken

När andra försökte gripa honom sköt han flera skott mot dem och ytterligare två skadades – en i huvudet och en i foten.

Därefter kastade sig man-

nen ut genom ett fönster och ner på Götgatan, där han greps av polisen.

Enligt mötesdeltagare var den mördade avhoppade från organisationen PPKK, som tidigare anklagats för att mörda avhoppade medlemmar.

Polisen sade på lördagskvällen att attentatet ser ut som "en ren avrättning".

Sidan 6

Ett av pistolmannens offer förs in i ambulansen utanför Medborgarhuset. En annan man mördades vid skottdramat.



Foto: ROGER SCHEDERIN

Skottdrama i Medborgarhuset

”Det var en ren avrättning”

Av MATS CARLBOM

En man dödades vid en skottlossning på Medborgarhuset i Stockholm på lördagskvällen. Ytterligare två skadades. Enligt både polis och vittnen var det fråga om en ren avrättning.

Dramat inträffade vid 20-tiden på kvällen i foajén utanför en samlingssal i Medborgarhuset. Lokalerna hyrdes av det kurdiska partiet PPKK som firade tioårsjubileum.

Drygt 400 personer, varav många barn, var på mötet när en man plötsligt drog upp en pistol. Han sköt en av mötesdeltagarna bakifrån i nacken.

Därefter drog sig förövaren mot ett fönster, men när flera av mötesdeltagarna försökte gripa honom sköt han flera skott mot dem och ytterligare två personer skadades, en i foten och en i huvudet.

Mannen krossade rutan och hoppade ner på Götgatan. Där omringades han av personer från mötet som hunnit springa ut ur huset och ner på gatan. Enligt vittnen rådde lynchstämning mot pistolmannen.

En polisbil kom av en händelse till playsen samtidigt och räddade mannen in i bilen. Han hade skadat sig svårt när han hoppat de fem, sex meterna ner på gatan. Bland annat krossades käkbenet och näsan. Han fördes till Södersjukhuset där han nu vårdas för skadorna under starkt polisbevakning.

Den mördade mannen var 28 år och bosatt i Sverige sedan flera år tillbaka. Han visade vissa livstecken när ambulanspersonalen kom till platsen, men var död vid ankomsten till St Görans sjukhus.

Hotad

De övriga två personerna som träffades av pistolskott skadades lindrigt, uppgav polisen på lördagskvällen.

Enligt flera mötesdeltagare var den mördade mannen avhoppare från den kurdiska organisationen PPKK.

(Den ska inte förväxlas med PPKK:den marxist-leninistiska organisation som ordnade mötet. PPKK betyder enligt uppgift "De kurdiska arbetarnas förtrupper".)

PKK har flera gånger anklagats för att mörda avhoppade medlemmar.

— Han som mördades har flera gånger hotats av PKK för sitt avhopp, berättade en av mötesdeltagarna för DN på lördagskvällen. Han vågade inte ha fast

adress av rädsla för att bli mördad. Ingen visste var han bodde.

— Det var en ren avrättning, sade en annan deltagare. Mördaren sköt offret i nacken, sedan försökte han fly.

— Han skulle säkert ha lyckats ta sig därifrån om inte flera modiga personer gick rakt emot honom, trots att han fortsatte skjuta.

Aven polisen använder samma begrepp för att beskriva attentatet.

— Det ser ut som en avrättning, sade man på Stockholmspolisens ledningscentral sent på lördagskvällen. Offret sköts på nära håll bakom örat.

Gärningsmannen är en 26-årig turkisk medborgare. Han är sannolikt inte bosatt i Sverige, enligt polisen.

Vittnen till attentatet hävdar att mannen talade turkiska — inte kurdiska. □



Foto JAN E CARLSSON

En man dödades och två skadades vid ett skottdrama i Medborgarhuset på lördagskvällen vid ett kurdiskt möte, där även flera barn deltog.

”Det smäll tre gånger”

Av MATS CARLBOM

— Plötsligt smäll det tre gånger. Folk började skrika och rusa åt alla håll i panik. Sedan såg jag honom. Han smög utmed kafeterian. Så vände han sig om och riktade pistolen rakt mot mig.

Hans-Jörgen Blüchert, 28 år, stod i kafeterian och serverade när skottlossningen började.

Av en händelse hade han hälsat på sin kamrat som driver kafeterian, och sedan hoppat in bakom disken för att hjälpa till.

— Det var mellan 80 och 100 personer i foajen när det började, berättar han. Resten av de 400 mötesdeltagarna var inne i samlingsalen.

— Plötsligt hördes tre smällar från vänster ingång, och folk började skrika och rusa åt alla håll i panik.

— Sedan såg jag honom. Han kom smygande utmed kafeterian och höll en stor pistol i handen.

Han verkade se mig i ögonvrån, för plötsligt vände han sig om och pekade med pistolen rakt mot mig och skrek något som jag inte förstod.

— Jag la mig ner under disken, och det verkade som om han nöjde sig med det.

Hela tiden hörde Hans-Jörgen Blüchert hur mannen skrek, han hörde hur andra skrek tillbaka.

Sköt igen

— Plötsligt kastade någon en stol mot mannen, och sen började många röra sig mot honom, de tog stolar och bord och vad som fanns för att skydda sig.

— Då började han skjuta igen, flera skott till. Samtidigt nådde han fönstret och började slå sönder det med pistolen, men den tappade han när han träffades av en stol som någon kastade.

Sedan kom en jättekrasch. Det var när han hoppade ut genom fönstret ner på gatan.

— Jag kände igen honom, säger Hans-Jörgen Blüchert. Bara en stund innan hade han köpt kaffe av mig. Han hade mycket kortklippt hår, det var därför jag mindes honom.

— Just när han riktade pistolen mot mig kände jag ingenting. Sedan mådde jag illa. □



Foto: ROGER SCHEDERIN

Pistolmannen räddades undan hämndlystna mötesdeltagare in i en polisbil.

Misstänkta för terrorism

Av KATARINA TUNVING

Den 20 juni 1984 sköts 26-åriga kurden Enver Ata på öppen gata i Uppsala, mitt i en folkmassa.

Dådet var en avrättning. Gärningsmannen, en 25-årig kurd, greps efter en halvtimme och så då att offret "dömts till döden av det kurdiska folket".

Enver Ata hade kommit som politisk flyktning från Turkiet. Han var tidigare högt uppsatt i

PKK — Kurdiska arbetarpartiet — men hoppade av och började kritisera partiet.

Då den 25-åriga gärningsmannen senare åtalades för mordet förnekande han att PKK var hans uppdragsgivare. I stället namngav han en tidigare okänd organisation. "Kurdistan's nationella befrielsekämpars förbund".

Men i augusti samma år hittade den västtyska polisen en dödslista i samband med utredningen av ett mord på en kurd i Västtyskland. Dödslistan innehöll namn på kurder som tidigare verkat inom PKK men hoppat av.

Tre av kurderna på listan var bosatta i Sverige.

I september slog Säpo till mot vad man kallade en kurdisk terrorgrupp. Fem män och en kvinna greps efter en razzia. Säpo hade kommit männen på spåren efter Uppsalmordet. Ytterligare tre kurder greps en vecka senare.

Fick stanna

I mitten av december var elva kurder misstänkta av Säpo för terrorism. Regeringen beslutade att utvisa åtta av dem.

Men de utvisade kurderna fick

ändå stanna i Sverige, eftersom de riskerar hårda straff — till och med dödsstraff — om de skickas tillbaka till Turkiet. De åtta männen måste dock anmäla sig till polisen flera gånger i veckan och har begränsad röreslefrihet.

Flera av de terroristmisstänkta kurderna har under den senaste tiden hungerstrejkat i protest mot behandlingen — mest känd är Ahmet Ulusoy's hungerstrejk i Helsingborg. Flera protestaktioner har också utförts på ambassader runt om i Europa av sympatiserande kurdiska flyktningar. □

Kurd dödad också i Köpenhamn

Säpo fruktar mördvåg

Säpo fruktar nu ett politiskt kurdiskt krig och en mördvåg i Skandinavien. I förrgår kväll, endast två dygn efter mordet på PKK-avhopparen Cetin Gungör i Stockholm, sköts ytterligare en kurd till döds.

Mustafa Tangüner, 28, avrättades på tröskeln till sitt hem i Köpenhamn.

Två okända män ringde på dörren. När Mustafa Tangüner öppnade avlossades sju skott. Minst tre träffade Tangüner. Skottet i pannan kom från en nio millimeters pistol, det i bröstet kom från en 7,65 millimeters.

— Det börjar bli ruskigt det här. Vi misstänker ett samband mellan mordet i Köpenhamn och Stockholm, säger intendent Alf Karlsson vid Säpo.

I Mustafa Tangüners lägenhet i Ulsöparken vid Brändby Strand fann polisen kurdiskt propagan-

damaterial på kurdiska och svenska. Materialet härrör från det marxist-leninistiska partiet PKK som Säpo och regeringen förklarar som en terroristorganisation.

Det var två 14-åriga pojkar som larmade om mordet. De spelade fotboll utanför huset när de hörde vild skottlossning. Strax därefter kom två unga män i 20-årsåldern springande ut ur huset.

Den 28-åriga man som anhållits som misstänkt för mordet på

Cetin Gungör i Stockholm kom till Sverige från Danmark i fredags i förra veckan. Av det falska passet framgår att han besökt Danmark tre gånger i år.

Cetin Gungör, som en gång var Europachef för PKK, besökte det demokratiska socialdemokratiska partiet PPKK (som inte skall förväxlas med PKK) och dess kulturfest i Medborgarhuset när mordet ägde rum.

Den mördade Mustafa Tangüner var en av ledarna för PPKK som inte har våld som kamp-



En vän till den kurd som mördades i Danmark förs till förhör på polisstationen i Glostrup. Infällda offren för de kurdiska mordet i Skandinavien: Cetin Gungör (överst), som döddes i Stockholm i lördags kväll, Mustafa Tangüners, dödad i Köpenhamn i måndags kväll, och nederst Enver Ata, mordad i Uppsala i juni förra året.

metod i partiprogrammet. PPKK uppfattas av PKK som förrädare. I sommar sviktet den revolutionära väpnade kampen i Kurdistan.

Polisen vet nu med säkerhet att när mordet på Cetin Gungör ägde rum fanns i lokalen ett antal PKK:are som normalt inte borde ha funnits där.

— Minst tre medhjälpare fanns på plats, säger utredarna på våldaroteln.

En av dem tros vara en man som förra sommaren satt anhållen misstänkt för mordet på kurden Enver Ata i Uppsala. Mannen åtalades aldrig för brottet. Flera vittnen uppger dock att mannen var synlig i Medborgarhuset mördqvällen.

Offret utpekad

När mördaren, som ännu är svårt käskadad efter slagsmålet i Medborgarhuset, kom till Sverige

mötte han ytterligare två medhjälpare. Tillsammans hade de, enligt polisen, planlagt mordet och kartlagt offret. När mördaren öppnade eld hade någon i Medborgarhuset pekat ut offret Cetin Gungör.

Mördaren uppgav i ett förhör på tisdagen att han var ensam ansvarig för mordet. Han kände inte offret och kan inte svara på varför han sköt ihjäl Cetin Gungör som länge varit på flykt undan PKK. Efter mordet i Uppsala visste han att han skulle bli nästa offer.

Säpo och kriminalpolisen siterar en rövare. På svensk botten opererar en terrororganisation som nu misstänks för att ha avrättat tre personer. Polisen kan inte göra särskilt mycket i det här läget.

Säpo har begärt av regeringen att samtliga skall utvisas. Så har regeringen beslutat, men samti-

digt bestämt att de under begränsad rörelsefrihet och anmälningsplikt skall få vara kvar i Sverige. Invandrarminister Anita Gradin överväger nu lättnader i restriktionerna.

'Säpo varnade'

— Ingenting förvänar mig längre, säger chefsåklagare K. G. Svensson som är förundersökningsledare. Säpo har varnat för den här utvecklingen under många år, men regeringen har nonchalerat varningarna. Nu har vi de kurdiska motsättningarna mitt i vårt samhälle. Politikerna måste lyssna på säkerhetstjänsten.

Flera polismän inom Säpo och kriminalpolisen som SvD talat med är upprörda. De menar att flertalet kurder är verkliga flyktingar, men att många använder det demokratiska Sverige, med dess öppna gränser, som bas för

terroristisk verksamhet.

— Det är naturligtvis inte meningen att Säpo skall styra flyktingpolitiken, men Säpo har ändå en förstahandskunskap om terrorns många ansikten, säger en Säpo-kommissarie till SvD.

Flera av de kurder som har restriktioner i rörelsefriheten och anmälningsplikt har öppet vägrat att gå till polisen. Så gör nu också advokaten Hüseyin Yıldirim. I torsdags anmälde han sig inte hos Säpo, inte heller igår.

— Jag har anmält mig två gånger varje vecka i nära ett halvt år, men vet fortfarande inte vad jag är misstänkt för. Nu vägrar jag att gå till Säpo mera. Hellre sitter jag i fängelse, säger Yıldirim till SvD.

Sune Olofson

DAGENS NYHETER

DN.

6/11 1985

Danska polisen söker svensk hjälp

Kurd mördad i Köpenhamn

Av ÅKERINGBERG

MALMÖ. En kurdisk medborgare av kurdiskt ursprung mördades sent i måndags kväll i en av Köpenhamns förorter. Två män sköt honom med flera skott i huvudet och bröstet. I går tog danska polisen kontakt med sina kolleger i Sverige för att få tips i jakten på mördarna.

Vid färjor och flygbåtar i Malmö och Helsingborg höll myndigheterna utkik efter de efterspanade, då man inte anser det uteslutet att de kan ha hunnit över till den svenska sidan av Öresund.

Polisen i Glostrup utanför Köpenhamn hade ännu på kvällen inga direkta spår efter de båda gärningsmännen, som sköt kunden i dennes lägenhet. Den mördades namn var Mustafa Tangüner, 26 år, och han hade vistats som politisk flykting i Danmark i sex månader. Han bodde i förorten Brøndby Strand tillsammans med en landsman.

Hörde skott

Grannar som hörde skotten såg därefter två män springande ta sig från platsen. Båda är i 25-30-årsåldern, den ene cirka

170 cm lång och den andre cirka 160 cm lång. Båda hade jeans och bruna täckjackor. Den äldre av dem uppges ha haft vita handskar på sig.

Polisen i Glostrup liksom rikskriminalen i Köpenhamn tror att mordet är en direkt parallell till dådet i Medborgarhuset i Stockholm, då en kurdisk person som hade brutit med den kurdiska organisationen PKK sköts ihjäl vid ett möte. Man tror alltså att det rör sig om en ny uppgörelse mellan de kurdiska landsflyktiga grupperna.

De kurdiska talesmännen i Malmö och Helsingborg låg lågt på tisdagarna, och en av deras telefoner i Malmö hade för övrigt stängts av.

Samtidigt med det nya politiska mordet bland flyktingar i Danmark har nu regeringen beslutat att införa en ny, skärpt lag om invandring. Det skedde efter en överenskommelse mellan de fyra borgerliga regeringspartierna och den socialdemokratiska oppositionen i folketinget. De nya bestämmelserna följer ungefär den svenska modellen och betyder att en flykting ska kunna aviseras redan vid gränsen. De liberala danska invandrarlagarna har medfört en alltför stor påfrestning för kommunernas resurser, och utbrott av rasorolig-

heter har också medfört att regeringen har omprövat lagen.

■ Säkerhetspolisen (Säpo) tror inte att samma personer utfört de båda kurdmorden i Stockholm i lördags och i Köpenhamn på måndagskvällen. Däremot tror Säpo att samma uppdragsgivare kan ha låtit olika grupper av personer döda de båda kurderna.

— Det är knappast troligt att morden förövats av samma personer. Av erfarenhet vet vi att skilda grupper inom en terrororganisation har olika uppdrag, säger intendent Alf Karlsson vid Säpo till TT.



Avec les peshmergas en lutte contre l'Irak

Dans la guerre du Golfe, les peshmergas de Massoud Barzani qui se battent contre l'Irak, « oppresseur du peuple kurde », ne sont, pour les Iraniens, qu'une force d'appoint. Ils mènent pour leur propre compte leur interminable lutte et ne veulent pas être pris pour des supplétifs de l'imam Khomeiny.

Dupés naguère par le chah, qui se réconcilia il y a dix ans avec l'Irak aux frais du général Barzani, les Kurdes entendent bien ne pas être à nouveau abandonnés.

Au premier journaliste qui depuis plusieurs années soit parvenu à leur rendre visite ils ont juré qu'ils ne sont pas vraiment inquiets...

Une visite aux Kurdes de Massoud Barzani

Correspondance

Charbajer. — Le spectacle est irréal : à quelque 2 kilomètres en face du toit de terre sur lequel nous sommes accroupis « à la kurde », la montagne entière est en train de brûler — spectacle magnifique, en pleine nuit, si le bruit assourdissant des obus autour de nous ne nous rappelait aux réalités. « Cela vous donne une bonne idée de notre situation : notre pays tout entier est détruit par la guerre », remarque M. Kak Darwish, le responsable de la section de Chouarta des peshmergas (maquisards, littéralement ceux qui font face à la mort) du PDK de M. Massoud Barzani.

Nous ne pourrions pas nous trouver à un endroit plus « chaud » : nous sommes entre les lignes iraniennes et irakiennes, dans le district de Charbajer, à environ 25 kilomètres à l'ouest de Penjouine et à moins de 10 kilomètres de Chouarta. L'artillerie iranienne pilonne les positions ira-

kiennes autour de Chouarta depuis une position avancée qui se trouve juste derrière notre colline, et nous nous trouvons sous le feu croisé de l'artillerie irakienne, qui nous canonne depuis Chouarta, à l'ouest, et depuis des positions situées près de Penjouine, à l'est.

Pour arriver jusque-là, nous avons dû traverser Merivan, ville kurde iranienne de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, à une trentaine de kilomètres de la frontière irakienne. Terriblement éprouvée par les bombardements répétés de l'aviation irakienne, qui y ont fait plusieurs centaines de victimes, Merivan est aujourd'hui une ville fantôme, complètement abandonnée par ses habitants. A la sortie de Merivan, près d'une importante base de l'armée iranienne, commence la zone militaire du front de Penjouine — dans laquelle aucun journaliste étranger n'avait pu pénétrer jusqu'à ce jour.

Après avoir franchi un nouveau barrage de l'armée à la frontière, notre Toyota entre en territoire

irakien, et bientôt nous apercevons la ville de Penjouine, à 2 ou 3 kilomètres sur notre gauche. Complètement détruite par l'armée irakienne avant sa retraite, elle est devenue un no man's land entre les deux armées.

Roulant tantôt sur une route goudronnée construite par les Irakiens, tantôt sur de nouvelles pistes (extrêmement larges) dues au génie iranien, nos guides kurdes nous amènent à travers les positions iraniennes d'une base du PDK à une autre, jusqu'au « quartier général » de la troisième branche du PDK (Kirkouk) — quelques huttes de terre, sur une colline, en face d'un camp iranien, — puis au camp de la section de Chouarta, au-delà des lignes iraniennes.

● Hôtes ou otages ?

Manifestement, la convivialité est totale. « Nous sommes chez nous », rappellent fièrement les peshmergas kurdes. Mais, au regard de la disparité écrasante

des forces — le PDK dispose de quelques centaines de peshmergas, mille cinq cents au plus, dans ce secteur du Kurdistan irakien, — on a l'impression qu'ils sont les hôtes de l'armée iranienne. Nous circulons d'ailleurs dans un véhicule prêté par l'armée iranienne, avec des laissez-passer iraniens — malgré lesquels nous ne pouvons pas emprunter certaines routes, sans doute parce qu'elles passent trop près des chars ou des Sam-2 iraniens.

Les soldats iraniens viennent s'approvisionner en cigarettes et en biscuits au magasin du PDK, mais, lorsque nous demandons à voir une carte du secteur, c'est un jeune capitaine d'un camp voisin de l'armée iranienne qui vient nous faire un briefing sur sa carte d'état-major. Et, lorsque les peshmergas partent en opération

contre les positions de l'armée irakienne, on a le sentiment qu'ils agissent comme des commandos pour le compte de l'armée ira-

ienne - ou comme une « cinquième colonne ».

Les Kurdes du PDK irakien répètent-ils leur erreur tragique des années 1974-1975, quand ils se battaient contre l'armée irakienne pour le compte du chah d'Iran, avant d'être trahis par lui à Alger en mars 1975 ? Quoi qu'en disent les détracteurs du PDK - et en premier lieu ses rivaux de l'Union patriotique du Kurdistan dirigée par Jela Talabani, - il y a quelque chose de changé dans le PDK de Massoud Barzani, qui n'est ni l'organisation tribale et conservatrice que l'on dépeint parfois, ni un simple instrument utilisé par les Iraniens dans leur lutte à mort contre le régime irakien.

Des centaines de nouveaux partisans ont rallié le PDK - et pas seulement de vieux peshmergas

qui s'étaient réfugiés en Iran après l'effondrement du mouvement du général Barzani en 1975, ou des montagnards suivant aveuglément leurs chefs de tribu. La plupart des peshmergas sont de jeunes ouvriers, des étudiants, ou des fils de paysans, qui voient dans cette lutte le seul moyen d'échapper à la terrible répression qui frappe si durement les Kurdes en Irak.

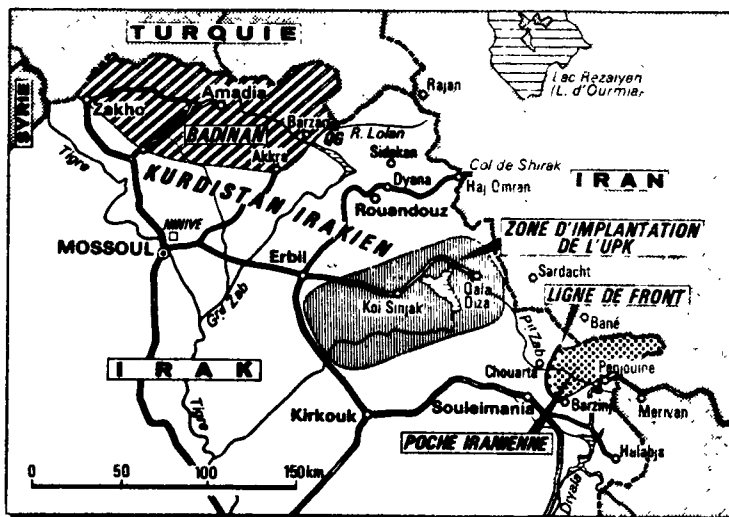
La haine des Etats-Unis

La direction du PDK et Massoud Barzani lui-même ont changé. Agé de trente-neuf ans, celui qui avait été le bras droit de son père, aussi bien sur le front que lors de ses contacts avec le chah ou la CIA, a été très profondément marqué par la trahison des uns et des autres en 1975.

Devenu, depuis le congrès de novembre 1979, le président d'un parti « anti-impérialiste », Massoud Barzani est-il pour autant un homme de gauche ? Un marxiste ? Ce n'est pas sûr. Mais, au cours de plusieurs longs entretiens à Rajan, petit village kurde situé en Iran, à quelques kilomètres du point de convergence des trois frontières, irakienne, irakienne et turque, Massoud Barzani n'a pas trouvé de mots assez durs pour exprimer la haine qu'il voue aux Etats-Unis. « Je n'étais pas comme cela avant 1975, admet-il, mais maintenant je ferais n'importe quoi pour détruire leurs intérêts, où que ce soit dans le monde : ce sont des gens sans parole, sans morale. »

Cette blessure, que rien ne guérira probablement jamais, explique pourquoi Massoud Barzani fonde toute sa politique sur une alliance avec les pays qui affichent le plus leur anti-impérialisme - la Libye, la Syrie et l'Iran de Khomeiny.

Parmi les huit membres du bureau politique du PDK, on



trouve, à côté d'Idriss et de Massoud Barzani, des personnalités nettement marquées à gauche, comme Giorgis Hassan, Roj Shaouess et Mohammed Goma.

● Ni « bastion » ni « capitale »

Si les Kurdes du PDK ont retenu une leçon de l'effondrement de mars 1975, c'est bien celle-ci : il n'est plus question de s'enfermer dans un « bastion », derrière des « frontières » ; plus de « capitale » ; plus de combats à armes inégales sur un front précis ; les peshmergas sont revenus à ce qui n'aurait jamais dû cesser d'être leur façon de faire la guerre : la guérilla, un art dans lequel ils excellent : « Nous livrons une guerre de partisans,

l'ennemi ne sait jamais où ni quand nous allons le frapper », rappelle sans cesse Saïd Barzani, responsable de la « force de Barzan », à la charnière de la première branche (Badivan) et de la deuxième (Erbil).

Le PDK contrôle aujourd'hui une « zone libérée », une bande de territoire éminemment stratégique, qui court sur 200 kilomètres le long de la frontière turque, depuis Zakho, à la frontière syrienne, jusqu'à la frontière irakienne, et s'étend en profondeur sur 25 à 30 kilomètres, parfois plus. Ce sanctuaire est précieux pour le PDK : ses peshmergas peuvent s'y reposer entre deux opérations et y suivre un entraînement militaire. La zone libérée abrite aussi le quartier général et la radio du PDK - et celle du Parti communiste irakien. Elle abrite aussi le quartier général de Saïd Barzani, quelque part sur une boucle de la rivière Lolan ; et, au nord d'Amadia, celui de Giorgis Hassan, où sont détenus les prisonniers des Kurdes, parmi lesquels un colonel des services de renseignement irakiens.

Le « quartier général » se limite à quelques huttes de branchages, dissimulées entre les arbres ; deux tentes, elles-mêmes cachées sous de gros chênes ; l cuisine, entre quatre pierres, sous

un gros arbre, un foyer avec une grande marmite dans laquelle on peut cuire assez de riz pour une quarantaine de personnes. Un peu plus loin, l'antenne de la radio. C'est tout. Hier, le quartier général se trouvait à tel endroit ; demain, il sera ailleurs. L'artillerie et l'aviation irakiennes bombardent systématiquement les zones tenues par les Kurdes.

Opérant par *dastas* (escouades) d'une douzaine d'hommes, les peshmergas du PDK, armés de kalachnikovs et d'un ou deux RPG par escouade, partent de leur base au petit matin et atteignent leur objectif après des marches forcées de plusieurs heures, ou de plusieurs jours.

À la tombée de la nuit, les peshmergas s'infiltrèrent dans les abords immédiats des petites agglomérations et tirent au lancement sur des objectifs « stratégiques » : les immeubles des services de renseignement civils et

militaires, les bureaux du parti baas, de l'armée populaire. Dans les villages qui entourent les grandes villes - Erbil, Kirkouk, Souleimania, - les peshmergas entrent en contact avec un élément crucial de la résistance kurde, l'« organisation interne ».

Ces membres clandestins du PDK qui vivent dans les zones contrôlées par le gouvernement irakien fournissent une aide logistique essentielle.

« Piqures de guêpe »

pour Bagdad

Le harcèlement est incessant, mais il s'agit de petites opérations : quel effet peut avoir le meurtre de quelques policiers ou l'explosion d'un camion militaire sur une mine sur une route de campagne ? Les Kurdes croient-ils pouvoir renverser le régime de M. Saddam Hussein avec de telles « piqures de guêpe » ?

M. Massoud Barzani affirme que les opérations de ses peshmergas obligent le commandement irakien à maintenir au Kur-

distan les dizaines de milliers d'hommes, dont il a un besoin désespéré sur le front iranien. Ce serait là un « véritable désastre » pour le régime de Bagdad. Il assure « fixer » ainsi soixante mille hommes, dont une division entière, la 2^e, affectée à la protection au triangle stratégique de Zakho, où convergent les frontières syrienne, turque et irakienne.

Mais M. Massoud Barzani admet volontiers que le mouvement kurde, si puissant soit-il, ne pourra, à lui seul, renverser le régime de Bagdad.

Le PDK joue à fond la carte du Front national démocratique qui regroupe, aux côtés du PDK, de petites organisations kurdes (le Parti socialiste du Kurdistan, de M. Rassoul Marmand) et le PASOK (Parti socialiste kurde) et des partis arabes : essentiellement le Parti communiste irakien (PCI), mais aussi de petites organisations comme le Regroupement démocratique national (des intellectuels dissidents du PCI) ou le Mouvement socialiste arabe.

Si certaines de ces organisations ont une présence symbolique - « Il suffit d'un plat de *dolmas* pour nourrir tous leurs adhérents », disent en riant les sympathisants du PDK, - l'engagement du PCI est important : plusieurs membres du bureau politique vivent en permanence au quartier général du parti, qui dispose de sa propre radio et de quatre cents à six cents « ansars » (partisans) dans la zone libérée du Badinan et dans la région du Charbajer et de Halabja.

● Le PCI « s'entraîne »

Le PCI met surtout l'accent sur la formation politique et militaire de ses cadres. Comme l'explique M. Kerim Ahmed, membre (kurde) du bureau politique du Parti communiste irakien, rencontré dans son quartier général montagnard, « la lutte armée au Kurdistan, malgré son importance, ne sera pas décisive dans la bataille pour renverser le gouvernement... Notre principal objectif est de renverser le régime par un soulèvement armé des masses populaires dans les villes... Dans cette perspective, nous considérons le Kurdistan comme un centre d'entraînement militaire qui peut fournir un nombre important de cadres pour les villes ».

Tout en faisant sien, à quelques nuances près, cette analyse, M. Massoud Barzani estime que les autres organisations politiques de l'opposition irakienne ne font peut-être pas tout ce qu'elles devraient. Le PDK accorde de plus en plus d'importance à ses alliances régionales avec la Libye et la Syrie - qui fournissent une aide matérielle au mouvement kurde irakien - et avec l'Iran, sans doute parce qu'il est seul en

mesure de venir à bout du régime irakien.

Les Iraniens empêcheraient parfois l'acheminement des armes que le PDK peut se procurer en Syrie. Les relations sont compliquées par l'existence de liens étroits entre le PDK et le Parti communiste irakien, ainsi que par le refus du PDK d'entrer dans le Conseil suprême de la révolution islamique. Rappelant que le PDK entretient des « relations amicales avec le mouvement islamique en général », et en particulier avec le parti Daoua, dont les militants peuvent gagner l'Irak à travers la « zone libérée » kurde, où ils disposent de bases de repos, M. Massoud Barzani justifie son refus d'adhérer au Conseil suprême en soulignant que le PDK est un parti nationaliste et séculier, qui n'est pas ouvert uniquement aux musulmans mais auquel adhèrent de nombreux nationalistes kurdes chrétiens.

A la merci de l'imam ?

Malgré tous ces problèmes, M. Massoud Barzani, qui n'a rencontré qu'une fois l'imam Khomeiny, en mai 1979, mais est reçu régulièrement par le président Khomeiny et par M. Rafsanjani, président du Parlement, considère son alliance avec l'Iran comme « essentielle et stratégique ».

Répète-t-il l'erreur tragique de son père ? Il s'en défend énergiquement. Tout d'abord, souligne-t-il, les relations du PDK avec l'Iran ne sont pas secrètes, mais officielles. A l'époque, ajoute-t-il, les Kurdes étaient les seuls à les entretenir, tandis qu'aujourd'hui c'est le cas de toute l'opposition irakienne. Mais surtout, selon le fils du général Barzani, on ne peut comparer le régime de Khomeiny avec celui du chah.

Poussé dans ses retranchements, le président du PDK doit pourtant reconnaître qu'il serait

évidemment affecté par un éventuel accord entre l'Iran et l'Irak.

« Cette fois-ci, affirme-t-il, la décision de poursuivre la lutte restera entre nos mains... Et, de toute façon, j'ai la ferme conviction que Khomeiny ne fera pas de compromis avec Saddam Hussein. »

En fait, M. Massoud Barzani voit loin. Comme l'explique l'un de ses plus proches collaborateurs, « il n'y a pas d'espoir pour le mouvement kurde tant que le statu quo régnera dans la région ; seuls les Iraniens veulent un changement. Qui sait ce qu'ils feront à la Turquie plus tard... Ils sont très ambitieux, nous en sommes sûrs. Et il faut que nous soyons partie prenante ».

CHRIS KUTSCHERA,
auteur du Mouvement
national kurde (Flammarion).

PDK contre UPK

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jelaï Talabani était l'un des piliers du « premier front » de l'opposition irakienne, le Front patriotique national démocratique mis sur pied en novembre 1980 par huit organisations démocratiques irakiennes, dont les plus importantes étaient l'UPK, le Parti communiste irakien, le Parti socialiste unifié du Kurdistan du docteur Mahmoud Osman, et la fraction du Baas irakien basée à Damas.

Mais quinze jours plus tard, coup de théâtre, le Parti communiste irakien adhère à un deuxième front, le Front national démocratique, qui comprend essentiellement le PCI, le PDK de Massoud Barzani et une organisation qui s'est séparée du Parti socialiste unifié du Kurdistan, le Parti socialiste du Kurdistan de Rassoul Marmand.

L'imbroglie est totale lorsqu'on annonce au printemps 1981 la formation d'un troisième front, islamique celui-là, qui regrouperait les divers partis chiites irakiens, des fractions dissidentes du Mouve-

ment socialiste arabe et du parti Baas, et le PDK.

Cinq ans plus tard, la situation s'est quelque peu clarifiée : le « premier front » n'existe pratiquement plus, étant réduit à une seule composante, l'UPK.

En ce qui concerne le troisième front, il s'est réduit à sa composante chiite, sous le nom de Conseil suprême de la révolution islamique ; basé à Téhéran, il a pour porte-parole Seyid Baker al Hakim.

Le « deuxième front », toujours actif, est basé au Kurdistan irakien, où son comité supérieur s'est réuni en juillet.

En ce qui concerne le mouvement kurde, en revanche, la confusion est plus grande que jamais. Se disputant la direction du mouvement national kurde en Irak, le PDK et l'UPK n'ont cessé de se livrer une lutte fratricide depuis 1978, entraînant dans cette lutte leurs partenaires respectifs dans les « fronts », et débordant au Kurdistan iranien.

Implantée dans le sud du Kurdistan irakien, essentiellement autour de l'axe Kirkouk-

Koi Sanjaq-Qala Diza — l'UPK de Jelaï Talabani, qui revendiquait quatre à cinq mille peshmergas, a entamé en décembre 1983 des négociations avec le gouvernement irakien : « Avec Saddam Hussein on peut toujours discuter, disaient les responsables de l'UPK, tandis que Khomeiny ne reconnaît même pas l'existence des nationalités. »

Rompues formellement en janvier 1985, ces négociations ont laissé l'UPK isolée sur le plan intérieur — et sur le plan international : la Libye et la Syrie ont en effet suspendu toute assistance à l'organisation de Jelaï Talabani. Cherchant à sortir de cet isolement, l'UPK a envoyé des émissaires auprès du PDK — auquel elle a proposé un « pacte de non-agression ». Selon certaines informations, l'UPK aurait même demandé à adhérer au Front national démocratique du PDK.

L'UPK aurait également envoyé des émissaires en Iran pour tenter de renouer avec le gouvernement iranien.

C. K.

nov. 1985

En Irak, avec les Kurdes

Chris Kutschera

*D'origine aryenne, converti à l'islam sunnite,
le peuple kurde a conservé intactes ses coutumes
et ses structures millénaires.*

*Divisé entre cinq Etats du Proche-Orient,
qui lui refusent le droit à l'existence,
le Kurdistan n'a jamais renoncé à son identité.*

Chris Kutschera se trouvait récemment chez les maquisards kurdes d'Irak.

Le QG des **peshmergas** (maquisards) ressemble à tout, sauf à un quartier général : quelques huttes de branchages dissimulées entre les arbres ; deux tentes, elles-mêmes cachées sous de gros chênes ; la « cuisine » : entre quatre pierres, sous un gros arbre, un foyer, avec une grande marmite dans laquelle on peut cuire assez de riz pour une quarantaine de personnes. Un peu plus loin, l'antenne radio.

Hier, le quartier général des Kurdes se trouvait à une boucle de la rivière **Lolan**, quelque part entre Mergasour et Barzan. Demain, il sera installé ailleurs... L'aviation irakienne bombarde systématiquement tous les hameaux le long de la rivière, comme en témoignent les prairies brûlées à perte de vue, mais jamais elle n'atteindra le quartier général du **Dr Saïd Barzani** (qui n'est pas médecin, mais historien, titulaire d'un doctorat de l'université de Moscou).

Le Dr Barzani est l'un des deux fils du général **Mustapha Barzani**, chef historique des Kurdes jusqu'en 1975, mort en exil aux Etats-Unis en 1979. Pendant quarante ans, Barzani, surnommé « le roi non couronné du Kurdistan », avait incarné la volonté de vivre d'un peuple et d'une nation situés au milieu de quatre voisins peu

décidés à reconnaître leur existence : la **Turquie**, l'**Iran**, l'**Irak** et la **Syrie**.

Nous sommes au nord de l'Irak, le

long de la frontière turque. Les Kurdes ont retenu quelques leçons de l'effondrement de 1975 : plus de bastion, plus de « frontières », plus

Un maquisard kurde (pro-iranien), avec sa perdrix, mascotte de son escouade.

Présents depuis près de trois millénaires au Proche-Orient, les Kurdes ont réussi à maintenir leur identité en dépit des fortes pressions de trois grands courants culturels : arabe, turc, persan. Ils constituent une nation, possédant une langue propre (le kurdmanji), des coutumes, une culture, mais n'ont pu réussir à créer un Etat.

Seul l'Irak a jusqu'à présent reconnu le fait national kurde. Les fils du général Barzani, chef charismatique de la Résistance, du début des années 1930 à la fin des années 1970, ont pourtant choisi de s'allier aux Iraniens.



de combats sur un front précis, à armes inégales ; ils sont revenus à la guérilla, un art dans lequel ils excellent :

– Nous livrons une guerre de partisans. L'ennemi ne sait jamais où, ni quand nous allons frapper », rappelle sans cesse le Dr Barzani, en expliquant comment opèrent ses **dastas**, escouades d'une douzaine de peshmergas armés de « Kalachnikov » et de lance-grenades (RPG).

Partant du quartier général ou de leur base, ces escouades atteignent, après des marches forcées de plusieurs heures, les agglomérations tenues par l'Armée irakienne : **Rowandouz, Sidekan, Shaqlawa, Mergassour**. A la tombée de la nuit, les peshmergas s'infiltrèrent dans les abords immédiats de ces agglomérations, et tirent au RPG sur des objectifs cruciaux pour des Kurdes :

les immeubles des services de renseignement civils et militaires, et les bureaux du parti **Baas**. Le lendemain, les peshmergas sont de retour dans leur base.

D'autres escouades de peshmergas posent des mines sur les routes empruntées par les véhicules de l'Armée, ou leur tendent des embuscades, et attaquent les fortins qui protègent ces routes.

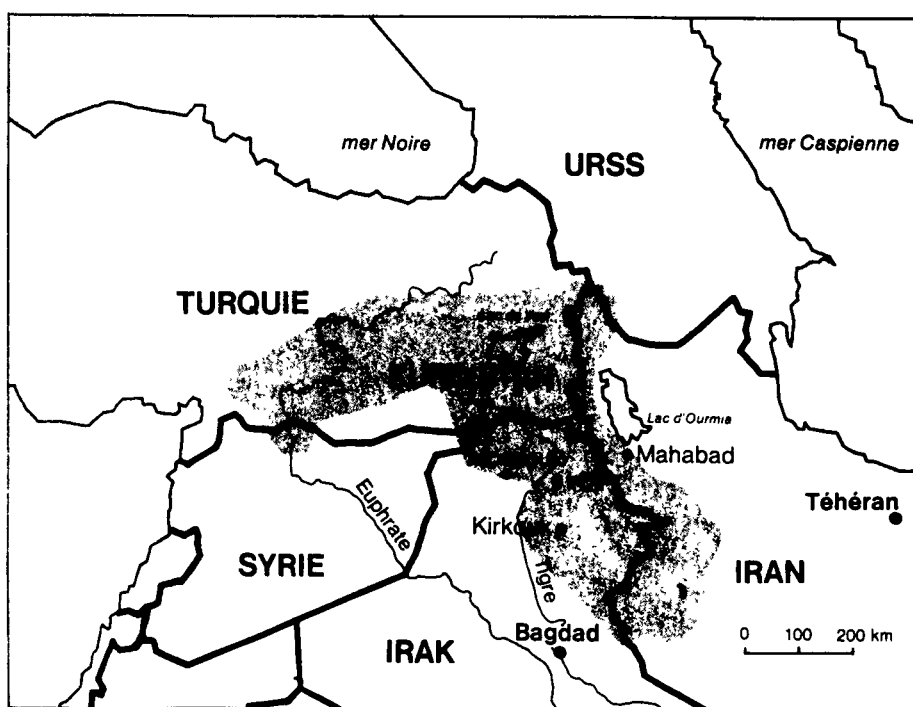
« Nous ne sommes pas capables de renverser le régime », admet le Dr Barzani. Mais ce harcèlement constant a un effet démoralisateur sur les forces irakiennes, qui ne sortent pratiquement plus de leurs garnisons. L'Armée irakienne a lancé une offensive au début du printemps pour occuper le **mont Piran**, une position stratégique qui domine la ville de Mergassour et la vallée de la Lolan. Environ mille cinq cents soldats et cinq cents mercenaires kurdes des

« brigades légères » y ont participé. Bilan, selon les Kurdes : une défaite des forces gouvernementales, pourtant largement supérieures en effectifs.

– Nous étions prévenus à l'avance de leurs mouvements, explique le Dr Barzani. Chaque jour nous recevons des informations de notre organisation clandestine, qui est active au sein même de l'Armée et parmi les mercenaires. »

Tout en se défendant de vouloir s'enfermer dans un « bastion », les Kurdes du **PDK (Parti démocratique du Kurdistan)** contrôlent une « zone libérée » qui s'étend sur deux cents kilomètres le long de la frontière turque, et sur une profondeur de vingt-cinq à trente kilomètres. Leur servant de « sanctuaire », cette zone « libérée » attire aussi des dizaines de milliers de réfugiés qui fuient la répression frappant les Kurdes dans les zones contrôlées par les Irakiens.

La partie en grisé correspond aux régions de peuplement kurde : le « Kurdistan historique ». Cette nation sans Etat ni frontière, peuplée de vingt millions d'âmes, se trouve à cheval sur cinq pays : la Turquie (10 millions), l'Iran (6 millions), l'Irak (3 millions), la Syrie (600 000) et l'URSS (200 000). Une religion majoritaire : l'islam sunnite ; de petites minorités chiites et chrétiennes.



Aziz Ahmed vivait autrefois dans un village près de la frontière turque. Immédiatement après l'effondrement de 1975, l'Armée est arrivée dans son village, a réuni toute la population, et a dynamité les maisons, transplantant tous les habitants dans un camp près de **Dyana**. Tous les villages kurdes situés dans une bande frontalière de vingt kilomètres ont ainsi été détruits, et leurs habitants déportés dans des camps situés, comme celui d'Aziz, à la lisière des villes kurdes, ou plus souvent dans le désert au sud de l'Irak.

Il y a deux ans, après la disparition de huit mille hommes du clan Barzani, déportés dans un endroit inconnu (et sur lesquels on ne sait toujours rien), Aziz Ahmed a eu peur de subir le même sort, et avec deux cent cinquante autres familles, il s'est enfui du camp de Dyana, pour rejoindre la « zone libérée ». Il s'est construit une maison de pisé, près d'un ancien village dynamité par l'Armée, dont on voit encore les fondations ; l'eau est abondante, Aziz cultive un jardin qui lui permet de nourrir sa famille.

En Irak, avec les Kurdes

Heureux ? « Oui, répond sa femme, s'il n'y avait pas les bombardements... »

Près de quarante mille personnes vivent ainsi dans le seul secteur contrôlé par le Dr Barzani, entre Mergassour, Barzan et la frontière turque. Un vivier dans lequel le PDK recrute ses peshmergas et ses miliciens. Mais aussi une lourde charge pour le parti, qui doit assurer leur sécurité, parfois leur alimentation, et ne pourra laisser longtemps une telle population sans écoles ni médecins. Mais les Kurdes ne se battent pas que contre l'Armée irakienne : ils doivent vivre avec la menace constante d'une intervention de l'Armée turque, qui les prendrait à revers. Cette menace est loin d'être une fiction : déjà l'Armée turque a pénétré en territoire irakien en 1983. Et seule l'arrivée précoce de l'hiver l'a empêchée de récidiver l'année dernière.

Les Turcs ont massé cette année près de trente mille hommes le long de la frontière irakienne, dont trois mille en face du secteur tenu par le Dr Barzani, qui s'attend à une offensive à n'importe quel moment :

– C'est l'intensité de nos activités qui déterminera éventuellement leur intervention », déclare-t-il.

Pour lui, il ne fait pas de doute que « si les peshmergas faisaient sauter l'oléoduc de Kirkouk, les Turcs viendraient ». Et les peshmergas pourraient difficilement faire front à une offensive combinée des forces irakiennes et turques.

A quatre cents kilomètres plus au Sud, la guerre continue entre l'Irak et l'Iran. Juste en face de nous, la montagne entière est en train de brûler dans la nuit. Le vacarme des obus qui explosent parfois à moins de trois cents mètres du toit de terre sur lequel nous sommes assis

nous rappelle que nous sommes en pleine guerre :

– Cela vous donne une bonne idée de notre situation : notre pays tout entier est détruit par la guerre », remarque **Kak Darwish**, responsable de la section de **Chwarta** des peshmergas.

Nous sommes entre les lignes iraniennes et irakiennes, dans le district de Charbajer, à environ vingt-cinq kilomètres à l'ouest de Penjouine, et à moins de dix kilomètres de Chwarta. L'artillerie iranienne pilonne les positions irakiennes autour de Chwarta, depuis une position avancée qui se trouve juste derrière notre colline ; nous nous trouvons en plein sous les feux croisés de l'artillerie irakienne.

Disposant de quelques centaines de peshmergas dans ce secteur du Kurdistan irakien, les Kurdes du PDK n'hésitent pas à affronter la force

A gauche : maquisards kurdes au repos chez un paysan irakien. Au mur : le portrait du général Barzani, et surtout une tapisserie représentant le Christ, considéré par les sunnites comme le « petit prophète ». A droite : maquisards traversant la rivière Lolan (au nord de l'Irak) sur un radeau de fortune. Les Kurdes du PDK sont pris en tenaille entre l'Irak et la Turquie, et les Iraniens ne les considèrent pas comme des alliés faciles.





disproportionnée de l'Armée irakienne.

Le lieutenant **Adnan Abdoullillah Ahmed**, né en 1956 à Mossoul, appartenant aux forces régulières irakiennes, fait prisonnier par surprise, peut affirmer que les Kurdes infligent des défaites surprenantes aux forces irakiennes. Ayant reçu l'ordre, le 24 juin, de prendre position sur des hauteurs stratégiques contrôlant la route entre Saïd Saddik et Khornawazan, il était parti avec un commandant et deux cent dix « commandos » (les Kurdes affirment qu'ils étaient au moins deux fois plus nombreux). Il a occupé sans coup férir les montagnes désignées, et y a fait construire des abris pour ses troupes. Le soir du 27 juin, ils ont été bombardés par des obus de mortier : rien d'inhabituel dans ce secteur du front. Et le soir du 28, il était fait prisonnier, avant d'avoir le temps de comprendre ce qui lui arrivait...

Ceci est exceptionnel : les Kurdes préfèrent de loin réaliser de petites opérations (contre un fortin, un poste de police), ou une embuscade, qui sont le vrai art de la guérilla, et épargnent leurs troupes.

— A la différence des Iraniens, nous ne nous battons pas pour du terrain, explique un officier kurde, nous allons quelque part, nous frappons l'ennemi, et nous sommes de retour avant qu'il ait réalisé ce qui se passe. »

Mais quel effet peut avoir la mort d'un policier, ou l'explosion d'un camion de l'Armée irakienne sur une route de montagne ?

— Tout d'abord, déclare **Massoud Barzani**, qui, à trente-neuf ans, est



Maquisard kurde manipulant un armement perfectionné, de provenance iranienne. Pour renverser le régime de Saddam Hussein, les Kurdes se sont alliés à l'Iran et au PC irakien. Ils sont spécialisés dans les embuscades et les petites opérations de guérilla.

La guerre millénaire des Kurdes

Apparus en Asie voici environ trente siècles, les **Kurdes** sont nés d'un brassage entre les peuples aryens des hauts plateaux iraniens et les tribus montagnardes du massif de Zagros. Jusqu'à la conquête arabe, ils conservèrent leurs coutumes et leurs structures tribales, que l'islam ne bouleversa pas.

Convertis progressivement à l'**islam sunnite**, auquel ils demeurent aujourd'hui fidèles dans leur quasi-totalité, ils n'ont jamais pu faire reconnaître leur personnalité, au confluent de trois grands ensembles ethniques et culturels : turc, iranien, arabe. Le mouvement nationaliste ne prit une réelle extension qu'au siècle dernier, s'exprimant par plusieurs soulèvements contre la domination ottomane. En **1920**, le traité de Sèvres reconnut pour la première fois l'existence d'une nationalité kurde, et préconisa la création d'un Etat autonome. Trois ans plus tard, le traité de Lausanne limitait sérieusement ces dispositions. A nouveau les Kurdes se soulevèrent (principalement contre les Anglais), mais ils ne réussirent qu'à cimenter contre eux l'alliance de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak (qui se concrétisa par le traité de Saadabad, en 1937).

En 1946, l'Iran mit fin à une éphémère **République kurde de Mahabad**, dont la création avait été encouragée par

l'URSS. Et ce fut en URSS que s'exila pendant dix ans le général **Barzani**.

Douze ans plus tard, les Kurdes participèrent au renversement de la monarchie irakienne. Mais le nouveau régime ne reconnut pas pour autant leurs droits nationaux. Désormais, Barzani et ses hommes mènent la guérilla anti-irakienne, depuis un bastion adossé aux frontières iraniennes et kurdes (environ 35 000 km², soit une petite partie du Kurdistan historique, aussi étendu que la France).

En **1970**, le général Barzani signe avec Bagdad un accord prévoyant une large autonomie pour les Kurdes ; une loi irakienne mettant en oeuvre cette autonomie sera même promulguée en 1974. Mais, un an plus tard, les Kurdes font les frais de la réconciliation entre le chah d'Iran et M. Saddam Hussein, scellée à Alger le 6 mars **1975**. L'accord global irano-irakien comporte la renonciation par l'Irak à l'autonomie du Kurdistan.

Déjà brimés en Turquie (où ils ne sont considérés que comme des « Anatoliens de l'Est »), les Kurdes sont depuis dix ans pris en tenaille entre deux Etats qui mènent depuis cinq ans, l'un contre l'autre, une guerre inexpiable. Barzani commença par se réfugier en Iran, d'où il choisit d'émigrer aux Etats-Unis. Ses fils reprirent la lutte, mais cette fois, alliés à l'Iran contre l'Irak. ■

Page de gauche : une patrouille de « pesh-mergas », les maquisards kurdes en Irak. En médaillons : le Dr Saïd Barzani, fils du général Barzani, l'un des chefs des Kurdes pro-iraniens (à gauche). Il a été formé à Moscou. A droite, une combattante du PDK et son mari ; l'âge n'entame pas l'ardeur guerrière d'un peuple dont l'Histoire est tissée d'innombrables révoltes.

En Irak, avec les Kurdes



Jeune « agent de liaison » kurde, en Iran. S'il a la chance d'échapper aux bombardements de l'armée irakienne, il connaîtra la vie rude des maquis, au coeur du terrible conflit que se livrent depuis cinq ans l'Irak et l'Iran.

devenu le chef incontesté du PDK, le fait qu'une partie de l'Armée irakienne soit fixée au Kurdistan par nos actions est un grave souci pour le régime de **Saddam Hussein**, qui en aurait besoin pour la guerre contre les Iraniens, sur le front du Sud. Il est vrai cependant que le mouvement kurde, facteur de déstabilisation très efficace, ne peut à lui seul renverser le régime irakien. Cette tâche doit être celle de toutes les composantes de l'opposition irakienne, et se réaliser dans le cadre régional. »

Plusieurs partis se sont donc regroupés au sein d'un **Front national démocratique** : parti communiste irakien, parti socialiste du Kurdistan, PASOK (parti socialiste kurde), et de petites organisations nationalistes arabes auxquelles les Kurdes accordent l'hospitalité. Ainsi, plusieurs centaines d'**Ansars** (partisans) du parti communiste irakien sont installés dans des bases au Kur-

distan, où plusieurs membres du Bureau politique du **PC irakien** vivent en permanence.

Les Kurdes estiment parfois que les autres organisations politiques ne font pas tout ce qu'elles devraient faire. Evoquant l'hypothèse d'un putsch pour se débarrasser du régime de Saddam Hussein, Massoud Barzani remarque :

— Nous autres Kurdes sommes très peu présents au sein de l'Armée, surtout dans la hiérarchie : c'est donc aux nationalistes arabes et aux islamiques, qui prétendent avoir une certaine influence dans l'Armée, que revient le rôle. »

En fait, les Kurdes donnent de plus en plus d'importance à leurs alliances régionales : avec la **Libye**, la **Syrie** et l'**Iran**. Même si les relations ne sont pas toujours faciles : l'Armée iranienne peut difficilement considérer comme son égale une bande de quelques centaines, voire quelques milliers, de maquisards. ■

Montagnards et féodaux

Dans l'Orient, où tant de civilisations se sont ensablées pour renaître autour de nouveaux centres, sur des bases nouvelles, le peuple kurde, peuple des montagnes, est la pierre qui est demeurée à sa place : Xénophon, ramenant les Dix mille de la Mésopotamie vers la mer Noire, trouvait déjà cette population dans les mêmes terroirs, et la ville d'Erbil n'est autre, toujours circulaire, que la cité d'Arbelles, où Alexandre le Grand remporta la victoire contre le Roi des rois. Les invasions arabes, mongoles, turques, ont pu passer, on retrouve, sans discontinuité depuis dix siècles, le peuple kurde du Taurus à l'Ararat et au sud du Zagros.

La montagne, site naturel de la vie kurde, a pu souvent servir de refuge en

période de péril, elle a surtout imposé à ce peuple un mode de vie dur, mais sain : le lait et le petit lait, qui tiennent une si grande part dans l'économie alimentaire du Kurde, contribuent à sa résistance physique, sans l'écarter de sa frugalité coutumière.

La montagne et son découpage en vallées explique aussi la force des **clans**. On a souvent exagéré l'importance de cet usage, qui n'est pas plus incompatible avec le sentiment d'une commune appartenance que celui des clans écossais.

Dans le monde féodal qu'étaient l'empire ottoman et la Perse jusqu'en 1918, les féodaux kurdes étaient les protecteurs naturels des divers « clans » de la population. Maîtres des terroirs kurdes, ils se refusaient, ainsi

que leur peuple, à les voir annexer et dépouiller par les armées « régulières » de pouvoirs centralisateurs étrangers. Dans la période qui suivit l'effondrement de l'empire ottoman, l'effort maintenu sans trêve depuis des siècles parut aboutir. A Sèvres, en 1920, le concert international envisagea de créer une entité kurde : le traité de Sèvres, chapitre III, articles 62 à 64, prévoyait même que le **Kurdistan** devait accéder à l'indépendance. Mais ce projet fut sans lendemain, et le Kurdistan est devenu en fait un pays du Proche-Orient, divisé entre la Turquie, l'Iran et l'Irak.

**Emir Kamuran
Aali Bedir Khan**

(« Le Spectacle du Monde » N° 8,
de novembre 1962)



K.S., Kurde, se cache de la police

Cas très délicat, humainement parlant, que celui de K. S., Turc d'ethnie Kurde, arrivé en Suisse en 1981 et qui dépose une requête d'asile l'été de cette année-là. Presque cinq ans plus tard, fin septembre dernier, il apprend que sa demande est définitivement rejetée. Vivant dans l'angoisse de se faire arrêter, quittant son travail, où il donne pourtant entière satisfaction, de peur de se faire démasquer, K. S., âgé de 28 ans, ne sait plus quoi faire et se cache.

Partir? Il le voudrait bien, mais où aller avec un passeport périmé. Rester là et se faire prendre menottes aux mains, puis embarquer dans un avion à destination de la Jordanie, comme on le lui a proposé, non merci! La Jordanie n'est pas un pays démocratique. Les Kurdes y sont mal vus, comme partout ailleurs. Retourner en Turquie? Il s'y voit déjà la tête tranchée.

Des incohérences, mais...

Le départ de Suisse est imminent. Le 28 novembre, il doit quitter le pays, son appartement et ses amis. Son frère, qui l'a rejoint à Genève, se trouve dans la même situation. K. S. a vécu dans un village retiré de Turquie. Pratiquement analphabète, c'est en présence d'un interprète qu'il a dû défendre sa cause et apporter la preuve qu'il était bien un réfugié.

Mais de toute évidence, on n'a pas cru à son récit; on a relevé des confusions dans les dates, notamment au sujet d'une détention de dix jours en Turquie. On a même trouvé des incohérences: ainsi K. S. aurait déclaré, par le biais de son conseil, aux autorités cantonales, que son père aurait été battu à mort en Turquie, alors qu'en audition à Berne, il aurait affirmé que ses parents auraient tout au plus été l'objet de pressions de la part de la police. Par conséquent, il n'a pas été en mesure de rendre vraisemblable sa qualité de réfugié; sa demande a donc été rejetée.

Les Kurdes mal aimés

K. S. a eu le temps d'apprendre un peu le français en plus de quatre ans. Il reconnaît s'être trompé sur les dates, mais cela ne change rien au fait que son père soit mort sous les coups de cailloux parce qu'il avait voté à gauche. Il n'en demeure pas moins vrai, selon lui, que les Kurdes sont massacrés en Turquie. K. S. n'emploie pas le terme de génocide, mais il compare la destinée de son peuple à celui de l'Arménie. Beaucoup de ses amis sont morts ou emprisonnés. Et de conclure: «Si l'on m'avait dit de partir tout au début, je serais parti. Maintenant, c'est trop tard à cause de mon passeport périmé. Et puis si l'on

pense que je suis un réfugié économique, expliquez-moi pourquoi, dans ce cas, je dépense tout ce que je gagne en frais d'avocat.»

L'avis de l'avocat

Justement, Me Stéphane Piletta-Zanin plaide pour son client. Sur les erreurs ou contradictions contenues dans les déclarations de K. S., voici ce qu'il pense: «En tant que telles, elles ne me paraissent pas indiquer une volonté de tromper les autorités, mais me semblent procéder plutôt d'une incompréhension mutuelle ainsi que de l'analphabétisme du requérant.» Cependant, Me Piletta admet qu'il est très difficile de distinguer les réfugiés économiques des réfugiés politiques. Et l'avocat d'invoquer les lenteurs de l'administration, le respect de notre histoire nationale, les principes humanitaires, la responsabilité que doivent prendre les citoyens...

Jugeant ce cas assez représentatif du problème que posent actuellement les requérants d'asile, Me Piletta ajoute que K. S. a montré un comportement exemplaire dans ses efforts d'adaptation au mode de vie de chez nous. Ce que ne démentent pas trois certificats de travail en bonne et due forme délivrés par ses employeurs genevois.

9.M.

ouest
france

27.11.1985

— LE MOUVEMENT LYCÉEN DES DROITS DE L'HOMME (au lycée Emile-Zola, à Rennes) a entrepris une campagne de protestation auprès de l'ambassadeur de Turquie à Paris. Il fait signer des lettres demandant la libération du maire kurde de Diyarbakir, condamné en octobre 83 à vingt-quatre ans de prison, et qui eut des liens très étroits avec la mairie de Rennes. Le 10 décembre, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, le M.L.D.H. organisera au lycée E.-Zola un débat l'après-midi, et le soir après la projection du film Yol, de Yilmaz Guney.

ADVERTISEMENT

Statement on Alarming and Very Serious Violations of Human Rights in Iraqi Kurdistan by the Government of Iraq

Since the resumption of hostilities, after the break-down of the peace and autonomy negotiations between the Iraqi government and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the Iraqi government has resorted to the most extreme methods of repression and intimidation of the Kurdish people manifested in a very tight economic blockade, arrest of thousands of innocent families (including small babies) of Pesh Mergas (partisans), deportation of thousands of people for no reason other than revenge, total destruction and levelling of seventy-eight (78) villages (since January 1985), and execution of hundreds of patriots, including well-known writers like Abdul-Khaliq Maarouf, Yousif Dergelayee, and Burhan Qaani, who were not connected with the armed resistance movement, but sympathised with the just struggle of their people. Recently, however, this atrocious campaign of the Iraqi government has reached very alarming and dangerous proportions that demands the immediate concern and attention of the World public opinion and its humanitarian organisations and organs. These practices are best exposed in the following incidents:

1 — In the first half of September 1985, the Iraqi authorities arrested nine hundred (900) youths, between the ages of 10-14 years, in the city of Sulaimania, only, for no crime committed except that they are suspected to be sympathisers of the resistance movement. These detainees have been taken to special camps, where the most cruel forms of torture are used against them. According to reliable sources, so far three of these youths have been killed under torture.

2 — Between 20th-23rd October, 1985, thirty thousand (30,000) soldiers and militias of the Iraqi government encircled the city of Sulaimania and a state of emergency was declared, for three consecutive days. A house-to-house search was carried out by them and thousands of innocent people were arrested.

3 — In protest against these violations of basic human rights, the people of Kurdistan organised peaceful protest demonstrations, on 29th October, 1985, in most of the major cities of Iraqi Kurdistan. The Iraqi government reacted by opening fire, on the peaceful demonstration in Sulaimania, killing twenty (20) demonstrators and wounding more than a hundred citizens. In an attempt to halt the wave of protest demonstrations, they have closed eight-hundred (800) schools for an indefinite period.

4 — In the second half of October 1985, the Iraqi government forces encircled the area of the "Citadel", in the city of Arbil, and arrested a few hundred youngsters, between the age of 15-30 years of age. They were herded into the courtyard of the main prison and military garrison of the city. They were mistreated, mis-handled and tortured which led to some frictions and clashes between the prisoners and their captives. The government forces then opened fire on the prisoners, and it is reported that many were killed.

5 — On 21st August, 1985, the Iraqi government checkpoint, on the road between Sulaimania and Chwarta, stopped a civilian car. Without any questioning, the soldiers killed the driver of the car with bayonets. They then executed the other five civilian travellers of the car summarily, without any questioning, trial, accusation or reason. They were innocent civilians, who had no involvement in any political or military opposition work against the Iraqi government. Among these was a young student named Dilshad Salih, aged only 14 years.

6 — Recently, a newly-appointed official of the Baath Party Organisation, for Kurdistan, named Mohamed Hamza, in his first public meeting in the City of Dohuk, in Iraqi Kurdistan, addressed the people in the following manner: "I would cut the breast that feeds the Pesh Mergas, and I would execute every Kurd that is related to any Pesh Merga, no matter how distant the relationship, from the age of 12 years and upwards. And I shall take Dohuk off the map of Iraq. We have levelled nine Arab villages to the west of the town of Al Amara. Therefore, it does not matter at all to destroy a Kurdish town in exchange for that Basra and Al Amara have been ruined. Why then, should not Dohuk be ruined?"

7 — A new campaign of Arabisation of Kurdish names of suburbs, villages and localities has been implemented. For example, in the area of Dohuk, the following Kurdish names of places have been changed to Arabic names:

- A — The village of "Suaila Hijar" has been changed to "Salahiya"
- B — The village of "Kirya Dere" has been changed to "Qadiriya"
- C — The town of "Atroosh" has been changed to "Al-Hurriyah"
- D — The village of "Aspii" has been changed to "Al Asii"
- E — The district of "Koret Gavana" has been changed to "Al-Fatheen"
- F — A few suburbs of the well-known summer resort "Sarsang" have been renamed. Saddam suburb, 8th Feb suburb and Tel Al-Zaatar suburb
- G — A mountain top called "Serih Benda" has been changed to "Ras Al-Abid"

8 — In the beginning of September 1985 the village of "Dergala" was subjected to indiscriminate artillery bombardment, by the Iraqi government forces, that led to the killing of many civilians, including the religious priest of the village, Abdul-Wahid Khidir, and his seven-year-old daughter, "Hero".

9 — During the month of September 1985, the Iraqi government closed down, indefinitely, more than 560 village schools, in the provinces of Sulaimania and Arbil. According to a secret report of the General Educational Department of Sulaimania province, a decision was taken in the beginning of September to close down 360 village schools of the province. All their teachers and employees have been transferred to other areas, and according to the directives of the "Security Committee of the Province of Arbil" (Nos 1321, 1368, 1451 of 18th, 20th and 23rd August, 1985) the Educational Department of Arbil decided to close down 200 village schools, some of which are as near as 2 kms to the city.

The same measures are being applied in Kirkuk and Dohuk provinces, as well. These racist measures are supervised by the security and educational departments of the regime.

10 — In May 1985, the government forces, without any reason or excuse or accusation or trial, arrested all the women and children (including small babies) of the village of Bagh, in the area of Talooba-Sulaimania, and placed them in the military garrison of "Reydar", without providing them with any milk (for the children) or food, for two days.

11 — In May 1985, the government arrested 200 Kurdish families (including women, young girls and small babies) in the city of Sulaimania, without any accusation or trial and even in contravention of Iraqi laws. But merely for the suspicion that a member of their family, or a relative, has joined the ranks of the Pesh Merga forces.

12 — In the second half of April 1985, three of PUK wounded Pesh Mergas fell into the hands of the Iraqi forces, after a very heavy engagement. Instead of respecting existing international conventions for the treatment of wounded prisoners of war, they were summarily executed by the Iraqi forces.

13 — Among the arrested in May 1985, in Sulaimania, was a child of 18 months, because both his parents are members of PUK and in the ranks of the Pesh Merga forces. His name is "Raiband".

14 — In the first half of July 1985, a unit of the security forces of the regime opened fire at an innocent civilian (Mohamed Ismail) inside his own shop in the city of Sulaimania, for no reason whatsoever, and merely because the Pesh Mergas had earlier in the day eliminated a very hated security officer. One of the Pesh Mergas that carried out the operation was Mr Ismail's brother.

15 — On the morning of 24th May, 1985, the village of Garawan (in Rowanduz area) was subjected to a very cruel aerial bombardment, by six Sukhoi bombers of the Iraqi Airforce, simply because they were suspected of harbouring a Pesh Merga force. In this bombing, 12 civilians were killed and 14 wounded. Most of the village was levelled to the ground. This village was again a target for aerial bombardment by four Sukhoi bombers of the Iraqi Airforce on 29th May, 1985.

16 — From the beginning of August 1985, the security and special forces of the Iraqi government have established numerous checkpoints along the main streets of many of the major cities of Iraqi Kurdistan (one every few hundred metres). In the month of August 1985 in Sulaimania, five innocent students were arrested in one of these checkpoints and were subjected to severe torture which led to the death of one of them and the killing of a shopkeeper (Jamal Salih Ali Qubad) by the special forces.

17 — Thousands of families of Pesh Mergas have been arrested and sent for a period to special camps in the South of Iraq. They are herded into special lorries in the early hours of the morning, without giving them any chance to take any of their belongings with them. Some are taken in their nightgowns. After a very heavy ordeal of transport and imprisonment, in the South of Iraq, some of them are then deported to the liberated areas to create a big refugee problem for the resistance movement.

18 — Some wives of Pesh Mergas are arrested by the security forces and asked to divorce their husbands in order to get released. They are told that the security officer can make the arrangements of the divorce, instead of the courts or a religious priest.

19 — The Kurds are now even discriminated against in the not-so-sensitive institutions of higher education. For example, before Kurds were not accepted in the military and police academies. Now, the colleges of sciences and education are closed in their faces, no matter how high their grades. Even teachers' training high schools are now forbidden to Kurds unless they become members of Baath Party.

Therefore, we call upon and strongly implore the following international bodies and instances, as well as all other international democratic and humanitarian organisations, to immediately voice their concern and protest to the Iraqi Government:

- 1 — The United Nations' Secretary-General
- 2 — The U.N. Commission for Human Rights
- 3 — The International Committee of the Red Cross
- 4 — Amnesty International
- 5 — The Congress of Non-aligned States
- 6 — The Congress of Islamic Countries
- 7 — The Vatican
- 8 — All international Federations of Human Rights

Further, we urge you to protest to the Iraqi Embassy, 21 Queensgate, London SW7

For the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Sec. Gen. Jala! Talabani
Iraqi Kurdistan, 1st November, 1985
BM Box 2398 London WC1N 3XX England

Mal eben mit einem Leben gespielt

*In letzter Minute wurde in Bonn die Abschiebung
eines kurdischen Asylbewerbers verhindert*

Von Vera Gaserow

Berlin (taz) — Nur dank der Intervention von Freunden ist gestern früh in letzter Minute die Abschiebung des kurdischen Asylbewerbers Abdulla Demirkol in Bonn verhindert worden. In Wildwestmanier hatte die Bonner Kripo den 36jährigen Kurden am Donnerstagnachmittag festgenommen und zum Flughafen Düsseldorf bugsiert, von wo aus er gestern früh in die Türkei abgeschoben werden sollte. Rasch reagierende Kölner

Verwaltungsrichter konnten per einstweiliger Anordnung am Freitag in aller Frühe die Abschiebung stoppen und auch das nordrhein-westfälische Innenministerium zog nach einem Alarmruf der „Gesellschaft für bedrohte Völker“ eine halbe Stunde vor dem Abflug in Richtung Ankara die Notbremse.

Am Donnerstagvormittag waren zwei Herren in dem parteiunabhängigen „Kurdischen Zentrum“ in Bonn erschienen, wo Abdulla Demirkol seit einem Jahr ehrenamtlich arbeitet. Erst nach längerem Befragen gaben sich die beiden Besucher als Herr Körner und Herr Feldmann von der Bon-

ner Kriminalpolizei zu erkennen. Nachdem sie eine Stunde lang vergeblich auf Abdulla Demirkol gewartet hatten, kamen sie am Nachmittag wieder und nahmen den kurdischen Asylbe-

werber ohne ein Wort der Begründung fest. Er wurde, ohne daß er seine Sachen packen und einen Anwalt benachrichtigen konnte, in ein Auto gesetzt und zum Flughafen gefahren. Mitarbeitern des 'Kurdischen Zentrums', die wissen wollten, was mit ihrem Mitglied nun passieren würde, riefen die Kripobeamten nur zu: „Den sehen sie nie wieder. Der wird abgeschoben“

Abdulla Demirkol lebt seit sieben Jahren in der Bundesrepublik. Seine beiden ersten Asylanträge wurden von Verwaltungsgerichten abgelehnt. Ein Asylfolgeantrag, über den noch nicht abschließend entschieden ist, liegt zur Zeit beim Bonner Ausländeramt. Zumindest bis zum 15. Dezember hatte Herr Demirkol vom Ausländeramt auch eine Aufenthaltsrechtliche Duldung erhalten. Seinen erneuten Asylantrag begründet der Kurde vor allem mit seiner Tätigkeit im 'Kurdischen Zentrum', die allein für die türkischen Militärs schon einen Anlaß für politische Verfolgung darstellt. Außerdem hatte Demirkol sich zusammen mit Petra Kelly öffentlich an Protestaktionen gegen die türkische Militärregierung beteiligt.

Freunde des Kurden setzten am Donnerstag alle Hebel in Bewegung, um die rechtswidrige Blitzabschiebung während des laufenden Asylverfahrens zu verhin-

dern. Petra Kelly und Otto Schily intervenierten. Kölner Verwaltungsrichter nahmen sich der Sache sofort an und die „Gesellschaft für bedrohte Völker“ alarmierte per Fernschreiben das nordrhein-westfälische Innenministerium von dem Gangsterstück der Bonner Ausländerbehörde. Am Freitagfrüh gab dann das Düsseldorfer Innenministerium die Order, im Fall Demirkol keine vollendeten Tatsachen zu schaffen und die Abschiebung auszusetzen.

Gestern mittag, als Abdulla Demirkol nach dem Willen der Ausländerbehörde schon längst in Ankara gelandet sein sollte, erhielt sein Anwalt per Post die nachträgliche Begründung für die — gerade noch verhinderte — Abschiebung. Der Asylantrag des Kurden sei „in höchstem Maße unbeachtlich“, teilte das Ausländeramt dem Anwalt mit. Nicht einmal die Mitgliedschaft in einer „terroristischen Gruppe“, die Demirkol bei seinen ersten Asylanträgen angegeben hatte, reiche als Fluchtgrund aus. Die Mitarbeit im „Kurdischen Zentrum“ sei erst recht kein Anlaß, Asyl zu gewähren. Das jedoch hätte das Bonner Ausländeramt eigentlich besser wissen müssen: vor wenigen Wochen nämlich hatten Kölner Verwaltungsrichter im Falle eines anderen Mitarbeiters des 'Kurdischen Zentrums' genau dieses Urteil der Ausländerbehörde per Gerichtsbeschluß korrigiert.



DOCUMENTS DE SEANCE

Edition en langue française

1985-86

9 octobre 1985

SERIE A

DOCUMENT A 2-117/85

ANNEXE VI

PROPOSITION DE RESOLUTION (doc. 2-63/85), présentée par
MM. VANDEMEULEBROUCKE et KUIJPERS, conformément à l'article 47 du
Règlement, sur le sort de la minorité kurde de Turquie

Le Parlement européen,

- A. vu ses résolutions des 17 mai 1983 et 22 mai 1984 sur les droits de l'homme dans le monde (1),
 - B. considérant qu'aux termes de l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans les Etats où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue,
 - C. considérant que le 19 février 1985, le tribunal d'exception de Diyarbakir a condamné à mort vingt-deux militants kurdes et que quatre autres accusés n'ont pu être jugés, étant décédés pendant leur détention,
 - D. considérant que le 21 janvier 1985, s'est ouvert au tribunal d'exception de Diyarbakir un autre procès contre quatre-vingt-quatre militants kurdes et que le procureur militaire a réclamé trente condamnations à mort, dont deux frapperaient des jeunes de moins de seize ans,
1. s'élève vivement contre la répression exercée à l'encontre de la minorité kurde de Turquie;
 2. exige la libération immédiate de toutes les personnes emprisonnées du chef de leur appartenance à une minorité ou à un groupe d'opposants au régime;
 3. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux ministres des Affaires étrangères se réunissant dans le cadre de la coopération politique.

(1) JO no. C 161 du 20.6.1983 et JO no. C 172 du 2.7.1984

Proposition de résolution (doc. B 2-89/85) présentée par M. Ulburghs, conformément à l'article 47 du Règlement, sur la situation préoccupante des prisonniers kurdes en Turquie

Le Parlement européen,

- A. vu le rapport du Dr Konrad Meingast, observateur de la Commission internationale des Juristes, sur la manière dont les tribunaux militaires de Diyarbakir traitent les prisonniers Kurdes déférés devant eux,
- B. vu les différents rapports d'Amnesty International sur les pratiques humiliantes appliquées à la prison de Diyarbakir aux prisonniers politiques, particulièrement en ce qui concerne les détenus Kurdes,
- C. vu les communiqués alarmants mentionnant de nouvelles tortures ayant entraîné la mort de deux détenus à la prison de Mersin,
- D. vu le nombre croissant de peines de mort prononcées contre des prisonniers Kurdes (originaires d'Eruh, Semdinli, Bireck, Erzurum),
- E. vu les vingt-et-une nouvelles condamnations à mort prononcées le 21.2.1985 à Diyarbakir contre des membres ou des sympathisants du parti kurde P.K.K.,
- F. vu l'oppression croissante subie par le peuple kurde,
- G. vu les droits du peuple kurde à une identité culturelle et linguistique,
1. invite le gouvernement turc à mettre fin aux violations des droits de l'homme impliquées au peuple kurde;
2. invite les gouvernements des Etats membres à envisager des mesures économiques en vue d'obtenir une démocratisation du régime actuel;
3. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux gouvernements et aux parlements des Etats membres.

Mercredi, 23 octobre 1985

2. Respect des droits de l'homme en Turquie

— doc. A2-117/85

RESOLUTION

sur la situation des droits de l'homme en Turquie

Le Parlement européen,

- vu les propositions de résolution suivantes:
 - proposition de résolution présentée par Mme van Hemeldonck sur la détention de Suleyman Yasar (doc. 2-556/84),
 - proposition de résolution présentée par MM. Kuijpers et Vandemeulebroucke sur la comparution de 56 intellectuels en Turquie (doc. 2-568/84),
 - proposition de résolution présentée par M. Staes sur le 4^e anniversaire du régime instauré par les militaires en Turquie et sur les faits qui se produisent dans ce pays avec l'assentiment ou à l'initiative de son gouvernement (doc. 2-595/84),
 - proposition de résolution présentée par M. Simpson sur la torture et les condamnations à mort en Turquie (doc. 2-1492/84),
 - proposition de résolution présentée par Mme Lizin sur l'emprisonnement en Turquie de M. Tamer Kayas (doc. 2-1521/84),
 - proposition de résolution présentée par MM. Vandemeulebroucke et Kuijpers sur le sort de la minorité kurde de Turquie (doc. B2-63/85),
 - proposition de résolution présentée par M. Ulburghs sur la situation préoccupante des prisonniers kurdes en Turquie (doc. B2-89/85).

Mercredi, 23 octobre 1985

- proposition de résolution présentée par M. De Gucht sur l'abolition de la peine de mort en Turquie (doc. B2-413/85),
 - proposition de résolution présentée par Mme Hoff et M. Fellermaier sur le décès de M. Fikri Sönnez, maire de la ville turque de Fatsa (doc. B2-530/85),
 - vu le rapport de sa commission politique (doc. A2-117/85),
- A. rappelant que, depuis le coup d'Etat de septembre 1980, il a adopté non moins de 11 résolutions traduisant ses préoccupations à l'égard de la situation des droits de l'homme en Turquie et que les membres des différents groupes politiques ont déposé plus de 20 propositions de résolution sur ce sujet au cours de la même période,
- B. rappelant également sa décision du 11 octobre 1984 à laquelle tous les partis politiques ont souscrit et aux termes de laquelle «la délégation du comité mixte Parlement européen/Grande assemblée nationale de Turquie sera seulement constituée lorsque le traité d'association sera remis en application et après nouvel examen de la situation en Turquie par le Parlement européen» ⁽¹⁾,
- C. constatant également que des recours en violation des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme par la Turquie ont été formellement formés, conformément à l'article 24 de la Convention, par 5 pays ⁽²⁾, dont 3 sont des Etats membres des Communautés européennes et que ces recours ont été renvoyés à la commission européenne des droits de l'homme, qui n'a pas encore statué en la matière mais, dans une ordonnance de référé du 6 décembre 1983, a déclaré les demandes recevables sans nullement en préjuger le fond,
- D. rappelant qu'un rapporteur désigné par la commission politique s'est rendu en visite en Turquie, à l'instigation du Bureau du Parlement, en vue de préparer un rapport sur la situation des droits de l'homme dans ce pays et qu'il a eu des entretiens exhaustifs avec des dirigeants des partis politiques et des membres de la Grande assemblée nationale, ainsi qu'avec d'autres personnalités du monde politique, des dirigeants syndicaux, des avocats, des journalistes, des fonctionnaires internationaux et nationaux, des membres des missions diplomatiques, d'anciens prisonniers et parents de prisonniers et avec de nombreux autres témoins,
- E. se félicitant de ce que le rapporteur ait constaté que certains progrès avaient été réalisés dans la voie de la restauration des droits de l'homme en Turquie et que la nécessité de poursuivre des réformes similaires semble être largement admise,
- F. déplorant toutefois que ces améliorations ne peuvent apparemment pas s'assimiler à un retour à la démocratie et au respect des droits de l'homme réclamé dans ses résolutions précitées et regrettant par ailleurs qu'il n'y ait même pas eu de restauration des garanties des droits de l'homme que le Parlement européen en toute logique considère comme les droits les plus fondamentaux et les plus élémentaires ⁽³⁾, à savoir le droit à la vie, le droit à l'intégrité physique et le droit à un procès équitable sur la base d'accusations précises,
- G. constatant, en particulier en ce qui concerne le droit à la vie, que s'il convient de saluer la réduction du nombre des exécutions capitales qui ont eu lieu au cours des dix-huit derniers mois, la peine de mort n'a pas encore été abolie et qu'elle est parfois exécutée,
- H. constatant par ailleurs, en ce qui concerne le droit à l'intégrité physique, que le rapporteur du Parlement a été informé à plusieurs reprises, notamment, par d'éminents dirigeants politiques, des avocats et des universitaires, que la torture restait, en particulier dans les commissariats de police, une pratique courante et systématique, qui, selon toute apparence, n'était pas en régression sensible, et que la commission des prisons de la Grande assemblée nationale turque, même si sa création procède à l'évidence d'une intention louable, ne semblait pas pouvoir exercer une influence déterminante pour mettre fin à ces graves atteintes aux droits de l'homme.

⁽¹⁾ JO n° C 300 du 12.11.1984, p. 49

⁽²⁾ Danemark, France, Pays-Bas, Norvège et Suède

⁽³⁾ Voir les rapports annuels du Parlement sur les droits de l'homme dans le monde en 1983 et 1984, la résolution adoptée sur la base du rapport de M. von Hassel au nom de la commission politique, en juillet 1982 (JO C 238 du 13.9.1982, p. 51) et les résolutions adoptées par le Parlement selon la procédure d'urgence le 24 mai 1984 (JO C 172 du 2.7.1984, p. 128 et 129)

Mercredi, 23 octobre 1985

- I. constatant par ailleurs, en ce qui concerne le droit à un procès équitable sur la base d'accusations précises, que les procédures et pratiques qu'il a dénoncées dans ses résolutions précitées, sont maintenues et notamment les violations du droit des prisonniers à être assistés d'un défenseur et à être jugés selon des procédures régulières.
- J. déplorant, dans ce contexte, que soient maintenus les procès de masse et leur procédure interminable, intentés à diverses institutions telles que l'Association turque pour la paix, la DISK, Confédération syndicale et les syndicats qui lui sont affiliés, ainsi qu'à divers groupes d'universitaires et d'intellectuels, pour des «délits» qui ne semblent être rien de plus que l'expression non violente et pacifique d'opinions politiques.
- K. rappelant en particulier sa résolution du 13 juin (1) sur le procès des membres du Comité turc pour la paix, qui invitait les ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique à demander aux autorités turques de mettre immédiatement fin à ce procès, à renoncer à de tels procès à l'avenir et à libérer sur le champ les inculpés.
- L. se félicitant des signes d'assouplissement de la censure sévère et répressive exercée sur les lettres et l'édition, mais préoccupé par le fait qu'un certain nombre d'auteurs et d'éditeurs sont encore poursuivis pour avoir exprimé des opinions non violentes et qu'une nouvelle loi dote la police de pouvoirs étendus l'habilitant à saisir des films et cassettes vidéo présentant un caractère non violent et non pornographique, à interdire ou à contrôler des activités culturelles sans autorisation préalable et à détenir sans mandat les personnes dont le comportement ne lui semble pas conforme aux critères moraux de la société.
- M. regrettant que les formes les plus diverses de violation des droits de l'homme sont toujours commises à l'égard de la minorité kurde de Turquie et a fortiori de ceux qui se manifestent politiquement comme Kurdes.
- N. se félicitant, en ce qui concerne la liberté d'association et le droit de s'engager dans la vie politique démocratique, du fait que des élections locales aient été organisées en 1984 pour la première fois depuis le coup d'Etat, les partis politiques ayant été autorisés à être plus largement représentés que lors des élections générales de 1983.
- O. reconnaissant néanmoins qu'il n'est pas possible de considérer que la démocratie a été rétablie en Turquie, étant donné que les principaux partis politiques, en particulier le parti social-démocrate à gauche et le parti de la juste voie à droite ne sont toujours pas représentés au parlement, que d'éminentes personnalités politiques comme MM. Demirel et Ecevit restent exclus de la vie politique active, que le parti communiste turc est toujours proscrit et que nombre de ses membres sont en prison et que d'autres partis politiques ont été inquiétés et leurs membres poursuivis et emprisonnés.
- P. rappelant à cet égard les décisions qu'il a prises les 22 janvier et 8 juillet 1982 de ne pas renouveler le mandat de ses membres au comité parlementaire mixte de l'association CEE-Turquie aussi longtemps que la Grande assemblée nationale turque n'aura pas été élue librement, ainsi que sa décision du 11 octobre 1984 évoquée plus haut.
- Q. déplorant que les droits syndicaux soient toujours aussi sévèrement limités en Turquie et que les autorités aient interdit à l'une des principales confédérations syndicales, la DISK, organe affilié à la Confédération européenne des syndicats et reconnu par les Communautés européennes, d'exercer des activités dans le pays et séquestré ses fonds et ses avoirs.
- R. constatant que la loi martiale reste en vigueur dans certaines régions du pays, notamment dans la plus grande ville du pays, Istanbul et frappe une partie importante de la population, que cette situation implique des restrictions majeures aux droits de l'homme et que même dans les régions où la loi martiale a été levée, elle a été remplacée par l'état d'urgence, qui impose des contrôles tout aussi rigoureux.
- S. constatant par ailleurs avec inquiétude l'existence d'une certaine évolution, en particulier la prérogative récemment donnée à la police de procéder, sans l'autorisation légale qui était requise auparavant, au transfert de détenus des prisons vers les commissariats de police, aux fins d'y subir de nouveaux interrogatoires, et les pouvoirs beaucoup plus étendus que la nouvelle législation a conférés à la police dans les domaines particuliers de la censure, de l'arrestation et de la perquisition sans mandat, de la détention au secret et de l'utilisation d'armes à feu par la police, l'usage qui peut en être fait étant de nature à aggraver plutôt qu'à améliorer la situation des droits de l'homme.

(1) JO n° 175 du 15.7.1985, p. 222

Mercredi, 23 octobre 1985

- T. constatant que les autorités turques violent les droits des minorités ethniques même lorsque ceux-ci sont garantis par des traités internationaux:
1. exprime sa profonde inquiétude à l'égard de la gravité de la situation qui subsiste en ce qui concerne les droits de l'homme en Turquie et condamne avec fermeté toutes les formes de violence qui y sont commises contre les personnes;
 2. invite le gouvernement turc à rétablir sans délai les droits de l'homme en Turquie, en particulier:
 - a) en ce qui concerne le droit à la vie, entre autres en abolissant la peine de mort et en amnistiant les prisonniers détenus pour des délits d'opinion;
 - b) en ce qui concerne le droit à l'intégrité physique, entre autres en engageant des poursuites contre les personnes responsables de tortures, en indemnisant les victimes de la torture et en supprimant les traitements inhumains et dégradants infligés, sous quelque forme que ce soit, aux prisonniers;
 - c) en ce qui concerne le droit à un procès équitable, entre autres en supprimant les restrictions imposées en matière de défense des prisonniers et en instaurant des procédures pénales qui garantissent le respect des droits des inculpés;
 - d) en mettant fin aux procès de masse intentés au Comité turc pour la paix, à la Confédération syndicale DISK et aux syndicats affiliés, ainsi qu'aux différents groupes d'universitaires et d'intellectuels et en libérant immédiatement les personnes toujours détenues qui sont impliquées dans ces procès;
 - e) en accordant à toute personne physique le droit de saisir la commission européenne des Droits de l'homme conformément à l'article 25 de la Convention européenne des Droits de l'homme (droit qui est maintenant octroyé par 17 des 21 signataires de la Convention);
 - f) en levant les restrictions imposées à la liberté d'exercer une activité politique, aux droits syndicaux et à la liberté d'opinion;
 - g) en ce qui concerne les droits des minorités, relatifs à la religion, à la langue, à l'histoire et aux activités culturelles et sociales;
 3. estime, tout en étant pleinement conscient des difficultés politiques et économiques auxquelles la Turquie est confrontée, que la situation des droits de l'homme en Turquie ne justifie aucunement qu'il revienne sur la décision citée au considérant B de la présente résolution et que la désignation de la délégation du Parlement européen au comité mixte CEE/Turquie doit rester en suspens;
 4. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission et au Conseil, aux ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique, aux gouvernements des Etats membres, au Conseil de l'Europe, au gouvernement turc et à la Grande assemblée nationale turque.